

## Analyse de la représentation de l'État du Qatar dans le journal Le Soir à l'aube de la Coupe du monde de football 2022

**Auteur :** Tamma, David

**Promoteur(s) :** Geuens, Geoffrey

**Faculté :** Faculté de Philosophie et Lettres

**Diplôme :** Master en communication multilingue, à finalité spécialisée en communication économique et sociale

**Année académique :** 2022-2023

**URI/URL :** <http://hdl.handle.net/2268.2/19090>

---

### Avertissement à l'attention des usagers :

*Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.*

*Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.*

---

# Annexes

Tableaux d'analyse des titres des articles :

## PARTIE 1

Numéro et date de l'article + thème	Titre	POUR, CONTRE OU NEUTRE	Pratique discursive particulière pertinente
1 (02.06.22) <b>Énergies fossiles</b>	<b>Chercher des alternatives au pétrole russe dans des pays autocratiques, n'est-ce pas incohérent ?</b>	<b>CONTRE</b> Pays autocratiques et pays producteurs non démocratiques renvoie à un groupe de pays dont fait partie le Qatar (Qatar, UAE, Arabie Saoudite, Koweït, Chine, ...)	<b>Présumé</b> Les pays où on cherche une alternative (dont Qatar) sont autocratiques
2 (02.06.22) <b>Boycott</b>	<b>« Boycoter le Mondial au Qatar serait tout sauf un acte de courage »</b>	<b>POUR</b> Remet en cause la question du boycott	<b>Présumé</b> Un boycott est envisagé  <b>Sous-entendu</b> Le boycott n'est peut-être pas aussi justifié qu'il n'y paraît
3 (03.06.22) Influence des fédérations de football	<b>« Les fédérations de foot ont un pouvoir et une influence »</b>	<b>NEUTRE</b>  Pas de mention du Qatar	/
4 (03.06.22) <b>Droits et conditions des travailleurs</b>	<b>« Difficile d'attribuer un décès au travail »</b>	<b>POUR</b> Peut poser la question des chiffres des décès liés au travail	<b>Présumé</b> Des travailleurs migrants meurent au Qatar <b>Sous-entendu</b> Les travailleurs migrants ne meurent peut-être pas à cause du travail



5 (14.06.22) <b>Énergies fossiles</b>	<b>Qatar : TotalEnergies choisi pour développer le plus grand champ gazier au monde</b>	<b>Neutre</b> Qatar juste mentionné	/
6 (28.06.22) Scandale financier	<b>Un nouveau scandale financier éclabousse le prince Charles</b>	<b>Neutre</b> Qatar pas mentionné (explicite ou implicite)	/
7 (22.07.22) <b>Énergies fossiles</b>	<b>Gaz russe : la Commission veut contrer le « scénario du pire »</b>	<b>Neutre</b> Qatar pas mentionné (explicite ou implicite)	/
8 (28.07.22) Mondial	<b>L'Égypte en pole juste avant le Mondial qatari</b>	<b>Neutre</b> Juste mention du Mondial	/
9 (01.08.22) Scandale financier	<b>Naïf ou cupide ? Le prince Charles a accepté un chèque de la famille Ben Laden</b>	<b>Neutre</b> Pas de mention du Qatar (explicite ou implicite)	/
10 (12.08.22) Rapport de force	<b>Le Qatar en position de force malgré une image ternie</b>	<b>CONTRE</b> Image ternie	<p><b>Présupposé</b> L'image du Qatar est ternie</p> <p><b>Sous-entendu</b> Son image est ternie à cause des scandales qui entourent la compétition (peut être humain ou écologique)</p> <p><b>Concession</b> Oui position de force mais ne devrait pas l'être car image ternie</p>

11 (12.08.22)  Droits des personnes LGBTQI+	Une libéralisation... qui freine sur les LGBTQI+	<b>CONTRE</b>  « Fausse » libéralisation car non-respect des droits des personnes LGBTQI+	<b>Présumé</b> Il existe une libéralisation  <b>Sous-entendu</b> Montre que pas vraiment de libéralisation et montre que le présumé est ironique
12 (12.08.22)  Boycott	Télévision : le boycott trouve toujours une voie	<b>CONTRE</b>  Mention du boycott donc des problèmes éthiques auxquels il renvoie	<b>Présumé</b>  La question du boycott se pose
13 (12.08.22)  Boycott	Boycott : des sponsors en ordre dispersé	<b>CONTRE</b>  Mention du boycott donc des problèmes éthiques auxquels il renvoie	<b>Présumé</b>  La question du boycott se pose
14 (12.08.22) Mondial	886 fans belges ont leur billet pour le Mondial	<b>Neutre</b>  Juste mention du Mondial	/
15 (12.08.22)  Promesses non tenues	A 100 jours du Mondial, le Qatar doit encore tenir ses promesses	<b>CONTRE</b>  Promesses non tenues + Mondial controversé	<b>Présumé</b>  Le Qatar a fait des promesses pour améliorer la situation dans son pays  <b>Sous-entendu</b>  La situation sur place ne s'est pas améliorée
16 (22.08.22)  Droits (liberté d'expression)	En Arabie saoudite, des tweets peuvent valoir 34 ans de prison	<b>Neutre</b>  Pas de mention du Qatar (explicite ou implicite)	/
17 (24.08.22)  Énergie fossile	Au Moyen-Orient, danse du ventre	<b>CONTRE</b>	<b>Sous-entendu</b>

	<b>pour de l'hydrocarbure</b>	Les pays du Moyen-Orient qui exportent de l'hydrocarbure inclus Qatar (Qatar, UAE, Arabie saoudite, Koweït, ..)	Les pays européens ignorent les différents problèmes au Moyen-Orient (dont Qatar) pour des énergies fossiles
18 (26.08.22) <b>Droits des personnes LGBTQI+</b>	<b>Un monde de contradictions pour la communauté LGBTQI+</b>	<b>Neutre</b>  Pas de mention du Qatar (explicite ou implicite)	/

## PARTIE 2

Numéro et date de l'article + thème	Titre	POUR, CONTRE OU NEUTRE	Pratique discursive particulière pertinente
19 (06.09.22) <b>Énergies fossiles</b>	<b>Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver</b>	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
20 (08.09.22) <b>Énergies</b>	<b>Surprofits   La Commission veut fixer un plafond de prix pour l'électricité nucléaire et le renouvelable</b>	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
21 (13.09.22) <b>Énergies fossiles</b>	<b>ÉNERGIE   Bruxelles est passée au gaz riche</b>	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
22 (16.09.22) <b>Émir du Qatar</b>	<b>L'émir du Qatar cultive la langue de bois avec talent</b>	<b>Contre</b>  Critique de l'émir du Qatar qui fait de la langue de bois	<b>Sous-entendu</b>  L'émir ne répond pas aux questions concernant les

			critiques sur son pays
23 (16.09.22) <b>Droits de l'homme</b>	<b>Les Diables entreprendront des « actions visibles » pour les droits de l'homme au Qatar</b>	<b>Contre</b>  Mention des problèmes au niveau des droits de l'homme	<b>Présumé</b>  Les droits de l'homme ne sont pas respectés au Qatar
24 (17.09.22) <b>Boycott</b>	<b>Martinez : « Boycoter le Mondial n'est pas la solution »</b>	<b>POUR</b>  Peut laisser sous-entendre que le boycott ne serait pas justifié	<b>Présumé</b> La question du boycott est envisagée  <b>Sous-entendu</b>  Le boycott n'est peut-être pas justifié
25 (19.09.22)  « Parler vrai »	<b>A bien entendre, le parler vrai sonne souvent faux</b>	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
26 (22.09.22)  <b>Droits des personnes LGBTQI+</b>	<b>Le capitaine des Diables portera un brassard pour l'inclusion</b>	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
27 (27.09.22)  Bourse, économie	<b>Porsche entre en Bourse en pleine tempête économique</b>	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
28 (29.09.22) Sport	<b>l'expert   « L'UE ne prend pas le sport suffisamment au sérieux »</b>	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
29 (30.09.22)  <b>Droits et conditions des travailleurs migrants</b>	<b>Avec leur maillot mortuaire, Hummel et le Danemark osent un geste fort</b>	<b>Contre</b>  Mention des ouvriers morts sur les chantiers au Qatar	<b>Présumé</b>  Des ouvriers sont morts sur les chantiers au Qatar
30 (30.09.22)	<b>6.500 morts au Qatar ? Derrière le maillot danois, une bataille de chiffres</b>	<b>Pour</b>  Remise en question du nombre de morts sur	<b>Interdiscours</b>

Droits et conditions des travailleurs migrants		les chantiers qataris, tentative de nuancer	Donne à voir un contre discours à ce qui a été dit dans le Guardian
31 (30.09.22)  Nasser Al-Khelaïfi	Nasser Al-Khelaïfi au centre d'une nouvelle affaire étrange	<b>Contre</b>  Critique d'un homme fort du Qatar	<b>Présumé</b>  NAK a déjà été au centre d'une affaire étrange.
32 (01.10.22)  Mode	Balmain sur le cœur	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
33 (04.10.22) Énergie	« Hier, tout le monde était virologue. Aujourd'hui, c'est expert nucléaire »	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
34 (06.10.22)  Sport	Le Golfe en pleine course aux compétitions sportives	<b>Neutre</b>  Qatar juste mentionné implicitement	/
35 (08.10.22)  Hiver	« Je dirais même plus » : Winter is coming	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
36 (13.10.22)  PSG	Comment l'armée numérique du PSG a déferlé sur Twitter	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
37 (14.10.22) Énergies fossiles	Pénuries de gaz : le plus grand risque, c'est le coup de froid en mars	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/
38 (17.10.22) Conditions de travail	Syndicats cherchent « patrons éthiques »	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	/

### PARTIE 3

Numéro et date de l'article + thème	Titre	POUR, CONTRE OU NEUTRE	Pratique discursive particulière pertinente
39 (20.10.22) <b>Controverse</b>	<b>Le Qatar ne s'attendait pas à douze ans de controverses</b>	<b>Contre</b>  Le mondial est controversé	<b>Présumé</b>  Il y a des controverses autour du mondial
40 (20.10.22)  Riposte	<b>Fans   La riposte séduit le monde arabe</b>	<b>POUR</b>  La riposte Qatari est séduisante	<b>Sous-entendu</b>  Le Qatar n'est peut-être pas si mauvais que ça
41 (20.10.22) <b>Controverse</b>	<b>Le Qatar cumule les tares, mais qui l'ignorait ?</b>	<b>Contre</b>  Le Qatar a des tares	<b>Présumé</b>  Le Qatar cumule les tares
42 (20.10.22) <b>Controverse</b>	<b>Le Mondial de toutes les polémiques</b>	<b>Contre</b>  Mondial polémique	<b>Présumé</b>  Ce mondial est polémique
43 (27.10.22)  Climatisation	<b>Chaleur   Au Qatar, la climatisation est un sport national</b>	<b>Contre</b>  Critique écologique	<b>Sous-entendu</b>  Le Qatar pollue beaucoup
44 (28.10.22) <b>Énergie</b>	<b>Les ménages ne voient toujours pas l'effet de la baisse des cours sur les factures</b>	<b>Neutre</b>  Pas de mention implicite ou explicite du Qatar	  /
45 (05.11.22)  Corruption	<b>Les noces d'argent entre la Fifa et le Qatar</b>	<b>Contre</b>  Lien entre Qatar et corruption	<b>Sous-entendu</b>  La Fifa censée être neutre entretien des relations litigieuses avec le Qatar (jeu de mots noces d'argents)
46 (05.11.22)  Mondial	<b>La Fifa demande « de se concentrer sur le football »</b>	<b>Neutre</b>  Qatar juste mentionné en tête de page	  /
47 (05.11.22) Pablo Andres	<b>Pablo Andres ? Appelez-le docteur...</b>	<b>Neutre</b>  Qatar pas mentionné	  /

48 (05.11.22) Soft power	Le soft power du Qatar s'est retourné contre lui	<b>Contre</b>  Mauvaise image du pays	<b>Sous-entendu</b> Le Qatar ne convainc pas en Europe
49 (08.11.22)  Espionnage	Le Qatar accusé d'espionnage : « C'était très sophistiqué »	<b>Contre</b>  Accusation d'espionnage	/
50 (09.11.22)  Droits LGBTQI+	L'homosexualité est une « déviance mentale », selon un ambassadeur de la Coupe du monde	<b>Contre</b>  Non-respect des LGBTQI+	<b>Sous-entendu</b>  Le Qatar est un pays qui ne respecte pas les droits des LGBTQI+
51 (09.11.22)  Controverse	« Le choix du Qatar était une erreur »	<b>Contre</b>  Qatar est une erreur	/
52 (12.11.22)  Liberté d'expression	Au Qatar, si tu parles, tu pars	<b>Contre</b>  Critique liberté d'expression	<b>Sous-entendu</b>  Le Qatar ne respecte pas la liberté d'expression
53 (12.11.22)  Droits et conditions des travailleurs	Pour les travailleurs migrants, « quitter le pays n'est pas une option »	<b>Contre</b>  Conditions des travailleurs	<b>Sous-entendu</b>  Les travailleurs migrants sont piégés au Qatar
54 (12.11.22)  Responsabilité	Le Qatar devrait prendre exemple sur Spiderman	<b>Contre</b>  Qatar ne fait pas face à ses responsabilités	<b>Sous-entendu</b>  Le Qatar a un grand pouvoir mais ne prend pas ses responsabilités
55 (12.11.22) Émir	l'émir   L'homme qui a voulu la Coupe du monde	<b>Neutre</b>  Qatar juste mentionné	/
56 (12.11.22)  Espionnage	Fifa : une affaire d'espionnage éclabousse un roi de la tech	<b>Neutre</b>  Qatar pas mentionné	/
57 (12.11.22)  Clivage sociétair	Travailleurs migrants, expatriés, Qataris... chacun dans sa bulle	<b>Contre</b>  Clivage dans la société qatari	<b>Sous-entendu</b>  Il y a un clivage et une inégalité des classes au Qatar

58 (12.11.22)  Droits des travailleurs	Tutelle   La kafala, c'est quoi ?	<b>Contre</b> Mention de la kafala	<b>Présumé</b>  Le système de la Kafala est d'application au Qatar
59 (12.11.22)  Liberté de la presse	Médias   L'angle mort d'Al Jazeera	<b>Contre</b> Presse pas objective	<b>Sous-entendu</b>  Il y a un contrôle de la presse au Qatar
60 (12.11.22)  Liberté de la presse	Comment « Le Soir » a été surveillé au Qatar	<b>Contre</b> Critique liberté de la presse	<b>Sous-entendu</b>  Il y a un contrôle de la presse au Qatar
61 (12.11.22) Droits et conditions de travail	FGTB « Nos premières visites étaient clandestines »	<b>Neutre</b> Qatar juste mentionné en tête de page	/
62 (12.11.22)  Thème non identifiable au titre	Quand un Qatar rit, tous les...	<b>Neutre</b> Qatar juste mentionné	/
63 (12.11.22) Droits humains	droits humains   « Il est impossible de critiquer la famille Al-Thani »	<b>Contre</b> Critique des droits humains au Qatar	<b>Présumé</b> Les droits humains sont critiqués au Qatar <b>Sous-entendu</b>  La famille royale couvre ses arrières <b>OU</b> critiquer la famille royale pourrait avoir des répercussions
64 (12.11.22)  Vie des Qataris	Entre les boîtes de nuit et les gratte-ciel, les Qataris craignent de disparaître	<b>Contre</b>  Les Qataris risquent de disparaître à cause de ce qui se passe dans le pays	/
65 (12.11.22) Tourisme	tourisme   Doha ne veut pas devenir un nouveau Dubaï	<b>Neutre</b> Qatar juste mentionné	/
66 (14.11.22)  Sponsors	Pourquoi la Coupe du monde tracasse les sponsors des Diables	<b>Contre</b>  Sous-entend les diverses polémiques	<b>Sous-entendu</b>  La Coupe du monde au Qatar n'est pas plébiscitée en Belgique



67 (15.11.22) <b>Droits des travailleurs</b>	<b>Onze entreprises européennes ne respecteraient pas le droit du travail</b>	<b>Neutre</b> Focus pas sur le Qatar	/
68 (16.11.22) Engouement des supporters belges	<b>La ferveur encore toute relative des Belges pour le Mondial</b>	<b>Neutre</b> Juste mention du Mondial	/
69 (16.11.22) Engouement des supporters belges	<b>Le drapeau belge sera moins visible qu'au Brésil ou en Russie</b>	<b>Neutre</b> Juste mention du Mondial	/
70 (17.11.22) Sport	<b>l'expert   « C'est la première fois qu'on prend le sport au sérieux »</b>	<b>Neutre</b> Juste mention du Qatar en tête de page	/
71 (17.11.22) <b>Boycott</b>	<b>Le boycott total, arme à double tranchant</b>	<b>Pour</b> Boycott peut être pas justifié	<b>Présumé</b> La question du boycott se pose <b>Sous-entendu</b> Le boycott n'est peut-être pas aussi justifié qu'on le laisse entendre
72 (17.11.22) <b>Boycott</b>	<b>Boycott : le tacle citoyen au « sport business »</b>	<b>Contre</b> Mention du boycott	<b>Présumé</b> La question du boycott se pose
73 (18.11.22) <b>Conditions et droits des travailleurs</b>	<b>Y a-t-il vraiment eu 6.500 morts sur les chantiers du Mondial ?</b>	<b>Pour</b>	<b>Interdiscours</b> Donne à voir un contre discours à ce qui a été dit dans le Guardian
74 (18.11.22) Aide belge	<b>De l'aide belge au Qatar</b>	<b>Neutre</b> Juste mention du Qatar	/
75 (18.11.22) Besix	<b>Besix, un roc dans le Golfe</b>	<b>Neutre</b> Juste mention du Qatar (en tête de page)	/
76 (18.11.22)	<b>Conditions de travail au Qatar : le visage belge</b>	<b>Contre</b>	<b>Présumé</b>

Conditions et droits des travailleurs	des chantiers des stades	Aborde les conditions de travail au Qatar	Les conditions de travail au Qatar est un sujet polémique
77 (19.11.22)  Boycott	les politiques   Aller ou ne pas aller au Qatar ? Telle est la question	<b>Contre</b>  Question du boycott politique	<b>Sous-entendu</b> Les différents problèmes qui entourent le Qatar devraient poser la question du boycott politique.
78 (19.11.22)  Sport	A petit pays, petit football	<b>Neutre</b>  Juste mention du Qatar	/
79 (19.11.22) Clichés	clichés   « Le Qatar n'a rien inventé »	<b>Neutre</b> Juste mention du Qatar	/
80 (19.11.22)  Boycott	Une Coupe du monde en mal de pop stars... ou le contraire	<b>Contre</b>  Boycott de la compétition par les stars	<b>Sous-entendu</b> Les popstar boycott la coupe du monde à cause des problèmes au Qatar
81 (19.11.22)  Corruption à la Fifa	« A la Fifa, le ver est dans le fruit. Peut-être même qu'il n'y a plus de fruit »	<b>Neutre</b>  Critique de la Fifa	/
82 (19.11.22)  Droits humains	L'Allemagne et le Danemark ne désarment pas sur les droits humains	<b>Contre</b>  Critique des droits humains	<b>Présumé</b> Les droits humains sont un problème au Qatar
83 (19.11.22)  Liberté de la presse	Un journaliste néerlandais doit effacer ses photos	<b>Contre</b> Qatar mentionné en tête de page → critique de la liberté de la presse	/

GUERRE EN UKRAÏNE

# Chercher des alternatives au pétrole russe dans des pays autocratiques, n'est-ce pas incohérent ?

L'Union européenne impose un embargo sur 90 % du pétrole russe qu'elle importe, sanctionnant un pays envahisseur accusé de crimes de guerre. Mais **le club des pays producteurs ne réunit pas que des pays démocratiques pacifistes...**

DÉBAT

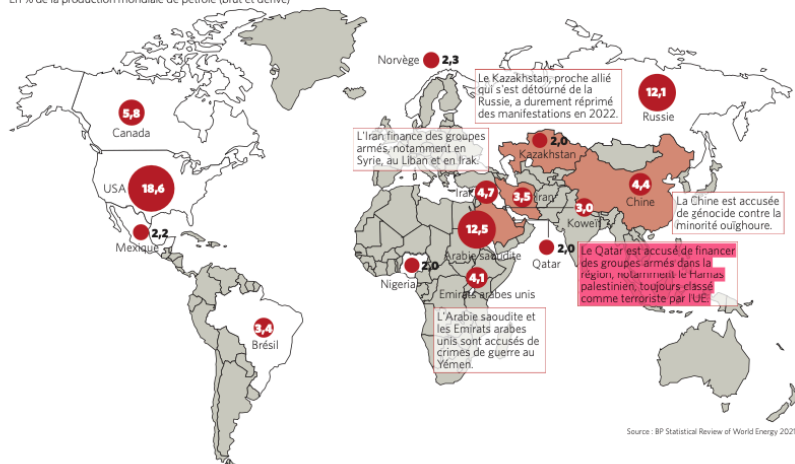
PAULINE HOFMANN

**S**i l'on veut se passer du pétrole russe, il n'y a que deux leviers possibles : diminuer notre consommation ou trouver de nouveaux vendeurs. L'Union européenne a décidé d'imposer un embargo sur 90 % du pétrole russe qu'elle importe. Et les pays européens cherchent des alternatives.

Une des possibilités est donc d'aller frapper à la porte des rois de l'or noir. Parmi les quinze plus gros producteurs, on trouve les États-Unis et le Canada, des démocraties bien installées. Mais aussi la Chine, le Qatar, l'Arabie saoudite ou encore les Émirats arabes unis. **Les ONG n'ont de cesse d'y dénoncer des violations des droits de l'homme ou des crimes de guerre.** Les deux faces de cette même pièce sont-elles incohérentes ? *Le Soir* a posé la question à un représentant de Human Rights Watch (HRW) et à une chercheuse spécialiste des politiques énergétiques.

## Un parcours d'obstacles pour éviter les autocraties en guerre

En % de la production mondiale de pétrole (brut et dérivé)



Source : BP Statistical Review of World Energy 2021

## Michael Page

« Tout cela sonne creux »

ENTRETIEN

PHN

**P**our Michael Page, il faut se passer totalement du pétrole et du gaz. Selon lui, « les droits humains et le climat se rejoignent à un niveau impressionnant ici ».



Michael Page est directeur adjoint de la division Moyen-Orient au sein de Human Rights Watch. Au-delà de la nature des régimes producteurs, chercheur de nouvelles sources de pétrole est en soi contraire à l'éthique, selon lui.

**Yémen. Le Qatar également a un mauvais bilan en matière de droits humains.** C'est de la pure politique : la justification de défense des droits humains sonne creux.

Les considérations éthiques entrent-

elles en ligne de compte d'une manière générale pour les pays acheteurs de pétrole ?

Il faut envisager les droits humains de manière plus large. Les États-Unis et l'Union européenne sont de gros consommateurs de pétrole, de gaz... qui conduisent à l'effondrement climatique. On oublie de dire qu'il faut se passer totalement du pétrole et du gaz. Les droits humains et le climat se rejoignent à un niveau impressionnant ici. Les pays pourraient soutenir une politique ambitieuse sur les deux volets. Et ainsi empêcher les autocraties pétrolières de rassembler du soutien et augmenter leur richesse.

**Existe-t-il du pétrole « démocratique », exempt de tout conflit ?**

Oui. Certains pays non démocratiques, autocratiques, utilisent cette richesse pour perpétrer des abus. Un exemple est l'Arabie saoudite, dont l'immense richesse lui sert à acheter des armes américaines et européennes, utilisées ensuite au Yémen. Mais même dans les pays démocratiques, l'utilisation de pétrole et de gaz augmente la température de la planète, ce qui menace le droit à vivre, le droit à la santé. Souvent, l'extraction de pétrole a des effets négatifs sur la santé des populations locales : des déversements d'hydrocarbures, comme en Irak. Cela n'a pas forcément le même lien avec les droits humains mais, en général, il y a une menace collective à continuer l'extraction de gaz et de pétrole. Cela amène aussi l'augmentation des températures, des sécheresses, des inondations... Ce qui est aussi du carburant pour d'autres guerres et conflits.

## Agata Loskot-Strachota

« Tout n'est pas noir ou blanc »

ENTRETIEN

PHN

**P**our Agata Loskot-Strachota, il n'y a pas de réponse générale à donner. Selon la chercheuse, une abondance de produits permet de faire plus facilement des choix éthiques. « C'est moins facile sur des marchés plus serrés », affirme-t-elle.



Agata Loskot-Strachota, chercheuse au Centre pour les études orientales à Varsovie, est spécialiste des politiques énergétiques. Elle souligne les (très) nombreuses implications de la décision européenne, qui peuvent être à double tranchant.

bat pas pour ça, mais l'Ukraine a fait expressément ce choix. Enfin, l'Europe peut réellement avoir un impact sur la Russie, qui exporte vers l'Europe plus de 50 % de son pétrole. Pour l'Arabie saoudite, nous importons 7 % du pétrole de Riyad, leurs exportations sont plus diversifiées.

Les considérations éthiques entrent-

elles en ligne de compte d'une manière générale pour les pays acheteurs ?

Il n'y a pas de réponse générale à donner. Quand la guerre a éclaté, de nombreuses entreprises ont refusé d'acheter du pétrole russe. Cela montre une attention accordée à l'éthique. Sur certains marchés, une abondance de produits permet de faire plus facilement des choix éthiques. C'est moins facile sur des marchés plus serrés. Le débat est de plus en plus fréquent, notamment quand il s'agit du changement climatique. Et ce n'est pas seulement commercial. Il y a un mouvement mondial pour la transition. Ce n'est pas aussi évident pour d'autres questions. On n'impose pas des sanctions à chaque violation des droits humains, mais certaines sont prises contre l'Iran, le Venezuela... Et ces sanctions remodelent le marché.

**En quoi ?**

Comme un nombre substantiel de pays producteurs sont sous sanctions, un marché duel peut se former au niveau mondial. Une partie du marché est bannie d'un monde qui suit les règles du monde occidental. Mais d'autres pays, qui ne s'intéressent pas aux sanctions occidentales, pourraient acheter du pétrole ou du gaz moins cher à la Russie. C'est bénéfique à leur économie et à leur compétitivité. Cela a un impact sur le développement et la richesse, et peut-être aussi sur les droits humains. Cela peut être une opportunité pour les populations pauvres, comme en Inde ou en Chine. Mais cela peut aussi être une opportunité pour le régime chinois, qui n'est pas démocratique et pourrait en sortir renforcé. Nous n'en savons rien pour l'instant. Tout n'est pas noir ou blanc.







MONDIAL AU QATAR

# « Les fédérations de foot ont un pouvoir et une influence »

Max Tunon jette un regard pragmatique sur le Qatar. Le chef du bureau local de l'Organisation internationale du travail collabore avec les autorités pour améliorer les conditions de travail avant le Mondial.

ENTRETIEN

PAULINE HOFMANN  
LORRAINE KIHIL

Il y a deux sons de cloche. Après les scandales à répétition sur l'organisation du Mondial 2022 au Qatar, l'émirat assure : les conditions de travail se sont améliorées (sur les chantiers, mais pas seulement). Pour les ONG comme Amnesty international ou Human Rights Watch, les nouvelles lois sont loin d'être appliquées. Les travailleurs migrants subissent encore des abus de la part de leur employeur, il leur est en plus très difficile de se retourner contre eux. Entre ces deux camps, on retrouve l'Organisation internationale du travail (OIT) et le chef de son bureau au Qatar, Max Tunon. De passage à Bruxelles, il dresse un bilan réaliste des avancées du Qatar. Et regarde le long chemin qui reste à parcourir.

A moins de six mois du Mondial et douze ans après son attribution, les abus sur le marché du travail ont-ils cessé ?

En 2014, les syndicats ont déposé plainte auprès de l'OIT. Ils estimaient que le Qatar ne se pliait pas aux standards internationaux, notamment sur le travail forcé et l'inspection du travail. Le système de kafala contribuait à ce que les conditions de travail relèvent de l'exploitation et empêchait les employés d'accéder à des mécanismes de plainte. Une série de négociations ont commencé et amené à un agenda de réformes. L'OIT a ouvert un bureau en 2018 au Qatar et la plainte a été close. Depuis 4 ans, nous assistons le gouvernement dans ces réformes.

Les négociations étaient difficiles ?

Oui, très. L'enjeu était de démanteler tout le système de la kafala qui ne régent pas seulement les relations de travail, mais représente une part majeure de l'économie dans la société au Qatar et plus largement dans le Golfe. Changer cette dynamique entre travailleur et employeur est l'aspect le plus important, c'est aussi le plus difficile car il y a eu énormément de résistances.

Vous seriez arrivé à ces accords sans la Coupe du monde ?

L'attention qui accompagne cette Coupe du monde a clairement accéléré les réformes. On a rarement vu un tel changement se produire si rapidement. Il y a encore quelques années, il était très difficile pour des travailleurs de formuler des plaintes ou de se retrouver dans un espace public pour discuter de leurs droits.



L'environnement a changé. L'attitude du gouvernement est aussi beaucoup plus ouverte, avec des engagements constructifs.

Les réformes sont importantes, leur mise en œuvre est moins spectaculaire. Il y a un fossé entre les constats que vous posez et ce que rapportent les ONG... La mise en œuvre des réformes ne se fait pas sans problème. Tout le monde ne peut pas en bénéficier à ce stade. Nous recevons encore trop de dossiers concernant des travailleurs empêchés de changer de job, des salaires payés en retard, des travailleurs n'ayant pas de jour de repos. Le bureau de Doha continue de recevoir quotidiennement des plaintes. Nous sommes d'accord avec les ONG sur toute une série de constats. Et, à vrai dire, nous leur fournissons souvent des informations. Là où nous ne sommes pas d'accord, c'est que nous contextualisons davantage, notamment s'agissant des progrès réalisés sur une période relativement courte.

Plutôt que le boycott, le dialogue et l'implication sont la voie à suivre

Que se passera-t-il une fois le Mondial terminé ?

L'OIT sera au Qatar au moins jusqu'à fin 2023. Et peut-être au-delà. Nous continuerons à travailler pour davantage de réformes, qui servent aussi des objectifs économiques internes, pas seulement le Mondial. Et puis, le Qatar organisera encore des gros événements, y compris sportifs. Ils ont déjà obtenu les Jeux asiatiques de 2030.

Cette Coupe du monde pose la question des standards internationaux. Doit-il y avoir de l'espace pour s'adapter aux réalités sur le terrain, au choix des travailleurs ou sont-ils non négociables ?

Il existe des principes et des droits fondamentaux au travail. Mais nous devons également nous adapter pour atteindre ces objectifs dans les différents contextes nationaux. Si vous essayez d'imposer une administration du travail ou une législation d'un pays à un autre, ce ne sera pas durable. Nous parlons toujours d'une évolution plutôt que d'une révolution. Nous avons commencé lentement avec des travailleurs migrants élus au niveau de l'entreprise. Et c'est la première fois que nous avons vu cela dans la région. Nous avons établi ces comités mixtes entre travailleurs et employeurs dans 17 hôtels et cela se développe de semaine en semaine. Mais il s'agit d'un processus et la société doit nous suivre. Sinon, nous risquons une forte réaction contre les réformes.

Les autorités du football aiment à montrer leur travail sur l'éthique, tant sur la violence, l'homophobie, que sur le droit du travail. Font-elles réellement beaucoup ?

Nous avons travaillé avec de nombreuses fédérations. Elles ne savent pas comment appliquer leur devoir de vigilance. Or, elles ont un pouvoir et une influence. Nous avons mis en place un modèle avec la fédération danoise, essentiellement pour créer des comités mixtes dans les hôtels avec des représentants des travailleurs. Ainsi, les travailleurs pourront dire à la fédération ce qui se passe dans l'entreprise. Mais cela fait aussi partie de l'héritage des fédérations sur place.

La fédération belge est-elle une bonne élève ?

Elle est en tête de peloton. La Belgique est active : elle pose des questions et demande à être tenue au courant. Lorsque les fédérations seront au Qatar, elles pourront rencontrer l'OIT, le ministre

du Travail et le Comité suprême. Mais aussi les travailleurs dans leur hôtel, visiter leur logement.

Faut-il ou non boycotter ce Mondial ?

Au début, entre 2014 et 2017, le gouvernement du Qatar et l'OIT n'étaient pas d'accord sur la nature des problèmes et la manière de les résoudre. Et très peu de progrès ont alors été réalisés. Depuis 2018, grâce à l'implication et au dialogue, nous avons collectivement obtenu beaucoup de choses. Plutôt que le boycott, le dialogue et l'implication sont la voie à suivre.

L'attention s'est focalisée sur les travailleurs des chantiers du Mondial, mais les problèmes s'étendent bien au-delà.

© GIUSEPPE CACCEI/ANP

Les yeux de l'OIT au Qatar



Depuis 2018, Max Tunon dirige le bureau qatari de l'Organisation internationale du travail, qui était auparavant absent du Qatar. Auparavant, cet originaire du Royaume-Uni et du Panama travaillait à l'autre bout du « tuyau », en Asie du Sud où sont originaires une majorité des travailleurs migrants dans l'émirat. Il s'est notamment spécialisé dans la migration des travailleurs.

« Difficile d'attribuer un décès au travail » Article 4

Un chiffre a beaucoup fait parler, il s'agit des 6.500 morts évoqués par The Guardian...

Il s'agit du nombre total de migrants d'Asie du Sud morts au Qatar sur une période de dix ans. Ce chiffre ne fait pas de distinction entre les décès liés au travail ou pas. Or, comme dans le reste du Golfe, cette population est énorme. Et les gens ne travaillent pas tous sur des chantiers, mais dans tous les secteurs économiques.

Mais vous avez des données fiables pour faire ces distinctions ? C'est tout le problème. Lorsque The Guardian a publié ce chiffre, le gouvernement qatari n'était pas en mesure de répondre, faute de données. Désormais, dès qu'un ambulancier, infirmier, agent d'accueil d'un hôpital, reçoit un patient, il doit renseigner si la blessure est liée ou non au travail. En 2020, il y a eu 50 décès, 506 blessures graves et 37.000 blessures plus légères dus au travail. Mais cela ne dit rien de ce qui s'est passé depuis 2010.

Au plus fort de l'activité, les sites de constructions ont rassemblé 35.000 travailleurs. Sur ces chantiers, les standards sont parmi les plus élevés du pays. Le problème se pose davantage pour les sous-traitants. Nous rejoignons les ONG sur le besoin d'enquêter sur les décès. Si quelqu'un tombe d'un toit ou d'un échafaudage, le lien avec le travail est évident. Dans d'autres cas, cela nécessite des recherches : les conséquences d'une insolation, de l'inhalation de poussière ou de polluant...

PHIVET L.K.

soir  
mag  
HISTOIRE

HORS-SÉRIE  
Le Grand Quiz spécial  
Belgique est de retour !



HORS-SÉRIE  
EXCEPTIONNEL  
6,50€

Disponible depuis ce mardi  
31 mai en librairie ou sur  
soirmag.be/boutique

boutique

## Article 5

## ÉNERGIE

## Qatar : TotalEnergies choisi pour développer le plus grand champ gazier au monde

Le Qatar a annoncé dimanche avoir choisi le géant français des hydrocarbures TotalEnergies comme premier partenaire étranger pour développer le plus grand champ de gaz naturel du monde, et, à terme, apaiser les craintes de l'Europe sur le plan énergétique. « Je suis heureux d'annoncer la sélection de TotalEnergies comme premier partenaire dans le projet North Field East (NFE) », a déclaré le ministre qatari de l'Énergie, Saad Sherida Al-Kaabi, lors d'une conférence de presse à Doha. Le groupe pétro-gazier français va prendre une part de 6,25 % dans le projet, qui vise à aider le pays du Golfe à augmenter sa production de gaz naturel liquéfié (GNL) de 60 % d'ici 2027, a-t-il ajouté. Le NFE fait partie du projet d'expansion du champ offshore North Field, le plus grand gisement de gaz naturel au monde que le Qatar partage avec l'Iran. C'est « un mariage plus que des fiançailles », a affirmé le ministre en précisant que l'accord durera jusqu'en 2054. Pour TotalEnergies, cet accord est le plus important jamais conclu avec le Qatar, et devrait contribuer à compenser le retrait du groupe français de Russie, a affirmé son PDG Patrick Pouyanné, qui se trouve à Doha. « C'est un investissement de 2 milliards de dollars pour financer 25 % d'un train (ensemble des unités d'une usine assurant le traitement et la liquéfaction du gaz, NDLR) qui coûte entre 7 et 8 milliards de dollars », a-t-il déclaré. AFP

## ASSURANCES

## Un Belge sur trois ne connaît pas ou que partiellement l'étendue de sa couverture

Un Belge sur trois ignore ou ignore partiellement par quelles assurances il est couvert, ressort-il de l'Observatoire CBC consacré aux Belges et à leurs assurances. Selon cette enquête, réalisée auprès d'un millier de répondants, le Belge semble peu soucieux de ses assurances. Une fois assuré, celui-ci ne se préoccupe plus qu'il ne manque rien. Ainsi, six Belges sur dix déclarent ne pas revoir régulièrement leurs assurances. Et ce n'est pas la pandémie de covid ou les dramatiques inondations de juillet 2021 qui changent la donne. « Les assurances ne sont clairement pas un sujet de préoccupation pour les Belges qui, une fois assurés, ne s'en préoccupent plus. Les Belges se positionnent dans une logique bien plus réactionnelle face à un événement que dans une réflexion régulière de la pertinence de leur couverture », souligne le directeur de CBC Assurances, Patrick Dalle-magne. Pour Pierre Devolder, professeur à l'Institut de statistique, biostatistique et sciences actuarielles de l'UCLouvain, « le fait que les Belges se soucient peu de leurs assurances peut (...) être interprété comme un signe de confiance. D'ailleurs, les Belges tendent à se sentir bien assurés. Globalement, l'étude donne une image assez apaisée de la relation du Belge avec le monde de l'assurance, loin des clichés négatifs et démagogiques habituels en la matière ». L'Observatoire CBC nous apprend également que le contact humain reste privilégié. Malgré le fait que plus de la moitié des sondés savent qu'il est possible de souscrire une assurance par la voie numérique, plus de la moitié des Belges assurés (56 %) ont souscrit leur dernière assurance physiquement, en se rendant dans leur bureau d'assurance. BELGA

## CONSTRUCTION

# Durwood tente de reléguer la toxique créosote aux oubliettes

Le produit cancérigène et toxique n'avait pas de substitut. L'entreprise tournaisienne a décidé de le développer en menant un impressionnant travail qui a attiré à elle de très importants gestionnaires européens de réseaux ferroviaires et électriques.



MATHIEU COLINET

Le parc d'activités économiques de Leuze Europe et ses immenses foliennies qui rappellent l'enjeu de la transition énergétique. Installée sur une des parcelles dans un bâtiment tout neuf, l'entreprise Durwood tente de forcer un autre type de transition depuis quelques années : offrir des traitements de substitution à la créosote qui, malgré sa dangerosité et sa toxicité, continue d'être utilisée dans l'Union européenne. La créosote, c'est cette huile extraite de goudron qui protège le bois des champignons et des insectes. Pendant des décennies, de gigantesques quantités ont été produites et utilisées dans le monde entier avant qu'on ne se pose des questions sur la dangerosité du produit et qu'on en vienne, en Europe notamment, à le retirer de la vente aux particuliers, parce que reconnu comme cancérigène pour l'être humain et toxique pour l'environnement. Mais si son utilisation est donc restreinte, elle persiste. Et pas dans des usages mineurs puisque sur le Vieux Continent, c'est encore de créosote que l'on couvre le bois des traverses de chemin de fer ou celui des poteaux électriques aux endroits de ces réseaux où le matériau n'a pas été supplanté par le béton.

« La créosote est décriée depuis plus de 20 ans mais aujourd'hui, elle n'est toujours pas interdite », explique François Amorison, l'administrateur délégué de Durwood. « En créant l'entreprise, nous voulions travailler à mettre au point une alternative à la créosote qui permette aux autorités européennes d'interdire définitivement cette dernière puisque l'absence de solution de substitution était ce qui motivait le statu quo. » L'idée des deux cofondateurs de Durwood, François Amorison et Julien Slabbinck, est alors précisément de lancer une entreprise qui fonctionne comme un laboratoire industriel. C'est-à-dire d'aller chercher dans les cartons des industriels de la chimie des produits pouvant potentiellement remplacer la créosote sans avoir le même bilan sanitaire et environnemental désastreux et de mener sur ceux-ci tout un travail de recherche et développement. Avec l'objectif en bout de course de les proposer donc comme de véritables solutions de substitution.

« On est allé frapper à la porte de SNCF Réseau, qui utilise de la créosote

pour les traverses de son réseau, et on a dit à ses responsables : "On peut créer un outil capable de tester tous ces produits. Vous nous rémunérez comme vous rémunérez un laboratoire. Et, au terme des tests, les résultats vous appartiendront". Cela les a convaincus. Et on a signé avec l'entreprise un contrat de trois ans. »

L'accord — véritablement servi de tremplin au projet. Il a crédibilisé auprès des institutions bancaires. Il a aussi représenté assez rapidement une ligne particulièrement flatteuse sur la carte de visite de l'entreprise tournaisienne provoquant marques d'intérêt et nouvelles collaborations dans ces mondes des gestionnaires de réseaux ferroviaires et électriques européens, avec notamment Infrabel, Deutsche Bahn ou encore la compagnie électrique finlandaise.

## 14.000 traverses posées en France

Le travail de recherche et développement qu'a mené Durwood pendant les trois dernières années comprend différentes phases. L'entreprise a notamment testé l'efficacité biologique des différents produits avec le concours de centres de recherche agréés — dont celui de la faculté de Gembloux — ou mesuré leur résistance à la lixiviation — leur « lessivage » sous l'effet de la pluie et du soleil — dans une chambre de vieillissement accéléré, aménagée sur le site. « Si des produits sont efficaces mais qu'ils se dégradent rapidement, ils ne représentent pas une solution crédible », affirme François Amorison.

Plus impressionnant encore, les essais « taille réelle » que l'entreprise tournaisienne a réalisés. Dans le cadre du contrat avec la SNCF Réseau, elle a ainsi posé quelque 14.000 traverses — environ 10 kilomètres — dans différentes zones climatiques du territoire français. Fréquemment, elle est retournée les inspecter, mesurant notamment les concentrations de produits dans le sol ou cherchant minutieusement les meilleures façons de les appliquer après avoir répertorié, aux États-Unis comme en Europe, différentes façons de faire. Car l'objectif était aussi celui-là pour Durwood : fournir à ses partenaires le processus de traitement le plus adéquat en fonction du bois avec lequel ils travaillent et la durée de vie qu'ils escomptent pour le matériau.

« On est désormais au bout de tout ce travail et on peut l'affirmer : preuves

Sur les réseaux ferroviaires modernes, les traverses en bois sont utilisées surtout au niveau des aiguillages, des nœuds ferroviaires et des ouvrages d'art. François Amorison, l'administrateur délégué de Durwood, espère qu'à tous ces endroits, la créosote disparaîtra dans les années à venir.

© PIERRE-VINCENT THÉNOT

scientifiques à l'appui : il y a une alternative à la créosote constituée de produits faisant partie de la famille des « cuivre et huile », affirme François Amorison.

## En attente d'une décision

Fort de ces résultats, Durwood espère pouvoir se développer commercialement. C'est-à-dire faire grandir l'activité manufacturière qu'elle a fait naître en parallèle de son travail de recherche et développement et au travers de laquelle elle propose divers aménagements en bois mais aussi des traverses de chemin de fer. Cette activité, qui va reposer sur la technologie et l'expertise acquises ces dernières années, doit prendre le pas sur celles de recherche et développement mais nous voulons tout de même conserver ces dernières », affirme François Amorison. « L'ennui par rapport à cet objectif, c'est que pour l'heure les autorités européennes n'ont pas encore interdit la créosote. Elles devaient le faire à l'automne dernier mais la décision a été reportée. Et comme les produits alternatifs sont légèrement plus chers, le basculement n'a pas encore eu lieu. »

L'administrateur délégué ne désespère pas. Il se plaît à faire remarquer que les atouts s'accumulent dans le jeu de son entreprise. Ainsi, parallèlement à tout le travail de développement qu'elle a mené, un des produits qu'elle a testé a été homologué par les autorités européennes. Autrement dit, officiellement, la créosote a un produit de substitution. « Espérons — que son interdiction complète puisse suivre rapidement », affirme François Amorison.

## Durwood

**Création :** 2017.  
**Localisation :** Leuze-en-Hainaut.  
**Activité :** laboratoire industriel et production manufacturière de bois.  
**Chiffre d'affaires :** 4,719 millions d'euros.  
**Emploi :** huit équivalents temps-plein.



## Article 6

## PAYS-BAS Une tornade fait un mort et neuf blessés

Une tornade a fait au moins un mort, neuf blessés et d'importants dégâts matériels lundi à Zierikzee, une ville côtière du sud-ouest Pays-Bas, où elle est le premier phénomène naturel de ce type à avoir été meurtrier en trois décennies. Le tourbillon, qui s'est produit au début de la saison touristique dans cette cité balnéaire, a laissé dans son sillage une traînée de destructions, soufflant les toits d'habitations et renversant des arbres sur des voitures, a constaté un journaliste de l'AFP. « Les dégâts sont considérables dans plusieurs rues de Zierikzee. En plus des tuiles et des arbres tombés, les toits de quatre maisons ont été arrachés », ont de leur côté annoncé les autorités de la province de Zélande. « Malheureusement, il y a eu un mort dans la tornade », ont-elles ajouté, soulignant qu'un blessé a été transporté à l'hôpital et que huit autres ont été soignés sur place par des ambulanciers. AFP

## FRANCE Le ministre Abad visé par une plainte pour tentative de viol



Une plainte pour tentative de viol a été déposée lundi contre le ministre des Solidarités. Selon le site d'investigation Mediapart, celle-ci a été déposée par une « élue centriste » qui accuse Damien Abad d'avoir tenté de la violer lors d'une fête organisée chez lui, à Paris, au premier semestre 2010. « Une nouvelle fois, je conteste avec la plus grande fermeté toute accusation de tentative de viol ou d'agression sexuelle », a de son côté affirmé M. Abad dans une déclaration écrite transmise à la presse. « Je ne laisserai pas ces accusations mensongères et scandaleuses sans réponse. Dès ce jour, j'ai demandé à mes avocats de déposer une plainte en dénonciation calomnieuse. » AFP

ROYAUME-UNI

# Un nouveau scandale financier éclabousse le prince Charles

La presse britannique a révélé que l'héritier de la couronne d'Angleterre, le prince Charles, a accepté trois versements en liquide de la part du cheikh Hamad ben Jassem al-Thani.

MARC ROCHE  
CORRESPONDANT À LONDRES

Un prince sot et désinvolte : l'éditorial au vitriol du *Times* donne le ton de la consternation provoquée par le nouveau scandale financier qui éclabousse le prince Charles. Selon la presse, le futur roi aurait reçu en mains propres trois donations en espèces totalisant 3 millions d'euros de la part d'un membre controversé de la famille royale du Qatar, le cheikh Hamad al-Thani. Ce dernier aurait remis son cadeau au « Prince of Wales's Charitable Fund » en coupures de 500 euros contenues dans des sacs du célèbre grand magasin londonien « Fortnum & Mason ».

Certes, le cash en question n'a pas été versé sur le compte personnel du dauphin, qui l'a immédiatement remis à son association caritative. Reste que même les plus fervents supporters de la

royauté, à l'instar du quotidien conservateur *Daily Telegraph*, s'interrogent sur les relations troublantes entre le prince et les pétromonarchies du Golfe, ses accidents de parcours à répétition et ses nombreuses gaffes.

Car le prince Charles est un récidiviste en matière de scandales financiers liés à ses organisations caritatives.

Fixeurs louches, intermédiaires sulfureux, parvenus liés à des entrepreneurs véreux... les étonnantes dérivées de l'héritier au Trône ont jeté une lumière crue sur le mode de financement dysfonctionnel de la Prince's Foundation. Parmi ses nombreux titres, le prince de Galles est 26<sup>e</sup> duc de Cornwall, ce qui fait donc de lui l'un des hommes les plus riches du royaume. Mais il ne faut surtout pas le confondre avec l'Armée du salut : ce n'est pas de l'argent que donne le prince, mais son temps. Résultat, ses organisations dépendent des super-riches – grosses fortunes du Golfe et



d'Asie, oligarques d'Europe de l'Est – pour boucler leur budget.

Cette série d'épreuves a incontestablement terni l'étoile de celui qui exerce de facto la charge de régent en raison de l'âge avancé de sa mère (96 ans). Pour la première fois depuis la mort de la princesse Diana, en 1997, de sérieux doutes existent sur sa capacité à succéder au trône. Les antiroyalistes s'en prennent au manque de jugement d'un prince très directif qui souffre mal la contradiction et aime décider seul.

## Remise en cause de l'ordre de succession ?

Tout en condamnant son entourage, ceux qui connaissent bien le prince de Galles assurent qu'on se tromperait lourdement à croire aux apparences. Le futur souverain est mû par le même sens du devoir que la Reine.

Ces affaires peuvent-elles remettre en cause l'ordre de succession ? Au nom du

légitimité, Elizabeth II ne veut pas sauter une génération, même si elle se méfie de son fils et préférerait voir son petit-fils William, qu'elle a formé à son image, lui succéder. Si le prince Charles, âgé aujourd'hui de 73 ans, devait tout naturellement monter sur le trône après le décès de la souveraine et régner, il devra se contenter d'un rôle de roi de transition. C'est sans doute ce que souhaite la Reine en son for intérieur.

L'histoire de la monarchie britannique est semée de dauphins étranglés. Vaste sujet à creuser.

SANTÉ

# Un nombre limité de centres de référence pour mieux soigner le cancer de l'ovaire



tient peut se retrouver dans un hôpital qui n'a pas traité de cas de cancer de l'ovaire depuis 3 ans et qui se lance dans le traitement avec peu d'expertise dans le domaine. On le fait d'être traité dans un centre qui prend en charge un nombre élevé de patientes permet de bénéficier de l'expertise des équipes médicales et paramédicales. Il est question de donner le bon diagnostic dès le départ, et celui-ci est essentiel pour choisir le bon traitement. Si on se trompe déjà au point de départ, c'est tout le cheminement thérapeutique qui est caduc par la suite.

**Des centres de référence reconnus**  
Le cancer de l'ovaire, comme d'autres, est considéré comme une pathologie peu fréquente (environ 750 cas de cancers de l'ovaire invasifs par an en Belgique), avec un pronostic sombre car il est souvent déjà généralisé au moment de son diagnostic. « Il y a une grande diversité dans la prise en charge entre les hôpitaux, or c'est extrêmement important pour les cancers rares avec des pronostics sombres comme le cancer de l'ovaire », explique Isabelle Savoye, experte en recherche des systèmes de santé. « On estime que les chances de survie à 5 ans sont assez faibles. Alors, si dans un hôpital de référence, les chances de survie sont de 4 ans plutôt que d'un an et demi, le gain de survie obtenu est essentiel pour les patientes. »

Le KCE plaide donc pour une concentration de la prise en charge du cancer de l'ovaire dans un nombre limité de centres de référence. Pour définir ces centres, il ne se base pas uniquement sur le nombre de patientes traitées. D'autres critères s'ajoutent. « Pour ce qui est de l'équipe soignante », ajoute

Isabelle Savoye, « il est vivement recommandé d'avoir au minimum deux gynécologues spécialisés en oncologie, des psychologues spécialisés en psycho-oncologie, un sexologue, un médecin de la fertilité, de spécialistes en génétique du cancer ou encore des spécialistes en soins palliatifs. »

## Un système plus large d'amélioration des soins

Depuis dix ans, la Belgique a lancé un processus d'amélioration de la qualité des soins de santé aux patients atteints d'un cancer. Ce projet en trois étapes concerne tous les types de cancer. La première étape consiste à rédiger des recommandations à destination des hôpitaux pour un type de cancer donné. Ensuite, le KCE élabore une série d'indicateurs de qualité permettant d'évaluer la prise en charge de ce cancer dans les différents hôpitaux. Enfin, la Fondation-Registre du cancer remettra un rapport d'évaluation individuel dans l'optique d'identifier leurs points forts et leurs points faibles, et d'améliorer leurs pratiques si nécessaire. « La Fondation va envoyer aux hôpitaux participant leurs résultats individuels », précise Sabine Stordeur. « Donc, sur l'ensemble des résultats et des graphiques, chaque hôpital sera positionné par rapport aux autres (anonymisés) qui prennent en charge le même type de patient. Chaque hôpital peut en tirer les enseignements pour améliorer leurs pratiques, leurs diagnostics et les traitements. »

Cette démarche a déjà été appliquée à plusieurs autres cancers comme celui du rectum, du sein, du testicule, de l'œsophage ou encore de l'estomac, du cou, de la tête et du poumon.

**Le Centre fédéral d'expertise des soins de santé publie quinze indicateurs de qualité pour une meilleure prise en charge du cancer de l'ovaire.**

ALEXANDRINE MORANT (ST.)

Une nouvelle étude du KCE (Centre fédéral d'expertise des soins de santé) montre que les chances de survie des patientes atteintes d'un cancer de l'ovaire sont plus élevées dans les hôpitaux qui traitent un plus grand nombre de malades.

« En Belgique, en principe, tout hôpital avec un programme de base en oncologie peut traiter et opérer n'importe quel type de cancer », explique Sabine Stordeur, directrice de recherche scientifique au KCE et coauteure du rapport. « Évidemment, plus celui-ci est rare et moins ces hôpitaux généraux ont d'expertise pour le prendre en charge puis qu'ils voient très peu de patients avec ces types de cancers. Et donc, une pa-

« Il y a une grande diversité dans la prise en charge entre les hôpitaux », note Isabelle Savoye.

© ZOUHRA

GUERRE EN UKRAÏNE

# Gaz russe : la Commission veut contrer le « scénario du pire »

La Commission européenne propose son plan pour être prêt à passer l'hiver même si Moscou ferme tous les robinets. Les Vingt-Sept devraient faire d'importantes économies d'énergie pour éviter la pénurie.

BERNARD PADOAN (AVEC J.-F.M.)

**L**e gazoduc Nord Stream 1 reliant la Russie à l'Allemagne a redémarré ce jeudi après dix jours de maintenance. Des doutes sur la reprise des livraisons de gaz via ce pipeline étaient apparus ces derniers jours. Certains craignaient en effet que le président russe Vladimir Poutine ne ferme le robinet du gaz en réponse aux sanctions européennes liées à l'invasion de l'Ukraine. Les quantités de gaz qui transitent à nouveau via Nord Stream ne sont pas encore connues mais l'Allemagne ne s'attend pas à ce qu'elles dépassent le niveau qui avait été atteint avant la maintenance, à savoir 40 % de la capacité totale.

Pour rappel, plus aucune molécule ne circule depuis plusieurs semaines dans le gazoduc Yamal – qui traverse la Biélorussie et la Pologne – et les livraisons via le gazoduc Brotherhood, qui traverse l'Ukraine, sont à leur plus bas niveau historique. Dans ces conditions, nombreux sont ceux qui pensent que quand bien même une partie du méthane a recommencé à circuler dans Nord Stream 1, ce n'est plus qu'une question de semaines avant que Vladimir Poutine décide de couper complètement l'approvisionnement de l'Union européenne en gaz russe – qui pesait 40 % de la consommation européenne avant l'invasion de l'Ukraine.

Un « scénario du pire » que la Commission européenne juge « probable » et auquel elle a décidé de se préparer, en présentant ce mercredi son « Plan

Personne ne se berce d'illusions : en dépit des efforts qui sont faits pour diversifier les sources d'approvisionnement de l'UE, il est impossible de remplacer les 155 milliards de m<sup>3</sup> que la Russie livrait à l'Europe par du gaz venant d'ailleurs

hiver – une proposition qui devra toutefois encore être approuvée par le Conseil européen. Personne ne se berce d'illusions : en dépit des efforts qui sont faits pour diversifier les sources d'approvisionnement de l'UE – les importations de Norvège, d'Algérie, d'Azerbaïdjan et de gaz naturel liquéfié en provenance des États-Unis ou du Qatar ont augmenté de 35 milliards de m<sup>3</sup> depuis le début de la guerre –, il est impossible de remplacer les 155 milliards de m<sup>3</sup> que la Russie livrait à l'Europe par du gaz venant d'ailleurs.

## Remplir les stocks

Pour éviter les pénuries et les coupures forcées, qui affecteraient l'économie européenne et singulièrement son moteur allemand, particulièrement exposé au « risque » russe, l'UE doit commencer à faire des économies d'énergie. La Commission demande donc aux États de diminuer, sur base volontaire dans un premier temps, leur consommation de gaz de 15 % sur les dix prochains mois – d'août 2022 à mars 2023 – par rap-



Nord Stream est emblématique de la dépendance de l'Europe aux matières premières de Moscou.

© REUTERS

port à leur moyenne de consommation sur cette même période lors des cinq dernières années. « Une telle réduction de la demande équivaldrait à économiser 45 milliards de m<sup>3</sup> », a souligné la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui assure que si les États membres atteignent cet objectif, « on sera couverts en cas de fermeture totale des gazoducs russes ». Mais pour y arriver, il importe de commencer les efforts tout de suite, insiste la présidente, le gaz non consommé maintenant pouvant être stocké afin d'atteindre le niveau de remplissage de 80 % des réserves européennes au 1<sup>er</sup> novembre – il est actuellement de 64,72 %.

Mais attention, prévient la Commission, si la rupture totale de l'approvisionnement russe devait se concrétiser, l'objectif de 15 % de réduction deviendrait obligatoire. « Le nouveau règlement donnerait à la Commission la possibilité de déclarer, après consultation des États membres, une « alerte dans l'Union » sur la sécurité d'approvisionnement, qui imposerait une réduction de la demande de gaz obligatoire », indique l'exécutif européen. « L'alerte pourrait être déclenchée en cas de risque substantiel de pénurie sévère de gaz ou de demande de gaz exceptionnellement élevée. » Bien sûr, rappelle-t-on, la solidarité entre les Vingt-Sept pourra jouer. Mais un pays qui ferait appel à ses voisins pour qu'il lui donne le gaz qui viendrait à lui manquer devrait d'abord démontrer qu'il a bien fait tous les efforts nécessaires au niveau national pour éviter de se retrouver à court.

La Commission demande que les États membres mettent à jour leurs plans d'urgence nationaux pour expliquer comment ils comptent atteindre cet objectif de réduction de consommation. Au cabinet de la ministre de l'Énergie, Thine Van der Straeten (Groen), on indique que la position officielle de la Belgique au sujet de cette demande sera définie dans les jours à

venir en concertation avec les Régions et les partis en vue d'être présentée au Conseil européen qui se tient mardi prochain. On rappelle néanmoins que la Belgique s'est déjà dotée d'un « plan hiver » et qu'elle est dans une situation particulière. Elle importe bien plus de gaz qu'elle n'en consomme et dispose de sources d'approvisionnement garanties et diversifiées. Ses réserves pour l'hiver sont déjà reconstituées à 65 %. Bref, si une diminution de la consommation de gaz est souhaitable, c'est avant tout pour le portefeuille des ménages et entreprises et par solidarité avec les autres pays européens qui sont dans une situation moins confortable. La Belgique est d'ailleurs en bonne voie puisqu'elle a déjà consommé 18 % de gaz de moins sur les six premiers mois de 2022 que sur la même période un an auparavant. Il faudrait donc terminer l'année au même rythme.

## Campagnes de sensibilisation

Comment arriver à de telles économies d'énergie ? La Commission propose un catalogue dans lequel les gouvernements peuvent piocher les mesures les plus appropriées à leur situation. « Tous les consommateurs, administrations, ménages, propriétaires de bâtiments publics, producteurs d'électricité et industriels peuvent et devraient faire des efforts pour économiser le gaz », insiste l'exécutif européen. Certes, les ménages constituent une catégorie de consommateurs dits « protégés » auxquels des mesures de restriction ne seront imposées qu'en ultime recours. Mais la Commission invite les États à sensibiliser les particuliers aux économies d'énergie – en Belgique, le gouvernement fédéral a déjà indiqué vouloir collaborer avec les Régions pour organiser de telles campagnes d'information. Les autorités publiques sont invitées à montrer l'exemple en imposant des baisses de chauffage et de climatisation dans les bâtiments publics. Des réductions de consommation pourraient également être imposées dans les centres commer-

## Céréales ukrainiennes et engrais russe : un accord va-t-il être signé vendredi

La Russie et l'Ukraine vont signer un accord sur les exportations de céréales à Istanbul vendredi après-midi, a annoncé jeudi soir la présidence turque. Le président turc Recep Tayyip Erdogan et le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, ainsi que des représentants de la Russie et de l'Ukraine, participeront à la cérémonie de signature qui aura lieu au palais de Dolmabahçe à Istanbul, a ajouté la présidence. L'accord devrait permettre une sortie par la mer Noire des céréales ukrainiennes bloquées par la guerre et un allègement des entraves à l'exportation de grains et engrais russes. Les États-Unis ont salué cet accord entre la Russie et l'Ukraine et ont exhorté Moscou à le mettre en œuvre, selon le porte-parole du Département d'État.

ciaux, les bureaux et les espaces publics.

Sans surprise, les gros industriels et les producteurs d'électricité sont *a priori* ceux qui seront le plus mis à contribution. Dans sa boîte à outils, la Commission propose de piocher des mesures d'organisation du marché, à commencer par la mise en place de systèmes d'enchères où les gros consommateurs pourraient « revendre » des quantités de gaz qu'ils renonceraient à utiliser en réduisant leur activité. Chez nous, le gestionnaire du réseau de transport de gaz (Fluixys) et le régulateur fédéral (la Creg) ont été chargés par le gouvernement de mettre un tel mécanisme sur pied.

## Dérégulations « exceptionnelles »

Mais la Commission incite surtout les industriels à changer de source d'énergie, en privilégiant le renouvelable. Plus facile à dire qu'à faire à court terme. C'est pourquoi le commissaire au Marché intérieur, Thierry Breton, reconnaît qu'il faut utiliser « tout ce qui est disponible, en prolongeant quand c'est possible les centrales nucléaires, ou même en ayant recours au pétrole ou au charbon ». On sait que le gouvernement belge a demandé à l'exploitant du parc nucléaire, le groupe Engie, de prolonger de deux mois l'exploitation du réacteur de Tihange 2, dont l'extinction est programmée pour le 1<sup>er</sup> février prochain. Une prolongation qu'Engie ne juge cependant « pas envisageable ». Quant à l'Allemagne, elle s'apprête à rallumer des centrales au charbon.

Au cas par cas, des dérégulations « exceptionnelles et temporaires » à la réglementation environnementale pourraient d'ailleurs être sollicitées. Au grand dam des organisations de défense de l'environnement. « Ce qu'on a, c'est un feu vert pour l'industrie de revenir à des sources d'énergie non renouvelables comme le pétrole et le charbon, pendant que les ménages, dont les besoins d'énergie pour le chauffage augmentent pendant l'hiver en Europe, sont laissés sans réel soutien et sans alternatives concrètes », déplore-t-on chez Greenpeace.

Dans un autre registre, le patronat européen, par la voix de la fédération BusinessEurope, s'inquiète « des effets économiques désastreux » que pourraient avoir « des baisses forcées de production. (...) Il faut d'abord tout faire pour éviter d'en arriver là », notamment en diversifiant les fournisseurs d'énergie et en utilisant « des mécanismes de marché ».





DIABLES ROUGES

## L'Egypte en pole juste avant le Mondial qatari

Article 8



Lors de cet amical, Kevin De Bruyne devrait retrouver Mohamed Salah, son grand rival dans le championnat anglais.

© PHILIPPE CROCHET/PHOTO NEWS

Le contrat entre l'Union belge et sa consœur égyptienne n'attend plus que les signatures en provenance du Caire. Pour un match amical qui se disputerait le vendredi 18 novembre au Koweït. Avec un défraîement jackpot à la clé pour les deux fédérations.

FOOTBALL

### 35 millions pour De Ketelaere à l'AC Milan

L'épilogue de la saga approche à grands pas. Les directions brugeoise et milanaise, qui s'étaient encore rencontrées mardi en Suisse et avaient fixé une date limite aux négociations à ce dimanche 21 juillet, se rapprochent d'un accord concernant le transfert de Charles De Ketelaere. Selon le quotidien italien *La Gazzetta dello Sport*, les Rossoneri ont formulé une offre de 35 millions d'euros (31 fixes et 4 en divers bonus). Les Blauw-en-Wit, qui s'étaient montrés inflexibles jusque-là, notamment alléchés par une offre supérieure de Leeds (40 millions), pourraient finir par céder. Allant ainsi dans le sens du jeune (21 ans) attaquant qui préfère rejoindre la Lombardie plutôt que le Yorkshire.



© PHOTO NEWS

Reste à finaliser l'accord et le mettre sur papier afin d'entériner le transfert du Diable rouge, sous réserve de la traditionnelle visite médicale. Ce dernier aurait déjà un deal en place avec la direction de l'AC Milan portant sur cinq ans à quelque 2,3 millions d'euros par saison. L'officialisation pourrait intervenir très rapidement.

FREDERIC LARSIMONT

Le calendrier des Diables ne subira plus qu'une seule et unique modification d'ici la fin de l'année civile. En plus d'être plus qu'au pied du mur (néerlandais) pour le dernier tiers du programme qui figure encore au calendrier de la Ligue des nations (visite du pays de Galles le 22 septembre à Bruxelles et déplacement aux Pays-Bas le 25 à Amsterdam), ils doivent encore penser à la préparation pour le Mondial 2022. Or, on le sait, celle-ci sera réduite à sa plus simple expression pour les 32 équipes qualifiées.

Compressée en amont comme en aval par un calendrier des compétitions domestiques et des coupes d'Europe lui aussi rentré au chaume-pied, la Fifa n'ouvrira la fenêtre internationale qu'à dater du lundi 14 novembre. Soit à sept jours du match d'ouverture de la Coupe du monde, le 21 novembre, et - pour la sélection belge - à neuf jours de l'entrée en lice des Diables face au Canada, le 23 novembre.

Autant dire que chaque minute du planning de Roberto Martinez est d'ores et déjà comptée. A ce titre, la principale préoccupation du sélectionneur, après avoir assisté au très beau parcours des Red Flames à l'Euro féminin, est de fixer définitivement le calendrier de la préparation. Au terme du dernier rassemblement de la sélection pour les quatre matchs de Ligue des nations en juin, on semblait se diriger tout droit vers la tenue d'un match amical contre l'Algérie, aux Emirats arabes unis, le 16 ou le 17 novembre.

#### Non à l'Arabie saoudite à cause des droits de l'homme

Mais devant les inextricables difficultés à faire aboutir la transaction, avec notamment le report soudain de la confirmation sans agenda précis pour parapher l'accord, l'Union belge a préféré se retirer du dossier. Et s'ouvrir à d'autres

pistes. La première d'entre elles aurait pu mener à une rencontre à Riyad contre l'Arabie saoudite. Mais dans le contexte d'engagement pour la conscientisation à la problématique des droits de l'homme au Qatar, où elle se montre parmi les plus concernées, la Fédération a sagement préféré ne pas engager la conversation et ne pas donner suite à la proposition saoudienne. La où la Croatie, versée dans la même poule que la Belgique, a eu nettement moins de scrupules en acceptant d'y disputer un match le 16 novembre. Avec la prime substantielle qui l'accompagnera inévitablement.

L'autre solution à laquelle se rattachent pour l'heure les négociateurs belges pourrait trouver son aboutissement, ces prochaines heures, du côté d'un autre Etat du golfe Persique : au Koweït, précisément. Sans doute un peu moins directement exposé que l'Arabie saoudite sur les questions éthiques aux yeux de l'opinion publique à l'heure actuelle, le petit émirat (la moitié de la superficie de la Belgique) a pour lui d'abriter une des ligues les plus influentes de la région. Tout en étant doublé d'une puissance financière qui garantirait à ses invités de prestige un niveau d'accueil et de rémunération hors des standards habituels en matière d'organisation de matchs amicaux.

Contactées par de multiples intermédiaires pour mettre sur pied une rencontre face à l'Egypte, l'Union belge serait parvenue, ces dernières heures, à démêler l'écheveau et, surtout, à s'accorder avec la fédération finaliste de la dernière CAN.

Sauf retournement de situation désormais peu probable, l'unique match de préparation des Diables devrait donc se disputer le vendredi 18 novembre face à la superstar Mo Salah (Liverpool) et à ses Pharaons, non qualifiés pour le Mondial mais soucieux de meubler cette fin d'année vierge de toute activité pour ceux qui ont loupé l'avion à destination de Doha.

Les chiffres de la prime allouée par l'Etat koweïtien aux deux équipes sont bien entendu couverts par le sceau de la confidentialité imposée par contrat, mais il nous revient du côté de l'Union belge que la somme serait supérieure au demi-million d'euros. Prise en charge de la délégation de 60 personnes non comprise, bien entendu.

#### Un plan B face à un autre pays africain

Chat échaudé craignant l'eau froide, une solution de repli serait tout de même gardée sous le coude, le cas échéant, pour un amical. Toujours face à un pays africain (qui ne devrait pas être le Cameroun, un temps cité, tout comme la Tunisie). A tout hasard, une pré-réservation du stade Roi Baudouin aurait déjà été effectuée pour le mercredi 16 ou le jeudi 17 novembre. Mais, on le répète, il ne s'agit que d'un plan B.

En attendant les ultimes paraphes égyptiens, Roberto Martinez et son staff achèvent donc, ces jours-ci, d'aménager le programme de leurs activités. Avec un rassemblement prévu à Tubize le lundi 14 novembre, au lendemain de la dernière journée de compétition autorisée dans les divers championnats.

Après deux jours d'entraînement, les Diables mettraient le cap sur Koweït City, le mercredi 16 en milieu de journée, histoire d'anticiper leur période d'acclimatation aux échéances qataries et de préparer leur rencontre face à l'Egypte. Dans la foulée d'un match face à l'Egypte programmé le vendredi 18 novembre en fin d'après-midi, ils mettraient ensuite le cap sur Doha (1 h 25 de vol) pour assurer ensuite le transfert (1 h 30 de car) vers Abu Samra et leur QG du Hilton Salwa Beach Resort.

Ce qui leur permettrait de remplir in extremis leurs obligations vis-à-vis de la Fifa, qui impose que les équipes qualifiées soient présentes sur le territoire qatari cinq jours avant leur première rencontre du tournoi.



# t encore à venir

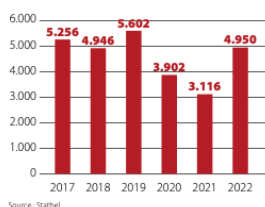


ayant bénéficié de délais de paiement de la part du fisc et de l'ONSS. « On ne constatera les effets sur ces entreprises qu'une fois les délais expirés, et donc vers la fin de cette année. Pour l'instant, on ne voit que des faillites d'entreprises qui étaient déjà malades de façon structurelle avant la crise », affirme Eric van den Broele.

Cette augmentation des faillites est notamment la conséquence d'un effet de rattrapage, résultant de la fin des mesures d'aide aux entreprises. Bien que la croissance dans la zone euro soit meilleure que prévu, accélérant de 0,7% au deuxième trimestre de l'année, l'inflation atteint, elle, toujours des niveaux records. La guerre en Ukraine et, en cascade, les problèmes d'approvisionnement auxquels s'ajoute l'indexation des salaires vont également continuer à impacter le quotidien des entreprises.

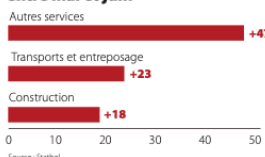
« Dans les prochains mois, on va faire face à encore plus d'incertitude économique. L'incertitude, c'est ce que gèrent les chefs d'entreprise au quotidien mais, quand elle est aussi élevée, ce n'est pas évident. Cela joue également dans le nombre de faillites que l'on constate aujourd'hui », conclut Jean-Christophe Dehelu (UWE). Pour Eric Van den Broele (GraydonCreditsafe), les effets des crises actuelles ne se font pas du tout, mais alors pas du tout sentir en ce qui concerne les chiffres des faillites. Celles-ci étant post-conjoncturelles, la vague de faillites reste encore à venir.

## Nombre de faillites sur les six premiers mois de l'année



Source: Statbel

## Nombre de faillites supplémentaires par secteur entre mai et juin



Source: Statbel

## Un nombre « artificiellement sous-estimé »

Pour Olivier Willockx, le CEO de la chambre bruxelloise du commerce (Beci), le nombre de faillites est bien plus grand qu'on ne le croit. Le chiffre serait deux fois et demie à trois fois plus important qu'en 2019. « Le nombre actuel est artificiellement sous-estimé », dit-il. « L'administration fiscale, avant d'assigner à la faillite, effectue un contrôle bilantaire. Dans le cas où aucun actif ne figure sur le bilan, elle procède alors à la dissolution », explique notre interlocuteur. Une procédure qui a in fine les mêmes effets qu'une faillite.

Eric Van den Broele, directeur de la recherche et du développement chez GraydonCreditsafe, rejoint le CEO de Beci sur ce point. Pour avoir une image fidèle de la réalité, il faudrait pouvoir ajouter ce type de dissolutions au nombre de faillites, bien que techni-

quement, il s'agisse de procédures différentes. « À Bruxelles, le nombre de dissolutions liées à cette procédure-là est assez important. Dans la capitale, on en compte environ 1.300 pour l'instant. » Faute d'effectif suffisant en cette période de vacances, le tribunal francophone de l'entreprise de Bruxelles n'a pas été en mesure de nous fournir des chiffres permettant d'objectiver le phénomène. Sa vice-présidente, Françoise Jacques de Dixmude, nous confirme cependant la pratique. « Outre la chambre des faillites, il y a effectivement dans notre tribunal une chambre des dissolutions qui siège chaque semaine et prononce à chaque audience plusieurs dizaines de jugements de dissolutions d'entreprises qui sont pour la toute grande majorité d'entre elles des "coquilles vides" ou des "sociétés fantômes". » G.D.R.

ROYAUME-UNI

## Naïf ou cupide ? Le prince Charles a accepté un chèque de la famille Ben Laden

La presse britannique a révélé que le futur roi avait reçu un don de près de deux millions d'euros des demi-frères d'Oussama Ben Laden, l'instigateur des attentats du 11 septembre 2001. Une erreur d'appréciation, pour le moins...

MARC ROCHE  
CORRESPONDANT À LONDRES

Le prince Charles est-il naïf ou cupide ? La question est posée après un nouveau scandale de financement opaque des organisations philanthropiques de l'héritier au Trône. Selon les informations du *Sunday Times*, le futur roi a reçu un million de livres (1,9 million d'euros à l'époque) des deux demi-frères d'Oussama Ben Laden, fondateur de l'organisation terroriste Al-Qaïda et instigateur des attentats du 11 septembre 2001.

Les deux généreux donateurs, Bakr Ben Laden et son frère Shafiq, dirigent le conglomérat privé Saudi Ben Laden Group, le principal entrepreneur de BTP saoudien. Leur père est le milliardaire Mohammed Ben Awad Ben Laden. Le duo avait certes rompu tous les liens avec Oussama Ben Laden bien avant les attentats contre le World Trade Center. Reste que le nom est à jamais lié à la tuerie au cours de laquelle 64 ressortissants britanniques avaient trouvé la mort.

Mais par souci de préserver la réputation de la couronne, le propre entourage de SAR, tout comme les responsables de son réseau caritatif, étaient hostiles à ce don. Le prince a refusé de renvoyer le chèque en invoquant le souci de ne pas embarrasser le clan Ben Laden, à l'époque très proche de la famille régnante wahabite.

L'argent en question n'a pas été versé sur le compte personnel du dauphin, âgé de 73 ans : celui-ci l'a immédiatement remis au PWCF (The Prince of Wales's Charitable Fund), qui chapeaute ses associations caritatives. A cet égard, l'affaire n'a rien à voir avec le financement occulte dont a bénéficié l'ex-roi d'Espagne Juan Carlos ou avec les rétrocommissions versées par Lockheed au feu prince Bernhard des Pays-Bas. Les versements en espèces à des organisations bénéficiant du statut philanthropique sont autorisés par la loi. Enfin, l'origine des fonds a été vérifiée par les bénéficiaires.

### Gâchis

Il n'empêche, quel gâchis ! La presse a trouvé des mots cruels mais qui sonnent juste : plus de jugement que de jugeote. Même les plus fervents supporters de la royauté s'interrogent sur la désinvolture du futur monarque, ses accidents de parcours à répétition et ses nombreuses gaffes. « Le prince de Galles estime qu'il

Elizabeth II entend régner le plus longtemps possible, histoire d'écourter au maximum le règne de Charles au profit de William, son petit-fils chéri. » BELGAMANGE.

peut mener sa propre diplomatie avec les familles royales étrangères au mépris de la neutralité d'un futur chef de l'Etat », proclame l'éditorial du *Sunday Times* en comparant son activisme avec la neutralité observée par sa mère, la reine Elizabeth II, tout au long de son règne.

En matière de scandales financiers, le prince Charles est en effet un récidiviste.

La presse britannique a révélé récemment que le futur roi avait reçu en mains propres trois donations en espèces totalisant 3 millions d'euros - en coupures de 500 euros contenues dans des sacs du célèbre grand magasin londonien Fortnum & Mason - de la part d'un membre controversé de la famille royale du Qatar, le cheikh Hamad al-Thani. En novembre 2021, il avait été éclaboussé par la controverse qui avait conduit à la démission du directeur général du PWCF. L'intéressé avait été accusé d'avoir obtenu un ordre nobiliaire et un passeport britannique au profit d'un homme d'affaires du Golfe en échange d'un don substantiel aux bonnes œuvres du prince.

### Relations troubles

En outre, l'affaire Ben Laden met une nouvelle fois en lumière les relations troubles entre le prince et les pétromonarchies du Golfe. Le défenseur très vocal des droits de l'homme ne s'est jamais prononcé contre les violations commises au Qatar, aux Emirats arabes unis et en Arabie saoudite.

Le mode opératoire de la cour du prince est plus que jamais sur la sellette. Le futur Charles III est secret et soupçonneux. Le prince ne s'entoure que d'une toute petite équipe de conseillers sûrs et dévoués. Ce patron, qui déteste la contradiction et peut se montrer cassant, les écoute mais décide seul en veillant au moindre détail.

Cette nouvelle controverse financière ne peut que faire chuter sa popularité au moment où son fils aîné, William, dont la cote est au zénith, ne cesse de lui mordre les jarrets. S'il est hors de question pour les Windsor de sauter les générations, le refus obstiné de la souveraine, âgée de 96 ans et de santé précaire, d'abdiquer n'est pas seulement motivé par le respect de son serment religieux de servir son peuple jusqu'à sa mort. En fait, en restant à son poste, la souveraine entend écourter au maximum le règne de son fils, dont elle se méfie, au profit de son petit-fils, qu'elle a formaté à son image et qui est la prunelle de ses yeux.

Le prince de Galles estime qu'il peut mener sa propre diplomatie avec les familles royales étrangères au mépris de la neutralité d'un futur chef de l'Etat

« The Sunday Times »

”





**AUDIOVISUEL**  
**L'audiodescription,**  
**un vrai défi**  
**pour la RTBF**  
 P. 18 & 19



**SÉCHERESSE**  
**Pourquoi les pompiers**  
**belges ne pourraient**  
**pas faire face aux feux**  
**que combattent**  
**les Français** P. 5

**NOTRE**  
**SUPPLÉMENT**

**TVNews**



**Tous les**  
**programmes TV**  
**de la semaine**

# LE SOIR



**LE QATAR DOIT ENCORE**  
**FAIRE SES PREUVES**

A 100 jours du coup d'envoi de la Coupe du monde 2022 (puisque la Fifa a avancé l'ouverture au 20 novembre), le Qatar a montré des avancées en matière de droit du travail. Mais il reste à s'assurer de la mise en œuvre des réformes pendant et après le Mondial. **P. 2 & Article 10**

## L'amorce d'une contre-attaque ukrainienne

**Les forces spéciales ukrainiennes**  
**seraient à l'origine de l'explosion sur**  
**une base militaire russe en Crimée.**

**A**u moins neuf avions de la chasse russe ont été détruits dans les énormes explosions survenues mardi sur une base aérienne russe en Crimée, la péninsule ukrainienne annexée de force par Moscou en 2014. La défaite est sévère pour le Kremlin. Le fait d'armes, que Kiev n'a officiellement ni revendiqué ni réfuté jusqu'ici, est majeur. Il pourrait s'inscrire dans le cadre de la contre-offensive sur le front sud, annoncée depuis des semaines par l'Ukraine mais qui tarde à se matérialiser.

L'opération menée contre la base aérienne de Saki aurait été menée par des forces spéciales ukrainiennes infiltrées en Crimée, qui auraient fait exploser les avions de combat. C'est,

en tout cas, ce que dit-on dans les milieux autorisés. « L'hypothèse la plus plausible ».

L'armée russe avait tenté une expédition, mardi : « Plusieurs munitions destinées à l'aviation ont explosé dans un dépôt situé sur le territoire de l'aérodrome militaire de Saki, près de la localité de Novofedorovka ». Un accident, Moscou avait nié la perte d'appareils. Kiev présente les choses différemment. Interrogé mercredi par le correspondant de *Politico* en Ukraine pour savoir si l'attaque à Saki pouvait être considérée comme le début de la contre-offensive au Sud, un responsable ukrainien a répondu, sous couvert d'anonymat : « Vous pouvez dire que c'est ça. »

**P. 8 & 9**



**ÉDITO**

PASCAL MARTIN

### Le Qatar en position de force malgré une image ternie

**A** cent jours du coup d'envoi de la Coupe du monde de football, le Qatar achève de se mettre sur son 31. Tout ce que le pays compte comme autorités politiques et économiques met la dernière main aux préparatifs de l'événement qui placera de terre grand comme la Flandre sous les caméras du monde entier. La fête doit être réussie, l'image qatarie en dépend.

Cent jours, c'est aussi le laps de temps qu'il reste pour faire basculer cette monarchie absolue dans le camp des droits de l'homme. Le défi tient bien sûr de l'utopie. D'autant que l'émirat a désormais d'autres chats à fouetter : le gaz qui l'a rendu extraordinairement riche est sa meilleure arme de persuasion auprès d'une Europe qui craint de voir fermer le robinet russe cet hiver.

Dire que le Qatar n'a rien fait serait mentir. Selon l'Organisation internationale du travail, il

disposerait même d'une législation parmi les plus avancées de la région, toute chose étant évidemment relative. En avril dernier, Amnesty International n'en dénonçait pas moins les conditions relevant du travail forcé auxquelles sont astreints les agents de sécurité, notamment dans le cadre de la Coupe du monde. Rien n'est donc gagné et, comme souvent, c'est dans la mise en œuvre sur le long terme des réformes promises qu'il faudra juger la volonté d'aller ou non vers une certaine forme de libéralisation. Quant aux fans LGBTQI+, ils seront les « bienvenus ». Mais, comme les couples hétéros, ils seront priés d'être discrets en public. Pas d'effusions, pas de drapeaux arc-en-ciel. Une manière pour Doha de coller à son mantra : quand il s'agit de libéraliser, mieux vaut le faire derrière des portes fermées. Le Qatar reste un des pays les plus répressifs pour les LGBTQI+, les peines pouvant aller de la pri-

son à la peine de mort pour les personnes de confession musulmane. Toutefois, seul un meurtrier a été exécuté en 20 ans. La messe est dite. Les négociations liées à la Coupe du monde sont arrivées à leur terme pour l'émirat, ramenant la planète aux dures lois de la realpolitik. A ce stade, le Qatar est en train de gagner sa Coupe du monde. Il a réussi à s'accommoder du soft power sans trop céder de terrain, même si son image en a pris un coup depuis douze ans. Doha se positionne comme jamais sur l'échiquier géopolitique grâce aux conséquences

énergétiques de la guerre en Ukraine. L'Europe a besoin du Qatar et le Qatar le sait. Encore cent jours et il ne sera plus question que de sport, de ballon rond, de poussettes et d'échecs, ce qui est par nature le sens même d'une compétition. Un mois plus tard, un vainqueur sera proclamé. Et puis, les lampions s'éteindront. Dès lors, qui s'intéressera encore à l'évolution des droits de l'homme au Qatar, aux LGBTQI+ et aux esclaves modernes, sinon les défenseurs des droits de l'homme ? Pas grand monde. Ou alors on se trompe, et c'est tant mieux.

### ANDERLECHT PAIDE Les Mauves continuent l'aventure européenne au petit trot (3-0)



NÉCROLOGIE 17  
 DÉTENTE 21  
 TÉLÉVISION 23

GRATUIT AVEC CE JOURNAL

LE SOIR









HUMEUR

BAUDOUIN LOOS

## En Arabie saoudite, des tweets peuvent valoir 34 ans de prison



Salman al-Shehab.  
© YOUTUBE/ABDUL RAHMAN AL SAAD

Il était une fois un royaume richissime situé dans le désert de la péninsule arabique. Son roi, vieux et malade, avait confié la gestion des affaires publiques à son fils préféré, Mohamed. Jeune et impétueux, celui-ci avait commis quelques bévues, lancé une guerre improbable au Yémen, embastillé des centaines de princes et d'hommes d'affaires, enclenché le blocus d'un voisin, le Qatar... Il n'empêche, sa volonté affichée de moderniser ce royaume archaïque plaisait à la jeunesse qui pouvait enfin aller au cinéma ou assister à des concerts de musique rock, du jamais vu, tandis que l'influence des dignitaires musulmans obscurantistes s'effaçait à vue d'œil. L'Arabie saoudite allait de l'avant. D'aucuns, pourtant, restaient sceptiques. Faisaient observer que des militants féministes avaient été harcelés, puis arrêtés, torturés et condamnés à plusieurs années de prison. Surtout, l'horrible assassinat et le décapage d'un journaliste saoudien dissident, Jamal Khashoggi, le 2 octobre 2018 dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, avaient choqué la planète entière. La volonté réformatrice du prince, dit MBS (Mohamed Ben Salmane), en avait pris un coup et les meilleurs alliés du pays, comme les États-Unis, cachaient mal leur embarras.

Une guerre déclenchée l'hiver dernier en Europe par la Russie en Ukraine allait venir remettre MBS en selle. Dame ! Les richesses pétrolières saoudiennes retrouvaient tout leur poids sur les marchés mondiaux et il fallait bien flagorner le maître des lieux pour qu'il consentît, peut-être, à faire baisser les prix. Toute honte bue, le français Macron et l'Américain Biden confèrent alors au prince en l'invitant ou en le visitant en ce mois de juillet les lettres de noblesse auxquelles il aspirait de toutes ses forces.

C'est ensuite que le roi faisant fonction « réhabilita » sur la scène internationale montra sa vraie nature. Il confia sans tarder à un tribunal spécial créé pour lutter contre le terrorisme le soin de condamner ce 9 août une Saoudienne, Salma al-Shehab, à 34 ans de prison pour avoir relayé sur son compte Twitter – où elle compte juste 2.597 followers – des messages sur les droits des femmes dans son pays. Trente-quatre ans de prison ! Cette femme de 34 ans, mère de deux garçons et docteurante en soins de santé à Leeds (Grande-Bretagne), s'était rendue à Riyad pour ses vacances en 2021 avant d'être arrêtée.

La démesure hallucinante et sans précédent de cette peine en dit long sur l'arrogance d'un despote décidément peu éclairé. Une peine ubuesque qui humilie ceux qui, en Occident, avaient pensé que la « realpolitik » permettait de fermer les yeux sur les droits humains violés. Quant à la pauvre Salma, dans son sinistre donjon, il ne lui reste qu'à espérer que le prince soit frappé de mansuétude et qu'il prendra plutôt tôt que tard une mesure de clémence à son endroit.

FINLANDE

# Incompétente ? Marin critiquée pour avoir dansé

Une jeune Première ministre a-t-elle le droit de faire la fête ? Des vidéos de la Finlandaise Sanna Marin ont déclenché une polémique. Mais les soutiens affluent.

PORTRAIT

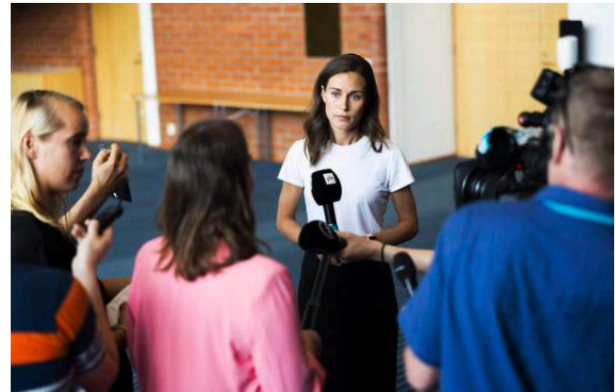
VÉRONIQUE KIESEL

C'était le 15 mai dernier : la Première ministre de Finlande, Sanna Marin, aux côtés du président Sauli Niinistö, expliquait avec gravité pourquoi la Finlande avait décidé de rejoindre l'Otan. « Tout a changé depuis que la Russie a attaqué l'Ukraine. Nous ne pouvons plus avoir confiance en un futur pacifique à côté de la Russie en restant seuls. Rejoindre l'Otan est un acte de paix », précisait la cheffe du gouvernement, au pouvoir depuis décembre 2019.

La semaine dernière, d'autres images de Sanna Marin, nettement plus décontractées, ont été diffusées à deux reprises sur les réseaux sociaux. On y voit la jeune femme (36 ans) danser en compagnie d'amis et faire la fête avec beaucoup d'entrain.

Le leader de l'opposition, Riikka Pura, président du Finns Party (droite populiste), en embuscade avant les législatives d'avril prochain, a suspecté M<sup>me</sup> Marin d'avoir consommé de la cocaïne, et suggéré qu'elle se fasse tester. « Afin de dissiper tout soupçon, j'ai passé un test de dépistage de drogue aujourd'hui », a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse vendredie. « Je n'ai rien à avouer ni à cacher, et je continuerai à être la même personne que j'ai été jusqu'ici. J'ai du temps libre que je passe avec mes amis, comme le font de nombreuses personnes de mon âge. Et je déplore que ces vidéos, prises dans un cadre privé, aient été diffusées. »

Plusieurs éditoriaux et une avalanche de commentaires sur les réseaux sociaux ont accusé la Première ministre d'avoir agi avec légèreté, inconséquence, et de ne pas avoir respecté la dignité de sa fonction. Sur Twitter, un certain Petri Kuitinen s'est ainsi plaint : « La Finlande souffre, avec des prix de l'électricité au plus haut, d'un manque de personnel pour les soins de santé et voici à quoi notre leader passe son temps ! »



D'autres critiques estimaient que, en faisant ainsi la fête, la Première ministre avait montré qu'elle n'était pas en état de gérer une crise majeure. Elle a répondu en indiquant que sa consommation d'alcool avait été modérée et que, si cela avait été nécessaire, elle aurait pu se remettre au travail immédiatement.

### Equipe Tampax

L'an dernier, l'Otan avait déjà publié un rapport sur le harcèlement en ligne des ministres finlandaises. Car, dans le gouvernement de coalition dirigé par M<sup>me</sup> Marin, les responsables des cinq partis au pouvoir sont tous des femmes. Ce qui leur a valu d'être qualifiées d'« Equipe Tampax ». « Leur élection », peut-on lire dans ce rapport, « a déclenché une résistance en ligne sous forme de messages abusifs. Beaucoup dénonçaient leur inexpérience politique via des éléments de langage sexistes et misogynes. »

« Ce n'est en effet pas la première fois que Sanna Marin est l'objet d'attaques », décide pour nous Marie-Cécile Naves, spécialiste des questions de genre à l'Iris (Paris) et autrice de *La démocratie féministe* (Calmann-Lévy). « Son exemplarité est exigée en toute chose. C'est le cas aussi ailleurs dans le monde. Ce type de demande est nettement moins formulé à l'égard des hommes politiques lorsqu'ils boivent un verre et font la fête, l'opinion trouve plutôt cela sympathique et amusant. » La Première ministre a donc dû expli-

quer que ces vidéos donnaient une image « déformée » d'elle : « L'entièreté de mon mandat comme Première ministre s'est déroulée en temps de crise, des situations qui ont été gérées de façon raisonnable. »

M<sup>me</sup> Marin n'avait que 34 ans quand elle est devenue cheffe de gouvernement juste avant le début de la pandémie de covid qu'elle a, selon les observateurs, gérée de la façon optimale. Elle travaille aussi à préserver le système de protection sociale finlandais qui permet à « chaque enfant, quel que soit son milieu d'origine, de devenir quelqu'un », a-t-elle expliqué au *Washington Post*.

Un système sur lequel elle a pu compter : ses parents ont divorcé quand elle était petite, en raison de l'alcoolisme de son père. Sa mère a refait sa vie avec une autre femme. Dans cette « famille arc-en-ciel », il n'y avait pas beaucoup d'argent mais une « abondance d'amour », a-t-elle expliqué. Elle a donc, dès 15 ans, enchaîné les jobs étudiants, avant d'être la première de sa famille à aller à l'université.

Elle s'est engagée en politique à 20 ans auprès du Parti social-démocrate (centre-gauche). Après un mandat local, elle a été élue députée à 30 ans, nommée ministre des Transports dans le précédent gouvernement, avant donc de devenir la plus jeune personne à diriger le gouvernement finlandais.

Malgré la polémique, sa popularité reste bonne : elle a d'ailleurs bénéficié d'une marée de joyeux et dansants messages de soutien.

Sanna Marin, la jeune Première ministre finlandaise, a dû se défendre après la diffusion de vidéos où on la voit danser et festoyer avec des amis. © APF

ALGÉRIE

## Incendies meurtriers : le pouvoir entre deux feux



Après l'incendie, la désolation et... les polémiques. © REUTERS

Survenant quelques semaines après les euphoriques commémorations de la fête de l'indépendance, les incendies ravageurs qui ont frappé certaines régions de l'Est du pays, du 15 au 18 août, portent incontestablement un coup dur au pouvoir et à son image de marque. C'est ainsi que le gouvernement fait déjà face à une avalanche de critiques, axées sur son rôle sur le

terrain, jugé peu réactif. Le pouvoir, en particulier, est attendu sur cette histoire d'avions anti-incendie. Le gouvernement s'était engagé, au lendemain des incendies de l'été 2021 qui avaient fait une centaine de morts, notamment en Kabylie, d'en acheter ou d'en affréter le maximum pour faire face à d'éventuelles catastrophes de même ampleur. Or le premier avion de

lutte anti-incendie ne sera réceptionné, d'après le Premier ministre Benabdelrahmane, qu'en décembre prochain. À l'horde de l'été 2022, le gouvernement avait annoncé l'achat de deux avions, d'un bombardier d'eau russe et d'au moins quatre petits canadiens d'Espagne. Mais, pour des raisons liées aux relations diplomatiques algéro-espagnoles, à l'arrêt depuis juin dernier, Alger a décidé d'annuler le marché. Le journaliste spécialiste des questions sécuritaires, Akram Kharief, écrit, à ce propos : « Celui qui a décidé d'annuler le contrat de location des petits avions anti-incendie espagnols, qui devait débiter le premier juillet, porte une responsabilité dans cette catastrophe. » Ce qui est venu compliquer la tâche des autorités, au moment où les incendies étaient à leur paroxysme, notamment dans la wilaya de Tarf, à l'extrême est du pays, c'est que le fameux bombardier d'eau russe, de type Beriev BE 200, est subitement tombé en panne après deux jours seulement d'intervention. Interrogé par *Le Soir*, Akram Kharief, estime que l'Algérie « paie aujourd'hui les conséquences d'une incurie qui remonte à plus de quinze ans ». Le chercheur demande l'ouverture d'une enquête sur le dossier des hélicoptères de la Protection civile, de leur achat, de la gestion de leur flotte et de la formation des pilotes, offerte, selon lui, en cadeau aux qatari de Qatar Helicopters. Il met directement en cause l'ancien chef des pompiers sous Bouteflika, le colonel Mustapha Lehbiri. MUSSA ACHERCHOUR, À ALGER

# instabilité »

## L'Union européenne retrouve ses anciennes peurs

Après une période d'unité sans précédent, l'Union européenne va devoir assurer ses arrières, estime Jean-Pierre Ferré, commissaire général de France Stratégie. Car la crise migratoire, l'inflation (et le retour de bâton des sanctions) et la dépendance énergétique à la Russie ne frappent pas partout pareil. Et Vladimir Poutine « ne fait aucun secret de son

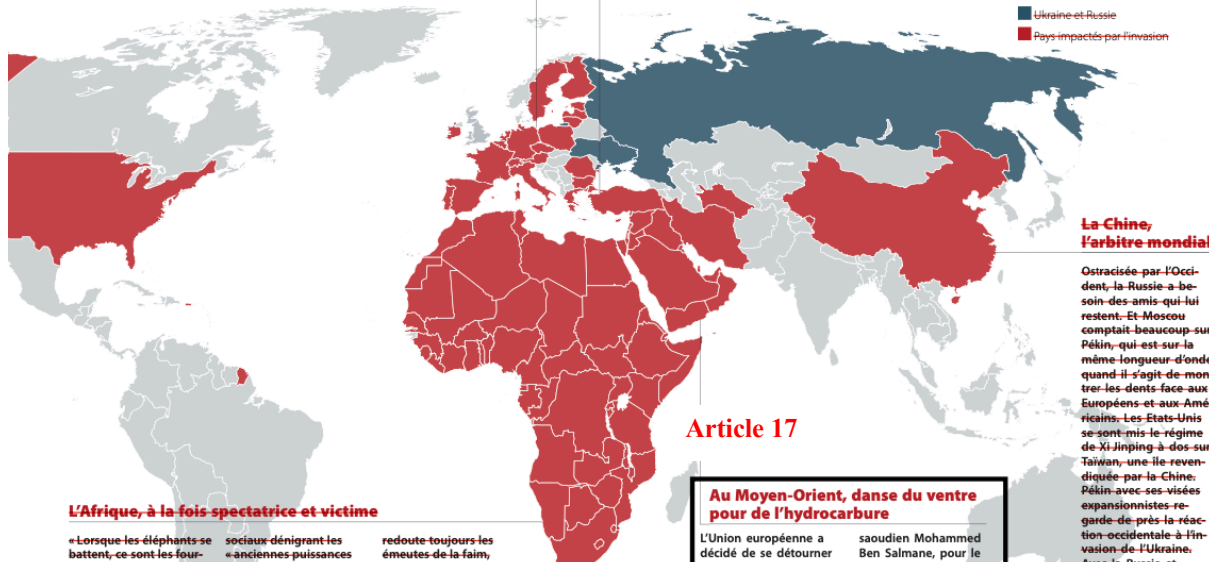
désir d'exacerber les divisions entre et à l'intérieur des pays européens ». « Le but ultime de Poutine est de détruire l'UE. » Il n'y a qu'à regarder la crise politique en Italie. Et pourtant, l'invasion de l'Ukraine a fait avancer les Vingt-Sept comme jamais sur des dossiers qu'on disait enterrés : la défense et l'élargissement. L'UE a octroyé un statut de

candidat à l'Ukraine et la Moldavie. Et puis, elle a débloqué des fonds européens pour permettre aux Etats d'armer Kiev, ouvrant la porte à une Europe de la Défense. Car c'est bien ça qui est en jeu pour l'Europe : sa sécurité. Les Vingt-Sept pensaient être débarrassés de la peur d'une guerre de grande ampleur sur leur territoire : l'invasion a tout changé.

## La Turquie, sur deux tableaux

La Turquie est « le » pays qui a gagné des points dans cette séquence. De nombreux amis de Moscou, comme Israël, les Emirats ou encore l'Arabie saoudite, ont proposé leurs services pour faire médiateur entre la Russie et l'Ukraine. Mais c'est Ankara qui a décroché la timbale et l'immense responsabilité qui vient avec : Les premiers accords pour l'exportation de céréales ont été

conclus à Istanbul, qui est chargé de vérifier les cargaisons des cargos. Avec un pied dans l'Otan mais des intérêts communs avec la Russie en Syrie, la Turquie sait jouer sur les deux tableaux. Ses partenaires dans l'Alliance atlantique l'ont vue souffler le chaud et le froid.



## La Chine, l'arbitre mondial

Ostracisée par l'Occident, la Russie a besoin des amis qui lui restent. Et Moscou comptait beaucoup sur Pékin, qui est sur la même longueur d'onde quand il s'agit de montrer les dents face aux Européens et aux Américains. Les Etats-Unis se sont mis le régime de Xi Jinping à dos sur Taïwan, une île revendiquée par la Chine. Pékin avec ses visées expansionnistes regarde de près la réaction occidentale à l'invasion de l'Ukraine. Avec la Russie et l'Ukraine, le président américain Joe Biden a d'autres chats à fouetter et pourrait perdre un peu de l'énergie qu'il concentrait jusque-là sur l'Asie. On aurait donc pu s'attendre à ce que la Russie et la Chine exhibent une amitié qu'ils forgeront depuis longtemps. Et pourtant, Pékin a pris une position plus inattendue et ambiguë. La Chine s'est pour l'heure gardée d'armer ou de soutenir massivement Moscou, même si elle ne lui a pas tourné le dos. La superpuissance chinoise (qui profite des sanctions occidentales pour acheter hydrocarbures et charbon russes à moindre coût) peut jouer les arbitres mondiaux. Mais attention, cette stratégie pourrait s'éventer. « Si certains pays prendront le parti d'un des camps, la majorité devrait vouloir garder un pied de chaque côté. Mais avec le temps, ce jeu d'équilibre sera de plus en plus difficile », pointe un rapport de l'Economist Intelligence Unit.

## Article 17

### Au Moyen-Orient, danse du ventre pour de l'hydrocarbure

L'Union européenne a décidé de se détourner du gaz et du pétrole russes, mais il n'est pas question de mettre ses citoyens au régime sec. Il faut donc trouver des sources alternatives d'hydrocarbures. Et c'est là où le Proche et le Moyen-Orient entrent dans la danse. Les pays du Golfe vont défiler une ribambelle de ministres de l'Energie et de dirigeants européens. D'autres préoccupations sont mises en sourdine, comme les droits humains. La visite de Joe Biden en Arabie saoudite en est un exemple parfait : le président américain avait juré par tous les dieux ne jamais serrer la main du prince

saoudien Mohammed Ben Salmane, pour le « punir » de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi. Mais la guerre en Ukraine lui a fait manger son chapeau. De l'Egypte au Qatar en passant par Israël, on est ragailardi par la position de force actuelle. Mais de l'autre côté, la Russie appuie de toutes ses forces pour garder dans son giron des pays avec qui elle a noué des amitiés, à la faveur du retrait américain de la zone. Et pèse notamment comme membre de l'Opep+ pour éviter que les producteurs de pétrole n'acceptent de soulager les économies occidentales.

## L'Afrique, à la fois spectatrice et victime

« Lorsque les éléphants se battent, ce sont les fourmis qui meurent » : pris de court par la guerre en Ukraine, les pays africains ont eu le temps de méditer ce proverbe laotien. C'est en ordre dispersé que, le 2 mars dernier, le continent s'est prononcé sur une résolution de l'ONU condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie : 29 pays ont voté pour, huit n'ont pas pris part au vote, l'Erythrée, aux côtés de la Corée du Nord, a voté contre et surtout, 16 Etats, malgré la pression des Occidentaux, ont choisi de s'abstenir. Parmi eux, le Sénégal, qui présidait alors l'Union africaine, et l'Afrique du Sud, dont la représentante a insisté sur le fait que, durant les années de lutte contre l'apartheid, les mouvements de libération d'Afrique australe avaient pu compter sur l'appui de l'Union soviétique. L'absention d'autres Etats : le Soudan, Madagascar, le Mali, la Centrafrique, s'explique par une offensive russe aussi diplomatique que militaire, incarnée entre autres par le recours à des réseaux

sociaux dénigrant les « anciennes puissances coloniales » au premier rang desquelles la France. Aujourd'hui, cet affrontement diplomatique appartient déjà au passé. Quel que soit leur camp, les Africains apparaissent comme les premières victimes d'une guerre qui leur est étrangère mais qui a complètement désorganisé les circuits d'approvisionnement et fait exploser les prix du carburant, des denrées alimentaires et des engrais. Même si le Nigeria est le premier producteur de pétrole d'Afrique, il est dépourvu d'infrastructures de raffinage et importe 90 % de son carburant. Et dans plusieurs capitales africaines, de Nairobi jusqu'à Dakar, les stations-service ont été prises d'assaut. A plusieurs reprises, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres s'est inquiété des pénuries alimentaires : 45 pays africains importent d'Ukraine ou de Russie un tiers au moins de leur blé. Dans le cas de la Somalie et du Bénin, la dépendance est de 100 % et de 75 % pour le Soudan. Quant à l'Egypte qui

redoute toujours les émeutes de la faim, 85 % de son approvisionnement dépend des importations russes ou ukrainiennes et les engagements de blé en cours à Odessa sont suivis avec la plus grande attention. En outre, l'Afrique est extrêmement dépendante des engrais provenant des deux pays belligères et dont les prix ont augmenté de près de 95 %. Les pays africains se préparent aussi à être courtisés : le professeur marocain Jamal Machrouh de l'Université de Kenitra estime qu'à l'avenir, les trois puissances majeures – la Chine, la Russie et les Etats-Unis – pourraient se disputer un continent riche de 54 sièges à l'ONU et que le « pôle occidental » tentera de limiter l'accès de la Chine aux ressources naturelles de l'Afrique afin de ralentir sa montée en puissance. Jusque-là spectateurs et victimes impuissantes, les Africains seront un jour obligés de choisir leur camp dans ce qui finira par s'appeler une guerre mondiale. »

COLETTE BRACKMAN





# Un monde de contradictions pour la communauté LGBTQI+

Les droits de la communauté LGBTQI+ sont garantis dans certains pays, bafoués dans d'autres. Dans un monde où la tendance est à la décriminalisation, la protection juridique n'implique pas la fin des discriminations.

OSCAR PILOT (ST.)

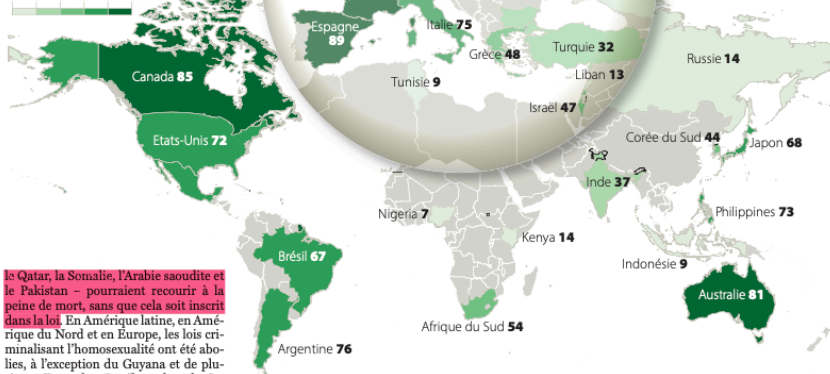
Voilà plus de trente ans que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rayé l'homosexualité de la liste des maladies mentales. Pour autant, à ce jour, les droits de la communauté LGBTQI+ ne sont pas garantis partout. Si le Premier ministre de Singapour a annoncé dimanche la décriminalisation des relations sexuelles entre hommes, il a également exprimé la volonté du gouvernement de protéger la définition traditionnelle du mariage en tant qu'union d'un homme et d'une femme. Cette décision à deux volets s'inscrit dans un monde où règnent de grandes disparités en matière de droits LGBTQI+.

Selon le dernier rapport de l'Association internationale lesbienne et gay (Ilga), 67 pays criminalisent toujours l'homosexualité. Parmi ceux-ci, 29 États prévoient une peine allant jusqu'à huit ans d'emprisonnement. En Tunisie, l'homosexualité est passible de trois ans d'emprisonnement pour les personnes prises en flagrant délit. Les arrestations peuvent mener à un test anal forcé, qualifié de torture par les Nations unies. Dans 26 autres pays, les personnes homosexuelles risquent entre dix ans de prison et la perpétuité. C'est le cas en Birmanie, au Bangladesh, en Ouganda, au Kenya. Dans les cinq pays que sont l'Iran, le Brunéi, le Nigeria, le Yémen, la Mauritanie, la peine de mort est prévue en cas de relations sexuelles entre adultes du même sexe. Six autres pays – l'Afghanistan, les Emirats arabes unis,

## Acceptation de l'homosexualité dans le monde

Pourcentage de personnes qui pensent que l'homosexualité devrait être acceptée dans la société

0 20 40 60 80 100%



Source : www.pewresearch.org - Chiffres 2019

le Qatar, la Somalie, l'Arabie saoudite et le Pakistan – pourraient recourir à la peine de mort, sans que cela soit inscrit dans la loi. En Amérique latine, en Amérique du Nord et en Europe, les lois criminalisant l'homosexualité ont été abolies, à l'exception du Guyana et de plusieurs États des Caraïbes, dont la Jamaïque.

Il existe cependant un décalage entre le droit et la réalité. L'existence de lois criminalisant l'homosexualité ne se traduit pas forcément en répression. Certains pays considérant les relations homosexuelles comme illégales n'ont jamais de poursuites. C'est le cas au Gabon, où l'homosexualité a été dépenalisée en 2020. A l'inverse, d'importantes violences à l'égard de la communauté LGBTQI+ ont lieu dans des pays où l'homosexualité n'est pas interdite. C'est le cas en Côte d'Ivoire, où la société y est très hostile. Certains pays souhaitent même punir ce qu'ils nomment la « propagande » homosexuelle : en Hongrie, évoquer l'homosexualité de-

« Les femmes lesbiennes sont moins confrontées à la violence physique, mais elles sont plus exposées aux violences sexuelles. Cela s'articule différemment parce qu'elles sont sursexualisées »

Laura Baiwir  
Collectif Les Sous-Entendus



A Singapour, le Premier ministre a annoncé dimanche que son gouvernement allait prochainement abroger la loi criminalisant les relations sexuelles entre hommes tout en précisant qu'il continuerait cependant à « défendre » le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme. © REUTERS

vant des mineurs est passible d'une amende depuis 2021. En 2013, la Russie a fait passer une loi similaire, prévoyant amendes et peines de prison pour toute « propagande » de ce type.

### Le mariage pour tous

« L'amour, c'est l'amour », disait Alexander De Croo en mai dernier, après l'adoption du Plan fédéral pour une Belgique LGBTQI+ friendly. Seulement, aux yeux de la loi, l'amour n'est pas le même partout. Depuis 2001 et la législation du mariage entre personnes du même sexe aux Pays-Bas, pionniers en la matière, 33 pays ont franchi le pas.

Avec l'introduction du mariage pour tous en Suisse le 1<sup>er</sup> juillet, la totalité des pays d'Europe de l'Ouest a légalisé le mariage homosexuel, à l'exception de l'Italie qui n'autorise que l'union civile. Plusieurs pays d'Europe de l'Est, dont la Pologne, ne reconnaissent aucune union.

En Asie, seul Taïwan a légalisé le mariage pour tous. Singapour souhaite protéger la définition traditionnelle du mariage contre toute contestation judiciaire. Au Vietnam, où aucune protection juridique ne garantit les droits des personnes LGBTQI+, le ministre de la Santé vient d'annoncer qu'être LGBTQI+ « n'est pas une maladie » et « ne peut ni ne nécessite d'être soigné ». Un grand changement de paradigme pour le pays. En Amérique du Nord, le Canada a légalisé le mariage homosexuel en 2005. Aux États-Unis, il a fallu attendre 2015 pour que la Cour suprême fasse de même. Néanmoins, l'homophobie a la peau dure. Cette année, plus de 300 projets de loi anti-LGBTQI+ ont été déposés aux USA. Joe Biden, allié de la cause, a mis en garde contre la « hausse de la haine et de la violence » ciblant les personnes LGBTQI+. L'Amérique du Sud compte sept pays ayant légalisé le mariage homosexuel.

Sur le continent africain, l'Afrique du Sud fait figure d'exception : le mariage entre personnes du même sexe y est légal depuis 2006. Les autres pays du continent, à l'exception du Liberia, de l'Angola, du Botswana et du Mozambique, n'offrent aucune protection légale à la communauté LGBTQI+.

### Des tolérances disparates

Malgré les grands changements législatifs à propos des droits de la communau-

té LGBTQI+ dans le monde, l'acceptation de l'homosexualité diffère largement selon les pays. C'est le constat d'une étude du Pew Research Center (dans laquelle la Belgique ne figure pas), qui montre de grandes disparités dans l'opinion publique. En Europe, des pays voisins affichent un taux d'acceptation drastiquement différent. C'est le cas de l'Allemagne et la Pologne, dont respectivement 86 et 47 % de la population pense que l'homosexualité devrait être acceptée par la société. Des pays comme la Tunisie et le Nigeria ont un taux d'acceptation éminemment faible, avec 9 et 7 %. Néanmoins, l'étude met en évidence une augmentation de l'acceptation dans de nombreux pays. A titre d'exemple, 72 % de la population étatsunienne considère que l'homosexualité devrait être acceptée par la société, contre 49 % en 2007. De nombreux pays ont vu doubler leur taux d'acceptation entre 2002 et 2019.

Pour autant, aucun pays n'est à l'abri des discriminations. En France, où 86 % de la population pense que l'homosexualité devrait être acceptée, la fin de la crise sanitaire a signé la fin d'une période d'accalmie : en 2021, les plaintes pour crimes et délits envers les personnes LGBTQI+ ont augmenté de 28 %. Selon le ministère français de l'Intérieur, entre 2016 et 2021, le nombre d'actes anti-LGBT a doublé. Il est difficile d'obtenir ce type de chiffres concernant la Belgique, où l'on estime que seule une personne LGBTQI+ sur quatre porte plainte à la suite d'une agression.

Par ailleurs, les discriminations diffèrent selon le genre des personnes visées. De fait, couples d'hommes et de femmes ne subissent pas les mêmes types d'agressions. Selon une étude réalisée dans 23 pays, les couples d'hommes sont plus sujets aux discriminations que les couples lesbiens. Les résultats suggèrent également que les attitudes négatives sont guidées par la perception que les personnes homosexuelles bravent les normes de genre traditionnelles. Néanmoins, si les hommes gays en sont plus souvent la cible, les femmes lesbiennes sont loin d'être à l'abri des discriminations. Selon Laura Baiwir, du collectif Les Sous-Entendus, « les femmes lesbiennes sont moins confrontées à la violence physique, mais elles sont plus exposées aux violences sexuelles. Cela s'articule différemment parce qu'elles sont sursexualisées. »



Reoutez les podcasts du « Soir »

Rattrapez les podcast quotidiens du Soir pour s'informer, décrypter et s'inspirer



« A propos », c'est l'information contre vos questions du Soir, recueillies et analysées par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « A propos » sur les plateformes :  
- Le Soir (podcasts) / le Soir (podcasts)  
- Apple Podcasts  
- Google Podcasts  
- Spotify et Amazon Music

PRIX DE L'ÉNERGIE

Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver

Le gazoduc Nord Stream 1 n'a pas été rouvert par Gazprom, provoquant un nouveau coup de chaud sur les marchés du gaz ce lundi.

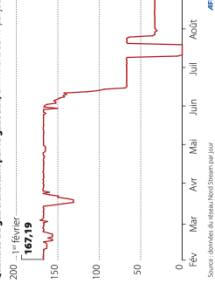
BERNARD PADON

Le marché du gaz européen continue à ressembler à un infernal parcours de montagnes russes. Ce lundi, le robinet russe, après un premier arrêt de maintenance de dix jours, a été rouvert. Mais la Russie a refusé de livrer sa hausse en fin d'après-midi. En cause, Lannoo, vendredi dernier en soirée, par le géant Gazprom qu'il ne rouvra pas le gazoduc Nord Stream 1. Le robinet russe, après un premier arrêt de maintenance de dix jours, a été rouvert. Mais la Russie a refusé de livrer sa hausse en fin d'après-midi. En cause, Lannoo, vendredi dernier en soirée, par le géant Gazprom qu'il ne rouvra pas le gazoduc Nord Stream 1. Le robinet russe, après un premier arrêt de maintenance de dix jours, a été rouvert. Mais la Russie a refusé de livrer sa hausse en fin d'après-midi. En cause, Lannoo, vendredi dernier en soirée, par le géant Gazprom qu'il ne rouvra pas le gazoduc Nord Stream 1.

Le flux avait été interrompu pendant trois jours la semaine dernière, ce qui a entraîné une hausse des prix du gaz. Le flux avait été interrompu pendant trois jours la semaine dernière, ce qui a entraîné une hausse des prix du gaz. Le flux avait été interrompu pendant trois jours la semaine dernière, ce qui a entraîné une hausse des prix du gaz.

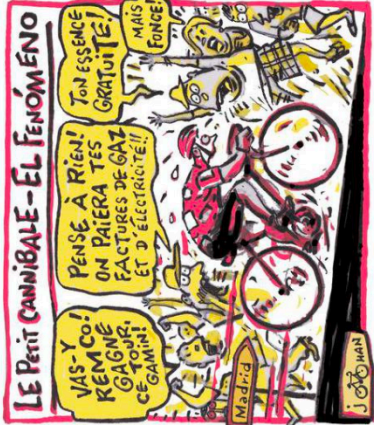
Flux de gaz via Nord Stream 1 à l'arrêt

Quantité de gaz transitant par le gazoduc, en millions de m³ par jour



Source : données de Nord Stream

KROLL PRÉSENTE JOHAN DE MOOR



Les entreprises attendent une réponse de type « corona » à la crise

Le fédéral et les régions pourraient soutenir les entreprises confrontées à la hausse des coûts de l'énergie : chômage économique, aides, prêt...

PASCAL LOBBERT (JAVIC BELGA)

On se sent en au plus fort de la crise. Les entreprises attendent une réponse de type « corona » à la crise. Les entreprises attendent une réponse de type « corona » à la crise. Les entreprises attendent une réponse de type « corona » à la crise.



Ca lundi, les organisations patronales ont été reçues au 16 rue de la Loi. - PHOTO NEWS



Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver. Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver. Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver. Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver.

Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver

Vendredi dernier, le géant Gazprom avait annoncé qu'il ne rouvrait pas le robinet du gazoduc Nord Stream 1.

La France veut « une contribution européenne des opérateurs énergétiques »

Charles Michel souhaite que les opérateurs européens concèdent des propositions de réduction de la production de gaz. Charles Michel souhaite que les opérateurs européens concèdent des propositions de réduction de la production de gaz. Charles Michel souhaite que les opérateurs européens concèdent des propositions de réduction de la production de gaz.

Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver. Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver. Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver. Le robinet du gaz russe se ferme toujours plus avant l'hiver.

WALLONIE

Un guide de bonnes pratiques pour les communes

Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes. Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes.

BRUNO COLIGNON (JAVIC BELGA)

Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes. Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes. Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes.



LES

Les administrations publiques se défont de l'ancien exemple

Christophe Collignon

Le ministre Collignon a adressé aux administrations publiques un guide de bonnes pratiques pour les administrations publiques. Le ministre Collignon a adressé aux administrations publiques un guide de bonnes pratiques pour les administrations publiques.

Un guide de bonnes pratiques pour les communes

Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes. Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes. Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes.

BRUNO COLIGNON (JAVIC BELGA)

Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes. Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes. Le ministre Collignon a adressé aux communes un guide de bonnes pratiques pour les communes.

LES

Les administrations publiques se défont de l'ancien exemple

Christophe Collignon

Le ministre Collignon a adressé aux administrations publiques un guide de bonnes pratiques pour les administrations publiques. Le ministre Collignon a adressé aux administrations publiques un guide de bonnes pratiques pour les administrations publiques.

Les entreprises attendent une réponse de type « corona » à la crise

Le fédéral et les régions pourraient soutenir les entreprises confrontées à la hausse des coûts de l'énergie : chômage économique, aides, prêt...

PASCAL LOBBERT (JAVIC BELGA)

On se sent en au plus fort de la crise. Les entreprises attendent une réponse de type « corona » à la crise. Les entreprises attendent une réponse de type « corona » à la crise. Les entreprises attendent une réponse de type « corona » à la crise.



# mesures d'urgence

## surprofits La Commission veut fixer un plafond de prix pour l'électricité nucléaire et le renouvelable

BERNARD PADOAN

**A** côté du plafonnement du prix du gaz russe, la Commission européenne a déposé sur la table du Conseil extraordinaire des ministres de l'Energie de ce vendredi une série d'autres propositions, qui demandent elles aussi d'être affinées - c'est un euphémisme.

1

### Capter les « surprofits »

L'envolée actuelle des cours du gaz a eu pour conséquence d'entraîner dans leur sillage ceux de l'électricité, qui tutoient eux aussi des sommets jamais vus. « L'urgence, c'est le prix de l'électricité », entend-on d'ailleurs dans les couloirs de la Commission. En cause, le mécanisme de formation du prix du marché électrique, qui s'aligne sur les coûts de la dernière centrale appelée à produire pour satisfaire la demande. Dans l'immense majorité des cas, cette dernière appelée est une centrale au gaz, dont les coûts de production ont explosé. Outre que la facture des consommateurs, ménages et entreprises, s'en trouve alourdie dans des proportions inédites, ce mécanisme de fixation des prix a pour effet « pervers » d'assurer aux producteurs d'électricité bas carbone - qui ont les coûts de production les plus bas (renouvelables et nucléaire) - des bénéfices « inattendus » ou « excédentaires ».

Des « surprofits » que plusieurs Etats (Italie, Espagne...) ont déjà choisi d'aller récupérer dans les poches des producteurs, pour les « redistribuer » aux consommateurs. La Belgique y réfléchit. Mais la Commission propose les grandes lignes d'un système appelé à s'appliquer à l'échelon européen, via une limitation des revenus du nucléaire et des renouvelables. Comment ? Par la

fixation d'un « plafond » : un prix européen, inférieur au prix de marché, s'appliquerait à ces seuls producteurs à bas coûts. Et la partie de leurs revenus située entre le prix plafond et le prix du marché - les profits excédentaires - serait captée par les Etats membres, pour être affectée à des mesures d'aide aux consommateurs fragiles et aux entreprises en difficultés, et d'accélération de la transition énergétique.

Quel serait ce prix plafond ? Comment serait-il fixé ? Comment les Etats prélèveraient-ils cet argent ? Combien de temps fonctionnerait-il ? Serait-il rétroactif ? Ces questions sont, pour l'heure, ouvertes et ce sera aux ministres de l'Energie d'y apporter des réponses s'ils décident d'approuver ce mécanisme. La Commission précise que les Etats membres pourraient maintenir leurs propres mesures de captation des surprofits ou en imposer d'autres pour répondre à leurs situations spécifiques.

On remarque que la Commission ne s'engage pas encore dans une réforme définitive du marché de l'électricité et du système de fixation des prix avec un découplage réel des cours du gaz et de l'électricité. Elle y travaille, a-t-elle rappelé, mais cette tâche ambitieuse et éminemment complexe va prendre du temps, et l'hiver est à nos portes : d'où le choix d'une solution provisoire pour tenter de juguler la crise.

Notons que pour ne pas créer de distorsions de marché, le secteur des énergies fossiles ne serait pas épargné. Il s'agit ici des compagnies pétrolières et gazières qui profitent aussi, « indûment », de la flambée des cours de l'énergie, en vendant leur production au prix (très) fort. La Commission propose que leur soit imposée une « cotisation de solidarité » temporaire, qui pourrait être basée sur les bénéfices avant taxes. Ici encore, aux Etats d'en définir les mo-

dalités pratiques s'ils valident la proposition. Les revenus de cette contribution de crise seraient aussi affectés à la réduction des factures d'énergie des ménages et des entreprises les plus vulnérables.

2

### Diminuer la consommation

Pour faire baisser les prix, la Commission propose également d'imposer des objectifs de réduction de consommation d'électricité aux Etats membres, singulièrement pendant les heures de pics - les longues soirées d'hiver, par exemple. Il s'agirait bien d'objectifs contraignants. A quelle hauteur ? Des chiffres circulent : 10 %, en général ? 5 % pendant les pics ? Mais ici encore, ce serait aux ministres d'approuver la mesure et de trancher sur la hauteur de l'effort à fournir. « Des efforts coordonnés pour réduire le pic de demande d'électricité feraient baisser la consommation en général dans l'Union, conduisant à une moindre utilisation de gaz pour produire de l'électricité, des prix de gros de l'électricité plus bas et, par conséquent, des prix plus bas pour les consommateurs », souligne la Commission.

Les citoyens seront-ils obligés d'éteindre leur four ou leur télévision à 20 heures en décembre ? Sans doute les gouvernements pourraient-ils mener des campagnes de sensibilisation. Mais c'est davantage vers les gros clients industriels ou de groupements de consommateurs que la Commission tourne son regard, évoquant la mise en place de mécanismes de compensation - via des subsides versés aux consommateurs qui accepteraient de réduire leur utilisation de courant. On parle de « gestion de la demande ». Un tel mécanisme (le CRM) a été mis en place en Belgique pour pallier la fermeture pro-

gressive des réacteurs nucléaires d'ici 2025.

On rappellera que les 27 s'étaient engagés, à la fin du mois de juillet, à réduire de 15 % leur consommation de gaz, cette fois, entre le 1<sup>er</sup> août et le 31 mars prochain. De nombreuses possibilités d'exemption avaient toutefois été prévues.

3

### Aider les fournisseurs en difficulté

Les prix records mettent aussi à mal une partie des fournisseurs d'énergie, singulièrement ceux qui n'ont pas de capacités de production propres et qui achètent une partie importante de leur gaz et de leur électricité sur les marchés. Vu la volatilité des marchés, ceux-ci ont besoin d'importantes liquidités pour couvrir leurs achats alors que, dans le même temps, leurs revenus sont affectés par le nombre croissant de clients en difficultés de paiement. La Commission propose de chercher, avec les régulateurs bancaires, des moyens d'élargir la gamme d'actifs qui peuvent être donnés en garantie, de faciliter l'octroi de garanties bancaires ou de prêts.

Bruxelles voudrait aussi, à plus long terme, mettre sur pied un nouvel indice de référence pour le prix du gaz. Pour l'heure, c'est le TTF, à Rotterdam, qui sert de « benchmark ». « Mais cet indice reflète essentiellement les transactions sur du gaz transporté par pipeline », note un responsable de la Commission. « Or, le marché a changé. » De fait, puisque la Russie a progressivement fermé ses robinets, une part croissante du gaz consommé et/ou stocké en Europe ces derniers mois est arrivé par méthaniers en provenance du Qatar ou des Etats-Unis. « Notre ambition est de mettre en place un indice GNL » (gaz naturel liquéfié), précise-t-on à la Commission.

## Comparer les promos ? Inutile, nous le faisons pour vous.

Ainsi, vous profitez toujours des meilleurs prix.



**Boucherie**  
Viande pour pita

€7<sup>20</sup>  
/kg



**Dash**  
lessive liquide Souffle précieux  
1,65 L 33 doses

€7<sup>50</sup>  
€ 0,23/litre  
à partir de 2 emballages



**Dreft Platinum**  
Platinum tablettes lavon-vaisselle  
65 pièces

€13<sup>52</sup>  
€ 0,21/pièce

**colruyt**  
meilleurs prix

Valable jusqu'au 11/9/2022 inclus.  
Les prix peuvent être encore plus bas en magasin. Vous pouvez consulter les prix actuels pendant vos courses, via l'app MyColruyt, sur colruyt.be ou auprès de notre service Clientèle au 02 345 2345. Date de mise en page : 5/9/2022.

« Nous devons réduire les recettes de la Russie, que Poutine utilise pour financer sa guerre atroce en Ukraine », précise Ursula von der Leyen. © EPA

# Assurance vélo : dans quel cas est-ce intéressant ?

Les assurances destinées aux deux-roues se sont fortement développées ces dernières années. Si bien qu'aujourd'hui, tous les grands assureurs du pays en proposent. Des formules très variées aux conditions parfois restrictives. Petit tour de ce marché qui grimpe.

CÉCILE DANJOU

Les vélos n'ont cessé de gagner en popularité ces dernières années, et la tendance n'a évidemment pas échappé aux compagnies d'assurances, qui proposent désormais quasi toutes leurs produits sur mesure destinés aux deux-roues. Aujourd'hui, on recense une petite quinzaine d'offres sur le marché belge, qui connaissent un succès grandissant. « Entre 2019 et 2022, nous avons observé une croissance moyenne annuelle de 51 % de contrats souscrits », acquiesce Serge Jacobs, le porte-parole d'Ethias. Même constat chez AG. « Notre portefeuille connaît une croissance continue depuis le lancement en 2018. La valeur des vélos et engins assurés augmente aussi graduellement. » Crevaision, accident, panne, vol... différents dommages sont couverts, via plusieurs types de garanties. Mais attention, on trouve autant de formules que d'assureurs. Un petit exercice de comparaison est donc indispensable.

## Les vélos récents concernés

En général, les compagnies couvrent tous les types de vélos : vélo de ville, de course, VTT, tandem, vélo électrique ou cargo (tant que ça reste sous les 25 km/h). Mais elles n'assurent pas tous les âges. En clair, votre deux-roues doit être neuf ou n'avoir que quelques années d'existence. Ainsi, chez Ethias, pour bénéficier de la garantie conducteur et passager ou le dépannage, le vélo doit avoir maximum cinq ans. Pour le vol, c'est maximum deux ans. Chez Allianz ou Aedea, le vélo ou le bike ne peut pas avoir plus de trois ans lors de la souscription. Chez AG ou CBC, c'est deux ans et même un an pour un contrat Yuzu vol et dommage matériel. Conclusion : ne comptez pas assurer votre vieux vélo acheté d'occasion, c'est mission quasi impossible. Une fois ce premier critère coché, comment votre jeune bicyclette ou votre e-bike seront-ils couverts ? En général, les assurances vélo comportent plusieurs types de garanties, en package ou à la carte : celle des dégâts matériels (un peu comme l'omnium en voiture) en cas d'accident, de vandalisme, de chute ; une assistance dépannage en cas d'accident toujours, mais aussi de panne, crevaision, batterie à plat ; et enfin une couverture contre le vol. Parfois, une protection juridique est également proposée, ou encore une couverture pour les dommages corporels.

## Gare aux exigences pour le vol

Pour chaque garantie, les assureurs ont leurs propres exigences. Il s'agit donc de bien lire le contrat proposé. Ainsi, en cas de dégâts matériels, vous ne serez pas remboursé de la même manière selon la compagnie (souvent, celle-ci calcule une perte de valeur du vélo après la première année, mais parfois après seulement deux ou trois ans). Une intervention pour les accessoires peut être incluse ou pas, même chose pour le casque, même chose pour une éventuelle franchise. Côté dépannage, la liste des motifs d'une intervention est plus ou moins longue selon les assureurs, tout comme celle des pays dans lesquels on vous viendra en aide. Certaines compagnies mettent à disposition un vélo de remplacement, d'autres pas. Et puis il y a le vol. C'est un des principaux motifs qui poussent le détenteur de deux-roues à vouloir s'assurer. Avec plus de 250 vols de vélos par jour dans le royaume, ça n'a évidemment rien de



Pour un vélo de ville d'environ 1.000 euros, il faut compter une quarantaine d'euros par an pour le vol. >>>

surprenant... Sauf qu'avec un tel chiffre, les compagnies ont pris leurs précautions. L'assuré sera donc prié de respecter certaines règles s'il veut être couvert. La première : utiliser un cadenas agréé, avec une certaine classe de sécurité, parfois, avec un prix d'achat minimum. Le vélo doit également avoir été attaché à un point fixe. Certains vont plus loin. Ainsi, pour certains types de vélo, Aedea exige que l'engin se trouve dans un local entièrement clos, couvert et fermé à clé entre 22h et 6h. Enfin, la prime demandée aux Bruxellois pour cette garantie sera parfois un peu plus élevée.

## Une centaine d'euros le package

Et les prix, justement, dans tout ça ? Sauf exception, ils vont varier selon le type de vélo, sa valeur, mais aussi les garanties choisies. Difficile donc de donner un montant précis. Pour un vélo de ville d'environ 1.000 euros, il faut compter une quarantaine d'euros par an pour le vol et autour d'une centaine d'euros pour un package vol + assistance + dégâts matériels. Pour un vélo électrique de plus de 2.000 euros, on tournera plus autour de 150 euros pour le même package. « Pour voir si c'est intéressant, il faut vraiment comparer la prime annuelle avec la valeur du vélo. Si ça vaut 500 euros, ça ne sera pas très rentable d'investir dans une assurance.

Pour un vélo cargo à 5.000 euros, c'est bien plus intéressant », recadre Marine De Mey. « Il faut aussi bien lire les conditions et voir dans quel cadre on souhaite utiliser le vélo et à quelle fréquence. Attention si on doit laisser un vélo attaché à l'extérieur à Bruxelles par exemple. » Enfin, dernière chose à avoir en tête : si vous causez un accident, griffez une voiture ou cassez un rétro lorsque vous circulez à vélo, votre responsabilité est déjà couverte par votre assurance responsabilité civile (familiale). Et ici, l'âge de votre engin ne compte pas.

## Et pour les trottinettes (et autres engins de mobilité douce) ?

Existe-t-il des couvertures pour les trottinettes, pocket bikes, hoverboards ou encore speed pedelecs ? Avant de répondre, il faut savoir que si l'engin se déplace à plus de 25 km/h, alors une assurance RC auto est obligatoire. Pour les autres, il faut bien reconnaître que les compagnies sont beaucoup plus timides que pour les vélos. Mais certaines incluent les trottinettes et ses confrères de mobilité douce dans l'assurance vélo. L'engin bénéficie alors des mêmes garanties que le vélo. Et en général, les prix sont les mêmes que pour assurer un vélo électrique. Mais ce n'est pas encore le cas partout. Quelques exemples de compagnies qui le proposent : AG, Ethias, Axa, P&V ou encore Aedea. >>>

## TRANSPORT AÉRIEN

### Dix mois de paix sociale chez Lufthansa

Les pilotes de Lufthansa — maison-mère de Brussels Airlines — ne feront pas grève jusqu'au 30 juin 2023 en vertu d'un accord signé par la direction et les syndicats ayant mis fin à un mouvement social début septembre, ont indiqué les deux parties lundi. Le syndicat des pilotes Vereinigung Cockpit (VC) et la direction du groupe ont signé début septembre un accord sur des hausses de salaires qui a permis d'éviter un mouvement de grève. Cela vise une augmentation de 980 euros de la rémunération de base des pilotes de Lufthansa et de sa filiale Cargo. Un copilote débutant recevra ainsi environ 20 % de salaire de base supplémentaire sur la durée de l'accord, contre 5,5 % d'augmentation pour un capitaine en fin de carrière, selon des détails qui ont été rendus publics lundi. Les deux partenaires de la négociation collective « poursuivront leurs échanges constructifs sur divers sujets » pendant la trêve sociale qui s'ouvre, selon Lufthansa. Durant la phase de conflit ayant précédé l'accord, les pilotes avaient cessé le travail début septembre pendant 24 heures, obligeant Lufthansa à annuler la quasi-totalité de ses vols au départ de Francfort et de Munich — ses deux plaques tournantes en Allemagne. Le premier transporteur aérien d'Europe compte 5.500 pilotes environ dans ses activités de transport passagers et marchandises. Vereinigung Cockpit est le seul syndicat à les représenter. Le groupe a trouvé début août un accord avec le syndicat Verdi qui représente le personnel au sol. Les employés recevront une augmentation de 200 euros par mois, puis 2,5 % supplémentaires début 2023 et encore 2,5 % en juillet 2023. BEGA

## ÉNERGIE

### Bruxelles Article 21 est passée au gaz riche

Le 1<sup>er</sup> septembre, les communes bruxelloises de Forest, Uccle, Ixelles, Etterbeek, Auderghem, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Pierre et Woluwe-Saint-Lambert, sont passées — avec succès — au gaz riche, a indiqué Sibella. Le gestionnaire des réseaux de gaz naturel à Bruxelles avait entamé la transition sur le territoire bruxellois vers le gaz riche depuis 2020. Lors des deux premières années, les onze autres communes — soit près de 325.000 ménages — étaient passées au gaz riche. Jusqu'en 2020, la Région de Bruxelles-Capitale était exclusivement fournie en gaz pauvre provenant du nord des Pays-Bas. Mais à la suite de la diminution de ses réserves en gaz, le gouvernement néerlandais a décidé de réduire progressivement les exportations de gaz pauvre dès 2024, jusqu'à un arrêt définitif des exportations d'ici 2030. Il était donc essentiel en Belgique et à Bruxelles de se tourner rapidement vers des sources d'approvisionnement alternatives telles que le gaz riche, qui provient d'autres régions telles que la Norvège, l'Algérie, le Royaume-Uni ou encore le Qatar, souligne Sibella. Le gestionnaire des réseaux de gaz à Bruxelles ajoute par ailleurs que la conversion du réseau de distribution n'a aucun impact sur la facture énergétique, de même que sur la consommation de gaz. BELGA





## Article 22

### HUMEUR

BAUDOUIN LOOS

## L'émir du Qatar cultive la langue de bois avec talent

L'émir du Qatar aime la discrétion. La grande interview qu'il vient d'accorder à nos confrères français du *Point* n'est que la troisième du genre depuis le début de son règne en 2013, et la première pour un média européen. Pour les journalistes qui l'ont conduite, elle s'est bien passée. Ambiance sympa. Ils racontent ainsi comment l'émir leur a fait découvrir Doha en pilotant lui-même sa voiture. En pleine polémique sur les conditions dans lesquelles a été organisée la coupe du monde de football, l'avis de Tamim Ben Hamad al-Thani était très attendu. Encore eût-il fallu le titiller. L'émir s'est en effet contenté de dire que son pays avait pris les critiques au sérieux quant aux conditions de vie des ouvriers et que, désormais, « nous punissons quiconque maltraite un employé ». Pour le reste, puisque tant de critiques continuent à noircir l'image de l'émirat, il s'en prend à ces « gens qui n'acceptent pas qu'un pays arabe comme le Qatar accueille la Coupe du monde ». Passons à autre chose, voulez-vous ?

Au Qatar, on pratique donc sans surprise comme ailleurs l'art de la langue de bois. Personne ne connaît donc l'opinion du principal responsable qatari sur ses voisins saoudiens et émiratis qui, entre 2017 et 2021, avaient véritablement assiégé son pays qu'ils accusaient de soutenir le terrorisme. « Je ne pense pas qu'il soit utile de parler du passé », lâche-t-il simplement. On passera sur ses professions de foi en faveur de l'éducation ou de l'islam « religion de paix ».

A propos des sanctions que l'Occident inflige actuellement à la Russie de Vladimir Poutine en raison de son agression en Ukraine, il se contente d'observer que « nous souffrons tous de la situation » et qu'il faudrait donc « trouver une solution ». Autre question ?

Soyons de bon compte, il y a tout de même deux dossiers à propos desquels l'émir Al-Thani est sorti des réponses convenues. La question palestinienne, d'abord, lui tient visiblement à cœur. « Tant qu'elle n'est pas résolue, la région ne connaîtra pas la paix » (...) « Il y a toujours des terres arabes occupées, des réfugiés qui ne peuvent pas rentrer chez eux depuis soixante-dix ans, des musulmans et des chrétiens assiégés à Gaza » (...) « Nous devons trouver un règlement pacifique pour le peuple palestinien, nous devons lui redonner espoir, nous devons lui rendre ses terres »...

S'agissant de la Syrie et des tourments qu'elle vit, l'émir du Qatar, là non plus, ne mâche pas ses mots : « Pourquoi acceptons-nous qu'un dirigeant massacre son peuple et qu'il expulse des millions de personnes de son pays ? En tant qu'être humain, est-ce acceptable ? » Ces derniers mots, sous forme de questions simples et percutantes, sauvent cette interview du désastre. Et tant pis s'il n'a pas trop été question des droits de l'homme au Qatar.

COUPE DU MONDE 2022

# Les Diables entreprendront des « actions visibles » pour les droits de l'homme au Qatar

Durant le Mondial au Qatar, les « actions visibles » des Diables rouges, à l'instar de ce qu'il se passe avec le mouvement Black Lives Matter, seront à définir de commun accord.

VINCENT JOSÉPHY

C'est, évidemment, l'une des questions récurrentes le plus « touchy » du moment : faut-il ou non boycotter le Mondial de football au Qatar ? Et que peuvent concrètement entreprendre les Fédérations nationales pour donner du sens à leur participation à cette compétition hautement discutée d'un point de vue à la fois éthique, économique, écologique et humain ?

Invitée jeudi matin sur la matinale de Bel RTL, Sylvie Marissal, la directrice des ressources humaines de l'Union belge de football, a précisé que la Belgique était sensibilisée par la problématique des droits de l'homme au Qatar, sous tous ses aspects : droits humains, répression des homosexuels, indemnisation des travailleurs migrants, droits de la femme, sécurité des personnes LGBTQ+, etc. « Non, nous ne fermerons pas les yeux et nous avons d'ailleurs donné notre point de vue à la Fifa au travers d'un groupe de travail UEFA que nous avons créé avec l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège ou l'Angleterre, entre autres », nous a-t-elle confirmé plus tard dans la journée.

## « Travailler à un mieux pour l'après-Coupe du monde »

Sylvie Marissal a également affirmé sur la chaîne privée que l'idée du boycott pur et simple avait été évoquée en interne, sans que cette option soit finalement retenue. Il semble pourtant que cette idée n'ait jamais vraiment été à l'ordre du jour. Lorsque nous lui avons fait part de ces doutes, Sylvie Marissal a précisé le fond de sa pensée : « Ce que j'ai voulu dire c'est que quand nous avons interrogé Amnesty et nos propres syndicats à ce sujet, ils ont été très clairs quant au fait que le boycott n'était pas nécessaire, et qu'il pouvait

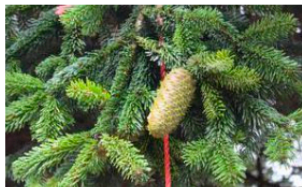
être intéressant d'utiliser la force du football pour faire évoluer les choses. Si boycott il y avait dû y avoir, il aurait dû se passer il y a douze ans, au moment de l'attribution du tournoi au Qatar. Aujourd'hui, on veut travailler à un mieux pour l'après-Coupe du monde. » Concrètement, l'Union belge s'appuie sur les rapports récurrents d'Amnesty International afin de s'informer et de sensibiliser le grand public mais aussi les Diables sur l'importance du respect des droits humains. Elle soutient l'idée de la création d'un fonds d'indemnisation pour les travailleurs migrants. Lors du dernier rendez-vous de l'équipe nationale en juin, un premier workshop concocté par Amnesty International avait été organisé. Mardi prochain, un deuxième est prévu afin de définir les

bases d'une action concrète choisie en concertation avec le staff et les joueurs eux-mêmes. A l'instar de ce qu'il se passe avec le mouvement Black Lives Matter, les Diables rouges devraient initier, toujours selon Sylvie Marissal, des « actions visibles » à définir de commun accord. « Bien sûr, la première préoccupation des joueurs est de bien jouer au football mais derrière les superstars, il y a des êtres humains qui posent des questions et veulent agir », conclut-elle. « On ne force évidemment personne à s'impliquer mais on va essayer de trouver un consensus afin de proposer des actions visibles, encore à définir. On a bien une idée, mais on communiquera à ce sujet en temps utile. »



A l'image des gestes d'avant-match pour « Black Lives Matter », les Diables rouges auront un message à faire passer au Qatar. © VINCENT KALUT/PHOTO NEWS.

## CE WEEK-END DANS LE SOIR



SAPINS DE NOËL  
La production  
de Nordmann bientôt  
100 % wallonne



LES RACINES  
ÉLÉMENTAIRES  
**Mohamed  
El Khatib :**  
« J'ai le sentiment  
de ne pas faire  
des spectacles  
mais  
de la sociologie  
en actes »

+ So  
SOIR



FÊTES DE WALLONIE  
Ces échasseuses  
qui vont marquer  
l'histoire namuroise

# « Un rêve qui devient réalité »

Zeno Debast a été appelé pour la première fois par Roberto Martinez pour les matches contre le pays de Galles et les Pays-Bas. La récompense du bon début de saison d'un « haut potentiel » pour la Belgique.

Article 24



GUILLAUME RAEDTS  
XAVIER THIRION

Vingt matches professionnels avec le Sporting d'Anderlecht. Voilà le nombre de rencontres dont a eu besoin Zeno Debast pour se faire une place chez les Diables rouges. Un chiffre infime à l'échelle d'une carrière et pourtant suffisant aux yeux de Roberto Martinez. Vendredi midi, le sélectionneur a placé Debast dans sa liste de 30 joueurs pour les deux dernières rencontres de la phase de groupes de Nations League contre le pays de Galles jeudi soir et aux Pays-Bas trois jours plus tard. « C'est un rêve qui devient réalité », affirme le principal intéressé qui a eu vent de la bonne nouvelle sur le tarmac de l'aéroport de Bucarest peu de temps avant d'embarquer pour le vol retour vers Bruxelles. « Je suis soulagé de l'avoir appris avant le décollage sinon j'aurais été stressé tout le vol. Cela va être génial de pouvoir jouer avec des gars de ce niveau-là. Lorsque j'ai commencé le foot à cinq ou six ans, la plupart évoluaient déjà dans de grands clubs. Courtois et De Bruyne à mes côtés, c'était justement comme ça dans mon équipe Fifa, mais pas en vrai. »

Un enthousiasme débordant pour un gamin franchissant les échelons très (trop ?) rapidement. Sa sélection chez

les Diables n'est pourtant pas une véritable surprise. D'abord parce que le secteur défensif est le chantier principal de Roberto Martinez depuis de très nombreux mois suite au vieillissement de certains cadres et la retraite d'autres. Ensuite parce que le sélectionneur des Diables a préparé le terrain avant de sélectionner l'Anderlecht.

## Une chance en or

Début juin, dans une interview parue dans nos colonnes, Roberto Martinez l'avait cité, à l'instar de Koni De Winter, au sujet des profils attendus pour prendre la relève en défense centrale. Quelques jours plus tard, l'arrière-anderlechtois a fait ses premiers pas chez les Diables. En raison des blessures dans le secteur défensif, Debast avait pu goûter une première fois à l'environnement de haut niveau de la sélection belge en participant à diverses séances collectives. Il avait alors impressionné. S'en est suivi un début de saison tonitruant avec le Sporting d'Anderlecht.

Dans un collectif évoluant avec la

peur au ventre et bien en deçà du niveau attendu par les observateurs, Zeno Debast a été l'un des deux meilleurs joueurs du noyau de Felice Mazzù avec Fabio Silva. A seulement 18 ans, le gamin formé à Neerpelle en tant que numéro dix a impressionné défensivement. Et encore davantage avec le cuir entre les pieds. Que ce soit ses transversales ou ses prises de risque sur des dribbles courts, Debast a parfois enflammé les supporters — maues en réalisant des gestes aussi osés que maîtrisés.

Il y a dix jours, lors de la venue de Silkeborg, le public bruxellois s'était levé comme un seul homme lorsqu'il a évité un tackle danois en faisant sauter le ballon. Un exemple parmi tant d'autres depuis le début

de la saison.

Un exercice 2022-2023 entamé sur les chapeaux de roue avec comme récompense cette convocation prestigieuse chez les Diables rouges en provenance directe des U19 et sans arrêt par la case « espoirs ». « Dans mon esprit, sa présence n'est pas une sur-

Quoi qu'il en soit, que ce soit aux entraînements ou en recevant quelques minutes de jeu la semaine prochaine, je prendrai cette nouvelle aventure comme du bonus

»

## Zeno Debast a appris sa sélection en revenant de Bucarest avec Anderlecht.

© KURT DESPLINTER/BEIGA

prise », estime Roberto Martinez. « C'est même le bon moment pour le faire intégrer les Diables. Il avait déjà été très bon avec les U19 et sa progression ces derniers mois a été énorme. Sans parler de son début de saison avec Anderlecht qui a été tout simplement incroyable. C'est une belle opportunité pour lui. »

Une chance en or à quelques semaines de l'annonce des 26 joueurs convoqués pour disputer la Coupe du monde au Qatar. Cet événement va forcément trotter dans la tête d'un jeune homme aussi posé dans la vie que sur le terrain. « Je ne dois pas m'emballer », prévient Debast. « Il y a beaucoup de concurrence. Je dois continuer à travailler. Quoi qu'il en soit, que ce soit aux entraînements ou en recevant quelques minutes de jeu la semaine prochaine, je prendrai cette nouvelle aventure comme du bonus. » Ce sera aussi l'occasion pour le grand public de découvrir celui qui a tout en main pour s'ériger à terme comme le premier lanceur attribué de l'équipe nationale.

## Martinez : « Boycotton le Mondial n'est pas la solution »

A mesure que l'on s'approche du début de cette Coupe du monde au Qatar, combien controversée eu égard aux problèmes de droits humains mais également aux questions d'écologie, les annonces de boycott se multiplient en Belgique. Plusieurs villes belges ont annoncé qu'elles ne mettraient pas sur pied d'écran géant sur leur territoire — en raison des problématiques liées au Qatar ou en raison du coût de ces événements ? — alors que certains cafés et bars indiquent qu'ils ne diffuseront aucun match durant ce tournoi. « Il y aura de plus en plus de messages de ce type à l'approche de la Coupe du monde », indique

Roberto Martinez, dont la ligne de conduite est toujours la même concernant un éventuel boycott du Mondial. « Ce n'est pas la solution. Nous ne sommes pas des experts mais depuis deux ans, on en a consulté sur le sujet. Des experts en Belgique et à l'étranger. Comme Amnesty International. On pense toujours qu'on peut apporter quelque chose de positif en faisant la Coupe du monde au Qatar. Le football peut apporter des changements. Voilà le message de la Fédération belge. Nous, on représente la Belgique à la Coupe du monde. » G.R.

## Jason Denayer, la surprise du chef

Outre la première sélection de Zeno Debast, il y avait d'autres éléments à ressortir de la liste de Roberto Martinez pour les deux derniers matches de Nations League contre le pays de Galles jeudi soir et aux Pays-Bas trois jours plus tard.

### Jason Denayer

C'est le nom le plus surprenant de la liste. Sans club depuis la fin de son contrat avec Lyon en juin, Jason Denayer a été appelé par son sélectionneur. « Il ne jouera aucun des

deux matchs », prévient Roberto Martinez qui veut voir où en est son défenseur central. « On veut l'aider et voir quel est son état physique », précise le coach des Diables. « Denayer vit une situation assez inhabituelle. On parle d'un joueur qui a 27 ans, du vécu, des qualités et qui a participé à sept des huit matches qualificatifs pour le Mondial. » Un tournoi que le défenseur manquera s'il ne trouve pas de club dans un futur très proche. Dodi Lukebakio

Le joueur du Hertha Berlin est-il en passe de réussir son pari fou ? Durant le défunt mercato, Dodi Lukebakio s'est posé beaucoup de questions sur son avenir. Avec un objectif en tête : trouver le meilleur club pour se mettre en valeur aux yeux de Roberto Martinez. Un temps, il était même en Belgique pour s'assurer une place de titulaire. Finalement, il est resté dans la capitale allemande. Avec réussite. Si son équipe a du mal à

prendre des points (NDLR : 5 sur 18, 15), Lukebakio, lui, s'est fait remarquer à plusieurs reprises avec ses deux buts et son assist. « C'est une récompense pour un joueur ayant bien performé en ce début de saison », indique Roberto Martinez. « Il a démarré très fort au Hertha Berlin et les concurrents à son poste n'ont pas connu un aussi bon début de saison parce qu'ils ont changé de club, parce qu'ils manquent de temps de jeu ou les deux. » Un

retour au premier plan au bon moment. Les absents Si Martinez a appelé 30 joueurs pour les deux matches de septembre, nombreux sont ceux restés sur le carreau. Si cela est évidemment d'ordre médical pour Romelu Lukaku — il se sera bientôt apte pour son club et il ne fallait pas prendre le moindre risque en le convoquant dans une période si intense —, a indiqué le Catalan, d'autres joueurs comme Januzaj ou Praet pour ne citer

qu'eux ont du souci à se faire à deux mois de l'envoi pour le Mondial. « C'est en raison de leur manque de temps de jeu », assure un Martinez qui ne ferme évidemment pas la porte. « Les absents d'aujourd'hui ont encore une chance d'être à la Coupe du monde. Cela vaut pour les 55 joueurs que nous suivons dont De Winter, Verschaeven et Doku qui sont en U21. On a préféré mettre Doku en U21 pour qu'il ait un maximum de temps de jeu. » G.R.



# Anderlecht s'offre une bouffée d'air

En s'imposant dimanche soir contre un très faible Courtrai, Anderlecht et Felice Mazzù ont gagné trois points extrêmement précieux. Mais aussi un peu de temps pour tenter de se refaire une santé durant la trêve internationale.



Anderlecht 4  
Courtrai 1

XAVIER THIRION

Michel Verschueren, auquel un très bel hommage fut rendu par tout le pays, aurait certainement apprécié la victoire de son Sporting, dimanche soir contre Courtrai. Une victoire qui se faisait attendre en championnat depuis le 14 août et la seule rencontre aboutie de la saison, à Saint-Trond, à laquelle ont succédé trois défaites et un partage.

S'il n'avait pas son pareil pour jouer aux pompiers de service par temps de crise, « Mister Michel » n'a toutefois jamais été dupe. Conscient de l'importance capitale de ce succès pour les Anderlechtois et pour Felice Mazzù en particulier, après un inquiétant un-sur-douze, il n'en aurait pas moins volontiers reconnu le côté ô combien laborieux de la première mi-temps. Tout le clan bruxellois, des joueurs à la direction en passant par le staff, s'est offert une fameuse bouffée d'air frais et un peu de temps à quelques heures du début de la trêve internationale, mais il reste du pain sur la planche à Neerpède.

À l'exception d'une demi-voix de Jan Vertonghen quelques minutes plus tôt, l'action amenant le 1-0 fut la seule de la première mi-temps à aller au bout de ses idées à la suite d'un centre du nouveau Diable rouge Zeno Debast, intelligemment remis de la tête par Amir Murillo. A la réception ? Mais oui, vous ne rêvez pas, Yari Verschaeren qui, à l'approche de la demi-heure, mettait fin à 925 minutes de stérilité cette saison, que ce soit en termes de buts ou de passes décisives (1-0). Le numéro 10 anderlechtois gommait, pour l'occasion, une série de 20 matchs sans marquer toutes compétitions confondues, sa dernière réalisation datant du 6 mars.

Installé dans un fauteuil à la pause, Anderlecht n'avait plus qu'à enterrer son quatrième succès de la saison au second acte. En dépit de la présence en ses rangs d'un vrai buteur — Silva est plus souvent à l'extérieur qu'à l'intérieur du rectangle — il y parvint sans trop de difficultés. Et avec la manière, cette fois, Ashimeru-Vertonghen — son premier but en Pro League à 35 ans ! — et Refaelov sur penalty portant le score à 4-1.

Refroidis autant par la pluie automnale que par les déceptions des dernières semaines, les supporters anderlechtois ne boudaient pas leur plaisir, eux qui n'avaient encore jamais vu leurs favoris inscrire quatre goals durant cette campagne. Ils parvenaient même à pardonner le but stupidement concédé après un dégagement malheureux de Hoedt sur Selemani (2-1).

## Des semaines chaudes en vue

Toujours en crise, à tout le moins de confiance, Anderlecht n'a pas moins réalisé l'une des belles opérations du week-end. En revenant à quatre longueurs de Louvain et donc du top 4, Hendrik Van Crombrugge et les siens ont également profité de cette neuvième journée pour reprendre trois unités à Bruges et à Gand. Dans quinze jours, après les obligations internationales, c'est contre Charleroi que le club bruxellois tentera de poursuivre son processus de guérison entamé jeudi dernier à Buerast. « Cette victoire était indispensable et tout autre chose qu'un succès aurait été très compliqué pour tout le monde, mais nous avons eu la preuve ce dimanche que les joueurs devaient surtout retrouver la confiance », se félicitait Felice Mazzù après coup. « Ils ont montré qu'ils en avaient encore dans les chaussures. Le problème n'était pas un manque d'envie ou d'intensité. Comme coach, je dois pouvoir assumer ces périodes difficiles et continuer à motiver mon groupe quoi qu'il arrive. »

Cela ne sera pas superflu dans les prochaines semaines, qui s'annoncent encore très chaudes pour les Mauves. En attendant, tout heureux d'avoir pu compter sur les accélérations d'un Julien Duranville — le seul vraiment capable d'amener de la vitesse — monté peu après le quart d'heure à la suite de la blessure d'Amuru, Mazzù et Anderlecht respirent enfin. Cette victoire, séduisante surtout dans les chiffres, va ramener de la sérénité à l'ombre de Saint-Guidon durant quinze jours. Quinze jours durant lesquels Amadou Diawara tentera lui aussi de se rétablir complètement, le RSCA ayant dû expérimenter en l'absence du Guinéen son deuxième triangle différent dans l'entrejeu en 15 rencontres. Sérénité devra enfin rimer avec stabilité dans deux semaines si les Bruxellois veulent signer une série qu'ils attendent depuis trop longtemps.

Jan Vertonghen a signé son premier but pour le Sporting d'Anderlecht.

© JASPER JACOBSE/REDA

## LE MATCH

**Anderlecht - Courtrai** 4-1  
Anderlecht Van Crombrugge, Vertonghen, Hoedt, Debast (82', Sardella), Murillo, Amuru (18', Duranville), Verschueren, Ashimeru, Arnst (76', Kanak), Refaelov (76', Espósito), Silva (82', Delcroix).  
Entraîneur: Mazzù.  
Courtrai Ilie, Radovanovic, Dessoleil (66', Avenatt), Watanabe, D'Haene, Sych (77', Mehsatou), Loncar (77', Mbayo), Tanaka, Vandendriessche (57', Kella), Messoudi (57', Selemani), Lamkel Ze, Entraineur: Custovic.  
Buts: 27' Verschueren (1-0); 59' Ashimeru (2-0); 62' Selemani (2-1); 65' Vertonghen (3-1); 74' Refaelov (4-1).

Cartons jaunes: Dessoleil, Vandendriessche, Arnst.



COUP FRANC

FRÉDÉRIC LARSIMONT

## Article 25

### A bien entendre, le parler vrai sonne souvent faux

Les noirceurs du monde du foot sont décidément un encrier sans fond pour les chroniqueurs. Il suffit d'y tremper sa plume pour y trouver matière à y dire. La semaine écoulée fut encore un sacré florilège de contradictions de la part de quelques éminences qui se sont joyeusement pris les pieds dans les thématiques incontournables du moment.

1. Neerpède, priorité... quand tout va bien. S'il est bien un sujet sur lequel on a les cheveux près du bonnet dans la tribune d'honneur du Lotto Park, c'est le centre de formation du club. Les bijoux de l'airerie se contentent d'autant moins d'adultes » ainsi que les remaniements opérés dans le onze mauve (exit Hannes Delcroix et Yari Verschaeren pour ne citer que les plus beaux fleurons du centre de formation) démontrent en effet qu'un idéal de vie fait souvent les frais de l'urgence. Et que chez un entraîneur, le retour à la réalité est un réflexe pavlovien qui fera l'objet d'études comportementales durant de longues décennies encore.

2. Le boycott de la Coupe du monde sur les ondes de radio Tubize. Sur les antennes de Bel RTL, une représentante de l'Union belge avoue le plus sérieux du monde que l'institution aurait envisagé le boycott de la Coupe du monde. Tiens, comme ça. Sans prévenir... Dans le contexte actuel, les questions sur le sujet d'un Mondial dans un désert climatisé et pas trop en phase avec les droits humains, assimilé bien évidemment à une séance de torture. Comment faire admettre aux citoyens qu'un boycott est

inévitable pour une Fédération qui casse à la fois sa tréfilerie afin de payer grassement un sélectionneur pour en être et qui, en contrepartie, attend un minimum de 8,1 millions promis à chaque participant au premier tour ? Sans compter une qualification tout de même largement envisageable pour les huitièmes (11,7) et, plus hypothétique, pour les quarts (15,4). Comme ce fut le cas avec la fronde sociale au Brésil en 2014 ou avec la problématique tchétchène en Russie en 2018, il n'y a qu'une issue au débat : une fois que le ballon se mettra à rouler le 20 novembre, les trois quarts de la planète seront malheureusement loin de la question du boycott aujourd'hui au centre des débats. Et comme toujours, le foot sera le roi du pétrole. A moins qu'une superstar ne pose un geste fort devant le monde entier en plein tournage. 3. Chez les Diables, septembre devait être le mois du temps de jeu et donc celui de la vérité : comme c'était écrit, Roberto Martinez a choisi de reporter l'échéance au 10 novembre. Le sélectionneur avait franché les seuils et durci le ton en juin. La rentrée des classes serait décisive pour tous ces bons petits Diables qui seraient tentés de jouer avec le feu en privilégiant leurs intérêts mercantiles par rapport à ceux de la Nation. Qui dit pas de temps de jeu, dit pas de rythme. Et qui dit pas de rythme, dit bye-bye le Qatar. Voilà pour la théorie. Mais dans l'esprit très tourmenté d'un sélectionneur à quelques semaines de l'échéance, l'avertissement du mois de juin s'accompagne des nuances d'usage. Martinez promettait l'intransigeance, il n'en a rien été. Il sera dit qu'en six ans de mandat, la peine capitale appliquée à Radja Nainggolan restera un exemplaire unique de la concrétisation d'une mise en garde. Sans club, Jason Denayer s'est vu jeter une bouée de sauvetage après une saison pratiquement blanche. Eden Hazard est toujours maintenu sous respirateur artificiel. On ne tranche pas dans le vif le cas d'une icône. Et on adapte son parler vrai. Quitte à ce qu'il sonne faux.

## LE FOOTBALL BELGE EN UN COUP D'ŒIL

### 9<sup>e</sup> JOURNÉE

Antwerp - Serangoen ..... 2-1  
Malines - OH Louvain ..... 0-0  
CS Bruges - Ostende ..... 2-2  
Zulte Waregem - Saint-Trond ..... 0-3  
Charleroi - Westerlo ..... 2-3  
Genk - Gand ..... 1-0  
Eupen - Union SG ..... 1-2  
Standard - FC Bruges ..... 3-0  
Anderlecht - Courtrai ..... 4-1

### 10<sup>e</sup> JOURNÉE

Vendredi 30 septembre  
Standard - Serangoen ..... 20h45  
Samedi 1<sup>er</sup> octobre  
OH Louvain - Union SG ..... 16h00  
Ostende - Genk ..... 18h15  
Westerlo - Zulte Waregem ..... 18h15  
FC Bruges - Malines ..... 20h45

### Dimanche 2 octobre

Anderlecht - Charleroi ..... 13h30  
Gand - CS Bruges ..... 16h00  
Courtrai - Antwerp ..... 18h30  
Saint-Trond - Eupen ..... 21h00

### CLASSEMENT

1. Antwerp	9	9	0	0	21-6	27
2. Genk	9	7	1	2	22-9	22
3. FC Bruges	9	6	1	2	19-10	19
4. OH Louvain	9	5	2	2	16-13	17
5. Standard	9	5	1	3	15-13	16
6. Union	9	5	1	3	14-14	16
7. Gand	9	4	2	3	13-10	14
8. Anderlecht	9	4	1	4	16-10	13
9. Saint-Trond	9	3	4	2	10-8	13
10. Charleroi	9	4	0	5	15-16	12
11. Westerlo	9	4	0	5	16-18	12
12. FC Malines	9	3	2	4	16-15	11
13. Ostende	9	3	1	5	10-13	10
14. Courtrai	9	2	1	6	6-15	7
15. Eupen	9	2	0	7	8-16	6
16. Seraing	9	2	0	7	8-18	6
17. CS Bruges	9	1	3	5	5-16	6
18. Zulte Waregem	9	1	2	6	7-18	5

### MEILLEURS BUTEURS

1. Vincent Janssen (Antwerp) **6 (+1)**  
2. Hugo Cuypers (Gand) **5**  
3. Ferran Jutiga (FC Bruges) **5**  
4. Mike Tresor (Genk) **5**  
5. Bryan Heynen (Genk) **5 (+1)**

### MEILLEURS PASSEURS

1. Mike Tresor (Genk) **5 (+1)**  
2. Louis Patris (OH Louvain) **5**  
3. J. Ekkelenkamp (Antwerp) **4 (+1)**  
4. Daniel Muñoz (Genk) **4**  
5. R. Holzhauser (OH Louvain) **3**

### CLEAN SHEETS

1. Jan Butez (Antwerp) **5**  
2. Daniel Schmidt (Saint-Trond) **4 (+1)**  
3. Arnaud Bodart (Standard) **4 (+1)**  
4. Gaetan Coucke (FC Malines) **3 (+1)**  
5. Marko Ilie (Courtrai) **3**

### D18

6<sup>e</sup> journée  
Denain - Dender ..... 0-2  
Lierse - RSCA Futures ..... 2-3  
Club NXT - SK Beveren ..... 2-2  
RWDM - Jong Genk ..... 1-1  
Vinton - Beerschot ..... 1-2  
Lommel - SL 16 FC ..... 0-1

### 7<sup>e</sup> journée

Vendredi 30 septembre  
Jong Genk - Dender ..... 20h00  
Vinton - Club NXT ..... 20h00  
Samedi 1<sup>er</sup> octobre  
Lommel - RWDM ..... 16h00  
Beerschot - Denain ..... 20h00

### Dimanche 2 octobre

SK Beveren - Lierse ..... 16h00  
SL 16 FC - RSCA Futures ..... 20h00

### CLASSEMENT

1. Lierse	6	4	0	2	16-13	12
2. Beerschot	6	3	1	2	9-9	10
3. RSCA Futures	6	2	4	0	10-7	10
4. Lommel	6	3	0	3	9-6	9
5. SK Beveren	6	2	3	1	10-8	9
6. SL 16 FC	6	2	3	1	9-8	9
7. RWDM	6	2	3	1	8-7	9
8. Vinton	6	1	4	1	7-7	7
9. Club NXT	6	1	3	2	9-11	6
10. Jong Genk	6	1	2	3	9-11	5
11. Denain	6	1	2	3	6-11	5
12. Dender	6	1	1	4	6-10	4

# sports

LIGUE DES NATIONS

## Derniers réglages sur fond d'ultimes espoirs

Avec trois points de retard sur les Pays-Bas (et un déficit de trois buts), la Belgique peut déjà préparer le Mondial. La venue des Gallois permettra de combler le déficit de temps de jeu de pas mal de joueurs, dont Eden Hazard.

FRÉDÉRIC LARSIMONT

Ces deux-là ne se quittent décidément plus. Depuis dix ans, la Belgique et le pays de Galles se sont déjà rencontrés à huit reprises. Pour un bilan guère folichon de deux victoires pour quatre partages et deux défaites. Un score de parité parfait qui en dit long sur les difficultés chroniques des Diables à terrasser le dragon gallois. À commencer par la terrible désillusion lilloise de l'Euro-2016 qui, sauf élimination en phase de groupes au Qatar, demeurerait sans doute comme le plus grand échec de la génération dorée.

En termes de parcours commun entre les deux nations d'Europe qui se sont le plus affrontées depuis 2012, ces 17 derniers mois ont été particulièrement denses puisque les deux derniers tirages au sort d'éliminatoires à un tournoi (Mondial-2022 et Nations-League 2023) ont encore un peu plus prolongé la durée de vie de ce couple infernal. Fin de l'histoire programmée ce jeudi au stade Roi-Baudouin dans le contexte très particulier d'une fin de Nations-League où la Belgique ne sait pas trop à quoi s'en tenir.

**1** L'espoir d'un Final Four fait toujours vivre. Disons le tout net, il faudrait un sacré concours de circonstances pour que les Diables puissent prendre part à leur second Final Four consécutif et qu'ils puissent prétendre l'organiser, entre Bruxelles et Liège. La démonstration de force néerlandaise (1-4) en juin à Bruxelles a laissé des traces. À la fois sur le mental mais aussi dans les chiffres. L'écart concède d'entrée au classement général a certes été maintenu à la faveur des résultats suivants (10 points au compteur des Pays-Bas pour 7 à créditer à la Belgique), mais le verdict de la confrontation directe, en cas de victoire dimanche à Amsterdam dans ce qui pourrait constituer la finale de ce groupe 4, a toutes les chances d'être fatal aux hommes de Roberto Martinez. Lesquels doivent donc en partie miser sur leurs propres ressources mais aussi compter sur un sacré coup de main de la Pologne à Varsovie, où se déplaceront les Pays-Bas. Tout en sachant que, même en cas de défaite des Oranje ce jeudi soir, les Diables devront impérativement s'imposer à la Johan Cruyff, dimanche.

**2** La période n'est plus aux essais mais aux confirmations. Annoncée en masse au printemps (Eire, Burkina-Faso) puis vaguement reportée au départ de la Nations-League en juin, la vague de tests promise par Roberto Martinez ne s'est pas mue en tsunami. Le technicien catalan est, on le sait, un conservateur dans l'âme et s'il annonce aujourd'hui « un noyau dur » de 13 joueurs partants certains pour le Mondial, personne ne doute qu'en réalité ils sont, au bas mot, déjà une vingtaine.

Il faudra donc s'attarder aux postes à pourvoir, vacants ou qui se cherchent encore des doublures, pour tenter de lire dans les cartes du sélectionneur. Outre les états de services (Thorgan Hazard,



Mertens), la polyvalence (Vanaken, Castagne), le potentiel avenir (Onana, Theate, Faes, Lukebakio et même Debast), l'état physique et la forme du moment joueront un rôle capital pour emporter la décision de Martinez. À cet égard, les postes en soutien direct de l'animoville Lukaku paraissent devoir faire au moins autant débat que celui de troisième homme en défense centrale où Dendoncker part comme favori (même s'il pourrait être en partie préservé face au pays de Galles au profit de Faes, de Mechele voire de Debast « appelé à jouer un grand rôle à l'avenir chez les Diables », dit son coach), surtout en l'absence de Denayer (retenu mais non aligné pour les deux rendez-vous de septembre) et de Boyata (forfait ce soir pour blessure au genou).

Sur les ailes, la situation problématique de Hazard et le lent mais inexorable déclin de Mertens offrent des perspectives à Carrasco et à Trossard, les deux premiers noms qui sautent aux yeux en l'absence de Doku, privé de recouvrer du rythme chez les Diablotins après un début d'année civile passé en majeure partie à l'infirmerie. Titulaires à l'Atlético Madrid et à Brighton, et surtout auteurs d'un début de saison pied au plancher, les deux compères devraient avoir la part belle en matière de temps de jeu tant ce jeudi que dimanche.

Un autre secteur à suivre avec attention en l'absence de Lukaku concernera la place de dauphin que se sont longtemps disputés Batshuayi et Benteke. Si le premier demeure toujours en course pour le rôle de back-up en pointe, surtout du fait de son profil d'attaquant des petits espaces, l'exil américain du second va probablement lui être fatal.

Cette fois, le concurrent de Batshuayi se nommera donc Loïs Openda. Vendu pour 10,4 millions cet été par Bruges à Lens, le Liégeois y fait parler toute sa puissance en étant actuellement international belge le plus prolifique avec quatre buts en huit matchs de Ligue 1. Ses débuts tonitruants en équipe nationale avec un premier but lors des 9 minutes de temps de jeu offertes contre la Pologne, ont marqué les esprits. Dont celui du coach fédéral qui, nous dit-on dans les coulisses de Tubize, serait d'ores et déjà décidé à lui faire profiter de l'élargissement confirmé par la Fifa, des sélections de 23 à 26 joueurs.

**3** L'exception Hazard confirme la règle de passe-droit. Alors qu'il trustait la tête de tous les classements lorsqu'il incarnait pratiquement à lui seul le dynamisme pétaradant de Chelsea, Eden Hazard se retrouve en fond de cave depuis trois ans maintenant et son déménagement raté au Real Madrid. Hormis Jaspion Denayer, sans match depuis avril et sans club depuis juin, le capitaine des Diables dispose du plus faible temps de jeu (19,5 %) parmi les 30 sélectionnés pour le diptyque pays de Galles - Pays-Bas. Une misère qui, pour tout autre joueur que lui, le rangerait au rayon des internationaux du premier cercle qui resteraient à quai (Pnaet, Benteke, Origi, Januzaj). Mais sans rentrer dans le vif du sujet, Martinez reste optimiste : « Je n'ai pas vu Eden aussi bien dans sa peau depuis 6 ou 7 mois. Il ne lui manque que des minutes de jeu. Lui en donner une soixantaine ce jeudi constituerait un bon compromis au vu de sa situation actuelle. »

L'ambiance était au beau fixe, ce mercredi, lors de l'entraînement au centre national de Tubize.

© B. LA.

### Article 26

« ONE LOVE »

#### Le capitaine des Diables portera un brassard pour l'inclusion



© AFP

À l'instar des capitaines de neuf autres nations, le capitaine des Diables rouges portera un brassard à bandes colorées en faveur de l'inclusion et contre les discriminations jeudi et dimanche face au pays de Galles et aux Pays-Bas en Ligue des nations, et cet hiver lors de la Coupe du monde au Qatar. L'Union belge de football l'a annoncé mercredi. Cette action s'inscrit dans le cadre de la campagne « One Love », à laquelle participent aussi les Pays-Bas, l'Angleterre, le Danemark, l'Allemagne, la France, la Suisse, la Norvège, la Suède et le pays de Galles, dont les capitaines porteront aussi un brassard arborant un cœur « dont les couleurs sont représentatives de toutes les origines », précise l'Urbfa. « Le fait que dix pays aient le même brassard de capitaine est déjà un signal fort de solidarité. Nous ne pouvons qu'espérer que d'autres pays suivront notre exemple dans les semaines à venir », déclare Eden Hazard, le capitaine des Diables rouges. Les autorités du Qatar sont régulièrement critiquées par les ONG pour leur traitement des travailleurs migrants, notamment dans les secteurs de la construction, de la sécurité et du travail domestique, ainsi que des personnes LGBTQI+. BELGA

#### Ligue A - Groupe 4

5<sup>e</sup> journée  
Belgique - Pays de Galles - 20H45  
Direct sur RTL-TVI  
Pologne - Pays-Bas - 20H45  
Direct sur Eleven Sports 1

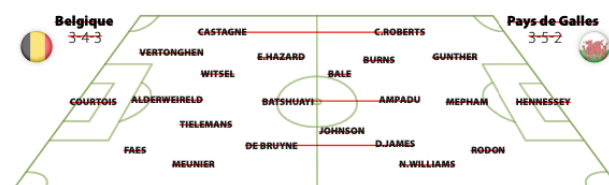
CLASSEMENT	J	P	N	p	e	Pts
1-Pays-Bas	4	0	3	1	4	6-10
2-Belgique	4	2	1	1	0	6-4
3-Pologne	4	2	2	0	4	5-10-4
4-Pays de Galles	4	0	3	1	0	5-6-3

6<sup>e</sup> journée  
Dimanche  
Pays-Bas - Belgique - 20H45  
Direct sur RTL-TVI  
Pays de Galles - Pologne - 20H45  
Direct sur Eleven Sports 3

Règlement  
Les vainqueurs des deux groupes sont qualifiés pour le Final Four de la Ligue des Nations. Les deux derniers, les deux vaincus, sont relégués dans la Ligue B.

#### Les équipes probables

CE JEUDI 22/09 À 20 H 45 (RTL-TVI)  
ARBITRE : PALABYIK (TUR) - STADE : ROI BAUDOUIN (BRUXELLES)



SÉLECTIONNEUR Roberto Martinez  
RÉSÉRVIÉS: Migonist, Cartels, Sels, Theate, Dendoncker, Mechele, Debast, T. Hazard, Carrasco, Saelemaekers, Onana (?), Vanaken, Mertens, Trossard, De Ketelaere, Lukebakio, Openda  
BLESSÉS: Boyata, Denayer, Lukaku

SÉLECTIONNEUR Robert Page  
RÉSÉRVIÉS: Ward, King, Norrington-Davies, Cabango, Thomas, Morell, Levitt, Colwell, J. Williams, Smiths, L. Harris, Moore, J. Harris, Matondo, T. Roberts  
BLESSÉS: Davies, Allen



AUTOMOBILE

# Porsche entre en Bourse en pleine tempête économique

Article 27

Pour financer sa transformation vers l'électromobilité, Volkswagen va placer en Bourse sa marque la plus prestigieuse mais aussi la plus rentable. Une opération qui ne change rien aux rapports de force mais qui permet au « clan Porsche » de reprendre le contrôle sur la firme de ses aïeux.



CHRISTOPHE BOURDOISEAU  
CORRESPONDANT À BERLIN

3

## Umicore et VW s'associent dans les batteries

Umicore et PowerCo, le fabricant de batteries du groupe Volkswagen, investiront 3 milliards d'euros dans la coentreprise qu'ils vont créer pour la production européenne de matériaux pour batteries, annonce lundi le groupe belge, actif dans ce domaine. Leur objectif est de produire des matériaux de batteries pour 2,2 millions de voitures entièrement électriques par an d'ici la fin de la décennie. Umicore et Volkswagen avaient annoncé en décembre dernier leur volonté de créer cette coentreprise afin de développer des capacités de production de précurseurs et de matériaux cathodiques pour alimenter la production européenne de cellules de batteries de Volkswagen. Concrètement, la production de la coentreprise devrait commencer en 2025 pour alimenter l'usine PowerCo de Salzgitter et atteindre une capacité annuelle de 40 GWh en 2026. Les deux partenaires ont pour objectif de porter la capacité de production annuelle de l'entreprise commune à 160 GWh d'ici la fin de la décennie. AFP

Malgré une conjoncture très défavorable, Francfort va fêter jeudi 29 septembre la plus grande introduction en Bourse du siècle, celle de Porsche, l'un des constructeurs les plus rentables du monde.

Cette transaction, qui devrait rapporter plus de 9 milliards à son propriétaire (Volkswagen), est la plus importante en Europe depuis plus de 10 ans et la cinquième de l'histoire du continent après Enel (Italie), Deutsche Telekom (Allemagne), Rosneft (Russie) et Glencore (Suisse).

Elle est d'autant plus spectaculaire que les introductions en Bourse se font très rares depuis quelques années. « Le volume est gigantesque. L'opération est historique », confirme Ingo Speich, chef du département Développement durable et gouvernance à la Deka Investments (gestion d'actifs des caisses d'épargne).

L'action devrait coûter aux alentours de 80 euros. Avec une valeur comprise entre 70 et 75 milliards d'euros en Bourse, Porsche devrait s'imposer comme l'une des plus grandes capitalisations du continent.

Tout a été fait de telle sorte que personne ne soit lésé : les actionnaires de référence garderont le contrôle sur tout ; le « clan Porsche » retrouvera sa place et gouvernera la Deka Investments (gestion d'actifs des caisses d'épargne) ; Volkswagen lèvera des fonds pour financer sa transition vers l'électromobilité et les 38.000 salariés de Porsche encaisseront un bonus de 6.000 euros...

### La famille d'abord

Derrière cette transaction, ce sont d'abord les intérêts des petits-enfants de Ferdinand Porsche, l'inventeur de la « Coccinelle » et industriel au service de la machine de guerre nazie, qui sont

servis. Un tour de passe-passe qui arrange les affaires de cette famille de milliardaires dont la holding (Porsche SE) a tout négocié en amont pour obtenir une minorité de blocage chez Porsche (25 % plus une action).

Le succès de la transaction est assuré grâce aux investisseurs institutionnels à qui on a déjà réservé une part du gâteau : le Qatar (actionnaire de référence de Volkswagen), le fonds souverain norvégien qui gère les revenus du pétrole du pays, le fonds américain de gestion d'actifs T. Rowe Price et le fonds d'investissement abouhabien ADQ.

« Les rapports de force ne changeront pas. La famille Porsche reste maître du jeu », résume Ingo Speich. Cette famille très discrète continuera de contrôler Volkswagen dont elle possède 53 % d'actions ordinaires (avec droit de vote). Et Volkswagen restera actionnaire de Porsche à hauteur de 75 %.

« Le patron de Volkswagen n'est qu'un employé de la famille Porsche », rappelle Ferdinand Dudenhöffer, directeur du centre de recherche sur l'automobile de Duisburg (Center Automotive Research). Les autres actionnaires de références de Volkswagen sont la région de Basse-Saxe (20 %) et le Qatar (17 %).

Les investisseurs voient d'un mauvais œil la double casquette d'Oliver Blume, qui dirige à la fois Porsche et Volkswagen. La question de la « bonne gouvernance » se pose : « Son prédécesseur avait beaucoup de mal à s'occuper seulement de Volkswagen. Comment voulez-vous qu'il gère correctement deux constructeurs en même temps ? », déplore Ingo Speich.

« Nous risquons donc des conflits d'intérêts : lorsqu'il faudra faire des

choix, par exemple pour le budget développement entre Porsche et Audi, c'est toujours Volkswagen qui aura le dernier mot », ajoute-t-il. « Les deux rôles se complètent parfaitement », a rétorqué Oliver Blume qui gagne plus d'un million d'euros à Wolfsburg et 800.000 à Stuttgart.

### Booster l'action Volkswagen

Avec la cotation de Porsche à Francfort, Volkswagen compte aussi booster sa propre action. Le géant de l'automobile allemande reste en effet un nain en Bourse par rapport à ses concurrents.

Le premier constructeur européen ne pèse que 87 milliards d'euros tandis que son rival Tesla dépasse les 900 milliards de dollars.

Par ailleurs, Volkswagen a besoin d'investir. Le constructeur veut produire plus de 80 % de voitures 100 % électriques d'ici 2030. « Six gigafactories sont planifiées en Europe pour un milliard d'euros chacune ! », fait remarquer Ferdinand Dudenhöffer.

Le constructeur doit déboursé également des fortunes pour rattraper son retard dans le développement de ses logiciels embarqués et veut renforcer ses services de mobilité (d'où le rachat d'Europac et été).

Enfin, l'entrée en Bourse lui a permis d'éviter une augmentation de capital pour trouver des fonds. « Pour des raisons politiques, Volkswagen n'a jamais cherché de l'argent auprès des banques qui veulent entrer au capital. Cette solution supposait que la région de Basse-Saxe perde de son influence et, avec elle, le puissant syndicat de la métallurgie IG Metall », analyse Ferdinand Dudenhöffer. Or, ce genre de révolution n'a jamais été à l'ordre du jour dans la famille Porsche.

Avec une valeur comprise entre 70 et 75 milliards d'euros en bourse, Porsche devrait s'imposer comme l'une des plus grandes capitalisations du continent. © REUTERS

53 %

La famille Porsche, très discrète, continuera de contrôler Volkswagen dont elle possède 53 % d'actions ordinaires (avec droit de vote). Et Volkswagen restera actionnaire de Porsche à hauteur de 75 %.

C'est méconnu, mais le sport est aussi une compétence européenne. Un groupe d'universités du continent, parmi lesquelles l'UCLouvain, planche sur la définition d'une stratégie de diplomatie du sport de l'UE.

LORRAINE KIHIL

Et si demain, le haut-représentant pour les affaires étrangères de l'Union européenne parlait-Tour de France, financements sportifs ou exclusions des compétitions dans le cadre de ses négociations internationales ? L'UCLouvain rassemble cette semaine des universitaires européens pour faire le point sur l'avancée de leurs travaux : donner à l'Union européenne les clés pour utiliser le sport à des fins diplomatiques.

Pendant longtemps, le sport a été un impensé de l'Union européenne. C'est seulement depuis le traité de Lisbonne, en 2007, qu'il apparaît dans ses compétences, rejoignant le portefeuille dédié à la culture et à l'éducation. Des groupes de travail sont alors créés pour dessiner une politique européenne visant à développer le sport, en particulier le sport de masse. Divers projets sont lancés ici et là aboutissant quinze ans plus tard à... pas grand-chose.

#### Un risque de concurrence

« On a rapidement considéré la diplomatie du sport comme un axe principal de réflexion », explique Carole Gomez, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). « Mais il ne s'agissait pas tant d'avoir une diplomatie extérieure comme on peut l'avoir au niveau national, c'était plutôt une kyrielle d'initiatives — la "European week of sport", le prix "Be activ", des rencontres, des projets pour les réfugiés — visant à mettre les Européens autour de la table pour collaborer et défendre un idéal européen. » La chercheuse française a donc été mandatée pour mener un projet interuniversitaire chargé de donner une colonne vertébrale à ces initiatives : imaginer une gouvernance du sport européenne qui centralise ce qui existe et élabore une véritable stratégie. Le projet, « Vers une diplomatie du sport de l'Union européenne », financé par les fonds Erasmus+, doit aboutir en fin d'année avec des recommandations concrètes. Façon aussi d'essayer de remettre le dossier à l'agenda avant que le désintérêt ne l'emporte dans un contexte de crise énergétique et politique.

Simple ? Pas vraiment. D'après les



L'Union européenne détient les événements sportifs parmi les plus importants et les plus rémunérateurs, comme le Tour de France. — AFP

## Vers une diplomatie européenne du sport (balbutiante)

brouillons de recommandations présentés cette semaine à l'UCLouvain par le Belge Thierry Zintz, les chercheurs ambitionnent d'envisager la diplomatie sportive au-delà de la simple coopération intra-européenne, mais se heurtent à deux obstacles de taille. Le premier tient au risque de concurrence avec les diplomates nationaux. La Suède, par exemple, a clairement dit qu'elle n'était pas intéressée par une avancée de l'Union sur ce terrain. C'est que le sport est intrinsèquement lié au nationalisme, que ce soit dans son fonctionnement même — il s'agit d'être plus fort que le pays d'à côté — ou dans son utilisation politique. D'où cette question existentielle : si l'Union européenne développe une « vraie » diplomatie du sport, dans quel but ? Défendre l'identité européenne ?

« Pour un pays, ce n'est pas un problème de valoriser sa marque, son identité. Le sport sert aussi à cela, à affirmer : voilà

ce qu'on est », soulève Richard Parrish, juriste du sport à l'Université Edge Hill (Royaume-Uni). « Le Kosovo, par exemple, utilise le sport dans ses efforts pour être reconnu au niveau international. C'est normal de lier sport et nationalisme à un niveau national. Mais c'est précisément pour cela que l'UE a intérêt à éviter cette question. On doit faire attention au message qu'on veut délivrer. » Exit donc l'idée d'invoquer l'identité.

L'autre écueil n'est pas à chercher du côté des États membres, mais des institutions sportives (fédérations et autres comités olympiques) qui tiennent farouchement à l'indépendance du mouvement sportif et risquent de voir d'un mauvais œil l'arrivée d'un nouvel acteur avant de s'ouvrir un nouveau pouvoir régulateur perçu comme une menace.

La future diplomatie du sport européenne est-elle vouée à se contenter d'objectifs consensuels gentils — pro-

poser des initiatives socio-éducatives et des campagnes bien intentionnées sans réel impact ? Pas forcément. Mais il faut du temps, prévient Carole Gomez, qui pilote le projet. « On est au début du processus. Mais il y a des signes encourageants. Quelque chose s'est passé au moment de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, avec une mobilisation rapide et unanime des ministres des Sports de l'UE qui ont pris position pour soutenir les fédérations afin de mettre la Russie au ban de la société. Les décisions ne sont pas négligeables : la Russie est de facto exclue de l'Euro 2024, la question va bientôt se poser pour les JO de Paris. Ce qui sera intéressant, c'est de voir si cet événement constitue une exception ou s'il ouvre un nouveau chapitre, fait jurisprudence. La l'UE peut avoir une voix et un rôle à jouer sur le plan politique, sur le terrain et en matière de communication. »

### Article 28

## L'expert « L'UE ne prend pas le sport suffisamment au sérieux »

ENTRETIEN  
L.K.

Pour Simon Chadwick, Britannique, professeur d'économie et de géopolitique du sport à Lille, l'Union européenne passe à côté de son sujet en restreignant son approche de la diplomatie sportive à sa dimension humaniste.

L'Union européenne veut développer une stratégie de diplomatie du sport. Pour l'heure, on parle surtout d'initiatives éducatives et collaboratives au sein de l'UE, de projets pour faciliter l'intégration des réfugiés, par exemple.

C'est une conception de la diplomatie qui consiste à être gentil et à avoir une approche très humaniste : comment le sport peut être un soutien aux communautés défavorisées, un instrument de cohésion sociale. Et de fait, c'est un aspect de la diplomatie. Mais c'est très restrictif. Prenez l'action du Qatar au Rwanda et en Palestine, il y a cette composante humaniste : le Qatar essaie de travailler sur des enjeux socio-culturels auxquels les pays font face. Il

s'agit de faire du bien. Mais dans le même temps, il y a d'autres agendas pour lesquels le Qatar se montre très assertif : qu'ils soient religieux en Palestine ou politico-économiques au Rwanda (Qatar Airways détient 60 % de l'aéroport de Bugesera et 49 % de RwandAir, NDLR). En France, Emmanuel Macron a reconnu le fait qu'au-delà de l'aspect humaniste, les intérêts économiques et politiques des pays pouvaient être mieux représentés par le sport. Ce n'est pas qu'une question de développement. Pour prendre un exemple anglais : le gouvernement britannique a développé un outil pour apprendre l'anglais via la Premier League — de loin le championnat le plus suivi et le plus influent dans le monde. C'est un gain facile : cela diffuse la culture britannique tout en assurant la domination de la Premier League, comme franchise sportive majeure.

Vous estimez qu'on a une approche trop restrictive, trop... Bisousours ? La plupart des chercheurs qui travaillent sur la question viennent des sciences humaines : les sciences poli-

tiques, l'histoire, la diplomatie. La différence vient peut-être du fait que je travaille dans une école de commerce. Les gens que je côtoie ont une approche stratégique qui va beaucoup plus loin qu'intégrer des migrants : il s'agit de créer du capital politique ou financier, d'accéder à de nouvelles ressources. En 2013, j'ai fait partie d'un groupe de travail européen qui devait construire une stratégie industrielle pour le sport. Cela n'a rien donné. L'Union européenne détient les événements sportifs parmi les plus importants et les plus rémunérateurs. Sans parler des marques et constructeurs : Adidas, Mercedes, etc. Tous ces acteurs, ces événements contribuent aux revenus nationaux. Or, on fait très peu pour protéger ces atouts et encore moins pour les utiliser à des fins stratégiques, on capitalise peu dessus.

Une stratégie de diplomatie du sport aurait-elle permis de gérer différemment le dossier Coupe du monde au Qatar ?

Ce qui est intéressant avec la Coupe du monde, c'est qu'on attend des réactions de deux types d'acteurs : les

équipes et les joueurs d'un côté — est-ce qu'ils vont condamner, faire une déclaration, une action symbolique ? — et les sponsors. Cela illustre à quel point les gouvernements européens sont en retrait sur ces questions. Or, c'est une opportunité manquée, surtout pour une Union européenne qui se positionne sur la question des valeurs. C'est comme si les dirigeants ne comprenaient pas ou ne voulaient pas reconnaître le levier que représente le sport en matière diplomatique. L'UE est capable d'adopter des positions consensuelles sur des sujets difficiles. Elle est capable de rassembler les gens autour de valeurs communes. Donc, le potentiel est là. Mais je ne suis pas sûr que le sport ait été suffisamment pris au sérieux pour se dire : comment est-ce que cet outil pourrait contribuer à créer une identité européenne cohérente tout en assurant que les intérêts politiques et économiques de tous les Européens soient servis.



L'UE a une conception de la diplomatie qui consiste à être gentil

Simon Chadwick  
Professeur d'économie et de géopolitique du sport à Lille

»



## Article 29



L'équipementier de la sélection danoise a dévoilé un maillot noir, hommage aux ouvriers morts sur les chantiers qataris. C'est la première marque embarquée dans le Mondial qui ose une réelle provocation.



Avec son maillot noir, Hummel a saisi l'opportunité de faire un coup médiatique. F.O.A.

## Avec leur maillot mortuaire, Hummel et le Danemark osent un geste fort

LORRAINE KIHIL

**L**a couleur du deuil. La Fédération danoise de football avait annoncé vouloir marquer le coup avec des messages critiques lors de sa participation à la Coupe du Monde. Son équipementier Hummel n'a pas failli en dévoilant le « kit » que la sélection emportera au Qatar : maillot rouge, maillot blanc – les couleurs du pays – et maillot noir. « La couleur du deuil. La couleur parfaite pour le troisième maillot danois pour cette Coupe du monde », a communiqué l'équipementier danois. « Si nous soutenons totalement l'équipe nationale danoise, cela ne doit pas être confondu avec le soutien à un tournoi qui a coûté à des milliers de personnes leur vie. Nous souhaitons prendre position sur le bilan du Qatar en matière de droits humains et sur son traitement des travailleurs migrants qui ont construit les stades de la Coupe du monde. » D'une sobriété absolue, la vareuse laisse disparaître les logos et écritures sous son unique couleur. Du deuil, donc.

Une sortie fort peu goûtée par le Comité suprême, en charge de l'organisation de la Coupe du Monde, qui a rappelé non seulement les efforts réalisés au cours de ces dix dernières années en matière de respect des travailleurs migrants mais aussi la nature contestable du chiffre avancé de « milliers de morts ». Et de fait, la létalité des chantiers du Mondial est impossible à quan-

tifier (voir ci-dessous).

En dépit de la pression exercée par la société civile – ONG et citoyens – Hummel est la première marque de premier plan impliquée dans ce Mondial qui ose une réelle provocation. « Hummel a saisi l'opportunité de faire un coup médiatique en créant un effet de teasing pour intéresser au sponsor rebelle. C'est malin », observe Gary Tribou, professeur de marketing du sport à l'université de Strasbourg. « En général, un sponsor prend des risques quand il est du mauvais côté de l'éthique mais là c'est une position d'une grande moralité, dont ils devraient sortir gagnants. » Un risque d'autant plus limité qu'Hummel ne sponsorise qu'une équipe, le Danemark. L'initiative risque de moins emballer la Fifa qui est en partie perfusée par l'argent qatari, via les contrats de sponsoring des entreprises étatiques Qatar Airways et Qatar Energy.

Pourquoi risquer son image en restant associé à un événement aussi controversé ?

Malgré les déclarations d'intentions, la plupart des sponsors ont tenu jusque-là des positions relativement timorées sur le mode : on ne boycotte pas à proprement parler mais on n'envoie pas d'invités en signe de protestation contre les violations des droits de l'homme (ce qui ne mange pas de pain). La semaine

passée, dix sélections nationales, parmi lesquelles la Belgique et le Danemark, ont dévoilé le brassard arc-en-ciel « One love » qui sera porté par les capitaines en signe d'appel à la tolérance dans un Qatar ouvertement homophobe. Un geste symbolique autrement moins « choc » que le maillot mortuaire des Danois.

### Du sponsoring éthique au sponsoring esthétique

« Les marques condamnent l'organisation et les abus tout en ne prenant aucune mesure réelle sous prétexte de rester fidèle à l'équipe que l'on soutient », poursuit Gary Tribou. « Dans le même temps, ces marques préparent des éléments de communication de crise, en sachant qu'il y aura des accros. C'est un comportement hypocrite, une façon de sauver la face. Et c'est exactement la position prise par les sponsors du Tour de France quand il y a des scandales de dopage. » Pourquoi risquer son image en restant associé à un événement aussi controversé ? Pour le professeur de marketing, les marques engagées continuent de prendre précautionneusement le pouls de l'opinion publique en attendant de voir qui de l'amour du jeu ou l'engagement humanitaire l'emportera. C'est que les sommes en jeu sont parfois importantes et le risque d'être associé à un événement négatif, pas forcément si gênant, même pour un équipementier tel que Nike (13 équipes nationales) qui s'est pourtant fait ces dernières années

le héraut des causes sociales (sur le racisme, les violences, la discrimination des athlètes mères...).

« Il y a quelques années, j'ai beaucoup suivi LCL dans le cadre d'un travail sur le sponsoring dans le contexte du dopage. Je postulais que les scandales annonçaient la fin du sponsoring, puisque ça n'avait plus de sens pour une marque d'essayer de redorer son image avec des disciplines sales. LCL, très attentive à son image, faisait régulièrement une étude d'impact et les résultats étaient quasiment toujours les mêmes : les publics s'étaient habitués au dopage, voire le voyaient comme contribuant au spectacle, une sorte de feuilleton bis "qui se fera prendre". LCL ne perdait pas du tout en image. Même s'il y a un effet négatif en cas de scandale, il est de courte durée. On se souvient de la marque, mais on oublie vite pourquoi on en a parlé. Festina n'a jamais vendu autant de montres que dans les mois qui ont suivi l'affaire du même nom. On est passé d'un sponsoring éthique – redorer son image grâce à un sport auquel on associe un certain nombre de valeurs – à un sponsoring esthétique – on se contente de la télégenie du sport. C'est cynique. Mais c'est ce qui est à l'œuvre actuellement. »

### Covid : pas de vaccination obligatoire pour entrer au Qatar

La vaccination contre le covid ne sera pas obligatoire pour les participants et les spectateurs du Mondial-2022 au Qatar, qui devront toutefois présenter un test négatif pour se rendre dans le pays, ont annoncé les autorités de l'émirat jeudi. « Les personnes arrivant au Qatar ne sont pas tenues d'effectuer une quarantaine, quel que soit leur statut vaccinal ou leur pays d'origine », ont précisé le ministère de la Santé Publique et le Comité suprême d'organisation de la Coupe du monde (20 novembre-18 décembre).

Au comptoir d'enregistrement de leur aéroport de départ, les participants et les visiteurs étrangers âgés de six ans et plus devront par contre présenter un résultat négatif de moins de 48 heures avant l'heure de départ pour un test PCR et de moins de 24h pour un test antigénique. Par la suite, il ne sera plus nécessaire d'effectuer de test, sauf en cas de symptômes ou de contact proche avec un malade. AFP

## Article 30

### 6.500 morts au Qatar ? Derrière le maillot danois, une bataille de chiffres

L'affaire du maillot noir du Danemark est aussi une bataille de chiffres. Hummel parle d'un tournoi « qui a coûté à des milliers de personnes leur vie ». Le Comité suprême d'organisation du Mondial a réagi dans un communiqué en « contestant l'affirmation de Hummel selon la quelle ce tournoi a coûté la vie à des milliers de

personnes », demandant à la marque d'être précise dans ses allégations. Le bilan humain est certainement lourd. Amnesty évoque des milliers de morts, dans un rapport d'août 2021. Six mois plus tôt, The Guardian publiait une enquête, affirmant que 6.500 personnes au moins avaient trouvé la mort depuis l'attribution

de la compétition. Mais l'Organisation internationale du travail, une branche de l'ONU, appelle à regarder de plus près la méthodologie : le journal a comptabilisé la totalité des travailleurs migrants originaires des principaux pays pourvoyeurs (Inde, Bangladesh, Népal et Sri Lanka) décédés au Qatar sur dix ans. Ont-ils travaillé sur

les chantiers ? Quel âge avaient-ils ? « Une proportion significative de ces travailleurs migrants morts depuis 2011 étaient dans le pays juste parce que le Qatar a gagné le droit d'accueillir la Coupe du monde », estimait dans The Guardian Nick McGeehan, directeur de FairSquare Projects, une organisation spécialisée dans les

droits du travail dans le Golfe. Pour autant, il est impossible d'affirmer que toutes ces morts sont liées à l'organisation du Mondial : il peut s'agir de morts naturelles, de maladies sans lien avec le travail, d'accidents de la route... À l'inverse de décès se produisant après le retour dans le pays d'origine qui sont susceptibles de passer

hors des radars. De l'autre côté, aucun chiffre fiable n'existe. Le Qatar n'a démarré ses statistiques officielles qu'en 2016, soit six ans après l'attribution. Toute cette bataille de chiffres ne doit pas faire oublier que si la situation s'est indéniablement améliorée en dix ans, les abus restent nombreux dans l'émirat gazier. P.H.

JUSTICE

## Nasser Al-Khelaïfi au centre d'une nouvelle affaire étrange

« Libération » a révélé le cas d'un ressortissant franco-algérien de 41 ans incarcéré et torturé au Qatar. Un mystérieux Tayeb B. aurait détenu des informations « explosives » sur le président du PSG.



Les révélations de « Libération » braquent les projecteurs sur Nasser Al-Khelaïfi. © PHOTO NEWS

ROCCO MINELLI

À moins de deux mois du coup d'envoi de la Coupe du monde, le quotidien français *Libération* a braqué les projecteurs sur Nasser Al-Khelaïfi (NAK) et des « méthodes sulfureuses » d'incarcération abusive, torture psychologique et extorsion pour récupérer du matériel informatique qui aurait pu exploser à la face lisse et polie du boss du PSG et par combustion rapide sur le Qatar et son émir, Al-Thani. NAK est en effet le plus important des ambassadeurs pour la politique de blanchiment par le sport du petit Etat du Golfe.

Dans sa longue et détaillée publication sur la nouvelle affaire, *Libération* présume fortement que les secrets de l'attribution controversée de la Coupe du monde au Qatar seraient enfermés à double tour dans ces clés USB. Tout tourne autour de ce périphérique de stockage que les avocats d'Al-Khelaïfi auraient fini par récupérer, plutôt de force que de gré.

L'autre personnage central est un homme d'affaires franco-algérien de 41 ans. Le propriétaire des clés qui aurait été incarcéré pendant 10 mois et torturé durant des jours dans les geôles qataries à l'instigation d'Al-Khelaïfi, Tayeb B, est « l'homme qui en savait trop ». Il n'aurait été libéré qu'en échange de clés USB et d'un disque dur. Tayeb B ne s'est pas ouvert directement à « Libé » sur les agissements qu'il aurait subis : il a laissé ce soin à ses avocats. A ses nouveaux avocats car avec les précédents, il est à présent en litige pour la condition de la négociation qu'il a contestée avec l'introduction d'une plainte auprès de la justice française. En effet, en plus de la remise du matériel supposément embarrassant, l'entrepreneur aurait signé un document dans lequel il reconnaissait avoir non seulement obtenu frauduleusement les informations incriminées, mais également les avoir altérées voire falsifiées. On efface tout et on recommence. Ou plutôt, on continue.

Après avoir gagné la confiance d'Al-Khelaïfi, Tayeb B. résidait et travaillait au Qatar depuis 2019, plus précisément pour le Comité national des droits de l'homme qatari. Arrêté sur « ordre de l'émir » le 13 janvier 2020 par un escadron de police, il a pu vérifier sur sa propre peau l'état d'avancement des droits de l'homme au Qatar.

NAK va prendre ces révélations du haut de ses pétrodollars et de sa toute-puissance. « Tayeb B, c'est un maître-chanteur qui s'est brûlé. Il aurait délibérément cherché à lier ses déboires qatariens avec Nasser. Point. », a d'ores et déjà tranché un membre de son entourage. Nasser, le gentil, Tayeb B, le méchant ? Comme Leonardo avait été le seul méchant quand l'ex-dirigeant parisien était descendu dans le sillage d'Al-Khelaïfi dans les vestiaires de l'arbitre de Real-PSG (le Néerlandais Makkelie) en mars dernier. NAK fut le plus virulent des deux. Emporté, il a été menacé de mort un employé du Real qui filmait sa scène déplacée tandis que Leonardo exigeait avec fracas que la vidéo fût effacée sur le champ.

### Une intrigante temporisation

Quand on veut polir son image, il faut surtout veiller en permanence à ne laisser aucune trace. En définitive, malgré le rapport de l'arbitre qui l'accablait tout autant, seul Leonardo avait été sanctionné par le Comité de discipline de l'UEFA.

Dans la chronologie de la présente affaire, *Libération* relève une intrigante temporisation. Tayeb B n'a reçu son sauf-conduit pour la France que quelques mois après la tortueuse transaction, soit le 30 octobre 2020. Au lendemain en fait de la décision en première instance de la justice suisse sur les droits TV de la Fifa pour lesquels Nasser Al-Khelaïfi, en qualité de président de Beln Sports, était poursuivi (malgré le retrait de sa plainte par la Fifa après une... sponsorship qatarie) au chef d'instigation à gestion déloyale aggravée. Entre-temps, il a été acquitté en appel par le tribunal pénal fédéral. Des trois prévenus, NAK a été le seul à sortir indemne de la salle d'audience. Blanchi, et on reparle. L'aurait-il été sans la confiscation de la clé USB ?

STANDARD

## Zinckernagel, c'est tout droit devant

Auteur de deux buts face au FC Bruges, le milieu offensif danois a marqué les esprits. Mais qui est-il vraiment ? Et comment a-t-il évolué tout au long d'un parcours qui l'a mené en Norvège, en Angleterre et en Grèce ?

PORTRAIT

DIDIER SCHYNS

Lorsqu'à l'heure d'entamer le dernier mois du mercato estival, l'Olympique a démis le coach portugais Pedro Martins de ses fonctions, dans la foulée d'une douloureuse élimination en barrage de la Ligue des Champions face au Maccabi Haïfa, Philip Zinckernagel, pourtant fraîchement débarqué au Pirée, a senti qu'il était préférable pour lui de déjà changer d'air. Jugé indésirable par le nouvel entraîneur et donc appelé à bénéficier d'un temps de jeu peu en rapport avec ses attentes, le Danois était dans une impasse de laquelle le Standard l'a sorti sur la base d'un prêt d'une saison sans option.

« Disposer dans l'effectif de plusieurs joueurs de ce type est très important », souligne Ronny Deila, l'entraîneur du Standard. « Selim Amallah, aussi, est de cette trempe-là, en ce sens qu'il attire l'attention des adversaires et prend de la pression sur ses épaules. Les aligner tous les deux permet d'être dangereux dans plusieurs zones de terrain. Et la difficulté des adversaires à jouer contre nous n'en est alors que plus grande. »

Titularisé aux côtés de William Bakkebo et Selim Amallah, en retrait de Denis Dragus, le Danois a fêté, il y a douze jours face au FC Bruges, sa joyeuse entrée à Liège en faisant mouche à deux reprises. Sur une frappe placée du pied gauche d'abord, sur un solo ponctué par un envoi du pied droit ensuite. « Je savais qu'il avait beaucoup de qualité et qu'il pouvait jouer des deux pieds », confie

Christian Kabasele, son équipier à Watford début 2021, « mais j'avais été davantage marqué par son sens de la passe que par son sens du but. Sa deuxième réalisation m'a surpris, parce que Zinckernagel n'est pas le plus grand dribbleur que j'ai connu. La façon dont il a mis Mechele dans le vent prouve qu'il s'est sans doute amélioré sur ce plan-là. »

S'améliorer sans cesse : c'est le credo de Philip Zinckernagel, qui sait qu'il ne doit rien laisser au hasard s'il veut prétendre participer avec le Danemark à la Coupe du monde au Qatar. Et qu'il devra afficher, à l'heure de la sélection finale, des statistiques intéressantes, à l'instar de celles signées en 2020 lorsqu'il avait inscrit 19 buts et délivré 24 assists pour permettre au club norvégien de Bodo Glimt de remporter haut la main le premier titre national de son histoire. « Philip est un perfectionniste », dit Kasper Junker, qui avait terminé cette saison-là

meilleur artificier de l'Eliteserien grâce aux nombreux assists de Zinckernagel et qui évolue aujourd'hui à Urawa Red Diamonds, au Japon. « Comme nous étions compatriotes, nous partagions le même appartement à Bodo et étions toujours ensemble lors des mises au vert. On débriait sur la façon d'amener des centres, d'être davantage dangereux pour les défenseurs adverses et de rendre notre association plus performante encore. Comme c'était le cas aussi à l'entraînement, il essayait de chaque fois faire mieux et de mettre le curseur plus haut... »

### « Il tente, encore et encore... »

Du son départ pour Angleterre, à Watford puis à Nottingham Forest. Mais autant son passage chez les Hornets fut compliqué, autant son aventure chez les Reds, qu'il aida à retrouver la Premier League fut, selon ses dires, « incroyable », avec 7 buts et 10 assists en 50 matches. Philip Zinckernagel a dû appréhender, en Championship, une autre réalité et apprendre à enchaîner les courses et les efforts. « Physiquement, ce n'était pas le plus costaud et il a donc dû s'adapter à une autre culture », se rappelle Christian Kabasele. « A Watford, la concurrence était forte, mais à chaque fois que l'entraîneur faisait appel à lui, il répondait présent. »

Surtout lorsqu'il était aligné dans l'axe du jeu, même si c'est en qualité d'ailier gauche que le joueur danois a été transféré à l'Olympique. « Zinckernagel me fait un peu penser à Alejandro Pozuelo, que j'avais eu pour équipier à Genk », indique encore Kabasele. « Comme l'Espagnol, c'est un 10 à l'ancienne, qui prend des risques pour pouvoir servir la dernière passe à l'attaquant. Quand un joueur débarque dans un nouveau club, il a parfois tendance à ne pas trop en faire, par peur de rater des choses, mais Zinckernagel n'est pas du tout comme ça. Lui, il tente, encore et encore... »

Si, très exigeant, Ronny Deila souligne que l'intensité « a besoin de plus de matches encore pour retrouver le rythme qui était le sien en Norvège », il se félicite de son apport au quotidien. « Il est excellent dans le relationnel. C'est un leader dans le vestiaire, qui rend les autres meilleurs. Je m'en aperçois de plus en plus au fil des entraînements. »

### 10<sup>e</sup> JOURNÉE

Vendredi 30 septembre

Standard - Seraing → 20h45

Samedi 1<sup>er</sup> octobre

Gil Hovev - Limon SC → 16h00

Oostende - Gent → 18h45

Westerlo - Zulte-Waregem → 18h45

FC Bruges - Malines → 20h45

Dimanche 2 octobre

Anderlecht - Charleroi → 12h30

Gand - CS Bruges → 14h00

Courtrai - Antwerp → 14h30

Saint-Trond - Euphrates → 21h00

CLASSEMENT

1. Antwerp	9 9 0 0 21-6	27
2. Genk	9 7 1 1 22-9	22
3. FC Bruges	6 6 1 2 19-10	19
4. OH Louvain	5 5 2 2 16-13	17
5. Standard	5 5 1 3 15-13	16
6. Union	5 5 1 3 14-14	16
7. Gand	4 4 2 3 13-10	14
8. Anderlecht	4 4 1 4 16-10	13
9. Saint-Trond	3 3 4 2 10-8	13
10. Charleroi	4 4 0 5 15-16	12
11. Westerlo	4 4 0 5 16-12	12
12. FC Malines	3 3 2 4 16-15	11
13. Oostende	3 3 1 5 10-13	10
14. Courtrai	2 2 1 6 6-15	7
15. Eupen	2 2 0 7 8-16	6
16. Seraing	2 2 0 7 8-18	6
17. CS Bruges	1 1 3 5 5-15	6
18. Z. Waregem	1 1 2 6 7-18	5







# « Hier, tout le monde était virologue. Aujourd'hui, c'est expert nucléaire »



**75 millions pour investir dans la transition**

Avec trois partenaires spécialisés dans le secteur de l'énergie ou dans le secteur financier (Dirk Dewals, Pieter-Jan Hermans et Vincent Gregoir), Bruno Vanderschueren vient de mettre sur pied le fonds Junction Growth Investors. Leur ambition : investir dans des entreprises ou des PME « ayant déjà fait leurs preuves » pour leur permettre de se développer à plus grande échelle. Deux conditions : ces sociétés doivent avoir pour vocation d'accélérer la transition énergétique et elles doivent être basées dans le Benelux, en France ou en Allemagne. « C'est un fonds de private equity spécialisé dans le secteur énergétique. Il y a de très belles sociétés en Belgique, mais on est souvent un peu trop modestes pour le dire. Nous venons de lever 75 millions d'euros lors d'un premier tour de table, ce sera une première base pour aider certaines de ces sociétés à prendre leur envol. Un nouveau tour de table est prévu en octobre », explique l'ancien homme fort de Lampiris, qui a décidé de consacrer les trois quarts de son temps à ce nouveau projet. Parmi les investisseurs, on retrouve Bruno Vanderschueren en personne, qui a apporté au fonds les parts qu'il détenait dans la société hennuyère Haulogy, spécialisée dans l'optimisation de la gestion des réseaux électriques. Le Fonds européen d'investissement (FEI) et la Société régionale d'investissement de Wallonie (SRW) ont également investi, tout comme les familles Borms, De Backer et Janssen. L'actuel député Open VLD Christian Laysen, président de la commission Énergie, et son frère Thomas (ex-CEO d'Umicore) font partie de la short list ayant participé à la première capitalisation de Junction. « Après Haulogy, nous sommes déjà en train d'examiner un second investissement, qui devrait être bouclé en octobre », conclut Bruno Vanderschueren. **XC**

Bruno Vanderschueren, cofondateur de Lampiris, avance quelques pistes concrètes pour limiter la hausse des factures.

ENTRETIEN  
XAVIER COUNASSE

En 2016, Bruno Vanderschueren acceptait « avec un vrai pincement au cœur » de vendre son bébé, Lampiris, dont il était cofondateur avec Bruno Venanzi, à la société Total. Depuis, l'homme est resté actif dans le secteur de l'énergie. Il a investi dans une petite dizaine d'entreprises actives dans la transition, d'un installateur de panneaux solaires à une société de batteries. Et il vient de lancer un nouveau fonds pour investir plus massivement dans le secteur. Du haut de ses vingt ans d'expertise du petit monde énergétique, il répond au *Soir* sur les grandes problématiques de la crise actuelle.

**Quel regard portez-vous sur la crise énergétique actuelle ?**

Elle est assez problématique, car tout le monde est en difficulté avec les niveaux de prix actuels. Le premier drame, c'est évidemment la guerre en Ukraine. Mais les conséquences sont aussi dramatiques en termes d'approvisionnement énergétique, ce qui fait grimper les prix. Le choc est tellement important qu'on ne sait pas trop quoi faire. On peut espérer que cela serve de sonnette d'alarme. Une sorte de réveil pour accélérer la transition énergétique. Mais subir de tels chocs, ce n'est jamais l'idéal.

**Cette crise risque de durer ?**

Le souci principal, c'est qu'il n'y a aujourd'hui plus de gaz russe, alors qu'il représentait 40 % de l'approvisionnement européen. Et il faudra quelques années pour mettre en place un nouvel équilibre, sans compter sur la Russie. Du gaz, il y en a. On peut trouver des volumes supplémentaires au Qatar ou aux États-Unis. Mais il faudra un peu de temps pour que ces pays développent des capacités de liquéfaction, pour en exporter plus, et que l'Europe construise de nouvelles infrastructures pour la réception-

ner et le convertir.

**Donc, à court terme, la sécurité d'approvisionnement est en danger ?**

La sécurité d'approvisionnement est bien meilleure dans les pays qui disposent d'une bonne infrastructure, ce qui est notre cas. Le terminal de Zeebrugge est très important pour les flux physiques de gaz. La moitié du gaz qui arrive aujourd'hui à Zeebrugge part vers l'Allemagne. Mais le flux permettant de répondre à la demande intérieure belge est bien là, ce qui fait dire à la ministre qu'il n'y a pas de problème de sécurité d'approvisionnement pour nous.

**Que peut-on faire pour calmer les prix ?**

Le prix du gaz sur le marché belge (ZTP) est nettement moins élevé que sur le marché néerlandais (TTF), historiquement pris comme référence car les volumes qui s'y échangent sont bien plus importants. Mais de tels écarts de prix, ce n'est pas normal. Je ne comprends pas d'où cela peut venir. De la spéculation ? Des traders ? Quoi qu'il en soit, il est aujourd'hui possible d'acheter son gaz moins cher sur le *hub* néerlandais. Ce serait donc un *quick win* pour les Belges : indexer les prix sur base du marché belge plutôt que sur le TTF.

**Et sur le marché de l'électricité ?**

L'Espagne a eu une bonne idée. Ils ont plafonné à 50 euros le prix du gaz à destination des centrales qui produisent de l'électricité. Comme ce sont ces centrales au gaz qui dictent le prix, cela a permis de faire baisser le prix de marché. Les propriétaires de centrales au gaz – qui l'achètent à plus de 50 euros – peuvent répercuter le surcoût sur la facture des consommateurs. Mais pour toutes les autres technologies (renouvelable, nucléaire), le prix de vente sur le marché est désormais moins élevé, sans contrepartie. L'Espagne a donc baissé le prix de marché pour 100 % de la production, en offrant une compensation ciblée à seulement 30 % de la production (les centrales au gaz). Ce qui permet de faire baisser les factures. L'Espagne a pu le faire car elle

« En temps normal, il est préférable d'éviter d'intervenir sur la fixation du prix, car cela perturbe clairement le marché. Mais aujourd'hui, la piste me semble intéressante », juge Bruno Vanderschueren, cofondateur de Lampiris. © ALICE WILQUET

est faiblement connectée à la France. Mais la Belgique, fortement interconnectée à ses voisins, ne pourrait pas faire ça seule. Tout notre productible serait vendu à l'étranger. La décision doit se prendre au niveau européen.

**On parle beaucoup de surprofits. Qui s'enrichit durant cette crise ?**

Pas les fournisseurs, qui tirent clairement la langue. Leur besoin de trésorerie est immense, ils font face à de nombreux impayés, ils doivent équilibrer leur portefeuille avec des prix de marché qu'ils n'ont pas du tout anticipés dans leurs tarifs. Ils sont aujourd'hui en mode survie. Et même chez les producteurs, il ne faut pas penser que tout le monde est gagnant. Ça dépend des engagements qui avaient été pris par le passé, souvent à des prix nettement plus bas. Mais quand les contrats seront tous liés aux prix actuels, certains producteurs vont potentiellement gagner plus d'argent. Après, je ne sais pas comment on peut taxer cela. Ni ce que ça peut rapporter.

**Il ne faut pas aller chercher les surprofits du côté des producteurs de gaz ?**

Si. Mais il n'y en a pas beaucoup en Europe... Le seul pays du continent qui va faire des rentrées monstrueuses, c'est la Norvège. Mais elle n'est même pas dans l'Union.

**Le débat s'enflamme autour de la sortie du nucléaire. Vous pensez qu'il faut prolonger certaines centrales ou pas ?**

Il y a une ressemblance avec la période covid, où tout le monde était virologue. Aujourd'hui, tout le monde est expert nucléaire. Ce débat est important, mais il faut rappeler que le problème initial, c'est l'approvisionnement en gaz de l'Europe, pas la sortie du nucléaire.

**Mais votre avis sur ce sujet ?**

J'entends beaucoup crier pour qu'on laisse les centrales ouvertes. Moi, ce que je vois, c'est que le principal concerné n'a aucune envie de continuer l'aventure. C'est une décision stratégique prise par Engie. Alors, on peut encore causer longtemps... si le propriétaire n'en veut plus, ce sont des paroles en l'air. Je comprends les gens qui sont favorables à une prolongation. Mais ces discours manquent de solutions. Si l'on veut croire au nucléaire, il faut parler de nouvelles unités. Prolonger, c'est une rustine.

**De nouvelles unités ne seront jamais prêtes à court terme... On fait quoi ?**

Il faut miser à fond sur le renouvelable, c'est la seule solution à court terme. Et elle est aujourd'hui imbattable en termes de prix.

**Sans capacité de stockage,**

c'est réaliste ?

Se sera un challenge. Mais avec de gros investissements dans les réseaux et les interconnexions, c'est jouable.

**Et sans nucléaire neuf, ou avec ?**

Le nucléaire peut avoir sa place. Les nouveaux réacteurs modulaires (SMR) sont flexibles, alors que le parc actuel ne l'est pas. Or, on a vraiment besoin de cette flexibilité.

**Avant tout, ne faudrait-il pas encourager à réduire sa consommation ?**

Beaucoup de technologies sont mûres dans la transition : panneaux solaires, pompes à chaleur électriques, thermostats intelligents... Il faut les développer de manière plus rapide. Aujourd'hui, les gens attendent trop souvent un subside ou un certificat vert pour agir. On isole sa maison parce qu'on a reçu une prime. Il faudrait changer cette logique, et réaliser des travaux dans l'objectif premier de consommer moins. Le problème, c'est que la plupart des gens ne savent même pas combien ils consomment. Ils savent juste combien ils paient. Les compteurs classiques de gaz et d'électricité ne permettent pas de suivre sa consommation en direct. On est à l'aveugle toute l'année, jusqu'au jour où arrive la régularisation. Le passage rapide à des compteurs digitaux permettrait à tout le monde de visualiser en temps réel ce que les petits gestes du quotidien permettent d'économiser. Je ne comprends pas pourquoi la Belgique est si lente dans le déploiement de tels compteurs.

*Le seul pays du continent qui va faire des rentrées monstrueuses, c'est la Norvège. Mais elle n'est même pas dans l'Union*

Bruno Vanderschueren  
Cofondateur de Lampiris

»

JEUX ASIATIQUES D'HIVER

# Le Golfe en pleine course aux compétitions sportives

L'Arabie saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis sont engagés dans une course à l'échelle pour l'organisation de méga événements sportifs, comme le montre l'attribution des Jeux asiatiques d'hiver aux Saoudiens. Quitte à y aller aveuglément.

PAULINE HOFMANN

L'Arabie saoudite a décroché une timbale polémique. La ville futuriste de Neom, au bord de la mer Rouge, hébergera en 2029 les Jeux asiatiques... d'hiver. La compétition aura lieu dans le désert montagneux de Trojena, «où les températures descendent en dessous de 0°C en hiver et où les températures tout au long de l'année sont généralement inférieures à 10 degrés», jurent les promoteurs qui oublient de mentionner la pluie ou la neige qui (ne) tombent (pas) dans cette région du monde.

Comme son frère ennemi qatari, le pouvoir saoudien tient surtout à remporter l'une après l'autre l'organisation de grands événements sportifs. Dans le Golfe, c'est la course à l'échelle entre le Qatar, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Le Qatar a bien évidemment remporté le gros lot en 2010, quand l'émirat gazier a obtenu la Coupe du monde de football 2022 qui débutera dans un mois et demi. Ces dernières années, Doha a également organisé les Mondiaux d'athlétisme et rêve aujourd'hui de Jeux olympiques.

## Rivalité entre frères et sœurs

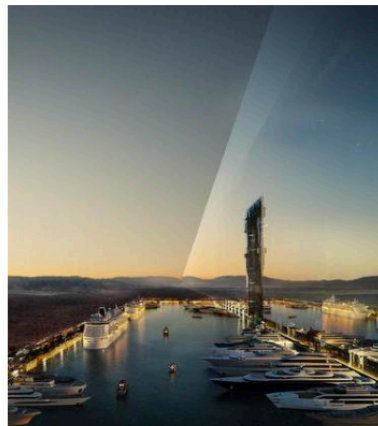
Sport automobile, tennis, golf, football, athlétisme, mais aussi e-sport et sports d'hiver, les pays du Golfe investissent sans compter dans leur diplomatie sportive. «Ces nations sont enclines au mimétisme, c'est-à-dire que si l'une d'entre elles s'engage dans une activité qui semble avoir un certain succès, les autres suivront. C'est comme une forme de rivalité entre frères et sœurs, alimentée et soutenue par une consommation ostentatoire», souligne Simon Chadwick, professeur de sport et d'éco-

nomie géopolitique à l'Ecole de commerce Skema.

Le Qatar a ouvert le bal dans les années 90 et aujourd'hui, l'Arabie saoudite tente de rattraper son retard. Attirer les touristes via le sport fait aussi partie du plan Vision 2030 du royaume de MBS (Mohammed Ben Salmane, prince héritier et Premier ministre saoudien). «L'Arabie saoudite constitue une menace majeure pour le Qatar et les Emirats: elle dispose des ressources, de la taille et de l'intention nécessaires pour les concurrencer, voire les dépasser. En 2030, l'Arabie saoudite sera dominante», prédit Simon Chadwick.

Riyad a organisé le Rallye Dakar en 2020, et remet le couvert depuis. Dans un entretien à l'AFP, le ministre saoudien des Sports, le prince Abdulaziz ben Turki Al-Faisal, a récemment dit l'envie du pays d'organiser un jour les Jeux olympiques. «Les événements sportifs sont utilisés comme une arène permettant aux pays de s'affronter tout en (...) améliorant leur prestige international», pointe Wadiah Isah, professeur à l'université du Qatar, dans une étude sur la stratégie sportive des pays arabes.

Si ce n'est pas le cas pour ces Jeux asiatiques d'hiver en Arabie saoudite (qui ne seront d'ailleurs pas suivis dans les pays occidentaux), les compétitions grand public permettent aussi à ces autocraties de redorer leur blason et faire oublier la nature de leur régime. «Les relations entre les Etats du Conseil de coopération du Golfe (qui regroupe les six monarchies de la région, NDLR) et l'Occident s'appuient sur des stratégies de *soft power* telles que l'accueil de méga événements sportifs mondiaux et régionaux», souligne



La ville futuriste de Neom organisera les Jeux asiatiques d'hiver. La compétition se fera dans le désert montagneux de Trojena.

© AFP

le Gulf Research Center. Le sport est un moyen «d'améliorer la qualité de vie de leur pays sur le plan intérieur et leur réputation sur le plan international».

## Des ressources sans contrainte... pour l'instant

«De nombreux pays sont confrontés à des contraintes économiques et politiques qui limitent souvent leur possibilité de se porter candidats à de tels événements», rappelle Simon Chadwick. «Les autocraties riches en pétrole et en gaz partagent cet appétit mondial pour le sport (...). Il n'est pas nécessaire de justifier les décisions après des contribuables, ni de consulter un électeur, et la disponibilité des ressources financières est presque sans contrainte.» Le prochain Mondial de football sera le plus cher de l'histoire, ayant coûté plus de 200 milliards de dollars.

Mais les puits pétroliers ont un fond. Et le sport est aussi un moyen de diversifier les économies du Golfe, d'attirer les touristes... et les futurs riches investisseurs. Trop dépendant de l'or noir et du gaz, le Golfe voit bien que dans une époque de changement climatique, sa stratégie économique aura une fin... Sans forcément voir l'ironie d'organiser des Jeux d'hiver en plein désert.

## LES ENGAGÉS

### Le parti perd un de ses cinq députés bruxellois



© BELGA

Véronique Lefrançois, députée bruxelloise Les Engagés, quitte le parti et siègera dorénavant comme indépendante au parlement bruxellois. Elle explique: «Depuis la création du mouvement, je me sens orpheline politiquement parlant. J'ai besoin d'une identité et de marqueurs que je ne retrouve plus.» Ce qui lui manque dans le nouveau projet des Engagés adopté en mai, c'est la dimension humaniste qu'avait le CDH. «Je ne quitte pas le projet humaniste», assure-t-elle d'ailleurs, «c'est le mouvement Les Engagés que je quitte.» Car, estime-t-elle, il se définit désormais «en dehors du projet humaniste». «Qu'on reconsidère certains objectifs, oui, mais il ne faut pas renier ce que l'on est», nous explique-t-elle. «Il faut incarner un projet humaniste, avec les dimensions de générosité, de fraternité, de rapport à l'autre, d'indignation.» Et se profiler sur les questions «d'éducation, de famille, de personnes fragilisées, handicapées ou sans-papiers, d'aïdants proches, d'entrepreneuriat». Avec elle, c'est l'un de leurs cinq députés au parlement bruxellois que perdent Les Engagés. Ça fait mal... D'autant que s'y ajouteraient d'autres «départs silencieux», à d'autres niveaux: MA...

## ESPACE

### Une Russe pour la première fois en route vers l'ISS

Une fusée de l'entreprise américaine SpaceX a décollé mercredi vers la Station spatiale internationale (ISS) depuis la Floride, aux Etats-Unis, avec à son bord la cosmonaute Anna Kikina, alors même que les tensions entre Washington et Moscou sont à leur comble depuis le début de la guerre en Ukraine. Le Falcon de SpaceX a décollé à 18 h 01 (heure de Bruxelles) et doit propulser une capsule Dragon Endurance vers l'ISS. Il s'agit de la cinquième mission régulière vers l'ISS assurée par SpaceX pour le compte de la Nasa, mais de la première à transporter une citoyenne russe. L'équipage de «Crew-5» est également composé du japonais Koichi Wakata et des Américains Josh Cassada et Nicole Mann. Cette dernière devient la première Américaine à se rendre dans l'espace. AFP

Tout pour le jardin sur 10.000 m²

**Botanica**



**Portes ouvertes du 6 au 9 octobre:**  
Lors de ces 4 journées, nous serons ouverts de 9h à 18h.



Heures d'ouverture Toussaint: dimanche 30/10 : 9h-18h , lundi 31/10 : 9h-18h, mardi 1/11: 9h-13h, mercredi 2/11: 9h-18h



Heures d'ouverture: Non-stop ouvert de 9h à 18h. Le dimanche ouvert jusqu'à 13h. Fermé le lundi.

Tuincentrum Botanica - Brusselsesteenweg 379 - 3020 Veltem-Beisem  
info@tuincentrumbotanica.be - www.tuincentrumbotanica.be - Tél.: 016 48 02 60

\* Uniquement ces 4 jours sur tous les articles excl. réparations, combustibles, sacs poubelles, chèques cadeaux et promotions.







ANNE CATHERINE SIMON  
PROFESSEURE DE LINGUISTIQUE À L'ULB LOUVAIN

Certains adjectifs se placent indifféremment avant ou après le nom, d'autres n'acceptent qu'une position, d'autres encore voient leur sens se modifier en fonction de la position.

# {Pensée libre} ou {libre pensée} ?

“

L'adjectif épithète est ce mot qu'on ajoute au nom pour lui attribuer une qualité. Il est le sel du nom, qui lui donne du goût : « Avec la mer du Nord pour dernier terrain vague... Et de vagues rochers que les marées dépassent... Et qui ont à jamais le cœur à marée basse... Écoutez-le tenir, le plat pays qui est le mien » (Jacques Brel). Sans les adjectifs, le pays reste plat, mais le style le devient aussi.

## Au commencement était l'antéposition

En ancien français (750-1400 environ), l'adjectif était préférentiellement placé avant le nom. C'est ce qu'on appelle l'antéposition. L'expression « ancien français » en témoigne. Lisant les premiers textes transmis dans cette langue, comme la Chanson de Roland (X<sup>e</sup> siècle), on y trouve des formulations qui ne seraient plus employées de nos jours : « Dis blanches mules fist amener Marsilies » (Marsille fit amener dix mules blanches). On constate d'ailleurs que c'est l'ordre des mots qui diffère globalement entre l'ancienne langue et la langue actuelle, et pas seulement la place de l'adjectif.

La préférence historique pour l'antéposition explique que les adjectifs les plus anciens, venus du fonds latin de la langue française (beau, bon, grand, petit, etc.), soient plutôt placés devant le nom et s'accommodent assez mal de la postposition : une bonne soirée (\*une soirée bonne), un bel amour (\*un amour beau). Certains adjectifs se sont d'ailleurs associés au nom de manière définitive pour former un nouveau mot par figement : bon + homme > bonhomme (d'où la forme atypique du pluriel, des bonshommes) ; bon + heur

En ancien français (750-1400 environ), l'adjectif était préférentiellement placé avant le nom. C'est ce qu'on appelle l'antéposition

'chance' > bonheur.

Les adjectifs de couleur ont également une position fixe. Ils sont placés après le nom dans 95 % des emplois : les yeux noirs, un sous-marin jaune, le soldat rose, etc. Jusqu'à donner lieu également à des cas de figement, où un adjectif et un nom se soudent pour former un nouveau nom : le rouge gorge.

Dans les langues germaniques, point de tergiversations : l'adjectif, de couleur ou autre, se place toujours avant le nom qu'il qualifie : « We all live in a yellow submarine » (Beatles), « Mijn vlakke land » (Brel, la version néerlandaise du Plat pays).

Le fait que la position des adjectifs anciens et de couleur soit fixe constitue une exception. Elle s'étend aux participes passés utilisés comme adjectifs, qui se postposent dans près de 100 % des cas : été passé, un sourire étouffé. En réalité, c'est dans la nature même des adjectifs du français d'être mobiles et de se placer tantôt avant, tantôt après le nom. Mais comment s'établit le choix ?

## Ecrire et parler

Étonnamment, le facteur ayant l'impact le plus déterminant sur la posi-

tion d'un adjectif est ce qu'on appelle le médium, c'est-à-dire le fait de s'exprimer à l'écrit ou à l'oral. L'écrit est plus conservateur, il maintient davantage l'usage ancien de sorte qu'on y trouve 70 % d'adjectifs placés avant le nom pour 30 % placés après le nom. À l'oral, c'est 50-50. Nous maîtrisons donc, sans le savoir, deux grammaires. L'une est mobilisée dans nos productions écrites planifiées tandis que l'autre guide nos choix dans les productions orales moins préparées.

Un honnête homme, ou une honnête femme, du XXI<sup>e</sup> siècle exerçant la profession de journaliste politique et écrivant un article sur la guerre en Ukraine évoquerait les immenses espoirs de la population. Discutant ensuite du même sujet avec ses collègues devant la machine à café, il ou elle produirait probablement la forme les espoirs immenses.

Les adjectifs alternants sont ceux qui acceptent d'être placés avant ou après le nom, sans que leur position modifie leur sens. Les plus fréquents sont : énorme, immense, superbe, doux, chaud, haut, bas, fort... Les textes littéraires, plus élaborés, sont aussi ceux où l'on trouve le plus d'antépositions d'adjectifs, y compris ceux qui refusent normalement cette position : « quand la blanche lumière vient élever l'ombre » (Daniel Pennac, 2015), « dans la douce couverture de la nuit » (Yanick Lahens, 2014). Vous savez ce qu'il vous reste à faire si vous souhaitez sophistiquer votre style.

## Nous voilà dans de beaux draps...

Les règles qui régissent la position de l'adjectif se développent sur plus de dix pages dans le Bon Usage. Alors

même que nous les maîtrisons implicitement en tant que francophones natifs, nous serions incapables de les citer toutes. Cette complexité permet, pour certains adjectifs, que la position modifie le sens. C'est la fameuse rentabilité linguistique, que nous avons évoquée précédemment.

Placé après le nom (un homme grand « de haute taille »), l'adjectif s'interprète souvent dans son sens propre, proche du sens d'origine. Placé avant le nom (un grand homme, « qui a une importance sociale ou politique »), il se comprend plutôt dans son sens figuré, la dimension concrète étant transférée dans un domaine plus abstrait. Parfois, la position distingue deux sens différents sans gradation entre eux : la prochaine saison (de votre série télévisée) ou la saison prochaine (de votre équipe de foot) ; un gouda vieux (« mûré ») ou un vieux gouda (« dont le temps est passé, périmé ») ; un vin nouveau (« jeune ») ou un nouveau vin (« inédit »), etc.

Nous prendrons la liberté de clôturer ce billet avec le bel adjectif libre. Historiquement dérivé du latin liber « socialement libre, de condition libre », il désignait l'esclave affranchi. La pensée libre est indépendante, elle a le pouvoir de décider et d'agir par elle-même. La libre pensée (ou libre-pensée) ne se fie qu'à la raison, ne voulant être influencée par aucun dogme établi. Tout comme l'adjectif, qui n'obéit strictement à aucun dogme...

L'orthographe du français a été rectifiée en 1990. Les graphies rectifiées sont enseignées en Belgique depuis 2008. L'auteur de cette chronique les utilise et les enseigne, ses enfants les ont apprises à l'école. Un prochain billet sera consacré à cette thématique.



ALAIN BERENBOOM  
ÉCRIVAIN

## Winter is coming

Il n'y a que dans les feuilletons que la phrase « Winter is coming » fait trembler. Pas chez nous, pas dans la vraie vie.

Dewinter, Filip, peut-être mais Winter ? Allons ! On attend l'hiver de pied ferme après un été indien préparé par une canicule de derrière les fagots. Et si le froid montre tout de même le bout de son nez glacé ? Rassurez-vous, braves gens, les cuves sont pleines, nous assure-t-on. De quoi se demander pour quoi les tarifs se sont emballés. Pour quoi on tremble aux mots de « gaz » et de « pétrole », pourquoi on annonce des confitures et drames personnels. Certains en viennent à regretter les pipelines de M. Poutine. Juste de la spéculation, toute cette agitation sur les prix de l'énergie ?

En tout cas, les actionnaires d'Engie, Total et les autres ne savent plus que faire de leurs dividendes. Manifestement, pas question de les redistribuer aux consommateurs. Alors, un conseil : qu'ils réservent dès à présent une loge à Neum, la nouvelle mégapole fantôme d'Arabie saoudite, pour assister aux prochains Jeux asiatiques d'hiver, décrochés par le tout-puissant MBS, le boss des déserts locaux et des chameaux. Si vous êtes du voyage, n'oubliez tout de même pas une petite laine car on va claquer des dents sur les bords de la mer Rouge grâce aux merveilles de la technologie, neige artificielle, air superconditionné, etc. Ça soufflera au point de dégouter Eole.

J'entends les habitués grogner et déplorer le mal que tous ces brols vont

## Article 35

causer à la planète, le foot au Qatar, le ski et le curling en Arabie. Mais n'allez surtout pas vous plaindre à la prochaine COP qui se tient en Égypte. Là-bas, ça chauffe méchamment pour qui ose lever le petit doigt. Voilà une COP, promis juré, qui va se dérouler dans le calme et la sérénité. Comme le Mondial de foot et les Jeux d'hiver. C'est le genre de pays où l'on est à l'ombre pour un oui ou pour un non.

## Tout le monde gagne

Qui se plaindra de tous les efforts faits par tant d'États pour dérégler le climat, ces jeux déments, la guerre absurde de Vladimir Vladimirovitch ? Tout ça nous permettra de retrouver des étés caniculaires. Rien que du profit pour le tourisme à la mer du Nord. Tout le monde

est gagnant, pas seulement les Arabes et les Qataris...

Et la bombe atomique, l'autre fantasme du prochain hiver ? Qu'elle soit du modèle Hiroshima ou plus modeste, « arme nucléaire tactique », ça fera chaud devant, très chaud. Et ça dévastera tout sur son passage, les Ukrainiens autant que les Russes qui traînent dans le coin. Les lieux dévastés ressembleront pour longtemps à l'Arabie saoudite sans les chameaux ni les athlètes.

Entre-temps, ne vous en faites pas, il y aura du vin chaud aux Plaisirs d'hiver, si le covid nous épargne (on l'avait presque oublié). Et peut-être de la neige. Réjouissez-vous, winter is coming...

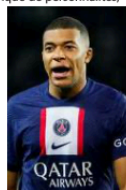
www.berenboom.com

## 22 sports

FOOTBALL

## Comment l'armée numérique du PSG a déferlé sur Twitter

Pour contrer ce qu'il considérait comme des atteintes à la réputation du club et de certains de ses joueurs fétiches, le Paris Saint-Germain, détenu par l'Etat du Qatar, a chargé une agence spécialisée de créer une « armée numérique », constituée de centaines de faux comptes Twitter, actifs entre 2018 et 2020. L'information a été révélée ce mercredi par le média d'information en ligne *Médiapart* et partagée avec le consortium européen d'investigations EIC, dont fait partie *Le Soir*. *Médiapart* a pu se procurer le rapport de l'agence Digital Big Brother (DBB), qui détaille sur cinquante pages le bilan de son activité pour le PSG. *Médiapart* indique que l'agence est contrôlée par Lotfi Bel Hadj, un homme d'affaires franco-tunisien dont les sociétés gèrent la communication numérique de personnalités, d'entreprises voire d'Etats.

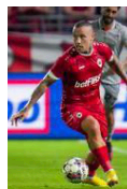


Le rapport montre que, placé sous la direction de la communication du club parisien, DBB a géré une série de profils fictifs sur Twitter, laissant entendre qu'il s'agissait de vrais fans du club, « prêts à intervenir pour sauvegarder l'image du PSG ». Ces comptes étaient également en mesure d'allumer des « contre-feux » pour tenter « de mettre fin à une rumeur ». De nombreux tweets présentaient un contenu souvent agressif voire ordurier. Au centre de la stratégie de communication, on trouve le compte Paname Squad, présenté comme un « collectif de passionnés du Paris Saint-Germain » et, à l'époque, directement alimenté par le PSG en infos exclusives. Autour de ce compte central, gravitaient d'autres comptes chargés d'amplifier les différentes campagnes en mode « troll ». La plupart de ces comptes « partenaires » mentionnés dans le rapport de DBB ont été fermés par Twitter. Parmi les missions remplies par cette « armée numérique », le rapport cite l'infiltration de communautés, la prise de contact avec des journalistes influents ou encore la promotion de la marque PSG. Ainsi en 2019, lorsque l'attaquant brésilien Neymar a giflé un supporter du Stade Rennais, les faux comptes du PSG ont tenté de faire passer ce dernier pour un délinquant. Et lorsque le même Neymar a été accusé de viol, « l'armée numérique » a tenté de salir la plaignante. Une affaire, depuis, classée sans suite. Même Kylian Mbappé a été égratigné, suite aux rumeurs de 2019 sur son éventuel départ au Real Madrid. L'agence Digital Big Brother s'est refusée, « par souci de confidentialité », à tout commentaire auprès de *Médiapart* sur le contenu des « différentes opérations et campagnes » menées pour le PSG. De son côté, le PSG n'a pas répondu.

## Vanheusden absent pour une durée indéterminée

Blessé au pied, Zinho Vanheusden sera absent pour une durée indéterminée avec l'AZ Alkmaar, a confirmé le club néerlandais mercredi. Vanheusden s'est blessé lors du déplacement à Utrecht. L'AZ précise que le Diable-rouge « n'est pas disponible pour le moment ». Selon plusieurs médias, l'ancien joueur du Standard souffrirait d'une fracture du pied et pourrait être absent plusieurs semaines. Le joueur de 23 ans avait fait son retour à la compétition le 1<sup>er</sup> octobre dernier après avoir été écarté des terrains pendant près de huit mois à cause d'une lourde blessure au genou. Vanheusden est prêt cette saison à l'AZ Alkmaar. Le club néerlandais dispose d'une option d'achat. BELGA

## Nainggolan à nouveau arrêté par la police



Radja Nainggolan se retrouve au cœur de nouveaux problèmes. L'ancien Diable-rouge a une nouvelle fois été arrêté par la police ce mercredi après-midi à Anvers, pour conduite alors qu'il était sous le coup d'un retrait de permis, comme l'annonce le *Nieuwsblad*. Le joueur de l'Antwerp, qui était privé de permis après s'être fait arrêter pour conduite en état d'ivresse, a été emmené au poste de police et s'est fait confisquer sa voiture. Il devrait rapidement être libéré mais il risque des poursuites judiciaires. BELGA

## ABONNÉS



Lisez notre focus sur le nouveau défi de Stoffel Vandoorne chez DS en Formule E sur lesoir.be.

## nécrologie



« Seigneur, mon ami, Tu m'as pris par la main,  
j'irai avec Toi sans effroi  
jusqu'au bout du chemin. »  
Père Aimé Duval

Didier BERCKMANS et Laurence REYNERS;  
Floriane, Violette et Lancelot;  
Alain BERCKMANS et Sandrine HAMON;  
ses enfants et petits-enfants;

Monsieur et Madame Étienne FOBE - LEGRAND;  
leurs enfants et petits-enfants;  
Monsieur et Madame René LEGRAND - HACHEZ;  
leurs enfants et petits-enfants;  
Monsieur (+) et Madame Georges BERCKMANS - RENSON  
et leur fils Thierry;  
Monsieur l'Abbé Michel BERCKMANS (+);  
ses frère, sœur, beaux-frères, belles-sœurs,  
neveux et nièces;

font part avec tristesse du décès de

## MADAME Régine BERCKMANS - LEGRAND

veuve de Monsieur Guy BERCKMANS  
née à Ellignies-Sainte-Anne le 13 septembre 1944  
et décédée à Etterbeek le 10 octobre 2022;  
réconfortée par le Sacrement des malades.

Ils vous invitent à partager leur peine  
et leur espérance en participant à la célébration  
eucharistique en l'église de la Sainte-Famille,  
le VENDREDI 14 OCTOBRE 2022, à 11 h 30.

Réunion à l'église;  
place de la Sainte-Famille à 1200 Woluwe-Saint-Lambert.  
La famille remercie chaleureusement le personnel du  
service des soins palliatifs des Cliniques de l'Europe -  
Site Saint-Michel pour ses bons soins et son  
dévouement, ainsi que les ami(e)s de Régine  
de leurs attentions bienveillantes  
durant les dernières semaines de sa vie.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

1330 RIXENSART - avenue Marie-Henriette, 12;  
1200 BRUXELLES - avenue de Juillet, 65.

| SOCIÉTÉ BRUXELLOISE DE CRÉATION |  
02 410 10 10

Madame Madeleine VAN DEN DRIESCHGE;  
son épouse;  
Madame Niki PAPADOPOULOS - ROUSSELLE;  
sa sœur;  
Pavlos PAPADOPOULOS et Christelle BONNEMAYERS;  
son fils;  
Dominique BAGUETTE et Gaëtan VAN DEN BERG;  
Anne BAGUETTE et Alain GUELDER;  
ses belles-filles;  
Gaston, Eleni, Victor, Sophia, Thomas;  
ses petits-enfants;

Et les familles apparentées  
font part avec profonde tristesse du décès de

## MONSIEUR Constantinos PAPADOPOULOS

né à Katerini (Grèce) le 21 novembre 1941  
et décédé à Woluwe-Saint-Lambert le 11 octobre 2022.

Un dernier hommage peut lui être rendu  
ces jeudi 13 et vendredi 14 octobre de 15 à 17 heures  
au funérarium Le Passage  
(avenue du Pont de Luttre, 179 à 190 Forest).

La crémation aura lieu dans l'intimité familiale.  
Condoléances en ligne : [www.pvhh.be/condoleances](http://www.pvhh.be/condoleances)

Funérailles Patrick Vandenheide

En Souvenir Affectueux

« Dans les yeux de ma mère  
il y a toujours une lumière. »  
Arno

## Stéphane ROTSART de HERTAING

Déjà 22 ans:  
13/10/2000 - 13/10/2022.  
Tu nous manques toujours autant.  
Martin, Nicolas, Hélène, Magali.

## cérémonies

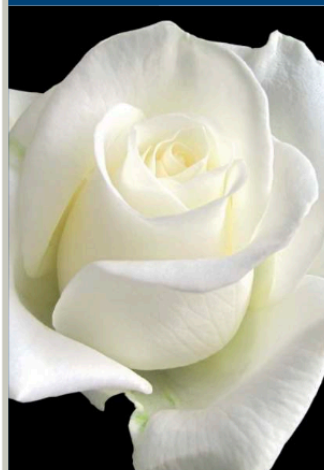
On nous prie d'annoncer le décès de

## MONSIEUR Alan CHARLES

veuf de Madame Chantal DEMOITELLE  
La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation  
au cimetière d'Uccle Verrewinkel, aura lieu en l'église  
Sainte-Anne (place de la Sainte-Alliance à Uccle)  
le vendredi 14 octobre 2022 à 10 h 30.

## LE SOIR

## Rubrique nécrologique



Pour transmettre un avis  
dans cette rubrique, adressez-vous  
à la société de pompes funèbres  
de votre choix.

Présence dans *Le Soir* et sur le site [enmemoire.be](http://enmemoire.be)  
Un avis nécrologique est déjà possible  
à partir de 250 € HTVA

Nous contacter en direct:

du lundi au vendredi de 9 à 18 h, le dimanche et jours fériés de 14 à 18 h  
Mail: [necrologie@rossel.be](mailto:necrologie@rossel.be) - Fax: 070/22 44 54 - Tél.: 02/225 53 12







# Le Forem et l'Aviq à la rescousse du budget

Pour contenir le déficit et l'endettement, le gouvernement wallon a prévu de ponctionner les trésoreries les plus florissantes des organismes para-régionaux. Les arbitrages sont toujours en cours. Le niveau des dépenses et des recettes en dépend.

ÉRIC DEFFET

**A**vant le débat budgétaire à prochainement parler (il débute le 5 décembre), Adrien Dolimont (MR), le ministre wallon en charge des Finances, présentera dès ce lundi au parlement les résultats du conclave mené par le gouvernement PS-MR-Ecolo. Sauf surprise de dernière minute, le libéral ne sera toutefois pas en mesure de préciser le niveau des dépenses et des recettes pour l'exercice 2023.

En fin de semaine dernière, les calculs étaient toujours en cours, alors que le solde brut à financer (hors corrections SEC, pour système européen des comptes nationaux et régionaux) validé par le gouvernement, soit la différence entre recettes et dépenses, tournera autour des 3,1 milliards d'euros, on le sait déjà. L'opposition est très remontée face à cette incertitude. Les Engagés parlent d'un budget qui évolue dans « une semi-obscurité ».

Que se passe-t-il ? « Nous sommes dans l'attente des retours des cabinets ministériels à propos de la trésorerie des UAP », justifie Adrien Dolimont. Les UAP, ce sont les unités d'administration publique, soit les para-régionaux qui gravitent autour du pouvoir politique. La Wallonie en dénombre 195, dont l'Aviq pour les questions de santé, le Forem pour l'emploi, la Société wallonne du logement ou l'Office wallon du transport (OWT) pour les bus... Beaucoup sont assis sur un coquet matelas financier. Le gouvernement veut y puiser pour limiter le déficit, et donc l'endettement.

Tous ensemble, ces para-régionaux pèsent en effet très lourd. « Alors que les finances régionales elles-mêmes

sont en souffrance, la trésorerie des UAP est ventripotente », a souligné récemment le député d'opposition André Antoine (Les Engagés). Dans sa réponse, le ministre n'a pas démenti : « Entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2021, la trésorerie globale des UAP est passée de 1,807 à 3,418 milliards. »

Une hausse spectaculaire qui s'explique toutefois. Bénéficiant de taux d'intérêt très bas, la Région a massivement financé plusieurs organismes stratégiques, dont l'Aviq, pour faire face à la crise sanitaire. « Au regard de l'enjeu et des attentes des citoyens, il me semble avoir été opportun de prévoir trop plutôt que trop peu », souligne Adrien Dolimont.

## Deux pistes sur la table

Le ministre note la récente tendance baissière du phénomène : au 21 septembre 2022, la trésorerie des UAP ne pesait plus que 3,021 milliards. Et pour cause : au budget initial 2022 puis lors de l'ajustement, l'excédent de trésorerie a été amputé de 204, puis de 163,3 millions. Une première cure d'amaigrissement, pas la dernière : en vue du budget 2023, le gouvernement s'est décidé à aller ponctionner 703 millions d'euros dans ce bas de laine.

Les ministres fonctionnels, qui ont la tutelle sur ces organismes para-régionaux, sont chargés de faire des propositions. Deux pistes sont sur la table : récupérer de l'argent déjà attribué au profit des recettes régionales ou diminuer les dotations à venir à destination des UAP. Ce qui aura une incidence sur le montant global des dépenses et des recettes évoqué plus haut. On aura une idée précise de ces dernières lorsque les arbitrages auront été menés à bien.

Car il faut choisir les cibles privilégiées et ne pas mettre en péril l'action des para-régionaux. Selon nos informations, 24 des 195 UAP devraient être concernés par une baisse de trésorerie en vue du budget 2023, chacun selon ses moyens. Parmi celles-ci, citons en vrac — et sans souci d'exhaustivité, l'Agence wallonne du Patrimoine, l'Aviq, le Commissariat général au tourisme, le Forem et l'IfaFME ou encore l'organisme en cours de création et qui doit assurer la fusion de la Société régionale d'investissement de Wallonie (SRIW), de la Sowaflin et de la Sogepa, les bras financiers de la Région.

D'autres organismes sont à l'abri parce que leur trésorerie est stable ou qu'une ponction mettrait leur action en péril. C'est le cas par exemple de la Sofico (grands travaux d'infrastructures) ou de l'OWT, la coudoule des TEC. Cette volonté de rapatrier dans le giron régional les moyens excédentaires de plusieurs satellites historiques sous-

**Le ministre du Budget Adrien Dolimont (MR) est « dans l'attente des retours » concernant la trésorerie des organismes para-régionaux.**

© BELGA

On a des organismes qui sont suralimentés pendant que la maison-mère souffre, est égratée

André Antoine

Député d'opposition (Les Engagés)

”

lève la question de l'équilibre au sein de l'action publique régionale : faut-il privilégier une forme de centralisation des trésoreries ou un éclatement des moyens financiers à travers les UAP ?

## Le tronc et les branches

« On a des organismes qui sont suralimentés pendant que la maison-mère souffre, est égratée. On a un tronc qui est rabougri, malade, moribond, et des branches florissantes, qui écrasent encore un peu plus le tronc. C'est l'image de la Wallonie », déplore l'opposant André Antoine.

Un autre aspect de cette abondance de biens au sein des UAP est souligné par Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo : tout cela coûte très cher ! Comme l'a établi la Cour des comptes pour 2020, les intérêts de la dette directe de la Wallonie affichaient un taux moyen de 1,66 % tandis que ceux liés à la dette indirecte, celle des para-régionaux, affichaient un taux moyen de 3,36 %.

Avec une dette indirecte qui pèse 10 milliards d'euros, l'addition est lourde. « Sous le couvert de la garantie régionale, les emprunts effectués par les UAP sont souscrits à de moins bonnes conditions que celles rencontrées par la Cellule régionale de la dette sur les marchés financiers », a reconnu récemment le ministre du Budget. Raison de plus pour changer son fusil d'épaule ?

## Syndicats cherchent « patrons éthiques »

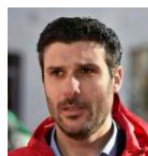
Les syndicats de l'industrie chimique et pétrolière veulent avoir un droit de regard sur les activités des sous-traitants, pour éviter de futurs scandales d'exploitation.

XAVIER COUNASSE

**P**etit coup de chaud entre le patronat et les représentants syndicaux de l'industrie chimique et pétrolière. Aucun lien avec le blocage des pompes françaises. Côté belge, ce qui irrite les syndicats, c'est d'être impuissants face aux cas de traite des êtres humains qui se passent sous leurs yeux.

Cet été, plus de 170 travailleurs victimes présumées de traite ont été découverts sur un chantier anversois (l'affaire

Borealis). Ils étaient payés 3,50 euros de l'heure et hébergés dans un logement misérable. « Il ne faut pas aller jusqu'au Qatar pour découvrir des travailleurs dans des conditions inhumaines. Plusieurs victimes ont déclaré que la situation était pire chez nous », lance Andrea Della Vecchia, secrétaire fédéral FGTB Chimie-Pétrole. « Après l'indignation collective, nous voulons apporter notre pierre à l'édifice. La Belgique prévoit des inspecteurs sociaux en plus. C'est très bien, mais cela ne permettra jamais de couvrir l'ensemble du territoire. Alors, n'attendons pas un autre scandale, ni une modification de la législation européenne sur le détachement pour agir. Dans les entreprises où nous sommes présents, élargissons les compétences des délégations pour leur permettre d'avoir une vue sur la sous-traitance. Nos délégués sont sur place au quotidien — pas les inspecteurs — et ils sont volontaires pour aider à déceler les cas de traite », reprend le syndicaliste.



Il ne faut pas aller jusqu'au Qatar pour découvrir (...) des conditions inhumaines

Andrea Della Vecchia  
Secrétaire fédéral FGTB  
Chimie-Pétrole

”

Aujourd'hui, rien n'empêche une direction d'informer les représentants du personnel sur le recours à la sous-traitance. Certaines industries acceptent de le faire, d'autres pas. Et les travailleurs prestataires pour le compte d'un sous-traitant ne peuvent pas non plus être défendus par les syndicats de la société à l'origine du marché. « Il faut reconnaître aux délégués le droit d'obtenir des réponses sur les conditions de travail des sous-traitants lors du dialogue social. Les délégués devraient aussi pouvoir s'entretenir avec un travailleur sous-traitant, même s'il n'a pas de contrat direct avec l'entreprise. Or, cela n'est pas permis aujourd'hui. Au lieu d'avoir les deux yeux de la direction pour contrôler les dérives potentielles, on en aurait quatre. Une mesure qui ne coûte rien : il suffit de modifier la convention collective de travail », poursuit Andrea Della Vecchia.

Ce point est à l'ordre du jour d'une réunion fixée mardi entre représentants

## Article 38

syndicaux et patronat de l'industrie chimique. Les syndicats ont d'ailleurs invité trois victimes de traite en Belgique pour témoigner. « Pour l'instant, le patronat botte en touche. Ils estiment que tout cela doit se négocier avec d'autres secteurs, promettent des plans d'action ou veulent laisser cela dans les mains d'avocats spécialisés », déplore Jean-Marc Lepied, secrétaire national Chimie à la CNE. Mais les syndicats, en front commun, sont décidés à ne rien lâcher. Dès lundi, des tracts seront distribués pour sensibiliser les travailleurs — qui se concluent par un « syndicats recherchent patrons éthiques pour lutter contre la traite des êtres humains ».

De son côté, la fédération patronale de la chimie (Essenscia) se dit « ouverte au dialogue avec les partenaires sociaux ». Mais selon elle, « la solution consiste à rendre les procédures de contrôle existantes plus efficaces, plutôt que de mettre en place de nouvelles structures par le biais de conventions collectives ».



QATAR 2022

# Le Qatar ne s'attendait pas à douze ans de controverses

Article 39

Face aux polémiques, le Qatar fait le dos rond. Et attend une seule chose : la fin du Mondial. Mais l'émirat garde un goût amer face à ce qu'il considère comme une « hypocrisie » occidentale.

PAULINE HOFMANN  
ENVOYÉE SPÉCIALE À DOHA

Dans les hautes tours de Doha, dans les voitures, grosses ou petites, qui filent sur les boulevards de la capitale qatarie, on n'attend plus qu'une chose : la fin du Mondial. Des petites mains, qui voient l'énorme masse de travail qui leur attend, aux hautes sphères qui n'en peuvent plus de répondre aux questions, la patience touche à ses limites dans la baie de Doha. Le jour de l'attribution, le 2 décembre 2010, les Qataris s'attendaient-ils à cette pluie de critiques ? Après douze années de controverses quasi ininterrompues, beaucoup en doutent, dans les cercles proches du pouvoir à Doha.



Longtemps, ils ont nié les morts  
Raphaël Le Magoaric  
Chercheur et spécialiste du sport dans le Golfe

”

L'organisation de cette Coupe de monde est le paroxysme d'une politique de soft power sportif. Avec ce Mondial, enfin, le Qatar allait jouer dans la cour des grands et se faire une réputation à la hauteur de l'événement : devenir le premier pays arabe, au Moyen-Orient, à accueillir cette fête populaire. Le résultat, à un mois du coup d'envoi, c'est que les cinq lettres de l'émirat sont pour beaucoup synonymes de « esclavagisme » et d'« aberration climatique ».

Durée avant la première polémique ? Moins de 24 heures. Dès le lendemain de l'attribution, les premières polémiques émergent. Le *Sunday Times*, la BBC puis le reste des médias britanniques lancent des accusations de corruption. Le FBI met son nez dans l'affaire et ouvre une enquête.

En parallèle, la stupeur est totale : comment des joueurs peuvent-ils courir sans risque dans la moiteur et la chaleur estivale de Doha ? Les fédérations s'inquiètent, la Fifa se divise.

Puis le sombre bilan du Qatar sur les

droits humains prend le relais. Le monde découvre abasourdi les conditions de travail des ouvriers pauvres du riche émirat : une chaleur littéralement mortelle, des cadences infernales, des logements insalubres... et des morts, à n'en pas douter.

Face à la déferlante, c'est silence radio dans la baie de Doha. « Longtemps, ils ont nié les morts », analyse rétrospectivement Raphaël Le Magoaric, chercheur à l'université de Tours et spécialiste du sport dans le Golfe. Les médias occidentaux vont se lasser, imagine-t-on. Il n'en est rien. Les plaintes, les enquêtes, les rapports s'enchaînent jusqu'à aujourd'hui. Les autorités n'ont pas donné suite à nos multiples demandes d'interviews.

## Un double jeu ?

« Les dirigeants ont une double culture, passent beaucoup de temps dans les pays occidentaux. N'avaient-ils pas anticipé les polémiques ? », se demande le chercheur français. « N'y avait-il pas une volonté de mettre la pression sur les acteurs de la sphère privée, issue de grandes familles qataries ? Le pouvoir central a de grandes ambitions internationales mais se heurte à une société conservatrice, aux réseaux intermédiaires dans le Golfe. »

Les dirigeants « pouvaient s'attendre aux critiques les premières années. Mais aujourd'hui, quelle est la raison de cette escalade ? », questionne Mahfoud Amarra, professeur associé à la Qatar University et spécialiste de la politique et du business du sport. « L'idée est que c'est une affaire de politique pour mettre la pression sur le gaz et le pétrole. Ça n'a rien à voir avec les droits humains. »

« À partir de 2016, le Qatar a commencé à mettre en avant un début de réforme de la kafala (un système de « patronage » abusif répandu au Moyen-Orient, NDLR), qui s'est concrétisée en 2019 », continue Raphaël Le Magoaric. « Nous voyons [dans certaines critiques] un conseil ou une alerte, et nous les prenons au sérieux », défendait dans une rare interview au *Point* l'émir Tamim Ben Hamad Al-Thani. Doha essaie alors de se racheter une image en organisant des tournois de football avec les ouvriers, en développant un contre-discours grâce à des agences de relations publiques. Sans résultats. Cette impression d'une Europe « hypocrite » s'est exacerbée avec le défilé de ministres de l'Énergie que cette crise énergétique a poussés au Qatar.

## Faire le dos rond

Douze ans plus tard, Doha ne comprend toujours pas réellement l'origine de ces scandales à répétition. Il y voit la main de son frère ennemi des Emirats arabes unis, alimenté par les « double

standards » occidentaux. « En Europe, nous serions prompts à critiquer le Qatar et à fermer les yeux sur d'autres (le regard va droit vers Israël). »

« On n'apprécie pas ce qui est différent de nous, beaucoup de discours sont erronés », pointe une expatriée européenne à Doha, professionnelle du sport qui vit depuis des années au Moyen-Orient. « Je ne défends pas à fond le Qatar. Mais le *bashing* est immense et je pense que ça tient aussi à la religion. Il y a une méfiance générale envers les musulmans. » Questionné par Sky News sur des relents racistes derrière les critiques, le grand patron du Mondial, Nasser Al-Khater, s'est fendu d'un lourd sous-entendu : « Je ne vais pas interpréter les intentions dans les esprits et les âmes des autres. Mais qui sait ? Peut-être. » Il s'est engouffré dans les propos de l'émir, dans *Le Point*, toujours : « Et puis il y a la seconde catégo-

rie de critiques, celles qui se poursuivent quoi que nous fassions. Ce sont des gens qui n'acceptent pas qu'un pays arabe musulman comme le Qatar accueille la Coupe du monde. Ceux-là trouveront n'importe quel prétexte pour nous dénigrer. »

Face à cette déferlante, les autorités ont lâché l'affaire. Elles le savent : il n'est plus possible de convaincre les Occidentaux de quoi que ce soit. Elles préfèrent alors faire le dos rond, attendre que les deux prochains mois passent. Mais n'oublieront pas.

D'une manière générale, à Doha, on s'engouffre dans toutes les failles : les chiffres bancaires, l'incohérence des politiques, les critiques à l'emporte-pièce qui ne diraient pas toute la vérité d'un pays sans nul doute complexe.

Face à cette déferlante, les autorités ont lâché l'affaire. Elles le savent : il n'est plus possible de convaincre les Occidentaux de quoi que ce soit. Elles préfèrent alors faire le dos rond, attendre que les deux prochains mois passent. Mais n'oublieront pas.

Ce dossier a été réalisé avec le Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

## fans La riposte séduit le monde arabe

Article 40



Si le tournoi est entaché de polémiques, la riposte du Qatar, qui ne convainc pas en Europe, percole chez les fans de la région.  
O. HEUTELS

occidentales ont laissé un goût amer à des populations qui n'ont pas vu leurs alliés s'émouvoir autant face aux guerres et aux abus en tous genres au Moyen-Orient. Et les critiques contre le Qatar ne sont qu'une nouvelle émanation d'un « double standard » inlassablement répété. Les velléités de boycott exsudent partout chez nous. On n'en parle pas du tout dans la région.

Un peu moins de 900 Belges ont leur billet. « Nous nous attendons à ce qu'une partie importante soient des expatriés de la région », indique une source diplomatique. Les chiffres ne mentent pas. Dans le top 10 des pays de résidence des fans, le Qatar et ses 3 millions d'habitants prennent sans surprise la pole position. Les Emirats arabes unies et l'Arabie saoudite font aussi bonne figure dans ce classement. « Les frères et sœurs de ma femme, et leurs enfants, seront chez nous pendant un mois », raconte un Marocain, cadre d'un grand groupe, installé depuis 15 ans à Doha. Chaque résident peut accueillir chez lui jusqu'à dix personnes. Et les nombreux Libanais, Égyptiens ou encore Tunisiens qui vivent dans la baie ne se priveront pas.

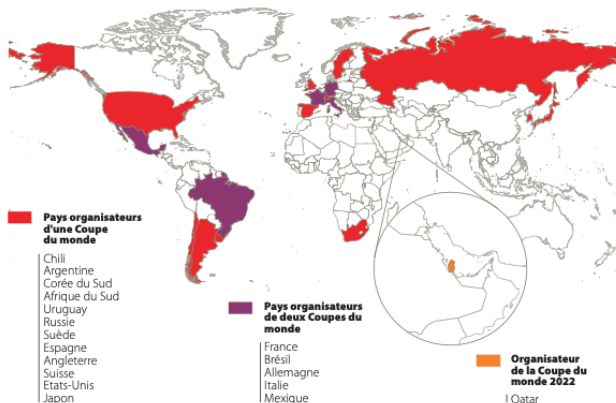
## Une navette quotidienne... par les airs

Face aux prix et à la rareté des hôtels, une partie des supporters devra d'ailleurs faire la navette... en avion. Presque réconciliés après une longue brouille qui a isolé Doha, les voisins du Qatar ont ouvert leurs hébergements aux fans. Au moins 160 vols par jour atterriront dans un des deux aéroports, qui tourneront à plein régime. La compétition s'ouvre donc à une région qui veut diversifier son économie pétro-dépendante avec les touristes.

« Cette édition de la Coupe du monde sera assurément unique et aura des effets aussi positifs que durables sur le Qatar, le Moyen-Orient et le monde arabe », a déclaré mardi dans une conférence de presse Nasser Al-Khater, directeur général de l'événement. Dans une interview à Sky News, il disait aussi son espoir : « Des gens viendront ici pour la première fois et diront : "Je ne savais pas à quoi m'attendre." Et auront trouvé ça incroyable. » « Nous souhaitons que ces visiteurs apprennent les différences entre les cultures, qu'ils découvrent la culture du Qatar, et nous espérons qu'ils auront envie de revenir », disait l'émir au *Point*. Un pari qui sonne étrangement aux oreilles européennes... mais qu'il n'a pas tort de tenter.

Dossier réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

## Un premier Mondial arabe



Nous sommes le premier pays arabe à organiser un tel événement mondial. C'est très important pour la jeunesse, en particulier celle du monde arabe

Tamim Ben Hamad Al-Thani

Emir

”



POLITIQUE

# Comment la Vivaldi se bat pour sauver la prime énergie du mois de novembre

P. 6



## HUMOUR Une soirée de gala pour le centenaire de Raymond Devos

P. 16 & 17

NOTRE SUPPLÉMENT

### lesoirimmo Immobilier neuf : le coup de frein



# LE SOIR

## Energie : pourquoi l'UE ne trouve pas d'accord

Réunis ces jeudi et vendredi à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE apporteront-ils enfin des réponses concrètes aux citoyens et entreprises ? Le veulent-ils ? Le peuvent-ils ? Les questions se posent puisque, jusqu'à douze mois que les Vingt-Sept chipotent autour des prix de l'énergie. A l'époque, l'envoie commencent, conjonction d'une reprise économique post-covid et d'une manipulation des marchés par Poutine. L'offre se contracte, la demande enfle, la tension s'installe. Le 21 octobre 2021, les leaders européens concluent leur Sommet par cet engagement : « Le Conseil européen invite la Commission et le Conseil à envisager rapidement des mesures à moyen et à long terme qui contribueraient à faire en sorte que l'énergie soit à un prix abordable pour les ménages et les entreprises. »

Au fil des mois, en coulisses, une rumeur, cynique autant qu'inaudible, s'installe, dans certains couloirs à la Commission : le « signal-prix » a ses vertus : lisez : des tarifs élevés dissuadent les citoyens de consommer.

Le 21 octobre 2022 sera-t-il le Sommet du message fort aux citoyens, de l'Europe de l'énergie que Charles Michel et Ursula von der Leyen appellent de leurs vœux ? Une seule certitude, à entendre hauts fonctionnaires et diplomates européens : « Ce sera long, complexe. » P. 6



## Les dossiers qui empoisonnent le Qatar

Douze ans après son attribution, la Coupe du monde débute dans un mois. Une compétition émaillée d'un flot ininterrompu de controverses.

A Doha, le Mondial s'affiche partout : le moindre écran et les façades des immeubles ont pris les couleurs du foot. Dans la capitale du Qatar, les polémiques disparaissent sous l'excitation que chaque pays organisateur ressent à un mois du premier coup de pied dans le ballon.

En Europe, la liesse est inversement proportionnelle : les morts dans les stades, les conditions de travail des ouvriers migrants, les stades climatisés et le boycott font parler d'eux. Quand le premier coup de sifflet résonnera, le Qatar parviendra-t-il à faire oublier les polémiques ? Dans l'émirat gazier, tout le monde l'espère, certains y croient.

Car le Qatar vit depuis douze ans dans un flot ininterrompu de critiques et polémiques. Doha n'a jamais réussi à se débarrasser du parfum de soufre qui entoure ce Mondial.

L'organisation de cette Coupe de monde est le paroxysme d'une politique de soft power sportif. Avec ce Mondial, enfin, il allait jouer dans la cour des

grands et se faire une réputation à la hauteur de l'événement : devenir le premier pays arabe, au Moyen-Orient, à accueillir cette fête populaire. Le résultat, à un mois du coup d'envoi, c'est que les cinq lettres de l'émirat sont pour beaucoup synonymes d'« esclavagisme » et d'« aberration climatique ». P. 2 & 4



### ÉDITO

BÉATRICE DELVAUX EDITORIALISTE EN CHEF

### Article 41

## Le Qatar cumule les tares, mais qui l'ignorait ?

Rien de ce qu'on a entendu, lu ou vu sur le Qatar, à l'occasion de la Coupe du monde de football, n'est faux. Les migrants qui travaillent dans ce pays y vivent en enfer social, un rien tempéré par les micro-améliorations apportées par la pression de l'extérieur. Les droits des LGBTQ+ n'y sont pas respectés, les émissions de CO<sub>2</sub> y seront majeures, sans parler des soupçons de corruption. Mais à un mois de l'ouverture de cette compétition, il serait utile de dézoomer et de reconnaître que si le Qatar est le premier responsable, il n'est pas le seul coupable de cette situation à laquelle amateurs de football ou non vont être confrontés. Et de rappeler avant tout le cynisme du monde du football et de la Fifa, son bras armé, qui s'incarne ici comme jamais.

Le Qatar n'est pas le seul pays qui pose « souci » en marge de l'organisation d'une compétition sportive mondiale. A-t-on

oublié le non-respect des droits LGBTQ+ et autres dérives dans la Russie de Poutine ? Les Ouhours en Chine ? Quand le Qatar estime qu'il ne mérite pas les reproches justifiés dont on l'accable, il faut lui reconnaître que ses pourfendeurs appliquent souvent des doubles standards en concentrant une telle puissance de feu sur un pays dont personne, il y a douze ans, n'ignorait les macabres travers.

On devrait aussi acter l'hypocrisie dans la manière dont certains se drapent dans leur vertu bafouée lorsqu'ils évoquent

cette Coupe du monde. On ne parle pas ici des organisations des droits de l'homme - le premier rapport d'Amnesty date de 2005 - ou écologistes, mais de ceux et celles qui vont passer quelques jours au Qatar ou d'autres pays du Golfe peu exemplaires sans s'interroger sur ce qu'il se passe hors des hôtels et autres « Megamalls ». Nos pays font du commerce avec eux, y gèrent de grands projets de construction, leur achètent du gaz ou du pétrole : il n'y a pas grand monde alors pour se pincer le nez.

Un mot sur la climatisation

d'espaces ouverts et toutes ces horreurs énergétiques constatées, surréaliste et fou, mais aussi la projection ultime d'un mode de vie et de consommation pratiqué par l'Occident avant que, récemment, l'on y prenne conscience d'excès criminels pour la planète. Tout cela ne veut pas dire qu'on ferme les yeux, mais qu'on les ouvre enfin en gardant le sens de ses propres aveuglements ou dénis. Et que nous, médias, nous ferons un devoir durant cette compétition de couvrir la politique et les droits de l'homme autant que le sport.

NÉCROLOGIE 20  
MOTS CROISÉS 21  
SUDOKU 21  
LOTÉRIE 21  
MÉTÉO 21  
BON À DÉCOUPER 21  
MARCHÉS 22  
TÉLÉVISION 23  
PETITE GAZETTE 24  
MA SANTÉ 24

20010056

Ouvert le dimanche 23 octobre, de 10 à 18h

Place de la Chapelle 10 - 1000 BXL - PARKING PRIVÉ  
+32(0)2 511 43 98 - aubonrepos.be

au bon repos

20010085

OFFREZ À VOTRE INTÉRIEUR CE QU'IL Y A DE MIEUX ...

IGOR HOME INTERIOR

WWW.IGOR.BE

OUVERT DU MA-DI DE 10H À 18H AV. VÉSALE, 1 - 1300 WAVRE



5 413635 086458







## chaleur Au Qatar, la climatisation est un sport national **Article 43**

REPORTAGE

P.H.N.

Il fait soudainement froid sur la place de Katara. Dans un des rares endroits dédiés aux piétons de Doha, la température passe de 32 à 20°C en quelques mètres. À l'origine de ce « miracle », il ne faut pas imaginer un effet refroidissant naturel de l'immense fontaine à jets qui trône ici. L'esplanade, grande comme la place De Brouckère, est climatisée. Avec le même système installé dans les stades du Mondial. Loin d'être vu comme une aberration écologique, le « miracle » de la place Katara a, vu du Qatar, des airs de prouesse technologique. Car ici la climatisation est un sport national. Mais à quelques semaines du coup d'envoi du Mondial 2022 au Qatar, cette discipline ne cesse de faire **polémique**.

En plein appel à la sobriété sur le Vieux Continent, la clim sans frontières de l'émirat gazier passe mal. La Première ministre française, Elisabeth Borne, estimait ainsi début octobre que **le refroidissement des stades n'était « pas un bon signal »**. Mais « c'est l'organisation de la Coupe du monde, c'est le choix qui a été fait, on ne va pas changer de pied maintenant », continuait-elle.

### « La perception du confort est différente »

« Personnellement, je ne vois pas l'intérêt de climatiser les stades en hiver. Les températures sont tout à fait supportables à cette époque de l'année. Je me retrouve souvent à devoir porter une veste dans les stades alors que je suis très bien dehors en T-shirt », souligne Mohammad Al-Saïdi, chercheur spécialiste de la transition énergétique dans le Golfe à la Qatar University. « La perception du confort est ici très différente. Les gens sont habitués à des températures plus basses qu'en Europe. » « Pour vous donner un exemple, certains de mes étudiants dorment avec la clim. Ils sont tellement habitués au son, un peu comme les bébés avec le bruit blanc », continue le professeur, que l'on retrouve sur l'île artificielle de The Pearl. Un fleuret d'habitude qui sonne faux en Europe où la clim est l'exception plutôt que la règle.

« Au Qatar, 60 % de l'électricité est utilisée pour la climatisation. Et cette électricité est principalement produite à partir de gaz », pointe David Rigoulet-Roze, chercheur associé à l'Iris, spécialisé sur la région du Moyen-Orient et de la Péninsule arabique.

### Passer de clim en clim

Vivre au Qatar, c'est passer de clim en clim. Chaque appartement, chaque immeuble, chaque maison, chaque bureau est climatisé. Car six mois dans l'année, les températures du Qatar rendent toute vie à l'extérieur infernale. La moiteur rend la moindre balade pénible, alors on roule dans des voitures... toujours climatisées. Même au plus chaud de l'été, les manches et pantalons longs ne servent pas qu'à maintenir une certaine pudeur vestimentaire ou à se protéger du soleil. Le froid souffle en continu. Et pas que dans les stades.

Dans les immeubles colorés de The Pearl, le Qatar a investi dans des méthodes de refroidissement plus efficaces. Cela passe inaperçu en se baladant dans cette « Venise de Doha », mais des kilomètres de tuyaux souterrains parcourent l'île artificielle, quartier huppé de la capitale. Le champion national, l'entreprise Qatar Cool, travaille à des systèmes de refroidissement par quartier plutôt que de multiplier les appareils individuels dans chaque appartement, chaque chambre... La technologie est réputée moins émettrice que les climatiseurs classiques. Mais elle consomme de l'eau, certes recyclée, mais issue de la désalinisation, un procédé gourmand en énergie.

« On a un peu perdu la sagesse de nos aïeux. Comment se rafraîchissaient-ils avant ? Personne n'a de ventilateurs ici », déplore Neeshad Shafi, directeur exécutif de l'Arab Youth Climate Movement Qatar. « Dans les stades, ce ne sera pas de la climatisation », prétend-il, prenant la défense du Qatar. « Mais un système de refroidissement par l'eau hautement performant. »

### D'Cool

Le Comité suprême, instance organisatrice du Mondial au Qatar, a en effet réquisitionné son meilleur homme pour



inventer ce « système de refroidissement par l'eau hautement performant » : Saud Abdulaziz Abdul Ghani, surnommé D'Cool. Son équipe « a mis au point une technologie de refroidissement de pointe qui souffle de l'air frais sur les joueurs par des bouches d'air conditionné situées sur le terrain, ainsi qu'une technologie similaire placée sous le siège de chaque spectateur, qui imite un courant d'air frais naturel ». « Face aux vagues de chaleur, je suis sûr que les pays européens auront besoin de nos technologies dans quelques années », voudrait espérer Neeshad Shafi, l'activiste climatique qui trouve que l'Europe n'a pas de leçons à donner au Qatar.

« Le refroidissement d'un stade n'utilisera qu'un cinquième de l'air nécessaire pour un terminal d'aéroport, par exemple. La machine recycle l'air frais existant et le fait circuler à nouveau, ce qui rend 40 % plus durable que les technologies existantes », soulignent ses inventeurs. LONG Carbon Market Watch, basée en Belgique, dénonce le manque de transparence derrière ces performances revendiquées.

Dans un autre coin de Doha, le froid n'atteint pas tout le monde. Un travailleur migrant a transmis au *Soir* des images de son camp de travailleur, dans la zone industrielle de Doha. **Ce quartier de la périphérie de Doha a l'un des pires réputation du pays, les conditions de vie des travailleurs sont dénoncées par les ONG.** Si Jordan\*, ouvrier du bâtiment venu d'Afrique centrale, vit dans la partie climatisée, la seconde moitié du bâtiment est ouverte aux grandes chaleurs. Début octobre, quand ces images ont été prises, les températures dépassaient encore les 30°C au plus frais de la nuit.

Et les choses ne vont pas s'arranger. Selon une étude publiée dans *Nature*, en 2015, les températures au Qatar pourraient dépasser ce qui est humainement viable d'ici 2071. Les « températures extrêmes risquent de devenir une vague de chaleur estivale normale d'ici la fin du siècle si aucun progrès n'est réalisé en matière de changement climatique », soulignait l'un de ses auteurs. C'est un peu le paradoxe du Qatar : vivre dans un pays brûlant où refroidir l'air est à la fois la solution et la cause du changement cli-

**Sous chaque siège, l'air conditionné imite un courant d'air frais naturel, d'après Saud Abdulaziz Abdul Ghani, dont l'équipe a mis au point « une technologie de refroidissement de pointe ».** © PHOTO NEWS

matique. « La conscience écologique est très basse ici », confirme Mohammad Al-Saïdi, professeur à la Qatar University. Neeshad Shafi, dont les projets sont subventionnés par les autorités, ne dit pas autre chose : « Le style de vie luxueux nous déconnecte de la nature. Nous avons un grand travail à faire sur les différentes communautés de ce pays », où 90 % de la population est d'origine immigrée. Et puis, dans un émirat où les hydrocarbures coulent à flots, l'énergie est largement subventionnée. Comment, alors, penser à la sobriété ?

\*Le prénom a été modifié

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

## sécheresse Derrière l'herbe verte des stades, comment le désertique Qatar gère son eau

P.H.N.

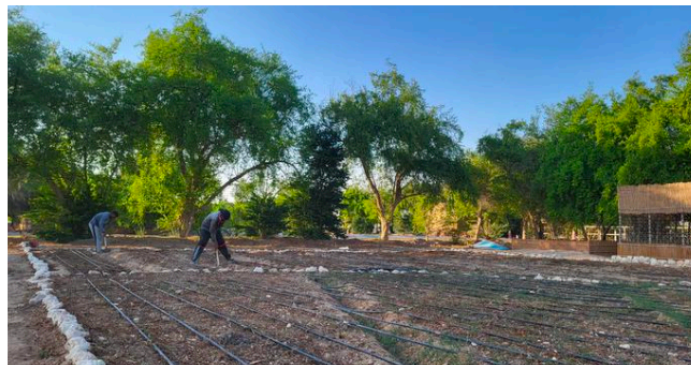
Dix mille litres d'eau tous les jours. Pour chaque stade. C'est ce dont auront besoin les pelouses du Mondial 2022, selon Reuters. Une herbe bien verte qui jure avec les milliers de kilomètres carrés de désert et de cailloux du Qatar. Les températures et le climat du pays du Golfe viennent compliquer la tâche des organisateurs, qui doivent respecter les prescrits millimétrés de la FIFA.

Mais le Qatar sait y faire. Ne vous y trompez pas : il y a du vert à Doha. Les parcs se comptent par dizaines dans la capitale. Et des pires conditions de l'été aux températures plus clémentes de l'hiver, on n'a jamais de soucis pour maintenir les pelouses immaculées.

Et pourtant, l'eau, c'est LE problème du Qatar. Dans sa feuille de route politique Vision 2030, le Qatar s'inquiète de « l'impact potentiel du réchauffement climatique sur les niveaux d'eau au Qatar et donc sur le développement urbain côtier ». En avalant les kilomètres d'autoroutes qui coupent le Qatar d'est en ouest, du nord au sud, pas une seule rivière ne vient briser le paysage monotone du désert du Golfe. Quant à l'eau souterraine du pays, elle est rare et donc fragile.

### Un émirat gazier entouré d'eau

Face à cette aridité, la Péninsule a trois chances : elle a du gaz, elle est riche, elle est entourée d'eau (de mer). La solution toute trouvée est donc la désalinisation.



La ferme Heenat Salma, un projet pilote de permaculture, à 30 kilomètres du centre de Doha, n'utilise pas l'eau recyclée qui stagne à quelques centaines de mètres de là. © J. B. N.

Ce procédé, efficace, consomme cependant beaucoup d'énergie (et donc du gaz, principale source d'électricité d'un pays qui commence à installer des fermes solaires).

« Nous avons un immense potentiel pour la réutilisation de l'eau », estime Mohammed Al-Saïdi, chercheur spécialiste de la transition énergétique dans le Golfe à la Qatar University. « Mais nous n'utilisons pas tout. La demande n'est pas là. » Les pelouses du Mondial seront arrosées avec de l'eau recyclée (mais initialement désalinisée). Mais des terrains d'entraînement au gaz des stades, il n'y a pour ainsi dire pas assez d'espaces verts pour tout utiliser. À tel point que les bassins d'eau retraités prennent des

airs de zone de protection de la biodiversité. « Si l'on regarde l'usine de retraitement de l'eau, au nord de Doha, on a l'impression que c'est un lac. Mais c'est en réalité un bassin de rétention d'eaux usées, traitées, mais non utilisées. »

À 500 mètres de ces bassins superflus, la ferme Heenat Salma est une oasis de fraîcheur en plein désert. « On crée un microclimat ici », se félicite Soumia Masmoudi, responsable de la permaculture. Après le dur été du Golfe, les palmiers et jeunes pousses reprennent leur

vigueur. Le goutte-à-goutte court sur les rangées de ce qui deviendra des carottes ou des laitues destinées aux « écotouristes » qui se pressent ici. « Dans le désert, les plantes n'ont au final pas besoin de beaucoup d'eau. Le sol est très riche, ici, il suffit de l'activer avec des fertilisants et ça pousse très bien. »

Ce projet-pilote de permaculture, à 30 kilomètres du centre de Doha, n'utilise pas l'eau recyclée qui stagne à quelques centaines de mètres de là. « On pompe l'eau du sous-sol, mais on doit faire extrêmement attention. Elle est déjà un peu salée. À l'avenir, elle risque d'être trop salée pour notre potager », raconte Soumia Masmoudi, dans les allées ombragées de l'oasis.

Pourquoi alors prendre ce risque ? « On ne peut pas utiliser cette eau, considérée comme *najasa*, impure en arabe. Ce mot recouvre un aspect religieux et hygiénique. » « Les scientifiques ont des doutes sur son innocuité pour le maraîchage », souligne Mohammed Al-Saïdi. « Il y a un débat alors pour l'heure, on ne l'utilise que pour le fourrage ou l'aménagement paysager. Mais on ne parvient pas à utiliser toute l'eau recyclée... », souligne Mohammed Al-Saïdi. Il est bien possible de purifier encore jusqu'à la rendre potable, mais il existe dans tous les pays qui le pratiquent des freins psychologiques. Qui oserait boire de l'eau usée recyclée ?

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles



# Brussels Airlines rembourse sa dette à l'Etat belge

Sans attendre l'échéance de 2026, Lufthansa rembourse le prêt covid que l'Etat belge avait octroyé à Brussels Airlines (290 millions d'euros). Cet été, la compagnie belge a réalisé « le meilleur trimestre de son histoire ».



ÉRIC RENETTE

Après trois années dans la tourmente, la compagnie Brussels Airlines a vu l'été en rose. De juillet à septembre, elle a réalisé le plus beau bénéfice de son histoire. Qui ne suffira cependant pas à mettre l'année 2022 en bénéfice. Par ailleurs, la compagnie annonce qu'elle va effectuer dès cette année le remboursement du prêt de 290 millions que l'Etat belge lui avait consenti au cœur de la crise covid quand tous les voies étaient ou vides ou annulés. La compagnie pouvait attendre jusqu'à 2026 pour le faire. Sa relative bonne santé a incité sa maison mère, Lufthansa, à ne pas attendre l'échéance. Le remboursement se fera par augmentation de capital d'ici à la fin de l'année. Au sein du groupe germanique, les compagnies Lufthansa et Swiss avaient déjà remboursé les aides reçues de leurs États respectifs. D'ici à la fin de l'année, il en sera donc de même pour Austrian (Autriche) et Brussels Airlines.

De quoi enchanter le Premier mi-

Pour Peter Gerber, CEO, « le remboursement du prêt de l'Etat est un signe clair de la confiance du groupe Lufthansa dans notre avenir ». »

nistre, Alexander De Croo : « Deux ans après l'opération de sauvetage de Brussels Airlines en pleine crise du covid, les voyants sont au vert. Tant d'un point de vue commercial que financier, Brussels Airlines est désormais capable de voler de ses propres ailes et je m'en réjouis. La décision d'intervention prise à l'époque par l'Etat belge était la bonne : le plan de sauvetage a permis de sauver des emplois et de maintenir le pôle économique que représente Brussels Airport. »

## Signe de confiance

Peter Gerber, le CEO de la compagnie aérienne, confirme : « Le remboursement du prêt de l'Etat est un signe clair de la confiance du groupe Lufthansa dans notre avenir. Avec cette injection de capital, ils confirment leur conviction qu'un avenir rentable pour Brussels Air-

lines est à portée de main. »

La bonne santé de la compagnie est due à un été « exceptionnel », tant au niveau des voyages de loisirs mais aussi au retour (-80 %) des voyages d'affaires. Tout cela place en hausse tous les paramètres : nombre de passagers (2,2 millions, +49 %), revenus (436 millions, +80 %), bénéfices (52 millions au lieu de 1), taux de remplissage des avions (83,9 %, +13,1). « Avec un Ebit ajusté de 51 millions d'euros au troisième trimestre, nous avons réalisé la meilleure performance trimestrielle de notre histoire. Notre plan de redressement Reboot Plus et les économies de coûts qui en découlent, se sont avérés fructueux », ne manque pas de souligner Nina Oewerdieck, la directrice financière.

## Plus d'avions

Dans ces circonstances optimistes, la compagnie confirme l'arrivée de quatre nouveaux avions moyens-courriers en 2023 (A320XLR) provenant sans doute du « stock » Lufthansa, qui s'ajoutent aux trois Airbus A320neo déjà annoncés en 2023. Également, en remplacement de très vieux et polluants A319 (il en restera encore onze). Logiquement, avec ces nouveaux avions, la compagnie continuera à embaucher. Elle dit avoir recruté 300 nouveaux collaborateurs cette année. Sans trop de difficulté, visiblement, puisqu'elle avait reçu 12.000 candidatures.

La dure réalité financière, cependant, s'inscrira encore au bilan 2022. « En raison du premier semestre difficile et des pertes accumulées, toujours fortement impactées par la pandémie et la hausse considérable du coût du carburant, Brussels Airlines n'atteindra pas le seuil de rentabilité pour l'ensemble de l'année. Pour 2023, la compagnie aérienne vise toujours un résultat positif », reconnaît la compagnie.

Pour toutes les compagnies européennes, la saison d'hiver, moins lucrative et moins chargée, débute ce vendredi.

## CONJONCTURE

### La BCE remonte encore les taux

La Banque centrale européenne a donné jeudi un nouveau tour de vis à sa politique monétaire afin de lutter contre l'inflation galopante : en relevant fortement ses taux malgré le risque d'alimenter la récession qui menace. Le conseil des gouverneurs a relevé ses taux directeurs de 0,75 point pour la deuxième fois consécutive, après la hausse d'une ampleur inédite de septembre. L'institution de Francfort est sous pression pour contenir une inflation record, alimentée par la flambée des prix des denrées alimentaires et surtout de l'énergie, dans le sillage de l'invasion russe de l'Ukraine. L'inflation dans la zone euro a frôlé les 10 % en septembre, soit près de cinq fois l'objectif de 2 % de la BCE. Comme d'autres banques centrales, la BCE riposte par des mesures visant à freiner la demande en rendant le crédit plus coûteux pour les ménages et les entreprises. Le « voyage » de la normalisation monétaire n'est d'ailleurs pas fini, a prévenu la présidente de la BCE Christine Lagarde : « Il y a encore du chemin à parcourir » et de nouvelles hausses interviendront.

AFP

## NUCLÉAIRE

### De Croo rassure

Un comité ministériel restreint (kern) a eu lieu jeudi soir, où il fut question notamment du dossier nucléaire. À la Chambre dans l'après-midi, le Premier ministre avait cadré les enjeux : les « accords » passés dans la majorité sont « clairs », ils prévoient de prolonger deux centrales : Doel 4 et Tihange 3, point. « On sait que les libéraux francophones croient nécessaire de maintenir quatre voire cinq réacteurs. Alexander De Croo ne les suit pas à ce stade. Il rassure à propos de la sécurité d'approvisionnement : nous n'avons rien à craindre, il n'y a pas de problème, « au contraire », nous venons en aide en ce moment à d'autres pays, dont la France, qui connaissent des difficultés. Quant aux négociations en cours avec Engie (le Premier et Tinne Van der Straeten, ministre de l'Énergie, représentent le gouvernement), opérateur nucléaire en Belgique, et les conditions dans lesquelles ces deux centrales seront maintenues en activité : « Ce sont des discussions complexes mais respectueuses, il y a de la bonne volonté des deux côtés de la table. » Le Premier conclut : « Il faut la clarté pour début de l'année prochaine. » Tout cela, on le présume, empêchera pas Georges-Louis Bouchez, président du MR, de garder son cap : il faut plus de nucléaire. » DAVID COPPI

# Les ménages ne voient toujours pas l'effet de la baisse des cours sur les factures Article 44

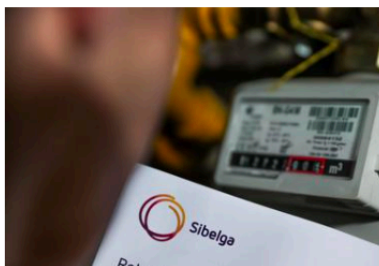
En octobre, le prix moyen des offres sur le marché belge frôlait les 6.000 euros pour le gaz et l'électricité.

BERNARD PADOAN

De la patience : c'est ce qu'il faudra aux consommateurs pour voir l'effet de la nette dégringolade des prix sur les marchés de l'énergie sur leurs factures. On le sait, depuis le pic de la fin août, les cours du gaz ont fait le grand plongeon : le TTF, la référence européenne, navigue actuellement autour des 100 euros/MWh - un plancher sur lequel il rebondit depuis le début de la semaine -, contre un record de près de 350 euros atteint il y a deux mois.

Il s'agit ici de prix pour une livraison à échéance d'un mois. Mais le marché « spot » - pour une livraison immédiate -, qui cotait encore 200 euros/MWh fin septembre, est retombé jusqu'à 22 euros ce lundi, faisant même une brève incursion en territoire négatif ce jour-là. En cause : la clémence actuelle des températures, le niveau élevé de remplissage des stocks européens (94 % en moyenne, 100 % en Belgique, en Allemagne ou en France) et... l'abondance de l'offre de gaz naturel liquéfié. Ce dernier arrive en masse en Europe depuis les États-Unis ou le Qatar pour remplacer les volumes de gaz russe qui ne sont plus livrés par Moscou.

Selon l'agence Reuters, 35 méthaniers faisaient des ronds dans l'eau à la mi-octobre au large de l'Espagne, notamment dans la baie de Cadix, dans l'at-



tente qu'un « slot » se libère dans l'un des six terminaux que compte le pays. Certains d'entre eux pourraient même y rester un bon moment... dans l'attente que les prix remontent lorsque l'hiver aura commencé à forcer les consommateurs européens à rallumer leur chauffage pour de bon. Sur le TTF toujours, les livraisons pour décembre et janvier se négocient entre 140 et 150 euros/MWh, signe que le marché anticipe une remontée des prix, à la faveur de la chute attendue du mercure.

## Ne pas se réjouir trop tôt

Pourtant, si la baisse des tarifs de gros est bien réelle - y compris pour les prix de l'électricité, qui suivent ceux du gaz -, elle ne se traduit pas encore dans les tarifs pour les consommateurs. Selon le dernier baromètre de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg), le prix moyen commercial (tout compris) est de 3.564 euros pour

La baisse des tarifs de gros est bien réelle mais ne se traduit pas encore dans les tarifs pour les consommateurs.

© PIERRE-YVES THÉNONT

une consommation annuelle de gaz de 17.000 kWh (profil de consommation standard d'un ménage). Il s'agit d'un tarif moyen pour les clients qui ont souscrit un nouveau contrat en octobre, et qui part de l'hypothèse que les prix resteront inchangés sur douze mois. On sait évidemment que ce ne sera pas le cas, mais il est ainsi possible de comparer avec les mois précédents : 2.984 euros en septembre et 2.804 euros en août.

Pour l'électricité, le prix commercial moyen était de 2.424 euros (pour une consommation annuelle de 3.500 kWh) en octobre, contre 2.119 euros en septembre et 1.791 euros en août. Ce qui fait un total de près de 6.000 euros pour une offre annuelle en octobre, ou encore douze acomptes de 500 euros. « Il faut un certain temps pour que les formules de calcul intègrent la baisse des dernières semaines », confirme-t-on à la Creg. « D'autant que les niveaux de prix actuels restent élevés. » En raison de cet effet retard dans la transmission des baisses de cours aux tarifs de détail, il faudra encore attendre pour en profiter - c'est notamment le cas pour les consommateurs qui ont des contrats variables indexés sur une base de calcul trimestrielle.

Mais, on l'a vu, il ne faut pas se réjouir trop tôt. Le marché est toujours soumis à une grande volatilité : il ne faudra pas grand-chose pour qu'il reparte à l'assaut des sommets... sauf si l'Union européenne parvient enfin à mettre en place un mécanisme de plafonnement des prix qui se fait toujours attendre - le conseil « décisif » des ministres de l'Énergie des Vingt-Sept n'est programmé que le 24 novembre.







HUMOUR

## Pablo Andres ? Appelez-le docteur...

Article 47

Le 13 novembre, il animera avec Kody une soirée spéciale au Cirque royal, sur la Coupe du monde au Qatar. Derrière ses facéties, le comédien se reconnaît une mission : apporter du rire et de l'espoir.

PORTRAIT  
NICOLAS CROUSSE

Il est Mexicain par la mère, Belge par le père. On l'appelle Pablo Andres, avec accent. À la française, dites Paul André ! Cela fait une petite dizaine d'années qu'à l'approche d'une compétition internationale de football, le Speedy Gonzales du plat pays sort de sa boîte comme un diable - rouge - et décapsule un sketch, souvent incarné par l'agent Verhaegen, sorte de petit-cousin brusseleir de feu le commandant Thoreau, la zwanze et l'hystérie en plus. Tout pour en faire un digne héritier du Grand Jojo, ou un descendant des Smuls. Né en 1979, Pablo Andres a surtout été biberonné aux sketches des Inconnus, qu'il imitait tout gamin, puis à Alain Chabat ou à Robin Williams, « ce génie de l'humour, qui sait autant faire rire que toucher ».

Assis à côté de sa sœur sur une terrasse de Watermael-Boitsfort, Pablo nous raconte sa passion de la comédie, virus inoculé quand il ne mesurait que trois guaras. « Quand j'étais gamin », observe-t-il, « je m'amusais avec des jouets. Aujourd'hui, mes jouets sont plus grands... mais en fait, c'est la même chose. J'essaie toujours de nourrir cette âme d'enfant qui est en nous. Je crois même que c'est mon rôle sur cette planète. »

Son autre passion, c'est le ballon rond. Le point commun entre le football et la comédie ? Les deux « fédèrent », « rassemblent », deux mots qui reviennent souvent dans sa bouche. Avec Pablo, le rire peut venir de pitiétés très enfantines, reconnaître-il, mais aussi de choses subtiles, en lien avec l'art de la comédie, un art qu'il vénère et auquel il consacre toute son énergie. Pour lui, Robin Williams ou Jim Carrey sont « les Michelangelo de la comédie ».

Son approche de la comédie à lui se veut souriante : « Mon métier, c'est de rassembler les gens, de les faire rire, de leur donner un peu d'amour et de positivité, de parler de nos défauts, de nos failles... tout ce qui grince. »

**Le foot, un rêve de gosse**  
De la positivité, le football en a bien besoin, en ce moment, alors qu'on évoque régulièrement, à son sujet, des affaires de corruption, et parfois de la violence. Or, avec Pablo, le monde du foot semble avoir trouvé sa mascotte cocasse et sympathique. « Je jouais dans la cour de récré... très mal d'ailleurs. » Ses premières émotions, il les vit en 1986, avec la découverte de la Coupe du monde... au Mexique. « Il y avait une effervescence incroyable. Je regardais les matchs en famille, avec mes oncles. Ça m'a beaucoup marqué. » Les années ont passé, et le jeune quadragénaire est resté fidèle à ses emballements originaux. « Pour moi, le football, c'est l'enfance. On tape dans un ballon et on s'amuse. C'est ce qui fait que ce sport est si populaire et rassemble tout le monde, les enfants, les parents... »

L'humour et le football : une longue histoire, pour Pablo, qui commence à poster des vidéos sur Facebook lors de la Coupe du monde au Brésil, en 2014. Succès immédiat. Pourquoi ? « Parce que la Coupe du monde, c'est un événement qui rassemble tout le monde, les pays, les cultures... Du coup, ça va au-delà du foot. Durant un mois, on a les mêmes



références. On peut chambrer nos voisins... Tous les ingrédients naturels de la comédie sont là, en fait. »

Lors de l'Euro de 2016 en France, Pablo reçoit un jour un mail du manager d'Eden Hazard, l'invitant à rejoindre les Diables à leur centre d'entraînement, à Tubize. « C'était surréaliste, le fait que moi, avec mes petites vidéos bricolées chez moi, je me retrouve en face d'Eden Hazard, à l'époque à Chelsea, et qu'il me présente Thomas Meunier. On a fait ensemble une vidéo, dans laquelle je leur disais que j'étais leur nouveau coach. J'étais comme un gamin... »

Aujourd'hui, Pablo travaille avec la fédération belge de football, avec cette « impression de faire un peu partie, à ma manière, de l'équipe ». L'humoriste voit dans ce qui lui arrive une forme d'exception culturelle, à la belge. « Lorsqu'il jouait au PSG, Thomas Meunier me disait combien certains de ses équipiers à Paris étaient choqués que l'on puisse poster de telles vidéos. Le second degré et le surréalisme belges n'avaient manifestement pas passé la frontière. Et de fait, je ne vois pas un joueur de l'équipe de France faire ça. »

Le 13 novembre, Pablo et Kody co-animeront *A nous la Coupe*, une grande fête populaire au Cirque royal, à quelques jours du début de la Coupe du monde au Qatar. On y retrouvera plein d'artistes, belges et étrangers, comme GuiHome, Alex Vizorek, Arnaud Tsimère, Baptiste Lecaplain ou Manon Lepomme. « Vu qu'on va affronter, à la Coupe du monde, le Canada, le Maroc et la Croatie, il y aura d'une manière ou d'une autre des artistes qui représenteront ces pays-là. Mais chut !, surprise... »

**Rire du Qatar, plutôt que le boycotter**

Y aura-t-il de la place, en ce temple dressé à la gloire des Diables, pour les anti-foot, dans le sillage, par exemple, de feu Pierre Desproges, qui signait en 1986 une redoutable et hilarante chronique sur France Inter, « A mort le foot » ? « Bien sûr », rassure Pablo, qui embrasse

sur la grande polémique de l'année : **faut-il boycotter la Coupe du monde au Qatar, pays qui piétine les droits humains ?** « On va en tout cas aborder le sujet au Cirque, Kody et moi... On se mettra dans la peau de deux pétéus du Brabant wallon, de retour du Qatar, qu'ils ont trouvé génial. Ce sera notre manière à nous d'en parler, en rigolant, même si la thématique est tout, sauf drôle. » Plus sérieusement : « Je me joins à ce combat, et à toutes ces personnes qui sont choquées par ce qui se passe là-bas. Mais, je le répète, ma manière à moi de joindre cette cause, c'est d'en rire. **Je n'ai pas choisi le boycotter**. Je pense qu'au contraire, il faut en parler et en rire. L'humour est la meilleure manière de parler de certaines choses qui sont délicates. Je l'ai déjà fait pendant la pandémie ou lors des attentats. »

Pas évident de rester un sale gamin dans une réalité d'adultes, reconnaît Pablo. « Dans le monde où l'on vit, époque compliquée s'il en est, beaucoup de personnes ont tué l'enfant qui était en eux et se sont comme éteints... C'est triste. J'en ai fait la thématique de mon prochain spectacle, qui sera créé au tout début du printemps : comment nourrir son âme d'enfant quand on est un adulte ? Tout est une question d'équilibre. » Pablo ne nie pas qu'il se sent investi d'une mission : « Je cherche à zoomer sur le positif et quand je zoome sur le négatif, c'est encore pour essayer de créer quelque chose de positif ou de drôle, et de donner ça aux gens. Au fond, je suis une sorte de psychologue par le rire. On pourrait m'appeler docteur... J'ai un doctorat en rire. Et les gens me consultent, via les réseaux. Je n'ai pas besoin de les voir en face-à-face et c'est gratuit - double avantage. Et en plus, je peux faire mon auto-analyse et travailler mes propres démons, comme tous les pays. » Le docteur Andres organisera sa consultation populaire le 13 novembre, au Cirque royal. Il sera accompagné par Kody, un autre toubib de choc, qui mériterait à lui seul un autre portrait. Mais ça, ce sera pour une prochaine fois...

« Au fond, je suis une sorte de psychologue par le rire. » © ROMAN GARCIN

*Je n'ai pas choisi le boycotter (de la Coupe du monde). Je pense qu'au contraire, il faut en parler et en rire. L'humour est la meilleure manière de parler de certaines choses qui sont délicates. Je l'ai déjà fait pendant la pandémie ou lors des attentats*

Pablo Andres  
Humoriste

»

EXPOSITION

### Une immersion dans l'univers de la K-pop

Le Centre culturel coréen met la K-pop à l'honneur en dédiant quelques salles à ce genre musical particulièrement en vogue dans le monde entier. On y (re)découvre l'histoire de la K-pop, née dans les bases américaines en Corée d'une rencontre entre la musique occidentale et l'âme coréenne. Elle se développe depuis les années 50 jusqu'à se transformer aujourd'hui en une gigantesque industrie musicale centrée autour d'« idoles », tels que les groupes BTS ou Black Pink. Interactive par l'utilisation de divers supports technologiques, l'expo, relativement réduite, montre l'ampleur de ce phénomène via une carte représentant les différentes bases de fans à travers le monde. NINE CHAIRS AZZI (19)

« K-pop, Now Here », jusqu'au 24 décembre au Centre culturel coréen, 4 rue de la Régence, 1000 Bruxelles, korean-culture.org



MONDIAL 2022

# Le soft power du Qatar s'est retourné contre lui

Article 48

La Coupe du monde n'est pas une fin en soi, pour le Qatar. Simplement la cerise sur le gâteau d'une politique sportive entamée il y a plus de 25 ans. Mais en s'imposant sur la scène mondiale, l'émirat s'est aussi englué dans une réputation sulfureuse.



PAULINE HOFMANN  
ENVOYÉE SPÉCIALE À DOHA (QATAR)

À travers un désert de terre et de pierres beiges, une piste cyclable démesurée et désespérément vide relie Al-Shahaniya à la capitale qatarie. Le long de l'autoroute, elle passe devant deux des stades du Mondial, Al-Rayyan et Education City, des prouesses architecturales à la hauteur des ambitions de l'émirat. Au Qatar, le sport est partout. Quand on traverse un parc au nom de la plus prestigieuse académie sportive du monde. Quand David Beckham s'affiche sans cesse sur les écrans de pub, justifiant son contrat à plusieurs millions avec l'émirat. Quand une équipe de foot joue les hôtes de l'air dans le clip de sécurité de la compagnie aérienne nationale, Qatar Airways.

Le sport, c'est l'obsession du Qatar, un morceau de son identité déployée par le pouvoir de la politique (et des gazoducs). Et le coup d'envoi de ce Mondial 2022 est le couronnement d'une diplomatie sportive entamée il y a près de 25 ans, par le père de l'actuel émir Tamim ben Hamad al-Thani. Mais ce refaçonnage politico-économico-stratégique s'est aussi retourné contre l'émirat.

## « Pas une fin en soi »

« Le Mondial, c'est un moyen pour parvenir à une fin, plutôt qu'une fin en soi », développe Simon Chadwick, professeur de sport et d'économie géopolitique à l'École de commerce Skema. « Héberger une Coupe du monde est un instrument politique, un moyen de construire des relations internationales. » « L'Arabie Saoudite est le pays du pétrole, Bahreïn la plaque tournante de la finance, Dubaï celle du commerce. Pour exister sur la scène internationale, le Qatar avait le choix entre l'industrie et le sport. Or le sport est un vecteur idéal », soulignait en 2003 Ahmed ben Abdullah al-Sulaiti, diplomate qatari, dans *L'Espresso*. « Il est plus important d'être reconnu au Comité international olympique qu'à l'Organisation des Nations unies », affirmait l'ancien émir Hamad ben Khalifa al-Thani, père de cette politique. L'émirat a

donc déployé de toutes ses forces un *soft power* pour devenir incontournable sur l'échiquier mondial. Et c'est gagné.

Au tournant des années 2000, la péninsule du Golfe commence à organiser des grands tournois internationaux. La tendance s'accélère dans les années 2010, avec la Coupe d'Asie, les Mondiaux de handball, de cyclisme, d'athlétisme, un Grand prix de F1... et enfin la Coupe du monde cette année. En parallèle, le Qatar est devenu une plaque tournante diplomatique où se jouent de grands accords internationaux, comme celui entre les talibans et les États-Unis ou l'accord tchadien cet été.

## Des soupçons d'achat

Au-delà du défilé de diplomates, Doha est aussi un hub pour les sportifs de haut niveau qui se pressent chez Aspire, le navire amiral qatari. Cette académie sportive et sa clinique d'excellence ont recruté à coup de gros salaires les meilleurs spécialistes mondiaux, investissant dans un recrutement massif de jeunes talents, non sans controverse.

La clé de voûte de cette stratégie, Qatar Sports Investments, filiale du fonds souverain qatari, est symptomatique « des liens qui existent entre stratégie économique, enjeux commerciaux et monde du sport », détaille Jonathan Piron, spécialiste du Moyen-Orient, dans son livre *Qatar, le pays des possédants*. Dans le conseil d'administration de QSI, on retrouve le bien connu Nasser al-Khelaifi, CEO de beIN Media Group et président du PSG, mais aussi des administrateurs du secteur bancaire qatari et d'autres cadres de beIN.

Depuis l'attribution du Mondial en 2010, le Qatar a étendu ses bras armés financiers pour s'acheter les fleurons sportifs européens, se faire une place à la FIFA (ou l'acheter, selon les soupçons de corruption qui pèsent toujours). Un dîner à l'Elysée, organisé une semaine avec le vote d'attribution, a réuni autour de la table Michel Platini, alors président de l'UEFA, le président français Nicolas Sarkozy, et Tamim ben Hamad al-Thani, qui n'était pas encore émir du Qatar. Dans la foulée de ce dîner, le Qatar ra-

chète le PSG puis commande quelques années plus tard des avions de combat Rafale à la France. La justice n'a jamais pu apporter la preuve d'une corruption. Et les participants au dîner ont toujours nié un lien entre les différents événements.

## Dans les loges...

« Se placer dans le sport, c'est se positionner dans un réseau. Le football rassemble les gens, les autorités, les industries », explique Mahfoud Amara, professeur associé en management du sport à l'Université du Qatar. Dans les loges VIP des stades, on se retrouve entre gens puissants... « Et puis investir dans le PSG, ce n'était pas seulement investir dans le PSG », continue-t-il. « C'était aussi être présent à Paris... Si vous essayez de mesurer le retour sur investissement en ne regardant que le sport, c'est beaucoup d'argent dépensé pour pas grand-chose. Mais si vous regardez comment cela ouvre les portes à d'autres investissements... Il y a des intersections entre le sport, l'hôtellerie, le tourisme, le commerce de détail et l'immobilier. »

C'est avec la Coupe du monde en ligne de mire que Doha a construit un nouveau métro, un nouvel aéroport, revu tout son réseau routier, fait pousser des hôtels par dizaines...

Avec le sport, le Qatar a diversifié son économie gazo-dépendante. « C'est en tant qu'outil de rentrées pour le budget de l'Etat et pour l'économie du pays que la politique sportive se définit », insiste Jonathan Piron. Avec son Mondial, le Qatar rêve d'attirer les touristes, et rentabiliser les colossaux investissements de ces dernières années. Car le sport, c'est l'autre moteur de l'émirat gazier. Dans son discours inaugural devant le Conseil de la Shura, l'émir Tamim ben Hamad al-Thani a parlé du Mondial comme d'un « événement historique qui constitue l'un de nos projets nationaux les plus importants ». C'est avec la Coupe

du monde en ligne de mire que Doha a construit un nouveau métro, un nouvel aéroport, revu tout son réseau routier, fait pousser des hôtels par dizaines...

Mais tous ces investissements ont un prix. Et c'est là où la diplomatie sportive du Qatar a dérapé. « En alignant les dépenses somptuaires sans jamais rien remporter, le pays apparaît également plus comme un nouveau riche que comme une puissance sportive émergente », juge Jonathan Piron. Avec sept médailles olympiques, le Qatar reste un « nain sportif », handicapé par sa taille et une population nationale de même pas 300.000 habitants. « Le sport fait partie intégrante du plan de communication » et devait « façonner positivement l'image du pays à l'étranger », continue l'expert. C'est le moyen le plus rapide de délivrer un message et d'assurer la promotion d'un pays. Quand on voit dit « Proche-Orient », vous pensez tout de suite « terroristes », pas vrai ? Eh bien nos dirigeants veulent que le Qatar ait bonne réputation », soulignait un responsable de la communication du Qatar en 2004. Alors oui, Doha a réussi à se faire connaître sur la scène internationale. Mais pas forcément pour le mieux.

Le Qatar peine à se débarrasser des polémiques à répétition qui entourent son Mondial. Les appels au boycott se multiplient, l'opinion publique européenne associe la compétition au mieux à la corruption, au pire au bilan mortel dans le secteur de la construction. Malgré ça, les autorités jurent ne pas abandonner leur politique. Le ministre des Affaires étrangères a assuré vendredi dans un entretien au *Monde* que « cette politique (...) se poursuivra après (le Mondial) ». « Ils ont appris à conduire une voiture en roulant sur l'autoroute », image le professeur Simon Chadwick. « Ils n'étaient pas du tout préparés à ce qu'ils attendaient. Désormais, le Qatar est beaucoup plus adapté à la conduite en voiture. » Mais leur réputation leur collera à la peau quelques années encore.

Cet article a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

En moins de quinze ans, le Qatar s'est imposé comme un acteur majeur de la Fifa.

© KURUM JAAFAR/APR



Ils ont appris à conduire une voiture en roulant sur l'autoroute. Ils n'étaient pas du tout préparés à ce qu'ils attendaient

Simon Chadwick  
Professeur de sport et d'économie géopolitique à l'École de commerce Skema

»



12,99€\*  
le hors-série,  
en vente  
chez votre  
libraire

## Le mystère Bowie dévoilé en BD et en photos

Le récit de l'ascension de la première superstar fictive de l'histoire du rock. De David Robert Jones au flamboyant Ziggy Stardust, le mystère Bowie dévoilé : son regard singulier, sa fascination pour le music-hall, ses tournées aux États-Unis. Dès aujourd'hui chez votre libraire et sur [www.lesoir.be/boutique](http://www.lesoir.be/boutique)

\* Hors prix du journal. En fonction des stocks disponibles.

LE SOIR  
Reprenons notre quotidien



COUPE DU MONDE

## Le Qatar accusé d'espionnage : « C'était très sophistiqué »

Yann Philippin (Mediapart) est la victime présumée de l'espionnage qu'aurait lancé le Qatar contre des politiques, des acteurs du foot, ou des journalistes.

LOUIS COLART  
PIERRE FAGNIART

**L**e Qatar aurait-il commandité une vaste entreprise d'espionnage depuis un appartement de quatre étages dans la banlieue de Gurgaon, en Inde ? C'est ce qu'ont affirmé ce week-end le journal britannique *The Sunday Times* et le *Bureau of investigative journalism*, sur base de plusieurs documents et d'une enquête sur place. Selon ces révélations, des journalistes, avocats, politiques ou encore l'ancien numéro 10 des Bleus, Michel Platini, ont été les cibles d'un gang de hackers embauchés pour protéger la réputation du Qatar.

Ces pirates indiens, travaillant pour la société Whitelnc, auraient été employés par un détective privé suisse, lui-même travaillant sur commande de Doha. Objectif présumé : infiltrer les téléphones et ordinateurs d'une douzaine de voix critiques sur l'attribution suspecte de la Coupe du monde de football 2022 ou sur le respect des droits humains dans le pays du Golfe. Le Qatar a démenti formellement ces informations. De son côté, Michel Platini s'est dit « surpris et profondément choqué » et étudie « toutes les suites judiciaires qu'il est déterminé à donner » si les informations du *Sunday Times* sont exactes – à ce qui apparaît être une violation manifeste et crapuleuse de sa vie privée ».

### Tentative « flippante »

Plusieurs journalistes d'investigation auraient été ciblés par les hackers indiens de Whitelnc en 2019-2020, dont Jonathan Calvert du *Sunday Times*, ou Yann Philippin, de Mediapart. Le Français, qui a beaucoup enquêté sur l'attribution de compétitions sportives au Qatar, sur le patron du PSG, sur le Football Leaks... était justement de passage ce lundi à Bruxelles. Il a fait un tour dans notre studio d'enregistrement (entretien à écouter en intégralité sur notre site et les plateformes de podcasts).

Le journaliste de Mediapart, à l'inverse de plusieurs de ses confrères, s'est aperçu des tentatives de piratage via la méthode du *phishing* (ou hameçonnage). Yann Philippin raconte : « À partir du 15 janvier 2020 – ce qui correspond aux dates mentionnées par le *Sunday Times* –, j'ai commencé à recevoir des e-mails de *phishing*. » En commençant par une fausse notification Twitter. « J'ai reçu 16 e-mails frauduleux en l'espace de 15 jours. C'était extrêmement sophistiqué. » La dernière tentative était la plus « flippante », de son propre aveu, puisque le courriel piégé émanait prétendument d'une membre de sa famille et contenait une photo jamais parue en ligne, uniquement visible sur un faire-part de naissance au format papier. Une photo censée faire baisser sa garde et l'inciter à cliquer sur le lien malveillant. « Cela m'a vraiment effrayé, ça montre le degré de sophistication des pirates. Et il y a ce mystère qui demeure : comment ont-ils récupéré la photo du faire-part de naissance ? » Yann Philippin et Mediapart ont porté plainte en 2021. L'enquête avait été classée, faute d'élément concret pour remonter aux auteurs. Après les révélations de ce week-end, Mediapart a demandé la réouverture de l'enquête.

ROYAUME-UNI

# Charles III menacé par la nouvelle saison de « The Crown » ?

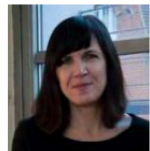
Alors que le roi Charles III profite actuellement d'une cote de popularité élevée, le Palais craint que la nouvelle saison de « The Crown » ne vienne enrayer cette dynamique.

MARC ROCHE  
CORRESPONDANT À LONDRES

**C**harles III est au faite de sa popularité. Son épouse Camilla est plébiscitée par des sujets jadis hostiles. Le courant républicain, déjà très minoritaire, coule des jours moroses. Le nouveau roi a d'excellents rapports avec le nouveau Premier ministre Rishi Sunak, qui contraste avec les prédécesseurs. Boris Johnson et Liz Truss, trop sectaires à son goût. La preuve, le gouvernement britannique a accordé aux Britanniques un jour férié en plus à l'occasion du couronnement prévu le 6 mai 2023, « pour permettre à la population de rendre hommage au roi Charles III en participant à des événements – aux niveaux local et national dans tout le pays ».

Pataugas ! En offrant une chronique dépravée de la famille Windsor, la saison 5 de la série royale *The Crown*, diffusée à partir du 9 novembre, provoque une vive controverse qui éclabousse le nouveau monarque. Le Palais est dans ses petits souliers en prévision du lancement de la nouvelle saison – qui couvre la période de 1991 à 1996, la fameuse *annus horribilis* de la royauté. L'écho donné au rôle du prince de Galles dans sa séparation et son divorce avec Diana et sa liaison avec Camilla Parker-Bowles risque en effet de faire chavirer les débuts prometteurs du règne du nouveau monarque.

Paniqué, le Palais a pris les devants en dénonçant l'exploitation commerciale faite par la chaîne près de deux mois après l'inhumation de la reine. La cour a montré du doigt l'aide apportée par le sulfureux journaliste Andrew Morton, dont le livre *Diana racontée par elle-même*, téléguidé par la princesse de Galles en personne, avait fait chuter l'institution de son piédestal en 1992. De surcroît, pour déstabiliser *The Crown*, le porte-parole n'a pas hésité à cataloguer « d'hypocrite » Peter Morgan, un républicain affiché qui a accepté récemment un ordre nobiliaire « pour service rendu à la télévision ».



Un portrait qui correspond à la réalité d'un homme élevé dans le carcan d'une stricte éducation de futur roi

Catherine Mayer  
Auteure d'une biographie sur Charles III

”

Comme un malheur n'arrive jamais seul, Netflix a reçu l'appui de David Dimbleby, l'ancien commentateur des événements royaux de la BBC. Dans ses mémoires au vitriol intitulées *Keep Talking*, l'équivalent britannique de Thomas de Bergeyck sur RTL TVI dénonce la relation incestueuse entre la BBC et le Palais. À écouter l'imprécauteur, la censure opérée par la chaîne publique empêche ses journalistes d'enquêter sur les deux talons d'Achille de la monarchie : l'absence d'impôts sur les successions et le protocole antédiluvien. « La glorification de la monarchie telle qu'elle a été projetée lors des funérailles d'Elizabeth II n'a pas de raison d'être dans une nation moyenne qui peine à définir sa place dans le monde post-Brexit », écrit l'ancien vétéran du direct.

Or, outre le rappel des scandales passés, *The Crown* va mettre en exergue l'univers désuet de la cour qui n'a guère changé depuis l'*annus horribilis*. La révérence pour les dames, les innombrables pa-

lais, le train de vie extravagant, les dames de compagnie et des conseillers royaux tous issus du même moule de la *gentry* : si en trois décennies, la société a drastiquement évolué, la monarchie reste représentative du monde ancien. Malgré la réduction de la volière d'un couronnement ramené aux acquets vu la grave crise économique, la cérémonie sera calquée sur le rituel en cours lors du sacre d'Elizabeth II, en 1953.

### Craintes injustifiées

L'image coportée par *The Crown* de l'héritier au trône est négative. Le personnage est colérique, égoïste et ne souffre aucune contradiction. « Un portrait qui correspond à la réalité d'un homme élevé dans le carcan d'une stricte éducation de futur roi ne laissant guère de place à l'éclosion de spontanéité et de l'empathie », souligne pour sa part Catherine Mayer, autrice de la biographie *Charles : The Heart of a King* (Charles : un cœur de roi).

Enfin, les saisons 5 et 6 (qui couvrent la disparition de Diana) risquent de mettre à mal la tentative de Charles III, âgé de 74 ans, de se forger un rôle propre au lieu de n'être qu'un chef d'État de transition. Dans les limites de ses pouvoirs, l'occupant de Buckingham Palace entend continuer d'œuvrer en coulisses en faveur des causes qui lui sont chères, l'écologie, la diversité et l'œcuménisme religieux. Aux yeux de nombreux observateurs, les émines de l'entourage royal ne sont pas justifiées vu l'actuelle popularité de la monarchie. « Alors que le monde est en guerre et que nous sommes en récession, le roi peut offrir la stabilité. Il ne devrait pas se soucier aujourd'hui de *The Crown* mais de l'avenir du pays », souligne le *Times*. En clair, la royauté, intemporelle, doit offrir comme le rempart contre les remous de l'heure. Et le roi peut se targuer d'être parvenu à établir le consensus national qui échappe plus que jamais au gouvernement de Rishi Sunak.



La nouvelle saison sort alors que Charles III tente de se forger un rôle propre, continuant d'œuvrer en faveur des causes qui lui sont chères, comme l'écologie. © JONATHAN BRADY / AULLEN

## PODCAST



Écoutez l'entretien « Grand angle » avec le journaliste d'investigation Yann Philippin, qui raconte les tentatives de hacking dont il a été victime.





HUMEUR

STÉPHANE VAN DE VELDE

## La Daerdenmania n'est pas morte avec Papa

Ce mercredi, le Forum, salle mythique liégeoise qui fête cette année ses 100 ans, fera salle comble. Pas de quoi être étonné, finalement : c'est bien la vocation d'une salle de spectacle, non ? Et pourtant... Car celui qui sera mis à l'honneur, non seulement, n'est pas un artiste — quoiqu'il eût un certain talent de comédien —, mais surtout, il est décédé. Pas la semaine passée. Pas hier. Il y a dix ans déjà. Et en politique — car oui, c'est un politicien —, en dix ans, on a le temps d'être oublié. Pas à Liège où les 1.000 places mises en vente ont trouvé preneurs. Très facilement. « Il y a sans doute un aspect nostalgique qui joue, car ce sont les mêmes qui participaient aux vœux lorsqu'il était vivant », explique Xavier Gonzalez, cheville ouvrière du projet et aujourd'hui attaché de presse du fils, Frédéric Daerden. Car c'est bien de Papa qu'il s'agit. Pas besoin de préciser le père de qui, bien entendu. À Liège, un Papa, il n'y en a qu'un ! À tel point que c'est le titre du spectacle-hommage. On l'appelle Papa. Deux heures à la gloire et au souvenir de Michel Daerden, personnage emblématique de la vie politique liégeoise, wallonne et nationale durant plusieurs décennies, autant connu pour ses délires fortement alcoolisés les soirs d'élections — souvent reportés — que pour sa bonhomie et son travail de ministre du Budget. Un personnage, comme on dit chez nous. Comme on n'en fait plus ; rajoutent certains. Autant pour le meilleur — il symbolisait le lien étroit, quelque peu disparu aujourd'hui, qui peut unir le citoyen à son mandataire politique — que pour le pire — ses passages télévisés continuent à meubler les bêtisiers et, de France comme de Flandre, on regarde cela avec délectation, mais aussi étonnement. Ce mercredi, pour les dix ans de sa mort donc, en plus de la commémoration annuelle au cimetière d'Ans le 16 novembre, le Forum se souviendra de Papa. Entre archives vidéo, commentaires de Pierre Kroll et André Lamy, évocations de tous bords politiques (Louis Michel, Jean-Michel Javaux, André Antoine et Marie-Arène). Le tout mis en scène par Pierre Theunis, Betty-La Ferrara et leur orchestre. Certains diront qu'il n'y a qu'en Wallonie qu'on voit ça, d'autres préciseront qu'il n'y a qu'à Liège. Mais dans ces temps de discordes permanentes, un ministre mort il y a dix ans, symbole du socialisme à la liégeoise et de toute une époque révolue, a réussi la gageure de réunir les différents bords politiques. Entre rires et larmes. Et certainement autour d'un verre. Atypique jusqu'au bout, le Papa.

ROYAUME-UNI — UNION EUROPÉENNE

# L'Assemblée mixte défend une coopération énergétique

Pour sa deuxième session, l'Assemblée de députés britanniques et européens post-Brexit a eu lieu à Londres ces lundi et mardi. C'était la première fois qu'une délégation européenne se rendait à Westminster depuis la sortie britannique de l'Union européenne.

CHLOÉ GOUDENHOFF  
CORRESPONDANTE À LONDRES

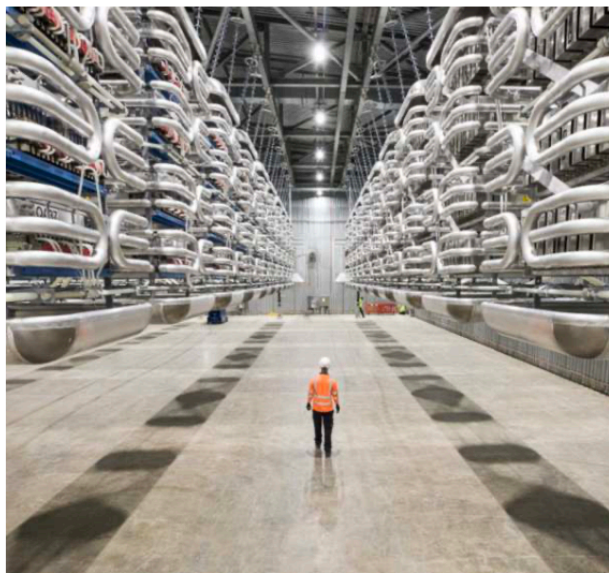
L'Assemblée parlementaire de partenariat (APP) Union européenne — Royaume-Uni n'aura pas attendu la fin de sa session, ce mardi, pour émettre une recommandation. Dès lundi soir, les 70 députés européens et britanniques réunis à Londres se sont mis d'accord sur la nécessité pour les deux parties de coopérer sur la question énergétique.

Prévue par l'accord de commerce et de coopération post-Brexit, cette assemblée avait tenu sa première séance en mai à Bruxelles. Son objectif consiste à créer un lieu d'échanges sur la nouvelle forme de partenariat entre l'Union et le gouvernement britannique. L'Assemblée peut demander au conseil de partenariat, aussi prévu par l'accord, de communiquer des informations sur la mise en œuvre de cet accord et elle est informée des décisions prises par ce conseil.

« Bien que l'APP ne dispose pas de pouvoirs décisionnels formels, elle a déjà fait preuve de son réel potentiel pour établir des liens construits entre nos législatures », commente le député britannique Oliver Heald, le coprésident de cette assemblée avec l'eurodéputée française Nathalie Loiseau. Nous avons également le pouvoir de faire des recommandations au conseil de partenariat. »

### Interconnexion

La résolution de lundi a pour objectif de pousser les deux parties à « soutenir le fonctionnement efficace des marchés du gaz et de l'électricité, en vue notamment de maintenir l'interconnexion énergétique pendant l'hiver 2022-2023 et l'hiver 2023-2024 », dans le but de protéger autant que possible l'approvisionnement en énergie.



Oliver Heald a décrit l'APP comme une assemblée consensuelle. « Nous souhaitons qu'elle soit une organisation pratique et tournée vers l'avenir », commente-t-il.

Parce qu'elles ont lieu au niveau parlementaire, ces discussions techniques veulent faire abstraction des blocages politiques au plus haut niveau qui ont empoisonné les négociations de ces dernières années.

« En tant que parlementaires, nous sommes à la fois plus libres de ton et plus proches des électeurs que les gouvernements », explique pour sa part Nathalie Loiseau. Nous entretenons un climat de respect et de compréhension qui nous permet d'aborder les sujets les plus sensibles en défendant les intérêts de chacun mais dans un climat apaisé et propice au compromis. »

Néanmoins, des difficultés demeurent, à l'instar du projet de loi britannique pour modifier de façon unilatérale le protocole nord-irlandais, prévu pour organiser la gestion de la région à cheval entre le marché unique et le Royaume-Uni.

« Le problème lors des négociations sur le Brexit a été de savoir jusqu'à quel point nous pouvions faire confiance aux

Installé au Royaume-Uni, un interconnecteur pour l'échange d'énergie. C'est ce genre d'installation que l'Assemblée parlementaire de partenariat voudrait voir éclore entre l'Union européenne et le territoire britannique. »

autorités britanniques pour mettre en œuvre leurs engagements », a précisé Nathalie Loiseau. Le fait que (cette) loi soit toujours sur la table n'aide pas. Il y a quelque chose d'incohérent entre discuter d'un côté et continuer, de l'autre, à brandir cette menace. »

Côté britannique, la délégation a reproché à l'Union d'avoir politisé certains aspects de l'accord commercial comme la question scientifique, en excluant les chercheurs britanniques du programme de recherche Horizon, par exemple, et en liant cette participation au protocole nord-irlandais.

Sur ces deux jours, les députés ont débattu d'autres problématiques liées au Brexit, comme les questions de cybersécurité, de protection des droits des citoyens ou encore des difficultés pour les musiciens de partir en tournée de part et d'autre de la Manche. Le député britannique Hilary Benn a même indiqué que ce sujet pourrait faire l'objet d'une recommandation lors de la prochaine rencontre en Belgique au printemps 2023.

## Article 50

MONDIAL AU QATAR

## L'homosexualité est une « déviance mentale », selon un ambassadeur de la Coupe du monde

L'affaire a généré les charges de communication du Qatar. Lors d'un reportage de la chaîne allemande ZDF, un ancien international qatari a qualifié l'homosexualité de « déviance mentale ». Khalid Salman était suivi par une équipe de journalistes lors d'un reportage visiblement encadré par des équipes de communication. Lors d'une interview avec le journaliste allemand, Khalid Salman a déclaré que « pendant la Coupe du monde, beaucoup de choses vont arriver ici dans le pays. Parlons des gays. Le plus important, c'est que tout le monde accepte qu'ils viennent ici, mais ils de-

ront accepter nos règles », suivant le discours officiel des autorités qataries. L'homosexualité, « c'est "haram" » (ce qui signifie « interdit »), a continué cet « ambassadeur » du Mondial, « car c'est une déviance mentale », avant d'être interrompu par un attaché de presse. « De telles déclarations sont horribles », a déploré la ministre allemande de l'Intérieur (également en charge des Sports), Nancy Faeser, lors d'une conférence de presse à Berlin. Cette dernière avait déjà suscité le courroux du Qatar, qui avait convoqué l'ambassadeur allemand après des critiques sur « le bilan du Qatar en matière de droits humains ».

La Coupe du monde au Qatar doit commencer dans dix jours. Depuis plusieurs mois, les organisations de défense des droits humains ainsi que des droits des LGBTQ+ demandent des assurances aux pays du Golfe sur le traitement des fans LGBTQ+ lors de la compétition. La lutte pour ces droits est généralement mal tolérée dans la région. Les autorités du Qatar ont plusieurs fois répondu aux questions, sans jamais dissiper totalement le flou. PAULINE HOFMANN (AVEC AFP)



Khalid Salman, © ORF

## ACHÈTE CHER ET JUSTE !

Manteaux de fourrure : vison, astrakan, renard.

Argentierie : couverts et pièces de forme.

Armes anciennes : fusil, pistolet, épée, sabre.

Montres gousset /bracelet.

Instrument de musique : piano, violon, saxo.

Livres anciens : dictionnaire, missel...

Machines à coudre et poste de radio.

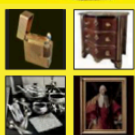
Meubles et objets anciens : pendule, tableau, sculpture, luminaire, miroir...

Objets asiatiques, vase Jade.

Bijoux or, argent, fantaisie...

Pièces de monnaies anciennes.

Cuivre et étain.



MAISON ALEXIS : 0489 / 84 83 23



















# Le vrai visage du Qatar



ÉDITO

PAULINE HOFMANN

Article 54

## Le Qatar devrait prendre exemple sur Spiderman

**M**ême les Qataris ne le nient pas : les travailleurs migrants subissent des abus dans l'émirat. Ces centaines de milliers d'Indiens, de Népalais ou d'Ougandais sont la force vive d'une péninsule grande comme la Flandre et qui s'est transformée à la faveur de l'organisation du Mondial 2022. Si certains gagnent correctement leur vie, se sont construits un quotidien de petite classe moyenne, ils sont encore bien trop nombreux à subir des conditions de travail et de vie scandaleuses. Le Qatar, pour eux, est une échappatoire à une vie sans avenir, sans moyen de subsistance, dans leurs pays d'origine, où la pauvreté frappe durement. Des millions d'entre eux ont quitté leur vie, leur famille, pour un temps seulement, travaillant dans l'un des États les plus riches de la planète. L'émirat a besoin de ces millions

d'étrangers venus accroître sa population à la vitesse grand V. Cet afflux massif, organisé par les autorités, aurait dérivé n'importe quel pays au monde. Il n'y a qu'à voir le sort des immigrés et des enfants d'immigrés d'une Europe (et d'une Belgique) qui peine à leur offrir l'égalité des chances.

Au bout de la chaîne, c'est le rôle du Qatar de faire respecter un cadre de travail digne, de lutter à tout prix contre les innombrables atteintes aux droits humains.

Mais le Qatar l'a choisi et il a donc une responsabilité morale comme légale à l'égard de ces ouvriers pauvres et vulnérables. D'autant qu'il ne manque pas de moyens financiers.

Pendant des années, les ONG de défense des droits humains ont alerté sur les salaires non payés, les conditions de vie désastreuses, les conditions de travail guère meilleures (jusqu'à la mort parfois). Et pendant des années, le Qatar a fermé les yeux, espérant que les critiques disparaîtraient, une polémique chassant l'autre. Mais Amnesty international et Human Rights Watch ont persévéré. Les syndicats internationaux (dont les belges) ont déposé des plaintes. Et le Qatar a dû se rendre à l'évidence : il allait devoir se réformer.

N'en déplaise aux défenseurs les plus acharnés de l'émirat, le Qatar n'aurait pas lancé ces réformes (insuffisantes) tout seul, sans la pression internationale, et il tarde à les mettre en application. Volontairement ou non, c'est toute la question. Mais n'en déplaie à ses contempteurs les plus virulents, le

Qatar, qui partait de très loin, s'est sans conteste amélioré. Dans cette classe de cancre que sont les pays du Golfe, il est le moins mauvais élève. Aujourd'hui, les éléments les plus problématiques de la kafala, ce système de tutelle économique, sont illégaux, au grand dam de la frange la plus dure du patronat qatari qui voit dans ces réformes un aveu de faiblesse face à un Occident moralisateur. En 2022, douze ans après l'attribution du Mondial, les abus persistent. Et aucun des travailleurs migrants rencontrés par *Le Soir* dans l'émirat n'est à 100 % dans les clous de la loi. Alors oui, certains jouent avec le système pour améliorer leur situation et s'en satisfont. Mais d'autres subissent encore des abus outrageux. Certaines histoires donnent la nausée, comme celles de travailleuses domestiques à qui l'on nie

la moindre parcelle d'humanité, obligées de se prostituer pour obtenir de quoi manger.

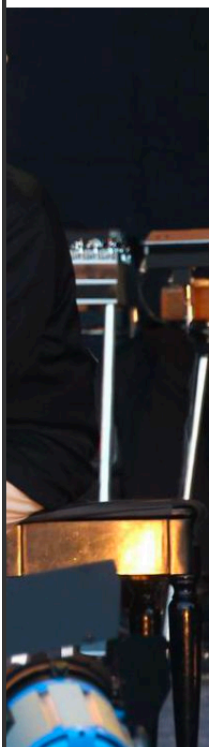
Les travailleurs migrants sont, partout dans le monde, vulnérables. Et le Qatar s'estime victime d'un éternel « deux poids, deux mesures », sur fond de racisme. Pourquoi accable-t-on de reproches un gouvernement qui n'est pas responsable du comportement de patrons véreux ? Au lieu de s'indigner de reproches justifiés, les autorités du Qatar feraient bien de s'approprier la ligne de conduite de Spiderman : « Avec un grand pouvoir viennent de grandes responsabilités. » Au bout de la chaîne, c'est le rôle du Qatar de faire respecter un cadre de travail digne, de lutter à tout prix contre les innombrables atteintes aux droits humains qui ont toujours cours dans la péninsule. Et continuent à coûter la vie de travailleurs.











Bob Dylan en 2012 au festival des Vieilles Charrues, en France. « Ce qui compte, ce sont les sentiments qu'une chanson suscite chez ses auditeurs par rapport à leur propre vie. »

## Leonard Cohen « Dieu seul sait d'où peut venir une telle chanson »

M.-R.

Il manque un « musicien du siècle ». Et, avec lui, la chanson dont on sait que Bob Dylan la considère comme l'une des plus grandes jamais écrites et chantées : *Hallelujah* de Leonard Cohen.

Leonard Cohen et Bob Dylan se sont rencontrés à Paris en 1984. Comme Dylan avait les paroles de *Land* avec lui, Cohen lui a demandé combien de temps il lui avait fallu pour l'écrire. Un quart d'heure, lui a répondu Dylan. Cohen lui a à son tour montré son *Hallelujah* et a révélé à Dylan qu'il lui avait fallu sept ans pour la composer. Si l'on en croit la légende, Dylan a alors été frappé par un syndrome de la page blanche qui a duré des années.

Par le plus grand des hasards, c'est deux semaines après la parution du livre de Bob Dylan que *Hallelujah* est sorti au cinéma. Ce documentaire décrit comment Leonard Cohen a commencé tardivement à mettre ses poèmes en musique et comment il a composé cet hymne entre l'Ancien Testament et le sexe quotidien. Cohen y confesse qu'il lui a fallu bien plus de sept ans pour écrire cette chanson et qu'il a tout simplement eu honte de le révéler à Dylan. Il ne cesse d'écrire de nouvelles strophes, 180 au total.

Bob Dylan rend la chanson célèbre en reprenant *Hallelujah* lors de ses concerts. Viennent ensuite John Cale, Jeff Buckley et Rufus Wainwright pour la bande originale du film d'animation *Shrek*, les musiciens de rue et les concours de talents. « Dieu seul sait d'où peut venir une telle chanson », assure Leonard Cohen dans le documentaire. « Une chanson est une grâce, un cadeau, mais qui ne vous appartient pas. »

Cohen confesse qu'il lui a fallu bien plus de sept ans pour écrire *Hallelujah* et qu'il a tout simplement eu honte de le révéler à Dylan.

Bob Dylan hésite à écrire sur *Hallelujah* comme il écrit sur sa propre œuvre. En revanche, il écrit sur l'art et la créativité en général et se penche en détail sur l'écriture de chansons. « Parfois, les gens demandent aux auteurs-compositeurs ce que signifie une chanson, parce qu'ils ne comprennent pas que, s'ils les avaient eus, les auteurs-compositeurs auraient utilisé davantage de mots dans la chanson pour expliquer quelque chose. La chanson suit ses propres règles, peu importe ce que l'on pense ou ne pense pas. Elle n'a rien à voir avec la logique aristotélicienne. »

L'union du son et de la langue est de la pure magie. « Certains qualifiaient cette union de chimie, mais la chimie repose sur la science et est donc saisissable. Ce qui se passe avec les textes et la musique s'apparente plutôt à de l'alchimie », écrit Bob Dylan, qui finit par se comparer au magicien qui ne révèle pas ses recettes, à l'exception de quelques belles rimes et de quelques suggestions pour améliorer même les meilleures des chansons.

Il parle de lui-même et de tous ceux qui écrivent sur lui, parlent de lui et le considèrent comme un homme de lettres lorsqu'il écrit : « Être mal compris peut te faire sur les nerfs. Le problème avec le fait d'être mal compris, c'est que cela diminue ta joie de vivre. » Les chansons, elles, apportent de la joie.

**Philosophie de la chanson moderne**  
BOB DYLAN  
Fayard  
352 p.  
39,90 euros

## ABONNÉS

Sur notre site, en audio, la conférence donnée par le Prix Nobel Bob Dylan, les chansons qu'il évoque ci-dessus, les différentes versions de *Hallelujah* et, en vidéo, la bande annonce du documentaire du même nom

# Fifa : une affaire d'espionnage éclabousse un roi de la tech



Une société liée à un prodige informatique indien basé en Suisse aurait tenté de pirater l'ordinateur d'un conseiller de la Fédération internationale de football pour surveiller les adversaires du Qatar dans la course à la Coupe du monde.

Tribune de Genève

SYLVAIN BESSON

Le destin, ou le karma, a fini par le rattraper. Paisiblement établi en Suisse, un entrepreneur de 38 ans a fait fortune dans l'informatique en Inde, son pays d'origine. Mais à quelques jours de la Coupe du monde de football au Qatar (elle démarre le dimanche 20 novembre), ce prodige de la tech voit resurgir des accusations concernant une face plus trouble de ses anciennes activités.

Selon la télévision allemande SRF, l'une de ses sociétés aurait été impliquée dans une opération d'espionnage lancée par l'émirat qatari pour surveiller ses ennemis au sein de la Fifa, l'organe dirigeant du football mondial. Contacté, l'entourage du multimillionnaire dément toute implication dans ce complot.

De quoi s'agit-il ? Mercredi, la SRF révélait que le Qatar serait le commanditaire d'une attaque informatique lancée contre un influent conseiller de la Fifa, Peter Hargitay.

### Attaque aux e-mails piégés

Les faits remontent à janvier 2012. Basé à Zurich, Peter Hargitay est alors un proche de Sepp Blatter, président de la Fifa et opposant notoire à la Coupe du monde au Qatar. A plusieurs reprises, l'émirauté grise reçoit de curieux e-mails, provenant de soi-disant administrateurs, qui lui demandent d'ouvrir une pièce jointe, en fait infectée par un virus.

Méfiant, Peter Hargitay flaire le piège et dépose plainte. L'enquête de la police zurichoise remonte bientôt jusqu'à une entreprise indienne, Appin Security. Selon la SRF, son dirigeant de l'époque ne serait autre que l'entrepreneur indien aujourd'hui établi en Suisse. Et les e-mails piégés s'inscrivent dans une opération de renseignement plus vaste, commanditée par l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad al-Thani. Son but : surveiller les membres de la Fifa qui pourraient remettre en

cause l'attribution de la Coupe du monde au petit pays du Golfe.

En 2020, l'enquête zurichoise sur les e-mails piégés a été classée. L'entrepreneur indien n'a pas été inculpé, ni même interrogé, malgré les demandes répétées de Peter Hargitay. Mais selon un rapport de police cité par la télévision allemande, Appin Security serait bien responsable de la tentative de piratage.

Reste à savoir à qui appartenait vraiment cette entité. Selon la SRF, l'entrepreneur indien était le directeur général d'Appin Security.

Mais l'entourage de l'intéressé, que nous avons contacté, dément catégoriquement. L'entrepreneur a certes créé une entreprise de formation informatique en ligne, Appin Knowledge Solutions. Celle-ci a engendré de nombreuses autres sociétés, franchisées sous la marque Appin, mais indépendantes. L'entourage du multimillionnaire affirme qu'il n'avait aucun lien avec Appin Security, et ignorait jusqu'à son existence.

« Les accusations de piratage informatique contre mon client sont sans aucune substance », déclare son avocat, Nicolas Capt. « Il n'a jamais entrepris d'activités illégales. De même, il n'a jamais été informé d'une quelconque enquête criminelle le concernant dans aucun pays. » L'avocat ajoute que son client « n'a jamais commandité le moindre hacking » et n'a « aucun lien avec le gouvernement du Qatar ».

### Le Pakistan et la Chine ciblés

Reste que l'attaque contre la Fifa n'était pas isolée. Selon la publication spécialisée *Intelligence Online*, Appin Security aurait « industrialisé la pratique du hacking sur commande ». Sa spécialité était d'envoyer des e-mails infectés pour siphonner des informations sensibles, utilisées ensuite dans

des procédures judiciaires opposant des multinationales entre elles.

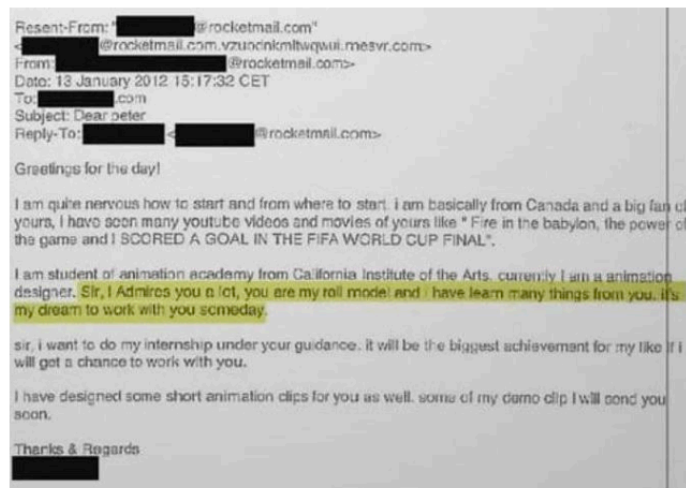
L'entreprise aurait aussi travaillé pour le gouvernement indien. Selon un rapport norvégien de 2013 sur le piratage du géant des télécoms Telenor, Appin aurait surtout ciblé le Pakistan, ennemi historique de l'Inde, mais aussi la Chine ou des groupes séparatistes indiens.

A en croire son entourage, l'entrepreneur aurait quitté Appin Knowledge Solutions en 2012 déjà. L'essentiel de sa fortune – évaluée entre 50 et 100 millions d'euros par le magazine *Bilan* – proviendrait surtout d'autres activités, comme le trading algorithmique et l'intelligence artificielle. Aujourd'hui, l'Indien investit dans des start-up prometteuses en Suisse, en Europe et ailleurs, notamment dans les drones et la cybersécurité.

Ses relations avec la Suisse remontent loin. Celui qui était alors un jeune homme prospectait déjà à Genève, dans le milieu du renseignement économique, au début des années 2010. L'an dernier, il s'est installé en Suisse. Un pays idéal pour faire du yoga, élever des enfants, gérer sa fortune et rencontrer des investisseurs, expliquait-il à *Bilan*.

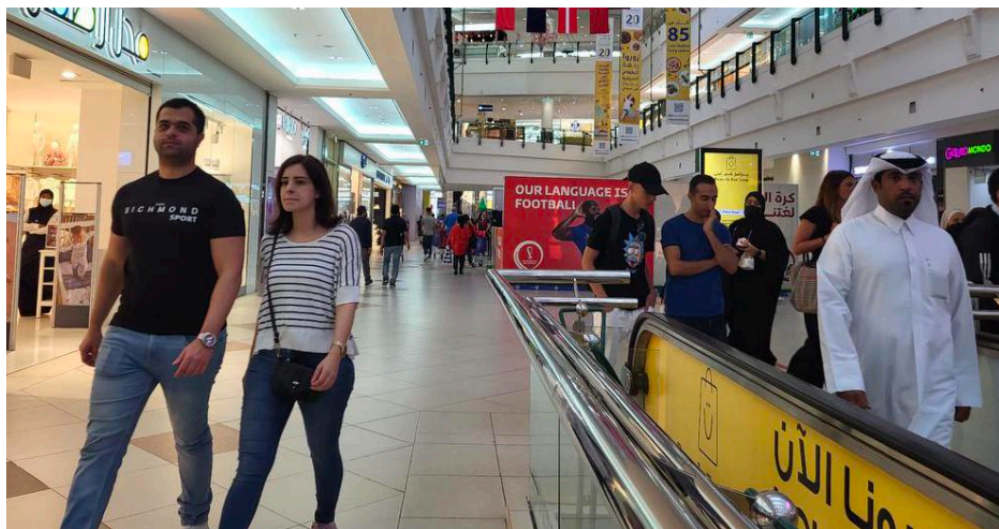
Selon *Intelligence Online*, l'entrepreneur aurait gardé des relations étroites avec le Qatar, aidant des start-up dans lesquelles il investit à trouver des partenaires dans l'émirat. Là encore, son entourage dément. Et précise que l'Indien, davantage intéressé par le cricket, ne prévoit pas d'assister à la Coupe du monde de football.

Un exemple d'e-mail infecté envoyé au conseiller de la Fifa Peter Hargitay. © SRF





## LES VIES PARALLÈLES



Dans de nombreux centres commerciaux, l'entrée est réservée aux « familles » à certains moments de la semaine. © DA

## Travailleurs migrants, expatriés, Qataris... chacun dans sa bulle

A Doha, chacun vit sa vie de son côté. Les travailleurs migrants, les expats et les Qataris n'ont que rarement l'occasion de se croiser. Seuls les centres commerciaux permettent aux habitants de se côtoyer...

### REPORTAGE

PAULINE HOFMANN  
ENVOYÉE SPÉCIALE DE DOHA

Ce centre commercial est le top du luxe à Doha. Dina, Qatarie dont le voile coloré glisse des cheveux, est ici pour la première fois. À ses côtés, deux nouous asiatiques, dans l'informe uniforme bleu ciel, s'occupent de sa fillette dans l'environnement aseptisé du centre commercial Place Vendôme, dans la banlieue de Lusail. « J'ai dû mettre des chaussures fermées et laisser mes sandales à la maison », rit la jeune femme, avenante. Au Qatar, les centres commerciaux sont l'un des rares espaces où se croisent Qataris, expatriés et travailleurs migrants. Le reste du temps, ils mènent des vies en parallèle.

### Des centaines de travailleurs migrants dans un centre commercial de luxe

À l'entrée, des voitures s'affairent à garer les immenses SUV. Un service de porteurs de sacs est à disposition. Le « mall Vendôme », excoissance du luxe à la française, avait fait monter la sauce marketing pour faire de son ouverture un événement à l'échelle du Qatar. Au printemps, son inauguration avait suscité convoitises et curiosité, drainant aussi un public qui ne peut vraisemblablement rien se payer dans les boutiques Vuitton, Dior, Louisbottin et Calvin Klein. Lors des congés de l'Aïd, des centaines de travailleurs migrants s'étaient précipités à Lusail pour faire du lèche-vitrine, s'extasier devant l'immense fontaine à taille de piscine. L'incident a fait le tour des réseaux sociaux.

« Je suis profondément inquiet en tant que citoyen qatari de l'entrée du nombre écrasant de travailleurs migrants le jour de l'Aïd dans les complexes commerciaux », partageait un internaute qatari sur Twitter. « Nous ne

pouvons pas être sûrs de la sécurité de nos familles au milieu de ce grand nombre d'hommes célibataires qui sont relativement peu éduqués. » Résultat : pendant l'Aïd, le centre commercial a fermé ses portes à ces « célibataires », une litote locale pour désigner les jeunes travailleurs migrants.

Dans de nombreux centres commerciaux, l'entrée est réservée aux « familles » à certains moments de la semaine. Parfois les vendredis, seul jour de congé octroyé aux travailleurs migrants après des années de scandale international sur leurs conditions de travail.

### Une vie solitaire

Pour arriver au très populaire centre commercial Villaggio, il faut passer par d'immenses parkings couverts, qui tentent de protéger les lourds SUV de quelques degrés. Entre la voiture et les portes du centre commercial, c'est le seul moment où les habitants de Doha subissent réellement les 40 °C et l'humidité étouffante de la baie de Doha. Les rencontres dans l'espace public sont réduites à portion congrue.

Attablée sur la « terrasse » du bistro Paul, sous le ciel artificiel peint au plafond du Villaggio, Maria Teresa, Brésilienne, raconte son désespoir : « C'est une vie solitaire, ici. Il n'y a rien à faire. Je reste à la maison avec mes chats. Mais je vis juste à côté d'ici, alors je viens manger tous les jours. » Cette quadragénaire, mère au foyer, explique que « ça fait 15 ans que je suis là, et on ne se mélange pas. Je n'ai pas un seul ami qatari », un « local » comme on dit dans le jargon anglais de la péninsule, maintenant une pudeur à prononcer le mot « qatari ».

Dans les allées du centre commercial Villaggio, les familles qataries en habit traditionnel comme les familles philippines poussent leurs caddies en direction du supermarché Carrefour, où tout le monde se retrouve. « Vous allez trouver ça étrange, mais je me suis fait plusieurs fois draguer par des Qataris dans les allées du supermarché », rit une expatriée européenne. Les contacts entre expatriés et qataris sont quasi nuls dans la vie de tous les jours. « Si un expat vous dit qu'il a des amis locaux, il se trompe. Vous pouvez en connaître, mais ils ne vous feront jamais entrer dans leur cercle restreint », continue la jeune femme.

A quelques pas des caisses enregistrees, Shaim tente de maintenir ses trois enfants bavards en place. Elle a sui-

vi son mari, américain, il y a quelques années. Pour s'occuper, elle donne quelques cours de peinture. « J'ai rencontré une femme qatarie. Elle était super amicale, contrairement à ce qu'on peut penser. Elle vit dans la même résidence que moi. » Face à cette révélation, son amie, qui patiente à côté, écarquille les yeux d'étonnement.

### « Mécanismes de domination spatiale »

Car Qataris et expatriés ne vivent que rarement dans les mêmes quartiers. A Doha, les expatriés cadres de grandes entreprises se regroupent souvent dans des compounds, des quartiers fermés et surveillés par des gardes. Les entreprises s'occupent de fournir les appartements ou villas. Impossible d'y entrer sans montrer patte blanche. Dans le quartier de West Bay, centre d'affaires de Doha réservé aux expatriés, les seuls travailleurs migrants que l'on voit sont là pour... travailler. Sur les interminables chantiers d'hôtels trois étoiles qui poussent les uns après les autres, ou comme serveurs dans les cafés et restaurants du quartier. Mais quand le salaire minimum vaut 275 euros par mois, se payer un café à 4 euros ne fait pas partie des options.

Dans son ouvrage *Qatar, le pays des possédants*, l'expert du Moyen-Orient Jonathan Piron souligne les « mécanismes de domination, voire d'exclusion, aussi bien spatiale que mentale. Les ouvriers étrangers ne peuvent résider dans les environs des lieux qu'ils bâtissent ». Le ministère de la Municipalité et de l'Urbanisme a publié en 2015 des cartes qui pointent les quartiers où l'hébergement de travailleurs est interdit, nommés « zones d'habitation familiale ». Des descentes de police ont eu lieu pour vérifier le respect de l'interdiction d'héberger plus de cinq travailleurs dans un même lieu, souligne Jonathan Piron.

À l'ouest de Doha, la zone industrielle est réservée aux travailleurs les plus pauvres, ceux qui sont hébergés dans ces camps à la triste réputation. Les enquêtes et reportages se sont multipliés depuis une dizaine d'années pour y dénoncer les conditions de vie. Un travailleur migrant a ainsi transmis au *Soir* des images de son immeuble : des couloirs poussiéreux, des bâtiments sans climatisation, des cuisines sales et des dortoirs de quatre personnes sans intimité ni confort. La promiscuité a été poussée à son comble durant les confinements, durant les pics de covid.

« Le débat politique fondé sur le concept d'appartenance ou non à un groupe politique se transforme en un débat historique, voire ethnique, sur qui ou quel groupe fait ou ne fait pas partie de la société qatarie », pointe Jonathan Piron. « Le Langage politique a profité de ce moment de discrimination, voire d'exclusion, pour prospérer (...) via des pratiques quotidiennes de maintien dans les marques d'une population étrangère considérée comme simplement de passage et donc, finalement, pouvant être légitimement écartée politiquement, spatialement, voire mentalement. »

### Pas de « petit Delhi »

Ailleurs dans la ville, difficile de trouver le « petit Delhi », « petit Katmandou » ou le « Little Nairobi ». Indiens, Népalais et Kényans vivent souvent dans les mêmes quartiers, se mêlant dans des immeubles ne dépassant pas deux à trois étages, loin des gratte-ciel de West Bay qu'ils ont contribué à construire. Mais ici aussi, malgré les restaurants et magasins qui ont pignon sur rue, le même sentiment de solitude pèse.

« Avec des amis, on a commencé à former une association il y a quelques années », raconte Mohammed\*, originaire d'Afrique centrale, arrivé au Qatar il y a dix ans. « Les Indiens sont très présents au Qatar, ils montrent qu'ils sont là. Mais c'est moins le cas pour les Africains, on est plus éclatés entre les différentes nationalités. Ici, on retrouve deux nationalités, mais on aimerait bien s'ouvrir à d'autres pays », raconte Marina\*, l'une des cadres de cette association, qui murmure qu'en dehors du travail (qu'elle aime beaucoup), la vie est un peu morose ici.

Comme toujours au Qatar, la discrétion est de mise quand il s'agit de se retrouver. En ce calme vendredi d'été, on passe devant un gardien aux yeux vaguement ouverts, pour monter dans les étages d'un immeuble de bureaux. Au détour d'un couloir, un groupe se rassemble au fur et à mesure. Prof de danse professionnel reconverti dans l'électronique depuis son arrivée dans l'émirat, Elijah\* est à la barre du groupe de débutants qui reprennent les rudiments de danse. Ça se trémousse timidement, chaque nouvel arrivant préfère se caler à l'arrière. On se déhanche, en manquant parfois un peu de grâce. C'est toujours mieux que passer sa journée de congé devant la télé.

\*Prénoms d'emprunt



PHILIPPE VAN DE WEYER  
JOURNALISTE

La fin d'année est synonyme de reconduction... ou non du contrat dont nos meilleurs athlètes bénéficient de la part des pouvoirs publics. Pour l'obtenir, ils ont intérêt à être ou rester performants.

## Nos sportifs à l'heure de la course au contrat

“

C'est une période particulièrement stressante et pas toujours bien vécue par nos champions. Depuis quelques semaines, les sportifs de haut niveau sous contrat à la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) sont en train de passer leur grand oral annuel auprès de leur direction technique et de l'Adeps avant de découvrir, à la fin de l'année, si, après leur évaluation, ils seront prolongés ou pas avec un nouveau bail d'un an. Une décision laissée à la discrétion de la ministre Valérie Glatigny (MR) même si celle-ci se fie généralement aux rapports qu'on lui transmet.

Cela fait près d'un quart de siècle maintenant, que les pouvoirs publics francophones ont décidé de soutenir leurs meilleurs sportifs amateurs, ceux qui portent haut les couleurs du pays sur la scène internationale, souvent au prix d'énormes sacrifices. Les premiers contrats au sud du pays remontent à 1998, à l'époque où William Aneion (PSC) détenait le porte-feuille des Sports, et six athlètes en avaient bénéficié, parmi lesquels Marisabelle Lomba, médaillée de bronze en judo aux JO 1996 à Atlanta.

### Un salaire basé sur le diplôme, pas sur la performance

Au fil du temps, leur cadre et les modalités d'accès ont évolué. Leur nombre également. C'est ainsi qu'en 2022, pas moins de 66 athlètes issus de 21 disciplines différentes émergent à temps plein ou temps partiel à la FWB. Un chiffre qui n'est pas figé puisque malgré les difficultés récurrentes de la Communauté française, un financement supplémentaire de 275.000 euros a été obtenu lors du dernier conclave budgétaire pour une dizaine de contrats supplémentaires en vue des Jeux olympiques 2024.

La FWB a toujours eu la réputation d'être plus coulante que la Région flamande dans l'attribution de ses contrats

Le chemin pour les obtenir est immuable. La fédération sportive de l'athlète — qui parfois la sollicite — rentre un dossier auprès de l'administration qui valide ou non avant de transmettre au cabinet. Des objectifs de performance sont clairement établis pour éviter, dit-on, au sportif de s'« endormir ». S'il les remplit, il est automatiquement reconduit ; sinon, il reçoit un avertissement sous la forme d'un « feu orange » qu'il ne pourra pas récolter une seconde fois, sauf cas exceptionnel comme une blessure ou un changement d'environnement qu'il pourra mettre dans la balance. Le salaire perçu est aligné sur le niveau d'études et l'ancienneté, comme dans l'administration, et pas sur les performances individuelles. Et les avantages extra-légaux (assurance-soins de santé et hospitalisation, aide sociale, chèques-repas, etc.) sans oublier une aide à la reconversion sont également de mise. Détail amusant : le sportif sous contrat peut adhérer, comme tous les fonctionnaires de la FWB, à une centrale d'achats qui lui permet d'avoir accès à de l'électroménager ou du sanitaire à prix de gros. Il n'y a pas de petit profit !

La FWB a toujours eu la réputation d'être plus coulante que la Région flamande dans l'attribution de ses contrats. Contrairement à son homologue du nord, par exemple, elle ne les réserve pas

exclusivement aux athlètes pratiquant une discipline olympique ou paralympique. Elle estime que si leurs performances attestent de leur excellence dans leur discipline, il n'y a pas de raison d'exclure des athlètes venant d'autres sports — que ceux qui figurent au programme des JO.

De même, pas question d'écarter un sportif qui serait suspecté de suffisamment gagner sa vie par ailleurs, avec de gros contrats de sponsoring largement supérieurs à son salaire, par exemple. Le financement d'un athlète qui performe peut être perçu comme une prime à la performance, dit-on à la FWB, où on ajoute qu'il serait juridiquement et moralement délicat de créer une distinction entre les sportifs, celle-ci pouvant potentiellement constituer une rupture des principes d'égalité et de non-discrimination.

Une règle qui, du côté flamand, pourrait être soumise à discussion lors de la prochaine action « Topsport ». A Sport Vlaanderen, où le « ticket d'entrée » pour un contrat est conditionné par une place dans le top 12 aux championnats du monde ou aux Jeux olympiques ou dans le top 8 aux championnats d'Europe — avec l'objectif à terme de deux ans d'intégrer le top 8 mondial/olympique et le top 3 européen —, ce sont 62 sportifs de haut niveau qui en bénéficient à côté de 26 autres qui émergent à un statut d'étudiant-athlète avec un salaire à 80 %. Par ailleurs, 77 jeunes espoirs, qui sont le plus souvent encore étudiants, et auxquels on demande de scinder leur année (maximum : 40 crédits/an) pour s'assurer de leur implication dans leur sport, reçoivent une enveloppe de 400 euros par mois pour leurs frais ; l'administration intervient aussi auprès des hautes écoles/universités pour qu'un

accompagnement puisse être assuré.

### Des droits... et des devoirs

Et chez nos voisins étrangers ? En France, l'accompagnement socioprofessionnel des athlètes de haut niveau est centralisé par l'Agence nationale du sport. De nombreux sportifs sont employés par des administrations de l'État comme l'Armée, les Douanes ou la Police qui aménagent leur emploi du temps pour mener à bien leur projet de performance. Entre cet accompagnement, celui d'entreprises privées, de collectivités et d'associations sportives, ce sont 650 sportifs qui sont aidés pour un budget de 3,4 millions. Mais, à l'exception de ceux qui travaillent dans des entreprises privées, on est plus souvent sur la base d'un salaire minimum (Smic). Aux Pays-Bas, ils sont environ 550, tous membres du top 8 de leur sport (individuel ou par équipes) à bénéficier d'un salaire ; mais celui-ci est réduit ou supprimé quand un sportif peut subvenir à ses besoins via ses sponsors ou ses gains.

Cette aide publique, souvent bienvenue pour des sportifs qui n'auraient sans doute pas les moyens de vivre leur passion sans elle, ne s'accompagne pas que d'objectifs de performances. Du côté de la FWB, on leur demande également d'avoir une attitude professionnelle, un sens de l'éthique et du fair-play et, cela va sans dire, d'être vierge de toute condamnation pour dopage. Un renvoi d'ascenseur sous la forme d'un parrainage d'un événement organisé par l'Adeps est également souhaité. Celle-ci se réserve aussi « le droit d'utiliser gratuitement le nom et l'image du sportif sans pour autant atteindre à la vie privée de ce dernier ». Une libéralité que tous n'acceptent pas forcément avec le sourire...



ALAIN BERENBOOM  
ÉCRIVAIN

## Quand un Qatar rit, tous les...

Que reste-t-il aux habitants du Qatar indifférents au ballon rond ? On pourrait leur proposer de voter. Voilà une coutume occidentale qui n'a pas encore été importée là-bas. Ce qui est bizarre, tant les dirigeants qataris aiment partager nos petits caprices. Après le sport, ils devraient essayer les élections. Ça occuperait ceux de leurs citoyens qui n'ont aucune envie de bâiller d'ennui dans leurs stades flamboyants neufs ou qui ont peur d'y attraper un rhume. À voir le nombre d'élus occidentaux dont ils ont, paraît-il, réussi à acheter la complaisance, les dirigeants qataris connaissent manifestement toutes les ficelles de ce petit jeu auquel nous nous livrons périodiquement avec autant d'enthousiasme que le vélo, le

Lotto ou le foot. A condition d'éliminer la part d'imprévu que nous avons bêtement conservée. Adapter ce jeu devrait se faire sans trop d'efforts et sans risque si les autorités appliquent aux joutes électorales les méthodes expérimentées notamment auprès de beaucoup de respectables excellences de la Fifa pour décrocher la Coupe du monde de foot.

Qu'ils ne craignent rien. En Iran, en Russie et dans bien d'autres pays, on organise régulièrement des élections, avec de vrais bureaux de vote, urnes scellées, dépouillement, scrutateurs, et tout le bazar sans aucun risque de dérapage ni de surprise. Trump se propose d'ailleurs de reproduire ces excellentes expériences bientôt aux États-Unis.

Si le foot n'est pas leur tasse de thé, je

ne conseille pas aux habitants de Doha de faire grève faute de mieux, pour s'amuser et secouer un peu le ronron local. Si le Qatar a adhéré au Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux, c'est en se réservant d'interpréter le mot « syndicat » selon la loi qatarie. Autrement dit, une association de travailleurs n'a absolument rien à dire. Et il vaut mieux pour la santé de ses dirigeants qu'elle ne le dise pas.

Les autorités qataris font une erreur. Là aussi, il suffit d'un peu de monnaie...

### Un bon investissement, si...

Quelques exemples historiques montrent qu'en se montrant généreux, le pays pourrait investir dans un syndicat avec autant de tranquillité qu'il l'a fait

### Article 62

dans le PSG. A condition évidemment de payer leurs représentants au prix de Mbappé ou Neymar.

Qu'ils relisent la vie et les œuvres de Jimmy Hoffa, patron du puissant syndicat des camionneurs aux États-Unis dans les années cinquante et soixante, et de son flirt longtemp impuni (y compris des électeurs membres du syndicat) avec la Mafia. Ça pourrait leur donner d'excellentes idées.

Le plus intéressant de toutes ces considérations, c'est que ces investissements ne coûteraient pas grand-chose aux Qataris et à leurs familles. Car, qui alimente, le budget national ? C'est nous qui achetons leur gaz et leur pétrole...

www.berenboom.com





# Pourquoi la Coupe du monde tracasse les sponsors des Diablies

COUPE DU MONDE 2022



Décalage saisonnier, de même que problèmes éthiques liés aux droits de l'homme et au climat ont donné des sueurs froides aux entreprises partenaires de l'Union belge de football, à l'occasion de ce Mondial au Qatar.

JULIEN BOSSELER

C'est dimanche, le 20 novembre, que sera donné le coup d'envoi du premier match de la Coupe du monde de football 2022. L'équipe nationale équatorienne rencontrera celle du pays hôte au stade Al Bayt à Al Khawr au Qatar. Et pourtant, notre royaume, comme de nombreux autres pays participants, vit depuis plusieurs semaines à l'heure du Mondial. Sous l'impulsion de l'Union belge, de leurs quatorze sponsors principaux et des marques utilisant

Pour les quatorze sponsors principaux des Diablies rouges, le Qatar et ses polémiques s'effacent derrière l'équipe nationale belge et son capital sympathie. © PHOTO NEWS.

leur image sous licence, les Diablies rouges ont envahi les écrans publicitaires, les panneaux d'affichage, les ondes radio et de nombreux emballages de produits dans le commerce. Même si c'est avec plus de retenue que lors de l'Euro de l'été de l'an dernier... « J'ai l'impression que c'est le service minimum. Les campagnes de pub à l'occasion de ce Mondial m'ont l'air plus discrètes », constate Eric Hollander, fondateur de l'agence Air. « Les entreprises ont arrêté leurs budgets publicitaires pour la Coupe du monde il y a un bon moment. Mais beaucoup d'entre elles les freinent à cause de la crise du pouvoir d'achat qui affecte les consommateurs. »

L'inflation et ses conséquences sont loin de constituer les seuls trouble-fêtes à l'approche de la fête du foot. S'y ajoute l'agenda décalé de la compétition. Pour certaines marques, le déplacement du Mondial de l'été vers l'automne-hiver ne semble pas une bonne affaire. « Un tel contexte sportif permet de rencontrer des objectifs tactiques, avec des promotions en magasins pour doper les ventes. Quand vous produisez de la bière, il y a un véritable enjeu de volume lié à la saisonnalité de l'événement. Or, ici, vous êtes privé de l'été, avec ses barbecues entre amis et ses écrans géants à l'extérieur. Et vous ne profitez même pas de la chaleur qui donne envie de boire », souligne Nicolas Lambert, chargé de cours en éthique publicitaire à la Haute École Louvain en Hainaut (HELHa) et directeur du marketing de Jupiler dans une autre vie.

Voilà qui ne semble toutefois pas démotiver AB Inbev, propriétaire de Jupiler, sponsor des Diablies. « Nous prévoyons que les fans suivront le tournoi à l'intérieur, soit chez eux, soit dans les bars ou les restaurants. Nous sommes convaincus que Jupiler peut rassembler les supporters belges », déclare Pascaline Vandepierre, porte-parole du géant brassicole qui, dans le cadre de sa campagne, met en avant un hymne des supporters des Diablies créé par deux DJ. « Nous espérons (ainsi) créer un deuxième été en Belgique. » On peut toujours rêver... Même incantation dans le camp de Coca-Cola : « Nous avons eu un formidable été festivalier, au cours duquel nous

avons pu, en collaboration avec nos partenaires, faire bouger les gens et leur faire vivre des expériences inoubliables. C'est exactement ce que nous comptons faire cet automne, mais cette fois, avec le football et notre équipe nationale comme force motrice », explique Salony Saxena, responsable de la communication.

Pour d'autres marques, la tenue de l'événement en saison froide fait plutôt figure d'aubaine. « Côte d'Or sera certainement satisfait, car on mange plus de chocolat en automne qu'en été », souligne Manu Leroy, directeur marketing de l'Union belge de football. Mondelez, propriétaire de la marque sponsor des Diablies, approuve. « Nos produits sont soumis à une très forte saisonnalité », commente Caroline Baume, directrice du marketing pour la confiserie du groupe au Benelux. Reste ce casse-tête : ne plus pouvoir profiter du calme estival au niveau commercial pour pousser ses produits et devoir caser une campagne axée sur le foot au cœur de la haute saison du chocolat, sans entrer en compétition avec la Saint-Nicolas et Noël... « C'est sûr, nous avons dû jouer des coudes et nous montrer agiles. Nous avons veillé à tout bien articuler pour que nos différentes campagnes ne ressemblent pas à un épouvantable patchwork marketing. » Le chocolatier espère même que « les Diablies rouges vont amplifier Noël » : « Nous verrons si les consommateurs seront réceptifs. »

**Boycotter cet événement revient aux fédérations de football, pas à nous. Notre rôle, c'est de soutenir les Diablies rouges, pas d'ajouter de la complexité à la situation**

Caroline Baume

Directrice du marketing chez Mondelez

**Pagaille dans le calendrier**

Un calendrier qui donne la migraine ? Manifestement pas chez BMW... « Notre campagne axée sur les Diablies rouges se déroulera principalement en novembre tandis que celle pour le Salon de l'auto ne démarrera pas avant décembre. Les deux ne se chevaucheront donc pas énormément », assure Jeroen Lissens, en charge de la communication de la marque à l'hélic. « La période de fin d'année ne commence qu'après la fin de notre action (foot). Et la Saint-Nicolas gardera sa place permanente dans le magasin. L'activation des Diablies rouges peut être organisée en plus », indique pour sa part Siryn Stambouli, porte-parole de Carrefour.

On ne peut toutefois éluder cette question : l'envoi de messages publicitaires différents de manière très rapprochée ne risque-t-il pas de semer la confusion dans l'esprit des consommateurs ? Peut-être... « Mais cela peut aussi contribuer à doper la notoriété des marques », estime Nicolas Lambert, en rappelant qu'à côté d'un objectif tactique (pousser les ventes à l'occasion du Mondial), les campagnes autour des Diablies rouges revêtent aussi « un aspect stratégique à long terme » : « Associer sa marque au capital sympathie de l'équipe nationale de foot est profitable pour son image. Et là, peu importe la saison. » Un exemple ? Si Carrefour est sponsor à long terme des Diablies rouges, c'est probablement pour offrir un positionnement belge à une marque plutôt perçue comme française. Idem pour le groupe bancaire néerlandais ING. »

**« Le début du malaise »**

Et si ces considérations d'agenda n'étaient finalement qu'assez dérisoires par rapport à d'autres enjeux ? Eric Hollander en est convaincu : « Je pense que les problématiques des droits humains et du climat vont davantage entacher la fête que la saisonnalité. Regardez le fort embarras des marques par rapport à ces questions... Et ce n'est que le début du malaise. Des ONG vont probablement tenter de perturber la compétition. Un match de quart ou de demi-finale du Mondial, c'est une caisse de résonance planétaire pour elles. »

Un malaise, vraiment ? Les entreprises qui nous avons interrogées assurent toutes se focaliser sur leur soutien aux Diablies rouges, tout en prenant leurs distances avec le Qatar, en ne se rendant pas sur place et en n'invitant aucun fan ou client. Certains sponsors vont plus loin. « Confier au Qatar l'organisation de la Coupe du monde n'était peut-être pas la meilleure des décisions. Nous voulons toutefois utiliser cet événement comme un levier pour obtenir des avancées permanentes au Qatar, notamment en matière de droits des femmes », explique Jeroen Lissens, en soulignant que BMW sponsorise les Red Flames et a offert un contrat d'ambassadrice à leur capitaine, Tessa Wullaert.

**« Occasion manquée »**

Egalement en désaccord avec la décision de la Fifa de confier cette Coupe du monde 2022 au Qatar, Mondelez se résume toutefois. « La décision est telle qu'elle est. Boycoter cet événement revient aux fédérations de football, pas à nous. Notre rôle, c'est de soutenir les Diablies rouges, pas d'ajouter de la complexité à la situation », estime Caroline Baume. Pour sa part, et comme d'autres sponsors officiels, Proximus renvoie la balle à l'Union belge. « Nous rejetons toute conduite qui menace de quelque manière que ce soit l'intégrité des personnes ou leurs droits fondamentaux. Nous sommes donc préoccupés par la situation des droits de l'homme au Qatar », expose Fabrice Gansbeke, porte-parole de l'opérateur. « Nous avons discuté de nos préoccupations avec l'Union belge. Nous avons toute confiance dans son approche pour attirer l'attention sur ce problème de manière appropriée et exiger des actions fortes pour améliorer les conditions de travail et protéger les droits de l'homme. »

Coup de sifflet final ? Pour Nicolas Lambert, ce serait trop facile. « La posture des sponsors est très jésuite. Pourtant prompts à mettre en avant leurs engagements sociétaux, ils ne veulent pas se priver de la visibilité que leur offre la Coupe du monde. Pourtant, cela aurait été l'occasion pour eux de se montrer beaucoup plus courageux, par exemple en arborant des logos noirs ou en utilisant leur budget publicitaire pour faire campagne en faveur des droits de l'homme. On pose vraiment des choix éthiques quand cela commence à coûter des sous. » Une perspective qui a certainement de quoi donner des sueurs froides à plus d'une marque partenaire.

**Le mystère Bowie dévoilé en BD et en photos**



**12,99€\***  
le hors-série,  
en vente  
chez votre  
libraire

\* Hors prix du journal.  
En fonction des stocks disponibles.

**LE SOIR**  
Reprenons notre quotidien





# La neutralité carbone de la Coupe du monde est un mirage

Stades climatisés en plein désert, déplacements en avion, ventes de téléviseurs... Les promesses de neutralité carbone semblent vaines. Mais le Qatar n'est pas le seul responsable de cette situation.

PASCAL MARTIN

La Coupe du monde football a été confiée au Qatar en dépit du bon sens environnemental. Cette critique n'a cessé d'aller crescendo ces dernières années, avec pour toile de fond l'urgence climatique. Organiser un tel événement en plein désert avec ce que cela implique d'infrastructures hors normes, est-ce bien raisonnable ? A fortiori si l'on sait que le Qatar est le principal émetteur de CO<sub>2</sub> de la planète, avec 82,5 tonnes par habitant versus une moyenne mondiale de 5 tonnes par habitant (chiffres 2019 de la Banque mondiale). Le style de vie particulièrement énergivore pratiqué dans les pays du Golfe explique en bonne partie cela.

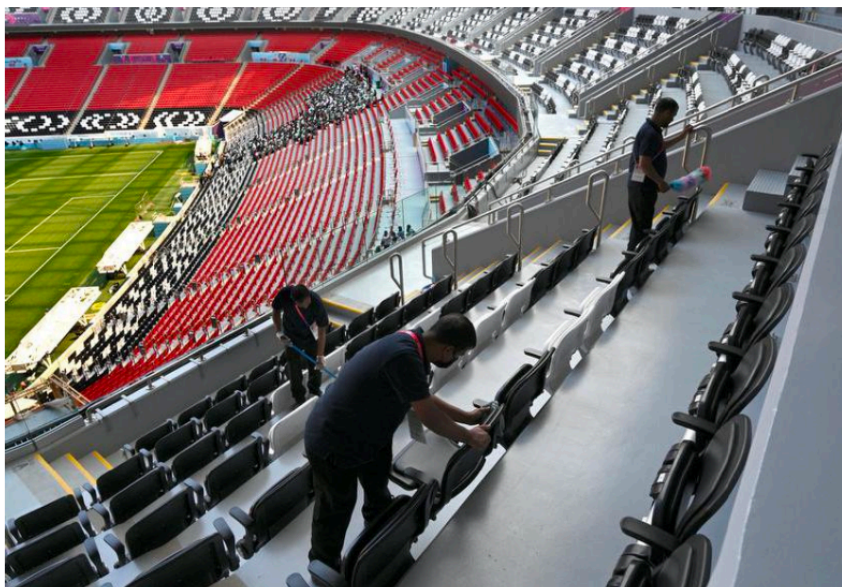
Construction de huit stades climatisés dans le désert, transport aérien de centaines de milliers de supporters, horecas, «goodies»... La logistique impliquée par la Coupe du monde promet de dopper à un niveau record les émissions de CO<sub>2</sub>, en dépit des déclarations d'intention qataries. Le Comité suprême pour la Livraison et l'Héritage indique avoir «travaillé de concert avec la Fifa afin de livrer une compétition aux standards environnementaux ambitieux, s'engageant notamment à ce que l'événement soit neutre en émissions de carbone».

Mais qui y croit ? Dans un rapport intitulé «Carte jaune à la neutralité carbone de la Coupe du monde Fifa 2022», l'ONG spécialisée Carbon Market Watch remet en cause les affirmations qataries. «Il semble que l'empreinte totale attendue de l'événement a probablement été sous-estimée. Les crédits carbone envisagés pour compenser les émissions risquent d'avoir un faible niveau d'intégrité environnementale. Il est peu probable que certaines des mesures de réduction des émissions mises en œuvre aient un effet significatif sur la concentration de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère», Carbon Market Watch met l'opinion publique en garde : «Les déclarations qataries pourraient laisser croire que les organisateurs obtiennent des résultats climatiques meilleurs qu'ils ne le sont réellement. Cela pourrait conduire à une complaisance actuelle et future à l'égard d'un tournoi avec une empreinte carbone importante, entraînant des dommages continus au climat».

## Des efforts insuffisants

Le lien entre grands événements sportifs et environnement n'est pas neuf. Depuis les années 70, il revient régulièrement dans l'actualité. L'Olympisme en a fait une valeur cardinale avec des fortunes diverses, les JO d'hiver de Sotchi organisés en 2014 tenant lieu de «catastrophes écologiques». Les Russes ont toutefois réussi à éviter «l'écueil de l'éphant blanc», en créant des plages et des pistes de ski qui continuent à attirer les touristes, pouvait-on lire en 2020 sous la plume du consultant français Lucas Faivre dans un article de la Fabrique écologique. C'était avant la guerre en Ukraine.

Les JO de Londres, de Vancouver ou de Pyeongchang attestaient que des efforts ont effectivement été faits pour diminuer l'empreinte carbone des jeux. Mais ils se sont à chaque fois révélés insuffisants. La même leçon peut être tirée pour la Coupe du monde de football. «En réalité», écrivait Lucas Faivre, «la marge de manœuvre des organisateurs est restreinte car 80 % des émissions



des grands événements sportifs sont issues du transport aérien. En 2018, la Coupe organisée en Russie a généré 2,1 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, ce qui représente l'équivalent du bilan carbone de 200.000 Français pour seulement un mois de compétition».

Pour sa part, le physicien belge Frédéric Chomé avait évalué les émissions de gaz à effet de serre des JO de Londres de 2012. En ordre croissant, il pointait parmi les principales sources de GES l'impression et la production des médias qui relaient les compétitions, les activités de l'équipe qui organise l'événement avant et pendant sa durée, l'énergie nécessaire au fonctionnement des téléviseurs du monde entier, la construction des sites olympiques, les améliorations portées aux infrastructures de transport et, très très loin devant... «la fabrication des téléviseurs additionnels» vendus partout sur la planète, soit «une activité très mal régulée pour laquelle des États lointains ne s'embarrassent pas de scrupules environnementaux et sociaux». Les gaz à effet de serre émis depuis l'extraction des matières premières jusqu'au terme de la chaîne de fabrication des téléviseurs additionnels seraient jusqu'à 15 fois supérieurs aux émissions issues de l'énergie qui les fait fonctionner.

Même s'il y aura plus de visiteurs arrivant par avion au Qatar et même si les stades sont climatisés, les données ne changeront pas ces ordres de grandeur», commente encore Frédéric Chomé. «Bref, il faut arrêter de fabriquer des télé et développer des modes de diffusion partagés entre citoyens (au café du commerce, en rue, etc.)».

## 5 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>

Jérôme Meessen est chercheur pour Climat, un bureau d'études énergétiques et climatiques. Il a un postulat : «Pour mesurer au plus juste l'empreinte carbone de la Coupe du monde au Qatar, il faudrait savoir ce qui est exactement pris en compte. Or le pays organisateur manque de précisions dans la matière. Il ne prend pas en considération, par exemple, tout l'impact de la construction de ses stades. Le Qatar estime à 3,6 millions de tonnes les rejets de CO<sub>2</sub> pour sa Coupe. On serait plutôt à 5 millions de tonnes». D'où la «nécessité de trouver des solutions en amont».

«Il ne faudrait toutefois pas jeter la pierre au Qatar au seul motif de la cli-

matisation de ses stades», ajoute Jérôme Meessen. «Installer de telles infrastructures dans le désert et y faire venir beaucoup de monde n'arrange évidemment rien. Mais avant la Coupe du monde, d'autres clubs ont adopté des dispositifs pour réchauffer leur pelouse si besoin. Idem pour les circuits de F1.» Deux visions s'opposeraient aujourd'hui dans la gestion environnementale des grands événements sportifs. D'un côté, les États européens qui se sont engagés à réduire drastiquement leurs émissions de GES d'ici 2050 (55 % par rapport à 1990) et à atteindre la neutralité carbone en 2050. De l'autre, le Qatar qui comme bien d'autres mise sur l'achat de crédits carbone pour arriver à un bilan neutre, en prenant soin au passage de les certifier lui-même.

© AFP

Dans la foulée, des projets spécifiques ont été développés comme la plantation de pelouses dans le désert. Mais la pérennité de leurs effets est pour le moins controversée», ajoute Jérôme Meessen. Pour Pierre-Ozer (ULiège), «il y a ce qu'on fait en Europe et ce qu'on fait ailleurs. En de nombreux endroits, les objectifs climatiques ne sont pas pris en compte. Tout juste y donne-t-on la garantie de ne pas augmenter les gaz à effet de serre».

Frédéric Chomé élargit le propos. Le Qatar agit ainsi, dit-il, car il est assis sur un énorme réservoir de gaz et de pétrole, et il ne faut pas oublier que les Européens se sont comportés en roi du monde pendant 150 ans. Les mêmes Européens feraient bien de montrer

qu'ils sont capables de réduire leurs GES d'ici 2030 avant de pointer le Qatar. Chacun serait bien inspiré de regarder dans son propre jardin. «Qu'il n'y ait pas de taxes sur le kérosène n'est pas la faute du Qatar, plaide encore le consultant de Factor X. Tant qu'il n'y aura pas d'accord collectif pour limiter les voyages en haussant le prix des billets, au motif que le sport émane et que des États voyous y trouvent une occasion de se respectabiliser, rien ne changera.» Et de pointer l'organisation des Jeux asiatiques d'hiver en Arabie saoudite en 2029. «De la neige artificielle dans le désert, c'est à pleurer...»

L'organisation de grands événements sportifs neutres sur le plan carbone n'est donc pas pour demain

N'en déplaise au greenwashing ambiant, l'organisation de grands événements sportifs neutres sur le plan carbone n'est donc pas pour demain. Mais des solutions existent pour en atténuer les dégâts. Elles ont été testées en différentes occasions sans que cela n'ait toutefois suffi. Stades démontables, matériaux recyclables, infrastructures pérennes au-delà de la compétition, moyens de transport respectueux de l'environnement, etc. Tout ce qui peut permettre à la planète de digérer au long cours un événement d'une telle ampleur doit être mis en branle.

## Onze entreprises européennes ne respecteraient pas le droit du travail Article 67

Au Qatar, les patrons qatari ne sont pas les seuls à imposer des conditions de travail illégales à leurs employés. Lors de l'audition du ministre qatari du Travail au Parlement européen, l'eurodéputée Marie Arena (S&D) a questionné le responsable de l'émirat gazier sur «des entreprises européennes installées au Qatar qui ne respectaient pas les règles au Qatar. (...) Je sais qu'il y en a onze».

Ali ben Samikh al-Marri, le ministre qatari, a éludé la

question. Mais Max Tunon, le directeur de l'Organisation internationale du travail au Qatar, a pointé du doigt le comportement de ces grandes sociétés européennes, se refusant pourtant au «name and shame».

L'OIT a, ces dernières années, travaillé à l'installation de «comités mixtes» dans les entreprises basées au Qatar. Ces comités regroupent des représentants des travailleurs et les dirigeants des entreprises, créant une première forme

de représentation sociale dans un pays où les syndicats sont toujours interdits. «Je parle des comités mixtes, qui sont un mécanisme volontaire, dans toutes les conversations que nous avons avec toutes les entreprises au Qatar. C'est la chose qu'elles peuvent faire pour montrer leur engagement pour des réformes et leur envie d'être prescripteur. Neuf fois sur dix, nous n'avons plus aucune nouvelle de ces entreprises, y compris les entreprises

européennes», souligne Max Tunon. «Les entreprises européennes qui donnent ces droits ici en Europe n'étendent pas ces privilèges aux travailleurs au Qatar», dénonce-t-il.

A quelques jours du coup d'envoi du Mondial, les ONG de défense des droits humains continuent à demander des mécanismes de compensation pour les travailleurs migrants du Qatar qui auraient subi des abus ou seraient décédés dans l'émirat. PAULINE HOFMANN







# Le drapeau belge sera moins visible qu'au Brésil ou en Russie

Si le Qatar a refroidi les ardeurs des supporters belges, ils seront tout de même plusieurs centaines à chaque match des Diables. Ils devront respecter des règles strictes sur place.

## DOSSIER

JEAN-FRANÇOIS PATTE

Les Euros ont régulièrement attiré davantage les supporters sur place que les Mondiaux. Un constat implacable à la lumière des facilités géographiques et des conditions d'accès. Mais pas que. Malgré le retour sur le devant de la scène internationale de la Belgique, les plus fervents fans des Diables rouges semblent porter un entrain moindre pour la compétition. Ils étaient environ 3.000 en 2014 au Brésil – dont une partie avait été hébergée dans des conditions déplorables au funeste camping Devilage, une affaire qui s'est terminée devant le tribunal civil –, ils étaient 1.500 en 2018 en Russie. Et, cette année au Qatar, 896 au total ont acheté des places via l'accès réservé aux Insiders du Fan Club 1895. A cela, il convient d'ajouter les 6.000 Belges passés par la plateforme de la Fifa. Concrètement, il y aura au moins 500 supporters de l'équipe nationale pour chaque rendez-vous de la phase de groupe.



## Prévoir plusieurs milliers d'euros pour un tel voyage

Il semble clair que, pour envisager un tel voyage, il faut avoir les reins solides. C'était déjà le cas pour les précédentes Coupes du monde au Brésil et en Russie, mais ça l'est encore davantage cette année. « A quelques semaines des fêtes de fin d'année, il ne faut pas négliger l'impact financier d'un séjour au Qatar. Et ce, alors que nous sommes en pleine crise énergétique. Aller dépenser plus de 5.000 euros pour une dizaine de jours sur place dans ces conditions, ce n'est pas forcément facile et bien accueilli dans toutes les familles », explique Guy Van den Broeck, le responsable marketing du Fan Club 1895.

Concrètement, c'est bien en milliers d'euros qu'il faut compter. En regardant le prix des places, il y a eu une augmentation de 30 % par rapport à 2018. Les tickets pour les matchs de groupe oscillent entre 60 et 200 euros. Des tarifs en constante hausse pendant la phase à élimination directe... pour arriver à des montants allant jusqu'à 1.500 euros pour la finale. A cela, il convient naturellement d'ajouter les billets d'avions, qui tournent autour de 1.000 euros. Pour se déplacer au Qatar, il existe deux options : soit la location d'une voiture (environ 600 euros pour une dizaine de jours), soit l'utilisation des transports en commun. Ce qui, au vu de la proximité des stades, semble être une option judicieuse.

Vient ensuite le logement, probablement le nerf de la guerre. En temps normal, il était possible de trouver des chambres à 50 euros la nuit, mais la Coupe du monde a fait exploser les prix. Ce qui n'a pas empêché les hôtels à Doha d'afficher rapidement *sold out*. Des options « relativement » moins onéreuses ont néanmoins été mises sur pied : des chambres sur le bateau MSC Poesia amarré au port, des tentes de *glamping* et des chambres dans le village réservé aux fans ou des logements à Dubaï. Complicé toutefois de trouver moins cher que 170 euros la nuit. A cela doit encore venir s'ajouter le coût de la vie sur place. Manger et boire sera également loin d'être donné, au vu, par exemple, du tarif annoncé pour une bouteille de bière : entre 10 et 15 euros. Les supporters opteront peut-être davantage pour l'eau... Qui sait ?



L'organisation veut avant tout que l'on en profite, que l'on vive l'événement avec passion

Renaud Vanhaelen

Supporter invité par le Qatar

»

## Des règles strictes à respecter

L'euphorie de vivre une Coupe du monde au plus près de l'événement ne peut excuser des comportements inappropriés. Plus encore au Qatar, où les supporters devront respecter un ensemble de règles, propres à la culture locale et récapitulées dans un long document fourni par les autorités. En voici un petit condensé.

Au niveau de la vie en société, par exemple, ne pas fixer un Qatari ou ne pas afficher des signes d'affection en public... Les tenues vestimentaires doivent aussi être sujettes à beaucoup d'attention sur place, dans la mesure où il est demandé aux hommes de porter des pantalons et de couvrir les épaules. Pour les femmes, il leur faudra couvrir les jambes et les épaules. Le port du voile, lui, n'est pas obligatoire pour les femmes arrivant sur le territoire. Les habitantes, elles, le portent... si souhaité.

En ce qui concerne la consommation d'alcool, et plus particulièrement de bière, les supporters devront être très vigilants. Dans les différents stades, la bière sera interdite. Ce qui ne sera pas le cas des *fanzones*, où les fans pourront s'abreuver entre 18h30 et 1h du matin. Pour le reste, l'alcool sur la voie publique sera naturellement interdit, et même passible de prison. Il faudra donc se rendre dans des lieux privés (bars, hôtels, boîtes...) pour pouvoir en consommer. Ces différents endroits étant forcément légion à Doha, où l'ivresse y est régulière. Rappelons encore qu'il est également interdit d'arriver sur le territoire qatari avec de l'alcool et de la drogue.

Par ailleurs, les fans débarquant au Qatar devront installer deux applications de traçage (Ehteraz et Hayya) sur leur smartphone. Elles ont d'ores et déjà fait polémique, avant même l'entame du tournoi. Enfin, alors que l'on tourne tout doucement la page du covid, le gouvernement qatari a mis fin à l'obligation d'un test négatif pour entrer sur le territoire. Élément important à prendre en compte pour tous les supporters.

## Moins de fans, une tendance généralisée

Peut-on parler d'un soutien populaire en chute libre ? La Fédération réfute cette idée, mais s'attendait bel et bien à une baisse. « Par rapport aux derniers tournois, il y a un ensemble de facteurs faisant que ce n'est pas une surprise », pointe Pierre Cornet, le porte-parole de l'Union belge. Les supporters des Diables rouges seront moins représentés au Qatar. Plus particulièrement au stade Ahmad-ben-Ali d'Al-Rayyan et au stade Al-Thumama de Doha, où se dérouleront les trois matchs de la phase de poules. Mais rien d'exceptionnel, nous dit-on, par rapport aux dernières grandes compétitions. « Cette tendance n'est pas seulement propre à la Belgique, elle est généralisée pour tous les pays prenant part à l'événement. Nous arrivons dans une période hivernale, lors de laquelle c'est forcément plus compliqué de poser plusieurs semaines de congé. »

Puis, surtout, il demeure énormément d'interrogations par rapport à la vie sur place. Un voile de doutes qui n'a fait que s'épaissir au gré des affaires et des polémiques liées au tournoi. Qu'il s'agisse des droits de l'homme, des milliers de morts sur les chantiers des stades, des soupçons de corruption quant à l'attribution de la Coupe du monde, de la place de la femme dans la société qatarie, de l'impact environnemental et des conditions d'accès. « La question éthique est naturellement au centre du débat, mais il y a donc aussi le calendrier et le coût d'un tel voyage. » Autant d'éléments qui ont refroidi les ardeurs des supporters belges. Sans pour autant aller jusqu'au boycott pur et dur.

Il y aura au moins 500 supporters de l'équipe nationale pour chaque rendez-vous de la phase de groupe. © BELGA

## « Ça devait me coûter entre 4.000 et 5.000 euros »

Pour éviter un flop monumental en mondovision, notamment lors de la cérémonie d'ouverture, le Qatar a mis les petits plats dans les grands. Des centaines de fans actifs, issus de 59 pays différents, ont été choisis par la Fifa et le Comité suprême lié à la Coupe du monde. Avions, hôtels, tickets pour les matchs : tout leur sera offert sur place pendant le tournoi. En Belgique, il y a 20 heureux élus. Parmi ceux-ci, on retrouve Renaud Vanhaelen, président de Maca Belgium (le club de supporters basé à Wavre et rattaché à 1895). Originaire de Bousval, l'homme est un fervent suiveur de nos équipes nationales, qu'il s'agisse des Diables rouges ou des Red Flames. C'est notamment grâce à cela qu'il a été choisi, lui qui était cinquième dans le classement prioritaire.

Le Brabançon ne s'attendait pas à recevoir pareille invitation. Il avait même déjà tout mis sur pied en amont... « J'avais effectué mes réservations pour tous les matchs des Diables, y compris jusqu'à la finale, j'avais réservé mes billets d'avion ainsi qu'un logement à Dubaï, où c'est moins cher qu'à Doha. En calculant tout cela, je devais en avoir pour un montant entre 4.000 et 5.000 euros. Puis, j'ai reçu cette sollicitation au début du mois d'octobre, j'ai donc dû tout annuler. » Si son départ pour le Qatar est prévu ce vendredi, il ne sait pas encore à quel s'attendre une fois sur place. « Je n'ai pas encore beaucoup d'informations. Par exemple, j'ignore précisément où je logerai à Doha. »

Renaud Vanhaelen assistera au match d'ouverture ainsi qu'à la cérémonie, durant laquelle les supporters belges seront regroupés dans un compartiment. Mais aussi à la finale, à l'ensemble des matchs de la Belgique et probablement à d'autres rencontres à travers le pays. « Je veux en profiter à fond, c'est une opportunité rare », indique-t-il, ne sachant pas encore si une contrepartie, de quelque sorte que ce soit, sera exigée de lui au niveau de la communication sur les réseaux sociaux. A savoir véhiculer une image reluisante du Qatar ? « Je ne pense pas que ce soit le cas. Ils ont aussi prévu différentes activités et nous ont bien indiqué qu'il y avait certaines règles à respecter. Mais, ils veulent avant tout que l'on en profite, que l'on vive l'événement avec passion. »







## Succès du Canada face au Japon...



Jonathan David a disputé l'intégralité du match contre le Japon. © REUTERS.

Le Canada, vainqueur du Japon à Dubaï, a bouclé avec succès sa campagne préparatoire au Mondial 2022, jeudi. Les Canadiens sont venus de justesse à bout du Japon 2-1 (mi-temps: 1-1) sur un but tardif de Lucas Cavallini alors que c'est la formation asiatique qui avait ouvert le score dès la 9<sup>e</sup> minute par Yuki Soma. Après l'égalisation signée Steven Vitoria à la 21<sup>e</sup> à la suite d'un corner donné par Junior Hoilett, l'attaquant de Vancouver Lucas Cavallini convertissait à la 93<sup>e</sup> minute un penalty consécutif à une faute de Miki Yamane sur Richie Laryea. L'équipe qui a commencé la rencontre comprenait: Borjan; Johnston, Vitoria, Miller, Adekunle, Buchanan; Hutchinson, Plette, Hoilett; David et Larin.

**et du Maroc face à la Géorgie**

Le Maroc, deuxième adversaire des Diables au Qatar, s'est imposé 3-0 face à la Géorgie grâce à des réalisations de En-Nesyri (54), Ziyech (29) et Boufal (72, sur penalty). Le Standardman Selim Amallah a débuté la partie et a cédé sa place à la 63<sup>e</sup> alors que Bilal El Khannouss (Genki) et Anass Zaroury (Burnley) sont restés sur le banc. Natif de Malines, Zaroury a été appelé après la défection sur blessure d'Amine Harit (Marseille), optant donc pour la nationalité sportive marocaine. BELGA

## Article 74

## De l'aide belge au Qatar

Le gouvernement belge a entamé une collaboration avec les autorités qatariennes pour améliorer les conditions de travail dans l'émirat gazier. « Nous espérons que l'exemple qatari fasse tache d'huile », souligne le cabinet du ministre de l'Economie et du Travail Pierre-Yves Dermagne (PS). Depuis 2018, le Qatar a entamé une série de réformes de la kafala, ce système de tutelle économique abusif des patrons sur les travailleurs.

Mais selon l'Organisation internationale du travail (OIT), une branche de l'ONU, comme les ONG de défense des droits humains, ces réformes sont loin d'être systématiquement appliquées. Alors plusieurs Etats européens se sont engagés auprès de l'OIT pour soutenir le travail du Qatar. Et la Belgique leur a emboîté le pas.

Au Qatar, une des failles les plus importantes est le manque d'inspection sociale sur le terrain pour repérer les entreprises véreuses. « Lors d'une rencontre avec le ministre qatari du Travail au début de l'année, le Qatar a été très intéressé par les compétences belges de gestion des données informatiques », explique le cabinet Dermagne. « Nous récoltons beaucoup de données qui nous permettent de mieux identifier les zones et secteurs à inspecter. »

La Belgique a donc proposé ses compétences dans le domaine pour améliorer le travail des inspecteurs au Qatar. D'autant que l'émirat n'envoie pas de renforcer ses équipes. Cette collaboration devrait démarrer au premier semestre 2023. PHN

## Besix, un roc dans le Golfe

L'entreprise de construction belge est présente dans le Golfe depuis 50 ans, et les stades Khalifa et Al Janoub ne sont, de loin, pas ses premiers projets au Qatar. Besix enchaîne les projets monumentaux. Dans l'émirat gazier, il a notamment réalisé dix gros chantiers, dont un pan d'autoroute, mais encore le nouvel aéroport de Doha, inauguré en 2013. « Nous ne sommes pas un acteur inconnu pour le gouvernement qatari », souligne Geert Aelbrechts. « Nous avons participé à de nombreux projets d'envergure, nous avons des contacts réguliers avec les autorités. Et nous sommes restés dans le pays » au moment du blocus, quand l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis avaient isolé leur voisin qatari. « Cela a créé de la loyauté et de la confiance. » Aux Emirats arabes unis, les projets de Besix se comptent par dizaines. Le dernier en date, en construction toujours, est l'antenne du musée Guggenheim à Abu Dhabi. A Oman, l'entreprise a réalisé deux chantiers industriels, tandis qu'elle a travaillé sur trois projets au Bahreïn. PHN

## Article 75

## Sadio-Mané forfait

La star du Sénégal Sadio Mané, a déclaré forfait pour le Mondial en raison de sa blessure au péroné droit. « Malheureusement, l'IRM d'aujourd'hui (jeudi) montre que l'évolution n'est pas favorable comme on l'imaginait », a déclaré le médecin de la sélection, Manuel Afonso. BELGA

## VRAI OU FAUX



## Y a-t-il vraiment eu 6.500 morts sur les chantiers du Mondial ?

- VRAI  
○ PLUTÔT VRAI  
○ PLUTÔT FAUX  
○ FAUX  
● ON NE SAIT PAS  
PAS

PAULINE HOFMANN

Le chiffre tourne en boucle dans la bouche des contempteurs du Qatar et de défenseurs des droits humains. La Coupe du monde au Qatar aurait le sang de 6.500 personnes sur les mains, des ouvriers migrants décédés sur les chantiers des stades de foot construits dans l'émirat en une décennie. Mais qu'en est-il réellement et d'où vient ce chiffre ?

A l'origine de ces 6.500 morts, on trouve une enquête de *The Guardian*, qui fournit depuis des années un travail extensif et fouillé sur le quotidien des travailleurs migrants dans l'émirat ainsi que sur les abus qu'ils subissent. Publié début 2021, cet article souligne que 6.500 personnes au moins ont trouvé la mort au Qatar depuis l'attribution du Mondial en 2010. Pour parvenir à ce bilan, le quotidien britannique s'est appuyé sur les données fournies par l'Inde, le Bangladesh, le Népal et le Sri Lanka. La majorité des centaines de milliers de travailleurs migrants qui vivent au Qatar sont originaires de ces quatre pays.

« Une proportion significative de ces travailleurs migrants morts depuis

Un jour, un journal parle de 6.500 morts. Le lendemain, un autre de 10.000, puis un autre de 15.000, comme si on était dans une course à la surenchère

Ali ben Samikh al-Marri

Ministre du Travail qatari



## Contrat de Martinez: « Pas encore de proposition formelle »

Jesse de Preter, l'avocat de Roberto Martinez, a expliqué au *Nieuwsblad* que « s'il y a effectivement eu des discussions récentes entre la fédération et Roberto au sujet d'une prolongation de contrat, il n'y a pas eu de proposition formelle ». Du côté de la fédération, on soutient que les discussions avec Roberto Martinez sont régulières, mais que la question du contrat sera abordée après la Coupe du monde.

## Sadio-Mané forfait

La star du Sénégal Sadio Mané, a déclaré forfait pour le Mondial en raison de sa blessure au péroné droit. « Malheureusement, l'IRM d'aujourd'hui (jeudi) montre que l'évolution n'est pas favorable comme on l'imaginait », a déclaré le médecin de la sélection, Manuel Afonso. BELGA

## Article 73

## Y a-t-il vraiment eu 6.500 morts sur les chantiers du Mondial ?

2011 étaient dans le pays juste parce que le Qatar a gagné le droit d'accueillir la Coupe du monde », estimait dans *The Guardian* Nick McGeelhan, directeur de FairSquare Projects, une organisation spécialisée dans les droits du travail dans le Golfe.

En revanche, le quotidien britannique n'affirme à aucun moment dans son article que ces 6.500 personnes sont décédées en travaillant sur les chantiers des stades de la Fifa. Il est possible que certains aient succombé à des accidents et de maladies sans lien avec l'organisation du Mondial. Mais il est aussi parfaitement possible que davantage de travailleurs migrants soient morts des suites de leur passage dans la péninsule. *The Guardian* n'a pas interrogé les ambassades kényane ou encore philippine, d'où viennent de nombreux travailleurs. Et l'enquête du journal ne comptabilise pas les personnes mortes après leur retour dans leur pays d'origine... Or des maladies professionnelles (comme certains cancers, par exemple) ne se déclarent que des années plus tard.

## Des « milliers », selon Amnesty

Au-delà de ce chiffre de 6.500 victimes, plusieurs estimations existent sur le funeste bilan de l'organisation du Mondial au Qatar. Dans un rapport d'août 2021, Amnesty international, qui a également fourni un travail acharné sur les droits humains au Qatar, parlait de « milliers » de morts dans l'émirat. Selon l'eurodéputée Marie Arena (S&D), lors d'une audition du ministre qatari du Travail au Parlement européen, les « missions diplomatiques évoquent des centaines de morts dans les stades ».

Selon les chiffres compilés par le programme Workers' Welfare, du Comité suprême, l'instance chargée d'organiser le Mondial, 40 travailleurs migrants sont décédés sur des sites du Mondial depuis 2015. Mais nombre de ces décès sont catégorisés comme « non liés au travail ». Plusieurs exemples sont donnés, comme ceux de travailleurs migrants faisant des malaises sur des sites de construction souffrant d'une « insuffisance cardiaque » fatale. D'autres données, mentionnées par l'Organisation internationale du travail (OIT), évoquent « 117 accidents de travail mortels et 494 accidents de travail graves et modérés en 2017, et 123 accidents de tra-

vail mortels et 446 accidents de travail graves et modérés en 2018 » au total dans l'émirat (incluant donc des sites sans lien direct avec la Coupe du monde).

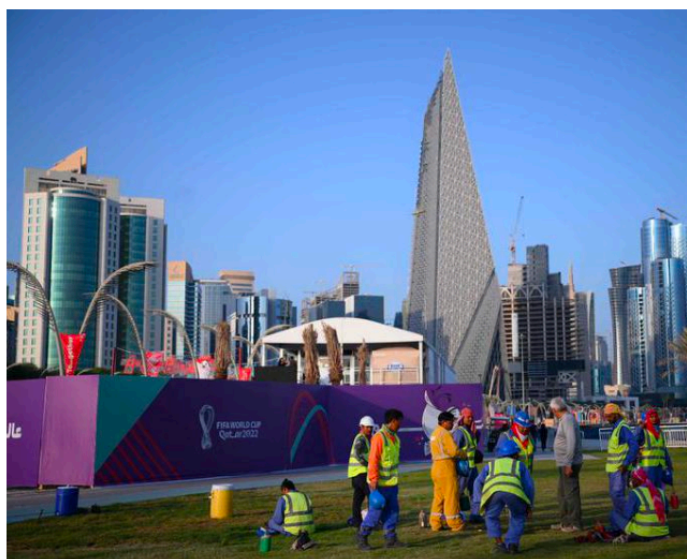
Dans un autre rapport publié en 2021, l'OIT a évalué le nombre de travailleurs migrants décédés dans des accidents du travail au Qatar en 2020, soit après les réformes de la kafala, le système de tutelle économique. Selon l'organisation, deux chiffres relativement similaires coexistent pour l'année 2020 : 66 et 50 décès. Mais la branche de l'ONU souligne que cette comptabilité est parcimonieuse parce qu'il n'y a que peu d'enquêtes post-mortem sur les causes des décès, mais également parce que les accidents du travail sont parfois difficiles à établir, notamment en ce qui concerne des maladies qui se déclarent des années plus tard.

En extrapolant ces données, on peut estimer que 500 à 660 travailleurs migrants au moins auraient trouvé la mort durant leur activité professionnelle en dix ans. Sachant que les conditions de travail se sont améliorées depuis 2018 dans l'émirat.

## Une campagne de dénigrement

Derrière cette bataille de chiffres se joue une campagne de dénigrement mutuel, entre le Qatar et ses contempteurs, les deux s'accusant de manipuler les données. « Un jour, un journal parle de 6.500 morts. Le lendemain, un autre de 10.000, puis un autre de 15.000 morts, comme si on était dans une course à la surenchère », a dénoncé le ministre Ali ben Samikh al-Marri lors son audition au Parlement européen. « Si vous voulez la bonne information, il faut la chercher à la bonne source. Comme à l'OIT ou la Confédération syndicale internationale. L'OIT a déposé une plainte contre nous en 2014, c'est une preuve de leur intégrité. » De leur côté, les organisations de défense des droits humains reprochent à l'émirat son manque d'effort pour comptabiliser les décès.

Mais au-delà des chiffres, personne ne nie (pas même les autorités du Qatar) que des abus subsistent dans l'émirat gazier. L'ancien système de la kafala ouvrait la porte à du « travail forcé », selon l'Organisation internationale du travail, de « l'esclavage moderne », selon Human Rights Watch. Et qu'ils aient été des centaines ou des milliers à perdre la vie, comme le pointe l'OIT, « un mort est un mort de trop ».



Derrière la bataille de chiffres se joue une campagne de dénigrement mutuel, entre le Qatar et ses contempteurs, les deux s'accusant de manipuler les données. © AFP



# Conditions de travail au Qatar : le visage belge des chantiers des stades

L'entreprise belge Besix a participé aux chantiers de deux des huit stades du Mondial au Qatar. « Le Soir » s'est penché sur les conditions de travail sur ces deux sites. Des failles graves ont été relevées, mais l'entreprise jouit malgré tout d'une bonne réputation internationale.

## ENQUÊTE

PAULINE HOFMANN

**L**a Coupe du monde au Qatar aura des accents noir-jaune-rouge. Les fans de football qui mettront les pieds dans l'émirat arboreront leur maillot des Diables dans les travées de stades construits par une entreprise belge. Besix, le géant de la construction, a construit deux des huit structures du Mondial 2022 : le stade Al Janoub, sorti de terre, et le stade Khalifa, rénové. **En pleine polémique autour des ouvriers migrants travaillant dans la péninsule, Le Soir a enquêté sur les conditions de travail chez Six Construct, la filiale de Besix au Qatar.**

Selon les informations du *Soir*, **des manquements graves ont été constatés à plusieurs reprises sur le site Al Janoub, construit entre 2016 et 2019.** Du matériel de travail en hauteur n'était pas conforme, des risques d'électrocution sérieux ont été pointés ainsi que des difficultés de communication sur les règles de sécurité faisant craindre des accidents mortels sur le site. Dans les camps d'hébergement des travailleurs, les conditions sanitaires n'étaient pas réunies, notamment pour le suivi médical des ouvriers.

Au fil des inspections, les sites de Six Construct ont continué à présenter des défaillances. D'après un spécialiste du secteur de la construction, selon des standards belges, ces manquements sont particulièrement sérieux pour une multinationale de grande ampleur où les standards sont plus élevés.

« Nous nous étonnons de ces propos et les réfutons fermement », a réagi Besix, qui souligne les réactions positives des syndicats et ONG internationales à son travail. « En ce qui concerne les accommodations pour nos collaborateurs, nous leur fournissons des logements de qualité et confortables, ainsi que des espaces religieux, culturels et de restauration correspondant à chacune des communautés représentées », continue l'entreprise, qui partage des photos des hébergements (voir le site du *Soir*).

### Des failles au stade Khalifa

Une des premières enquêtes d'Amnesty international, « La face cachée d'un beau jeu », publiée en 2016, pointait les conditions de travail au stade Khalifa, rénové entre 2014 et 2017. « Ma vie ici est comme une prison. Le travail est difficile, nous travaillons pendant de nombreuses heures sous un soleil de plomb », témoignait un des ouvriers en 2015. « Lorsque je me suis plaint pour la première fois de ma situation, peu après mon arrivée au Qatar, le responsable m'a dit : "Si vous [voulez] vous plaindre, vous pouvez le faire, mais il y aura des conséquences. Si vous voulez rester au Qatar, restez tranquille et continuez à travailler." Maintenant, je suis obligé de rester au Qatar et de continuer à travailler. » Selon Amnesty, tous les travailleurs interrogés pour ce rapport s'étaient endettés pour payer leurs frais de recrutement, illégaux. Sur les frais de recrutement, Besix mène des entretiens à l'arrivée et dispense des formations aux employés qu'il recrute en amont de leur départ pour éviter ces situations. Par ailleurs, Six

Construct a augmenté les frais de recrutement individuels versés aux agences pour chaque travailleur.

« Le rapport d'Amnesty portait sur Eversendai, un de nos sous-traitants », répond Geert Aelbrecht, directeur des ressources humaines de Besix. « A l'époque où ce rapport est sorti, ce sous-traitant était déjà éliminé de notre projet. Nous avions déjà interrompu le contrat suite à nos propres audits et nous avions répondu à Amnesty. Parfois, malgré les règles, des problèmes persistent. Malgré les limitations de vitesse à 120 km/h, des conducteurs font des excès de vitesse. Mais l'important est qu'ils soient sanctionnés. »

### Les sous-traitants, nerf de la guerre

Amnesty international souligne qu'Eversendai faisait appel aux services de deux entreprises « d'interim », Seven Hills et Blue Bay. « Ce genre d'agences, dès qu'elles ont des problèmes, ferment et rouvrent aussitôt », racontait un ouvrier rencontré à Doha. Le nerf de la guerre, ce sont les sous-traitants. « On ne travaille pas avec des entreprises qu'on ne connaît pas, on ne sélectionne pas uniquement sur le critère du prix », explique Geert Aelbrecht. L'entreprise souligne rogner sur sa compétitivité, ainsi que travailler durement à compenser les manquements des sous-traitants. « De temps en temps, on paye directement les ouvriers de nos sous-traitants quand ils n'ont pas les moyens », souligne Geert Aelbrecht. « Et on vérifie grâce aux comptes bancaires que les salaires sont en ligne avec ce qu'on paie. » Durant la phase de préparation, la Supreme Committee, l'instance organisatrice du Mondial, a organisé des audits réguliers à l'égard des entreprises et de leurs sous-traitants, en plus des audits conduits par Besix. L'entreprise belge assure mettre un terme aux contrats avec ses sous-traitants après trois avertissements.

*On ne travaille pas avec des entreprises qu'on ne connaît pas, on ne sélectionne pas uniquement sur le critère du prix*

Geert Aelbrecht

Directeur des ressources humaines de Besix

”

Récemment, le groupe français Vinci a été épinglé pour les conditions de travail chez un de ses sous-traitants au Qatar. L'entreprise a été inculpée début novembre pour « soumission à des conditions de travail ou d'hébergement incompatibles avec la dignité », « obtention de la fourniture d'une personne en situation de vulnérabilité ou de dépendance de services, avec une rétribution sans rapport » et « réduction en servitude ».

### Un « modèle » dans le pays

Au total, Besix reconnaît trois accidents fatals en cinq ans de chantiers, dont deux concernaient des travailleurs migrants. « Un décès est toujours une tragédie humaine, cela va sans dire », communique le groupe sur son site. Selon un responsable du groupe au Qatar, les proches de ces travailleurs ont été pris en charge par les assurances des sous-traitants. Mais ce responsable des

### Besix, un acteur majeur au Qatar

Projets de l'entreprise belge dans l'émirat



ressources humaines n'a pas pu donner de précisions sur un quelconque suivi fait auprès des familles.

Malgré ces manquements, les ouvriers de la construction interrogés au Qatar, ainsi que l'Organisation internationale du travail (OIT), soulignent que les grands groupes européens, y compris Besix, ont globalement une meilleure réputation que d'autres plus petites filiales.

Les syndicats internationaux, y compris la CSC et la FGTB belge, saluent la collaboration avec le géant de la construction ainsi que ses efforts et la qualité des conditions de travail sur ses chantiers. Des audits indépendants de ces syndicats ont été conduits sur les sites de Besix. La Fédération internationale des travailleurs du bois et du bâtiment a été directement impliquée dans les enquêtes et le suivi d'un accident mortel au stade Al Janoub, ce qui, selon les partenaires sociaux connus pour Besix, est un signe de confiance et de bonne collaboration, comme d'at-

tention au respect des normes de sécurité et de santé au travail. « Jouer carte sur table nous aide à répondre aux questions sur les conditions de travail au Qatar », souligne le dirigeant de Besix.

En 2017, Besix a signé un accord-cadre international, dans lequel l'entreprise s'engage à respecter et à promouvoir les droits de l'homme tels que visés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, diverses déclarations de l'OIT, de l'ONU et de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). « Nous appliquons toutes les règles reprises dans ces déclarations », souligne Geert Aelbrecht. « La preuve en est la loyauté de nos employés. Certains restent 30-40 ans chez Besix et amènent des oncles, des frères, des sœurs pour travailler avec nous. »

Cette enquête a été réalisée avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

**Une des premières enquêtes d'Amnesty international sur le Mondial, publiée en 2016, pointait les conditions de travail au stade Khalifa, rénové entre 2014 et 2017.** © AFP











# « A la Fifa, le ver est dans le fruit. Peut-être même qu'il n'y a plus de fruit »

Notre consultant Jean-Michel Larqué tire à boulets rouges sur l'énormité que représente l'organisation d'un Mondial au Qatar. Mais il refuse que les sportifs deviennent les seuls otages de l'indignation de l'opinion publique.

ENTRETIEN  
FREDERIC LARSIMONT

**T**he Last Dance pour Jean-Michel Larqué, l'un des consultants cultes du paysage audiovisuel français. À 75 ans, l'ancien médian international français, passé à la postérité via le duo qu'il a formé pendant un quart de siècle avec Thierry Roland, s'apprête à tirer définitivement sa révérence. Revenu aux affaires juste avant l'Euro 2020 par passion du métier, il se projette une nouvelle fois vers l'avant pour *Le Soir*, dont il est le consultant international sur les grands tournois depuis l'Euro 2016. Attachez vos ceintures, le propos est souvent décapant mais toujours frappé au coin du bon sens.

Jean-Michel Larqué, le débat fait rage depuis de nombreux mois et la question s'impose dès lors comme une évidence. Que vous inspire sur le plan philosophique l'ouverture de la Coupe du monde, ce week-end au Qatar ? Elle me pose question. Beaucoup de questions. Sur le plan existentiel et sur celui de l'éthique. Pourquoi les responsables de la sphère d'influence de la Fifa, juchés tout là-haut sur leur perchoir doré, se défilent-ils aujourd'hui aussi piteusement quand il s'agit de justifier leur double choix de 2010 face à l'opinion publique ? Je pense notamment à l'ancien président Sepp Blatter à qui l'on peut demander pour quelle raison il n'effectuera pas le voyage jusqu'au Qatar. J'admets qu'il n'est peut-être pas dans une forme olympique à 75 ans, mais ça n'explique pas qu'il se terre chez lui en Suisse en expliquant à qui veut l'entendre, qu'il n'est pour rien dans cette histoire. Cette amnésie persistante démontre à quel point du côté du siège de la Fifa, le ver est dans le fruit. Peut-être même qu'il n'y a plus de fruit du tout.

Aucun doute n'est possible : Sepp Blatter et l'ancien secrétaire général Jérôme Valcke ont tiré les ficelles de la procédure de la double attribution de 2018 et 2022 à deux pays dont la moralité n'est pas la qualité première. Je comprends dès lors que les footballeurs se sentent aujourd'hui pris en otage entre l'opinion publique qui réclame des comptes à la maison mère et des organisateurs qui ne sourcilent qu'à peine face aux demandes de justification de la communauté internationale.

Fallait-il boycotter l'événement ? C'est trop facile de raisonner de la sorte. Simpliste, oserais-je même. Les footballeurs ont eu tout le loisir de se faire une opinion sur ce qui se passe au Qatar, à la lecture des reportages et au vu des images. Ils ne sont pas tout à fait aveugles et ont sans doute la même indignation qui leur taraude l'esprit et les prend à l'estomac. Mais je dis ceci aux donneurs de leçons : ex-



Je comprends que les joueurs se sentent pris en otage

»

gez aussi du politique ou de ceux qui détiennent les leviers économiques qu'ils coupent les ponts avec le Qatar dans d'autres domaines que le foot. Saisissons les avoirs du Qatar et abrogeons les échanges commerciaux avec ce pays. Allons au bout de la logique au lieu de négocier les prix du gaz avec un Etat que l'on juge trop peu démocratique.

On en arrive au fameux devoir d'exemplarité du sportif : est-il possible de tenir la route de ce point de vue en prenant part à une Coupe du monde dans un pays prêtant à ce point à la critique par rapport aux droits de l'homme ?

Ces droits sont évidemment incontestables et devraient être aussi universels que la Déclaration des droits de

Pour Jean-Michel Larqué, l'écologie est le cadet des soucis des Qataris.

© PIERRE-YVES THEOPHANT

l'homme qui les consacre en ce sens. Mais à côté de cela, il y a une réalité avec laquelle il faut composer. À mes yeux, le footballeur a deux fonctions : c'est un citoyen mais aussi un sportif. On ne peut donc pas l'affubler d'autorité de la fonction de porte-drapeau d'un boycott que l'on n'impose pas dans d'autres domaines, comme l'économie ou la diplomatie, par exemple.

Du point de vue écologique, le Mondial s'affirme déjà comme un véritable désastre avant même d'avoir débuté. Pour avoir été l'un des premiers à m'imposer un tri sélectif et avoir choisi de me chauffer au bois dans mon Pays basque natal, je suis extrêmement sensible sur le sujet. Mais là encore, on en revient au principe de réalité : l'écologie est le cadet des soucis des Qataris. Organiser une Coupe du monde dans un pays de 1,4 million de vrais autochtones avec huit stades distants de soixante kilomètres et pour la plupart climatisés, c'est une aberration totale ! Et même au-delà de l'énormité écologique que cela représente, cette Coupe du monde est une absurdité morale et sportive totale.

Du point de vue sportif, stricto sensu, est-il pensable d'aborder un tournoi de ce niveau avec une préparation de huit jours ?

Je vous parlais d'aberration sportive. On tape en plein dans le mille en sortant des joueurs de trois mois de compétitions ramassées à raison de deux matchs par semaine pour les plonger directement dans une Coupe du monde. Fin de saison ou pas, tous les

Cette Coupe du monde est une absurdité morale et sportive totale

»

préparateurs professionnels savent que les trois semaines classiques sont indispensables à une montée en puissance progressive en vue d'échéances aussi musclées qu'un Mondial ou un Euro. Regardez le nombre de sélectionneurs qui ont choisi de faire l'impasse sur un match amical qui de toute manière ne serait qu'un super entraînement de plus. Martinez a opté pour l'Egypte, quitte à ne pas faire jouer ses éclopés alors que Deschamps s'est montré plus sage en déclinant toute invitation pour essayer de rester au calme son contingent de blessés. On pourra dire que le match amical des Belges au Koweït, rentré au chausse-pied dans le calendrier, aura servi à passer le temps pour une équipe mixte. L'un dans l'autre, je doute de son utilité réelle.

## Le tournoi « Mon favori ? Le Brésil, devant l'Argentine »

La France, tenante du titre, repart-elle pour autant avec le statut de favorite, surtout après un Euro 2020 totalement raté ?

Non. Pour moi, le top du pronostic, c'est le Brésil. Les joueurs de Tite ont pris conscience que cela fait trop longtemps que la Seleção passe au travers. Vingt ans sans gagner une Coupe du monde pour le pays le plus titré, ça ne doit pas faire loin de l'équivalent d'un siècle ! Et puis, le Brésil s'est aussi loupé lors du tournoi de 2014 qui s'était déroulé chez lui. Autant d'arguments qui valent une réaction de la part d'une équipe qui me semble s'être départie de son autosuffisance. À commencer par Neymar, davantage dans les clous cette saison au PSG.

Juste au-dessous, je situerais l'Argentine dont le championnat est redevenu compétitif et qui produit donc de meilleurs joueurs à l'attention des

équipes européennes de pointe. Ce n'était peut-être plus vraiment le cas ces dernières années.

La France ne devrait pas se situer très loin de l'Albacelle, avec cette équipe d'Espagne dont le haut degré de technicité constituera un sérieux atout dans un tournoi où tout ira à cent à l'heure. Et où il sera difficile de passer en force en jouant tous les quatre jours.

Et la Belgique dans tout ça ?

Je sens un vent de scepticisme à peine sous-entendu dans votre question. (Rires) Oui, Hazard n'est pas le Hazard d'il y a quatre ans. Oui, Lukaku risque d'arriver dans le tournoi après une course contre la montre. Oui, les autres cadres comme Witsel, Mertens, Vertonghen ou Alderweireld ont pris un coup de vieux. Mais la Belgique a pour elle une expérience de quatre tournois consécutifs, cinq si l'on y ajoute le Final

Four de la Ligue des Nations disputé il y a tout juste un an. On l'attendait jadis, cette équipe belge. On ne l'attend plus aujourd'hui. Et si le handicap d'hier se transformait aujourd'hui en avantage surprise ? Je paie pour voir en tout cas.

Qatar-Equateur, ce dimanche au programme : pas vraiment l'ouverture en mode majeur, non ?

C'est le moins que l'on puisse dire, en effet. Depuis que la Fifa a perdu la bonne habitude de faire honneur au champion du monde en titre à la World Cup de 1994 où un piètre États-Unis-Suisse avait ouvert le bal (1-1), elle démontre qu'elle a cédé aux intérêts financiers que représente le pays organisateur. Et quand on se retrouve cette fois avec en tête d'affiche le Qatar dont personne au monde ne peut énumérer le nom d'un seul joueur, on a ce qu'on mérite !



Avec le match d'ouverture, la Fifa démontre qu'elle a cédé aux intérêts financiers que représente le pays organisateur

»